

École de politique appliquée
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

« Condamnés à l'espoir » face au conflit syrien (2011-2017) : Grilles de lecture et positionnement politique chez des membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal

Par

Jean-Sébastien Marsolais

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

En vue de l'obtention du grade

MAÎTRE ÈS ARTS (politique appliquée)

Sherbrooke

Mai 2018

Composition du jury

« Condamnés à l'espoir » face au conflit syrien (2011-2017) : Grilles de lecture et positionnement politique chez des membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal

Jean-Sébastien Marsolais

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Sami AOUN, directeur de recherche
Département de politique appliquée, Faculté des Lettres et sciences humaines

Serge GRANGER, lecteur interne
Département de politique appliquée, Faculté des Lettres et sciences humaines

Mohamed OURYA, lecteur interne
Département de politique appliquée, Faculté des Lettres et sciences humaines

RÉSUMÉ

En mars 2011, dans le sillage des printemps arabes, se déclenchent en Syrie des manifestations qui ébranlent le régime autoritaire de Bashar al-Assad. La situation dégénère progressivement en un conflit meurtrier, qui prend à la fois les caractéristiques d'une guerre civile, d'une guerre par procuration et d'une guerre confessionnelle. Ce conflit entraîne l'implication de la diaspora syrienne, qui a dans ces circonstances l'opportunité de jouer plusieurs rôles possibles, qu'ils soient pacificateurs ou belligènes. Il importe donc de comprendre le sens de cette implication en s'intéressant à la perception que des individus d'origine syrienne ont du conflit en Syrie afin de comprendre le positionnement politique qu'ils adoptent par rapport à ce dernier. À cet égard, le présent mémoire présente et analyse les résultats d'entretiens semi-directifs conduits avec 17 membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal, où il leur a été demandé d'explicitier la manière dont s'articulent, pour eux, les trois principales grilles de lecture du conflit syrien (2011-2017) — la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, l'ingérence de puissances étrangères et les loyautés communautaires — avec leur positionnement politique (prorégime ou antirégime). Il en résulte que les 6 participants prorégime ont tendance à appuyer le régime syrien par peur d'une alternative perçue comme étant essentiellement islamiste, dont ils croient reconnaître le vrai visage dans les exactions des jihadistes. De leur côté, les 11 interviewés antirégime se considèrent plutôt comme des orphelins politiques, puisqu'ils peinent à trouver dans les institutions existantes de l'opposition — qu'ils estiment minée par les ambitions personnelles, phagocytée par les intérêts étrangers et compromise idéologiquement par les islamistes — un véhicule qui convient à leurs idéaux démocratiques. Enfin, l'analyse des déclarations de l'ensemble des personnes interrogées révèle l'importance qu'occupe dans leur subjectivation politique l'expérience qu'ils ont vécue sous l'État autoritaire syrien.

Mots-clés : Conflit syrien, diaspora syrienne, positionnement politique, printemps arabes, guerre par procuration, loyautés communautaires, subjectivation politique.

REMERCIEMENTS

Merci tout d'abord à mon directeur de maîtrise, Sami Aoun, toujours disponible, toujours de bon conseil, toujours prêt à aider, qui m'a généreusement soutenu de toutes les manières possibles et imaginables. Merci de sa noble générosité et de sa patience.

Merci aux personnes interrogées, dont la magnanimité m'a frappé et inspiré et avec lesquelles j'ai eu des échanges toujours très riches, humainement et intellectuellement.

Merci ensuite à mes parents, chez qui je trouve toujours une oreille attentive et qui m'ont aidé financièrement au moment le plus critique.

Merci enfin à mes trois frères d'âme. Merci d'exister.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| LISTE DES TABLEAUX | 1 |
| INTRODUCTION | 2 |
| CHAPITRE 1. MISE EN CONTEXTE : LA SYRIE ET LA COMMUNAUTÉ D'ORIGINE SYRIENNE AU QUÉBEC | 5 |
| 1.1 Les bases historiques de la Syrie contemporaine | 5 |
| 1.1.1 L'héritage impérial ottoman (1850-1920) | 5 |
| 1.1.2 La politique des notables : l'ère des nationalismes (1920-1970)..... | 9 |
| 1.1.3 L'État autoritaire et sa société : le régime des al-Assad (1970-2011) | 12 |
| 1.1.4 Le printemps syrien et la guerre civile (2011-2017)..... | 19 |
| 1.2 La communauté d'origine syrienne au Québec | 22 |
| 1.2.1 Perspective historique : la communauté d'origine syrienne présente au Québec depuis plus d'un siècle | 22 |
| 1.2.2 Les caractéristiques sociodémographiques de la communauté d'origine syrienne contemporaine..... | 24 |
| 1.3 Conclusion : lacune analytique..... | 26 |
| CHAPITRE 2. CADRE OPÉRATOIRE | 28 |
| 2.1 Cadre conceptuel : les principales grilles de lecture du conflit syrien | 28 |
| 2.1.1 La dynamique révolutionnaire des printemps arabes..... | 28 |
| 2.1.2 L'ingérence des puissances étrangères | 30 |
| 2.1.3 Les loyautés communautaires | 31 |
| 2.2 Question de recherche | 34 |
| 2.3 Méthode de collecte des données | 35 |
| 2.3.1 Élaboration du guide d'entretien..... | 36 |
| 2.3.2 Stratégie d'échantillonnage..... | 36 |
| 2.3.3 Déroulement et transcription des échanges..... | 37 |
| 2.3.4 Anonymat et considérations éthiques | 38 |
| CHAPITRE 3. RÉSULTATS ISSUS DES ENTRETIENS | 39 |
| 3.1 Profil général des participants | 39 |
| 3.2 Catégorisation du positionnement politique | 42 |
| 3.3 Les participants prorégime : Better the devil you know than the devil you don't | 43 |
| 3.3.1 Le printemps syrien : un leurre pour déstabiliser le pays | 44 |

| | |
|--|-----|
| 3.3.2 L'ingérence étrangère : Le gouvernement syrien et ses alliés contre des puissances régionales et internationales hostiles | 47 |
| 3.3.3 Les loyautés communautaires : un vivre-ensemble menacé par la méfiance entre les communautés et l'horreur jihadiste..... | 58 |
| 3.3.4 Retour sur le positionnement politique : un soutien problématique à l'autoritarisme ... | 64 |
| 3.4 Les participants antirégime : les révolutionnaires orphelins | 71 |
| 3.4.1 Le printemps syrien : une véritable révolution pacifique au départ..... | 71 |
| 3.4.2 Les ingérences étrangères contre la souveraineté populaire | 82 |
| 3.4.3 Des appartenances communautaires qui fragmentent le peuple syrien | 91 |
| 3.4.4 Retour sur le positionnement politique : les difficultés de soutenir une opposition impuissante et fragmentée..... | 100 |
| 3.5 Conclusion : analyse comparée de l'articulation des grilles de lecture dans le discours des participants prorégime et antirégime | 108 |
| CHAPITRE 4. DISCUSSION : QUELQUES EFFETS D'UNE SUBJECTIVATION POLITIQUE EN SYRIE | 114 |
| 4.1 La mésestimation des limites de l'action politique | 115 |
| 4.2 Idéalisation de la démocratie et écueils de la refondation du politique..... | 122 |
| 4.3 Les communautés entre les individus et l'État : avant tout une question de sécurité..... | 129 |
| 4.4 Conclusion : le discours des participants à l'aune du politique tel qu'il s'incarne en Syrie | 136 |
| CONCLUSION | 138 |
| BIBLIOGRAPHIE | 141 |
| ANNEXES | 151 |
| Annexe 1. Carte de la Syrie après 1937..... | 151 |
| Annexe 2. Guide d'entretien (français) | 152 |
| Annexe 3. Guide d'entretien (anglais)..... | 154 |
| Annexe 4. Formulaire d'information et de consentement (français)..... | 156 |
| Annexe 5. Formulaire d'information et de consentement (anglais) | 159 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1. Répartition des participants selon leur appartenance à une communauté confessionnelle | 40 |
| Tableau 2. Répartition des participants selon leur niveau d'études universitaires complété le plus élevé | 40 |
| Tableau 3. Répartition des participants selon l'année de départ de la Syrie | 41 |
| Tableau 4. Actions posées par les participants dans le cadre de leur implication politique ou humanitaire relative au conflit syrien (2011-2017)..... | 42 |

INTRODUCTION

La documentation existante sur les diasporas et leur rôle dans des conflits à l'intérieur de leur pays d'origine constitue un corpus abondant. La mondialisation et les nouveaux moyens de communication (téléphones intelligents, SMS, médias sociaux, journaux disponibles sur internet, chaînes de télévision satellitaires, etc.) rendent plus facile pour une diaspora de maintenir toutes sortes de liens avec le pays d'origine et de vivre à distance la vie politique de ce dernier. De plus, le fait que les identités soient de moins en moins déterminées territorialement encourage l'implication des diasporas dans des luttes politiques et militaires qui se déroulent à des centaines de kilomètres du lieu où ils habitent¹.

La majorité des recherches existantes sur le rôle politique des diasporas insistent sur la fonction belligène qu'elles peuvent jouer dans les conflits. À cet égard, plusieurs auteurs soulignent que la plupart de ces derniers, depuis la fin de la guerre froide, sont des conflits infraétatiques caractérisés par l'affrontement entre groupes identitaires. Or, les identités étant largement aujourd'hui transnationales, ce type de guerre civile amène une certaine déterritorialisation des dynamiques des hostilités². Les diasporas ont ainsi un rôle central à jouer dans genre d'affrontements, en y participant de manière économique, politique ou militaire, ou encore en octroyant leurs services du côté de la production des idées ou de la génération de savoir-faire. Par ailleurs, les contributions financières provenant de communautés diasporiques en direction de groupes d'opposition dans les pays d'origine sont estimées à des dizaines de millions de dollars chaque année³. Le potentiel pour les membres d'une diaspora de soutenir financièrement un groupe armé, de promouvoir sa cause dans l'opinion publique des pays d'accueil ou d'effectuer du démarchage auprès des gouvernements augmente considérablement avec les nouveaux moyens de communication contemporains⁴. À cet égard, comme les groupes identitaires dans les conflits infraétatiques ne possèdent que peu d'occasions de représentation sur la scène internationale et que la fin de la guerre froide a retiré la possibilité de se faire parrainer par Washington ou Moscou, ce sont les diasporas qui jouent de plus en plus ce rôle de soutien⁵. Certains membres de diasporas vont même jusqu'à

¹ Jolle DEMMERS, « Diaspora and Conflict: Locality, Long-Distance Nationalism, and Delocalisation of Conflict Dynamics », *The Public Journal of the European Studies for Communication and Culture*, Vol. 9, No. 1, 2002, pp. 88-89.

² *Ibid.*, p. 88.

³ Päivi PIRKKALAINEN et Mahdi ABDILE, « The Diaspora — Conflict — Peace — Nexus: A Literature Review », *Diaspeace*, Working paper No. 1, 2009, p. 12.

⁴ Jolle DEMMERS, *op. cit.*, p. 89.

⁵ *Id.*, « New Wars and Diasporas: Suggestions for Research and Policy », *Journal of Peace Conflict & Development*, Vol. 11, 2007, p. 7.

joindre les hostilités sur le terrain. Cependant, de manière générale, les diasporas ne sont pas physiquement impliquées dans un conflit, quoiqu'elles entretiennent souvent une vision idéalisée du pays d'origine qui peut les pousser à être plus radicales dans leurs prises de positions politiques. Les réfugiés, en particulier, semblent jouer une fonction belligène dans les diasporas⁶.

Celles-ci peuvent aussi jouer un rôle dans la reconstruction d'un pays. Elles peuvent participer à répandre les idéaux de démocratie et de pluralisme dans leur pays d'origine. Les diasporas peuvent également contribuer à la résolution des conflits et la promotion de la paix à travers plusieurs types d'implication incluant des actions civiques comme le développement communautaire et les investissements économiques, l'implication politique directe dans le pays d'origine et des actions de démarchage et de plaidoyer⁷. Enfin, une diaspora est le plus souvent une entité désagrégée, hétérogène, et non un bloc unique et cohérent. Ces divisions peuvent provenir du pays d'origine, du moment de départ de celui-ci, ou s'accroître en exil : « Dans certains cas, les membres d'un groupe diasporique appartenant à la même classe sociopolitique, ou partageant la même affiliation religieuse, peuvent soutenir et/ou mobiliser des acteurs différents dans le conflit dans leur pays d'origine »⁸. Les études sont souvent orientées vers les franges plus militantes, et donc plus visibles, des communautés diasporiques, mais il faut aussi prendre en compte le rôle que peuvent y jouer les modérés, les femmes, etc.

Or, la violence extrême en Syrie occupe une place centrale dans les préoccupations de nos concitoyens d'origine syrienne. Ils s'inquiètent pour leurs proches, pour l'avenir de leur pays. Des membres impliqués de la communauté d'origine syrienne, qu'ils soient laïques ou religieux, mettent sur pied des manifestations, des campagnes de souscription, des conférences, des visionnements de documentaires, des discussions publiques. Ils écrivent des lettres ouvertes dans les journaux ou sur des blogues, ils tentent d'obtenir l'oreille de députés, ils apparaissent parfois à la télévision. Ils envoient de l'argent à leur famille, ils donnent à des associations humanitaires internationales, à des fondations privées. Ils s'engagent dans des entreprises de charité ou dans des organisations politiques.

⁶ Païvi PIRKKALAINEN et Mahdi ABDILE, *op. cit.*, pp. 18-19.

⁷ *Ibid.*, p. 29.

⁸ *Ibid.*, p. 26. Traduction de l'auteur.

Dans un tel contexte, il est pertinent de s'intéresser aux perceptions de la plus ancienne communauté syrienne du Canada et une des plus nombreuses encore aujourd'hui, à savoir celle de Montréal. Comment les membres de la diaspora syrienne de Montréal perçoivent-ils le conflit en Syrie ? Le régime est-il, selon eux, responsable de la débâcle et donc condamné à l'effondrement à moyen terme ? À moins qu'ils estiment que celui-ci réussisse à rétablir son autorité sur l'ensemble du pays ? De quelle manière évaluent-ils que les puissances régionales et internationales influencent la situation en Syrie même ? Quelle place croient-ils que les appartenances communautaires, ethniques ou confessionnelles, occupent dans le conflit ? Ce mémoire tente de répondre à ces interrogations générales — et bien d'autres — à travers des entrevues semi-directives menées avec des membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal autour de la question de recherche suivante : *Dans le discours de membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal, comment le positionnement politique par rapport au conflit en Syrie (2011-2017) s'articule-t-il avec les grilles de lecture (1) de la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, (2) de l'ingérence de puissances étrangères et (3) des loyautés communautaires ?*

Tout d'abord, le premier chapitre de ce mémoire consiste en une double mise en contexte : premièrement, l'histoire contemporaine de la Syrie, de la fin de l'Empire ottoman de la période des *Tanzimats*, jusqu'aux premières manifestations en 2011 et la guerre civile syrienne ; deuxièmement, l'histoire et les caractéristiques sociodémographiques de la communauté d'origine syrienne du Québec, largement concentrée dans la région métropolitaine de Montréal. Ensuite, le deuxième chapitre de ce travail établit le cadre opératoire dans lequel s'effectue la recherche en posant le cadre conceptuel utilisé, la question de recherche posée et le cadre méthodologique employé pour répondre à cette dernière. Le troisième chapitre de cette étude, quant à lui, présente les résultats issus des entretiens menés avec 17 individus rassemblés en deux groupes selon leur positionnement politique par rapport au régime syrien — prorégime et antirégime — pour se terminer par une analyse comparative entre ceux-ci. Enfin, le quatrième et dernier chapitre de cette recherche pousse plus loin l'analyse des résultats en faisant le lien entre les déclarations des participants et la subjectivation politique qu'ils ont vécue en Syrie.

CHAPITRE 1. MISE EN CONTEXTE : LA SYRIE ET LA COMMUNAUTÉ D'ORIGINE SYRIENNE AU QUÉBEC

Avant de pouvoir établir le cadre opératoire de la présente étude et de s'intéresser aux déclarations des personnes interrogées, il est nécessaire de commencer par dépeindre le contexte syrien dont il sera question tout au long de ce mémoire afin de fournir au lecteur inaccoutumé à cet objet de recherche quelques points de référence historiques, politiques, socioéconomiques et culturels essentiels à la compréhension du propos. La première partie de ce chapitre est donc consacrée à l'histoire de la Syrie, du XIX^e siècle ottoman jusqu'à la guerre civile syrienne telle qu'elle se déroule au printemps 2017, moment du dernier entretien effectué. La seconde partie, quant à elle, décrit succinctement l'histoire de la communauté d'origine syrienne au Québec — dont sont issus les participants aux entrevues — et quelques traits sociodémographiques de celle-ci.

1.1 Les bases historiques de la Syrie contemporaine

Pour comprendre les différentes dynamiques politiques, économiques et socioculturelles auxquelles les participants font allusion dans leurs déclarations et sur lesquelles ils fondent leur raisonnement, il est crucial de tout d'abord effectuer un retour sur l'histoire syrienne des XIX^e et XX^e siècles. Cette mise en contexte historique s'inspire de la structure ternaire qu'établit Philippe Droz-Vincent dans son ouvrage *Moyen Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*⁹, laquelle présente l'avantage de mettre en évidence les trois types de configurations politiques qui marquent l'histoire contemporaine de la Syrie : la « politique d'empire » de l'Empire ottoman des *Tanzimats* (1850-1918), la « politique des notables » des élites nationalistes (1918-1970) et la « politique du régime » du régime autoritaire des al-Assad (1970-2011). Une quatrième partie relate les principaux événements qui se sont déroulés depuis les premières manifestations en Syrie en mars 2011 jusqu'au 14 avril 2017, date précise à laquelle s'est effectuée la dernière entrevue.

1.1.1 L'héritage impérial ottoman (1850-1920)

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, dans le but de rattraper leur retard militaire, technologique, économique et politique face aux puissances européennes et ainsi tenter de réduire l'ingérence de celles-ci dans ses affaires intérieures, les Ottomans se lancent dans une série de réformes visant à moderniser l'empire, les *Tanzimats* (1839-1876). Afin d'appliquer ces réformes et gouverner ses

⁹ Philippe DROZ-VINCENT, *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Proche Orient, 2004.

provinces syriennes, l'empire s'appuie en Syrie¹⁰ sur une nouvelle classe de notables urbains. Ceux-ci sont issus de l'ancienne classe des notables ottomans (*a'yan* en arabe) qui assuraient jusqu'alors l'administration des provinces et la médiation avec le centre politique, administratif et économique de l'empire, Istanbul¹¹. Élités urbaines sunnites dont les familles occupent souvent des positions religieuses (*qadi*, *'alim*, *khatib*, etc.), ils sont attachés au pouvoir ottoman, grâce auquel ils intègrent des fonctions administratives et accumulent de larges propriétés terriennes¹². Les notables urbains sont en effet les seuls à posséder suffisamment de capital pour acheter de vastes étendues de terres qui appartenaient auparavant à l'État, ajoutant à leur rôle d'intermédiaires de la Porte celui de grands propriétaires terriens. Dès lors, « leur rapport aux positions institutionnelles liées à l'administration, leur mode de vie, leur socialisation, le regard des autres stabilisent sociologiquement ces individus dans un groupe socialement distinct devenu le cœur des sociétés arabes ottomanes : les notables urbains »¹³. À l'époque, la Syrie est dirigée par cette nouvelle classe de propriétaires, largement absentéiste, qui réduit à un quasi-esclavage les ouvriers agricoles à travers des prêts usuraires et des menaces d'éviction¹⁴.

Outre ces conséquences politiques et économiques, les *Tanzimats* visent aussi à outrepasser les divisions communautaires présentes dans l'empire afin de créer un ensemble ottoman plus uni. En effet, la société syrienne ottomane de cette époque est caractérisée par la large autonomie que cet empire multilinguistique, multiconfessionnel et multiculturel accorde aux différentes communautés vivant sous son autorité. Les diverses communautés confessionnelles sont représentées en tant qu'intermédiaires légitimes responsables de leur communauté auprès du sultan ottoman, qui lui-même incarne le sunnisme officiel en faisant fonction de calife¹⁵. De plus, chacune d'entre elles possède une certaine autonomie juridique, notamment en matière de statut personnel. Lors des XVIII^e et XIX^e siècles, le système impérial ottoman amène donc la création de véritables peuples dont les institutions, les hiérarchies, les réseaux économiques et sociaux existent souvent

¹⁰ La Syrie n'existe pas comme entité administrative sous l'Empire ottoman. Ce sont les orientalistes européens, attachés aux dénominations antiques apparaissant dans la Bible, qui revalorisent le nom de « Syrie ».

¹¹ *Ibid.*, p. 26.

¹² *Ibid.*, p. 19.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Syed Aziz AL-AHSAN, « Economic Policy and Class Structure in Syria: 1958-1980 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 16, No. 3, 1984, p. 302.

¹⁵ Henry LAURENS, *L'Orient arabe : Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, Armand Collin, deuxième édition, 2000, p. 22.

en parallèle les uns des autres¹⁶. Les échanges avec les puissances européennes contribuent également à renforcer l'identité de ces entités confessionnelles déjà organisées institutionnellement par le fonctionnement interne de l'empire. Par exemple, le commerce levantin favorise certaines minorités confessionnelles — entre autres les Grecs orthodoxes, les Arméniens et les Juifs —, qui profitent de leur statut d'intermédiaires commerciaux privilégiés pour se ranger sous l'autorité croissante des puissants consulats européens (les fameuses *capitulations*). Les Chrétiens, en particulier, tirent avantage des réseaux diplomatiques, économiques et académiques qu'ils tissent avec l'Occident *via* les chancelleries et les missionnaires. Signe de leur prospérité, leur population augmente jusqu'à atteindre 30 % des provinces syriennes au début du XX^e siècle¹⁷. De leur côté, sous la domination des notables urbains sunnites, les Alaouites — appartenant largement à la paysannerie pauvre — sont particulièrement marginalisés à cette époque¹⁸. Les Druzes, quant à eux, maintiennent une certaine autonomie, entre autres grâce à leurs liens avec les Britanniques. Ainsi, l'appartenance à une communauté confessionnelle peut avoir une incidence sur l'appartenance à une classe sociale, à un statut socioéconomique, à un accès plus facile à une éducation de qualité, etc.

Les grandes puissances européennes comme les Français, les Britanniques et les Russes se servent donc de ces protectorats sur les minorités confessionnelles afin de s'ingérer dans les affaires internes ottomanes, renforçant les divisions confessionnelles entre communautés. En réponse à cette tendance, les *Tanzimats* visent à créer une nation ottomane sur le modèle européen, où tous les citoyens ottomans seraient égaux devant l'État. Cependant, des inégalités de droits et de devoirs persistent et les réformes poussent paradoxalement plutôt à la consolidation de la reconnaissance du rôle structurant des groupes confessionnels dans la société ottomane : « [l'individu] sera toujours pris en compte en fonction du groupe confessionnel auquel il appartient et la communauté aura toujours plus tendance à se définir en tant que peuple au sens politique du terme »¹⁹. Le projet

¹⁶ L'auteur de ce mémoire estime à l'image de l'historien Henry Laurens que les communautés confessionnelles syriennes, de par leur caractère suprafonctionnel (communauté de foi, mais aussi corps politique, groupe de solidarité, réseau économique, etc.), ont droit à la majuscule. Voir à cet égard *ibid.*, p. 9.

¹⁷ *Ibid.*, p. 29.

¹⁸ Sans remettre en cause la pauvreté et la marginalisation des Alaouites, certains auteurs s'attachent cependant à relativiser une historiographie convenue visant à dépeindre les Alaouites comme les victimes d'une persécution spécifique de la part des autorités ottomanes. Voir à cet égard Stefan WINTER, « The Alawis in the Ottoman Period », dans Michael KERR et Craig LARKIN (ed.), *The Alawis of Syria: War, Faith and Politics in the Levant*, Londres, Hurst & Company, 2015, pp. 60-61.

¹⁹ Henry LAURENS, *op. cit.*, p. 67.

de fonder une citoyenneté ottomane se heurte donc aux différences confessionnelles et linguistiques présentes dans l'empire, exacerbées par les puissances européennes.

C'est dans ce contexte que, progressivement, l'idée jusqu'alors étrangère d'une nation turque prend son essor chez plusieurs fonctionnaires et officiers ottomans de l'Anatolie, à l'image du modèle européen de l'État-nation. Le mouvement des Jeunes Turcs, qui porte ce projet, réussit à s'emparer du pouvoir en 1908 et rétablit le parlement ottoman supprimé par le sultan Abdül Hamid II en 1878. Les notables urbains sunnites y deviennent alors députés, pensant pouvoir y défendre leurs intérêts au sein de l'empire. Cependant, après une courte lune de miel avec le Comité Union et Progrès au pouvoir, le centralisme turquifiant de celui-ci les rebute. En effet, la carrière de plusieurs notables arabes est menacée par la turcification et la chute des anciens réseaux de patronage. Nombreux sont ceux, surtout parmi les plus jeunes, qui se voient refuser l'accès à un poste malgré la possession des qualifications requises ou qui sont carrément renvoyés de la position qu'ils occupaient jusqu'alors²⁰. Cette déception les mène à s'opposer en grand nombre au gouvernement en appuyant une décentralisation ottomane et en élaborant un nationalisme arabe²¹. L'idée d'une nation arabe, qui unirait le *Bilad al-Sham*, c'est-à-dire la Syrie, le Liban, la Palestine, le nord de la Jordanie et le nord-est de l'Irak, fait ainsi son apparition en Syrie et au Liban, se basant autour du mouvement de renaissance arabe (*Nahda*), jusqu'alors surtout linguistique et culturel. Ce projet est soutenu avec enthousiasme par une large partie des élites chrétiennes et des autres minorités confessionnelles, qui voient dans une nation fondée sur l'arabité l'occasion de profiter d'une citoyenneté et d'une égalité de droits véritables.

La Première Guerre mondiale (1914-1918) accélère plusieurs des dynamiques citées ci-dessus. L'Empire ottoman entre en guerre aux côtés de l'Allemagne, entraînant des privations que les officiers turcs ottomans — parfois de manière brutale — font respecter à la population arabe syrienne. Cherchant des appuis contre l'ennemi ottoman, les Britanniques promettent la formation et l'indépendance d'un « royaume arabe » au Chérif Hussein de la Mecque en cas de victoire sur l'Empire ottoman, en misant sur une révolte arabe organisée entre autres par l'illustre Laurence d'Arabie. Cependant, le Royaume-Uni et la France concluent en secret le 16 mai 1916 les accords Sykes-Picot, par lesquels les deux pays se partagent les terres arabes sous domination ottomane en

²⁰ Philip S. KHOURY, *Urban Notables and Arab Nationalism: The Politics of Damascus, 1860-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, Cambridge Middle East library, 2003, p. 95.

²¹ *Ibid.*, p. 97.

sphères de contrôle et d'influence. Les Britanniques et les Arabes prennent Damas en 1918, mais le territoire syrien qui revient après la guerre à Fayçal I^{er}, fils du Chérif Hussein, est singulièrement tronqué. Le traité de San Remo en 1920 achève de découper le territoire syrien selon ses frontières contemporaines (à l'exception du Sandjak d'Alexandrette, rétrocédé à la Turquie par la France en 1937) et de confier son administration effective au mandataire français. La France écrase ainsi l'armée de Faysal à Khan Maysalûn en 1920 et impose son mandat à la Syrie.

1.1.2 La politique des notables : l'ère des nationalismes (1920-1970)

Sous le mandat français (1920-1946), l'opposition à l'occupant se cristallise autour d'un discours unificateur de libération nationale. En effet, la situation pousse les élites syriennes à s'unir progressivement autour d'un discours nationaliste et anticolonial qui résonne dans toutes les communautés ethnoconfessionnelles. Par exemple, la Grande révolte syrienne de 1925-1927, bien qu'initiée par le Druze Sultan Pasha al-Atrash, jouit de nombreux soutiens parmi toutes les communautés confessionnelles. Cependant, s'inspirant du modèle libanais où les Français s'appuient sur les Maronites pour diriger le pays, le pouvoir mandataire s'emploie dès lors à fractionner la résistance à l'occupation en cherchant à diviser la population syrienne sur des lignes communautaires. Le territoire est ainsi fractionné en plusieurs entités administratives sur des bases ethniques et confessionnelles et les autorités coloniales encouragent l'entrée des minorités dans l'armée. Dès cette époque, des Alaouites saisissent cette opportunité afin de sortir de la marginalité et de la pauvreté. Le mandat français favorise aussi les Chrétiens, qui s'installent alors durablement dans un rôle de petite-bourgeoisie professionnelle libérale. Toutefois, les efforts de division communautaire des Français échouent à briser l'élan du nationalisme anticolonial.

Dans la foulée de ce discours antimandataire, les notables urbains sunnites renforcent leur pouvoir *via* leur capacité à mobiliser la rue²². À Damas, Homs, Hama et Alep, les grandes familles notabiliaires se constituent ainsi de véritables fiefs politiques qui leur appartiennent en propre²³. De plus, leur emprise économique sur le pays ne cesse de croître. Ces familles demeurent la classe dirigeante, soit en tant que bourgeoisie *comprador* faisant affaire avec le mandat français et le capital étranger, soit comme une « bourgeoisie nationale » composée de marchands et des premiers industriels qui dans les années 1930 et 1940 importent pour la première fois de la machinerie

²² Philippe DROZ-VINCENT, *op. cit.*, pp. 56-57.

²³ Caroline DONATI, *L'exception syrienne : Entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2009, p. 42.

moderne en Syrie à grande échelle²⁴. Cette classe continue de se développer principalement sur la paupérisation de la paysannerie syrienne et souffre corrélativement d'un manque de légitimité populaire. Les inégalités sont criantes : le premier 2 % de la population représente 50 % des revenus nationaux, les 18 % suivants (composé principalement de marchands ou de petits propriétaires) en reçoivent environ 25 % et enfin 80 % de la population (le peuple) se partage le 25 % restant²⁵.

Suite au départ des Français en 1946, causé par l'affaiblissement de la France après la Seconde guerre mondiale, c'est le nationalisme qui est au centre des esprits et du débat public. Les consciences communautaires semblent reculer au profit d'une vision nationale (syrienne ou panarabe). Sunnites, Chrétiens, Alaouites, Druzes et Ismaéliens participent tous à la construction de la nation. Toutefois, la bourgeoisie notabiliaire maintient son pouvoir sur la société et domine sans conteste la vie politique et économique dans un contexte de libre entreprise qui favorise la perpétuation de son pouvoir. En effet, le pouvoir politique en Syrie est à cette époque monopolisé par un club très fermé d'environ 50 familles, pour la plupart musulmanes sunnites²⁶. L'État est alors la créature de ces anciennes familles notabiles, une situation qui devient de plus en plus insupportable pour un peuple syrien de plus en plus éduqué²⁷. Dans ce contexte, comme l'accès à la scène politique leur est difficile, c'est surtout dans l'armée que les déshérités (les masses rurales et les minorités ethnoconfessionnelles) prennent leur place. Les Druzes, les Ismaéliens et les Alaouites y forment alors des groupes compacts. Ils trouvent aussi un véhicule politique qui leur convient dans le parti Ba'th — fondé en 1946 par un Chrétien grec orthodoxe (Michel Aflak), un Sunnite (Salah al-Din al-Bitar) et un Alaouite (Zaki al-Arsouzi) —, autour d'un message alliant nationalisme, socialisme et anti-impérialisme. Le Ba'th parvient donc à accroître son poids politique en s'appuyant sur les milieux minoritaires et ruraux mécontents de la domination de l'élite urbaine et sunnite²⁸. C'est d'ailleurs une initiative de Salah al-Din al-Bitar qui provoque la fondation de la République Arabe Unie (R.A.U.) en 1958.

²⁴ Volker PERTHES, « The Bourgeoisie and the Ba'th: A Look at Syria's Upper Class », *Middle East Report*, No. 170, 1991, p. 31.

²⁵ Raymond A. HINNEBUSCH, *Syria: Revolution from Above*, Londres, New York, Routledge, 2001, p. 21.

²⁶ Michel SEURAT, *Syrie : l'État de barbarie*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Proche Orient, 2012, p. 198.

²⁷ Raymond A. HINNEBUSCH, « State and Civil Society in Syria », *Middle East Journal*, Vol. 47, No. 2, 1993, p. 245.

²⁸ Raymond A. HINNEBUSCH, « Syria », dans Tim NIBLOCK et Emma MURPHY (dir.), *Economic and Political Liberalization in the Middle East*, Londres, New York, British Academic Press, 1993, p. 178.

L'union avec l'Égypte de Nasser arrive dans un contexte riche en rebondissements pour la Syrie. Peu après le départ des Français, la Syrie subit une défaite militaire cuisante dans sa lutte contre le nouvel État d'Israël en 1948, ce qui mine la confiance des Syriens envers la démocratie parlementaire, qui est bouillonnante, voire chaotique à ce moment. Husni al-Za'im, qui a mené les troupes syriennes contre les Israéliens, s'empare du pouvoir en 1949 dans un coup d'État appuyé par la CIA. Celui-ci détruit la nouvelle et fragile démocratie syrienne, ce qui engendre une série de coups militaires de plus en plus violents. Deux autres coups ont lieu en août et en décembre de la même année, le dernier portant au pouvoir Adib Shishakli, un militaire d'origine kurde cherchant à établir de bonnes relations avec l'Occident. Celui-ci est cependant destitué par un nouveau coup en 1954, où Shukri al-Quwatli reprend son poste de président qu'il avait perdu aux mains de Za'im en 1949, occupant de nouveau la position de 1955 à 1958. Il se retire au moment de l'union avec l'Égypte, qui se fait alors dans l'allégresse : le parlement syrien l'entérine à près de 93 % et les électeurs syriens votent oui par référendum à plus de 92 %.

La R.A.U. s'avère toutefois être une amère déception. Il s'agit en effet plus d'une absorption de la Syrie par la puissante Égypte de Nasser que l'alliance d'égal à égal qui était souhaitée : toute l'élite politique syrienne est écartée, les partis politiques sont dissolus et l'administration syrienne est étouffée par la bureaucratie égyptienne. De plus, l'islam devient la religion d'État, ce qui déplaît aux minorités confessionnelles. Bref, la désillusion est brutale et la situation semble mécontenter l'ensemble des élites syriennes. Les politiques socialistes de ces trois années d'union entre la Syrie et l'Égypte (1958-1961) visent à briser la classe bourgeoise traditionnelle à l'aide de plusieurs mesures comme une réforme agraire radicale (dès septembre 1958) et la nationalisation des grandes industries, des compagnies d'assurance et des banques (en juillet 1961)²⁹. Ces réformes drastiques sont probablement une des causes du coup sécessionniste deux mois plus tard, qui marque le retour de la bourgeoisie traditionnelle au pouvoir. Les banques et les industries sont dénationalisées et des réformes agraires sont de nouveau menées pour favoriser cette fois les grands propriétaires terriens³⁰. Cependant, ce retour de la bourgeoisie traditionnelle est de courte durée et elle est définitivement écartée à partir de 1963 par un régime ba'thiste dirigé officiellement par le Sunnite Amin al-Hafez, chef de la faction panarabe et nationaliste (*qawmi*) du parti. Dans les faits, c'est alors le Comité militaire du Ba'th qui contrôle le pays : l'Alaouite Salah Jadid, le chef de la branche régionaliste (*qutri*) du parti, gouverne *de facto* à compter de 1966. Celui-ci place ses hommes de

²⁹ Syed Aziz AL-AHSAN, *op. cit.*, pp. 303-305.

³⁰ Raymond A. HINNEBUSCH, *Syria: Revolution from Above*, Londres, New York, Routledge, 2001, p. 43.

confiance dans des postes stratégiques et pour la première fois de son histoire, le pouvoir prend en Syrie un visage de plus en plus alaouite. Sous sa direction, la Syrie s'aligne avec les Soviétiques et le Ba'th applique un socialisme strict : les expropriations sont confirmées, les nationalisations sont de retour et même étendues, le commerce international est désormais contrôlé par des agences étatiques et l'ancienne bourgeoisie notabiliaire est définitivement exclue des cercles du pouvoir³¹. Plusieurs membres de la bourgeoisie traditionnelle déplacent alors leurs avoirs à l'étranger et, ayant perdu leurs industries suite aux nationalisations, ils se tournent vers des activités non productives ou quittent le pays³². Cependant, la défaite de 1967 lors de la Guerre des Six Jours affaiblit le régime syrien. De plus, le parti est traversé par d'importantes tensions entre une aile radicale — favorable à une politique étrangère agressive et à des réformes sociales rapides — et une aile militaire, dirigée par le chef d'état-major de l'armée de l'air Hafez al-Assad, plus pragmatique. Suite aux événements de Septembre noir en 1970, après la mort de Nasser, celui-ci s'empare du pouvoir en s'appuyant sur une coalition de militaires largement composée d'Alaouites de sa région natale. Il fonde alors un pouvoir fortement autoritaire qui a des effets profonds sur la société syrienne.

1.1.3 L'État autoritaire et sa société : le régime des al-Assad (1970-2011)

Avec son coup d'État, Hafez al-Assad met fin à l'instabilité politique qui mine la République arabe syrienne depuis son indépendance en instaurant un État fort et extrêmement personnalisé :

Dans cet édifice qui combine « légalité institutionnelle » et état d'exception, Hafez al-Assad occupe une place centrale. Il cumule tous les pouvoirs et contrôle tout. Arbitre suprême, il devient au fil des années l'objet d'un culte de la personnalité d'une efficacité redoutable. Les Syriens passent de la « Syrie du Ba'th » à la « Syrie d'al-Assad ». L'armée et le parti Ba'th sont restructurés et transformés en instruments de pouvoir au service du dirigeant et de sa stratégie régionale. Mais la Syrie du « mouvement rectificatif » n'est pas une simple dictature militaire ba'thiste. L'autoritarisme y fonctionne sur une combinaison de répression et de cooptation. Hafez al-Assad et le groupe de généraux qui « privatisent » l'État central contrôlent la société moins à travers les institutions que par les réseaux clientélistes qu'ils établissent. La loyauté s'échange contre des biens matériels. La communauté alaouite est la pièce maîtresse de ce système de patronage : Hafez al-Assad y recrute ses officiers les plus fidèles, les éléments de sa garde prétorienne et des services de renseignement, le personnel responsable du maintien de l'ordre et des fonctionnaires soumis. Le cœur du pouvoir est donc alaouite, mais la base politique du régime est

³¹ Syed Aziz AL-AHSAN, *op. cit.*, p. 305-308.

³² Volker PERTHES, « The Syrian Private Industrial and Commercial Sectors and the State », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 24, No. 2, 1992, p. 209.

plus diluée. Le président Assad a tissé des alliances avec d'autres communautés, sur l'ensemble du territoire syrien, de Deir ez-Zor au nord à Soueida au sud en passant par Damas. Ces réseaux de solidarité ont été bâtis au sein du Parti et de ses appareils annexes (syndicats et organisations populaires), de la bureaucratie et du monde de l'entreprise, procurant à son régime une large assise au sein de la population, des salariés du service public à la masse des paysans et aux entrepreneurs privés.³³

Le régime al-Assad appuie son appareil sécuritaire sur des services de renseignements redoutables, les *mukhabarât* qui, comme les unités d'élites militaires et paramilitaires chargées de sa protection, sont commandées par des Alaouites issus de sa parentèle, ou du moins du même clan, de la même région :

Une analyse exhaustive de l'origine et de l'appartenance communautaire des principaux personnages des forces armées et de la sécurité intérieure qui se sont succédé au pouvoir de 1970 à 1997 montre que 61,3 % d'entre eux sont alaouites et 35,5 % sunnites. Parmi les alaouites, la majorité sont originaires de l'arrière-pays de Jableh, le fief du clan d'Hafez al-Assad. Ils constituent, par leur proximité géographique ou familiale avec l'ancien président, le cœur de la '*asabiyya*, au pouvoir à des postes stratégiques : chef des services de sécurité, responsable des Brigades de défense... Quand le ministre de la Défense et le chef d'état-major sont sunnites, leur pouvoir reste fictif : les véritables décisions sont prises par les adjoints alaouites. De toute façon, sept des neuf divisions syriennes sont commandées par des alaouites.³⁴

Par ailleurs, Hafez al-Assad édifie aussi une armée de masse moderne : de 60 000 hommes en 1966, elle passe à 137 000 en 1975, jusqu'à atteindre près de 400 000 hommes en 1990 : c'est le combat permanent contre Israël qui permet de légitimer auprès de la population cette institution omniprésente et toute-puissante³⁵.

Le « mouvement correctif » que lance Hafez al-Assad vise une certaine détente dans le duel entre le Ba'th et la classe bourgeoise. À son arrivée au pouvoir, al-Assad comprend qu'un socialisme austère n'est pas viable et il entreprend une ouverture limitée de l'économie afin de favoriser le retour des capitaux ayant quitté le pays dans les années 1960 et assurer un approvisionnement national en denrées alimentaires et en commodités de base. Il vise également à s'attirer ainsi le soutien des classes bourgeoises traditionnelles³⁶. Si les industriels ayant fui avec leurs capitaux lors des nationalisations continuent à tourner le dos à la Syrie, plusieurs marchands réintègrent à ce

³³ Caroline DONATI, *op. cit.* pp. 65-66.

³⁴ Fabrice BALANCHE, « Le cadre alaouite I. Alaouites : une secte au pouvoir », *Outre-Terre*, Vol. 2, No. 14, 2006, p. 85.

³⁵ Caroline DONATI, *op. cit.*, p. 70.

³⁶ Syed Aziz AL-AHSAN, *op. cit.*, p. 317.

moment l'économie syrienne³⁷. Le secteur public dans les années 1970 reste cependant largement dominant, profitant des rentes pétrolières des pays du Golfe qui augmentent à cette époque environ par dix pour appuyer la Syrie dans son combat contre Israël³⁸. L'État fournit ainsi de nombreux emplois et occupe presque tout le secteur de l'industrie lourde, subventionnant également plusieurs mesures qui sont favorables à sa base sociale rurale et minoritaire (programmes sociaux de toute sorte, éducation nationale, etc.). Le secteur privé ne peut donc se développer qu'en périphérie des monopoles étatiques (dans l'industrie légère, le tourisme, l'immobilier, la restauration, etc.)³⁹

Une profonde division persiste cependant entre les élites rurales minoritaires du régime et la bourgeoisie sunnite urbaine. La méfiance est d'autant plus forte que la bourgeoisie sunnite reste largement conservatrice et que l'homogénéité sociale des élites bureaucratiques perpétue le caractère distinctement régional et alaouite de celles-ci. Ainsi, ramener l'entreprise privée pour relancer l'économie est considéré comme un jeu à somme nulle, où la communauté urbaine sunnite gagnerait du pouvoir au détriment du leadership rural minoritaire⁴⁰. À défaut d'une véritable libéralisation, la Syrie voit donc s'étendre des réseaux de clientélisme qui relient certains milieux bourgeois sunnites aux élites bureaucratiques du régime. Sous une rhétorique socialiste se développent donc de nouvelles inégalités autour de l'État ba'thiste à travers l'émergence d'une « bourgeoisie d'État » — formée de fonctionnaires qui s'enrichissent par la contrebande et les commissions illégales et qui veulent se lancer en affaires — ainsi qu'une « nouvelle bourgeoisie », leurs partenaires.

Cependant, s'appuyant sur les frustrations de la grande bourgeoisie sunnite traditionnelle, mais aussi celles des ulémas, de plusieurs petits marchands et des membres des professions libérales, la contestation du régime s'incarne dans le mouvement des Frères musulmans⁴¹. Après un débat autour de la constitution de 1973 et une intervention syrienne promaronite au Liban en 1976 jugée antisunnite, c'est véritablement l'assassinat de cadets alaouites de l'école d'artillerie d'Alep en

³⁷ Volker PERTHES, «The Bourgeoisie and the Ba'th: A look at Syria's Upper Class», *Middle East Report*, no. 170, 1991, p. 32.

³⁸ Raymond A. HINNEBUSCH, « Syria », dans Tim NIBLOCK et Emma MURPHY (dir.), *op. cit.*, p. 183.

³⁹ Syed Aziz AL-AHSAN, *op. cit.*, pp. 308-310.

⁴⁰ Bassam HADDAD, *Business Networks in Syria: The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, California, Stanford University Press, 2012, p. 3.

⁴¹ Raymond HINNEBUSCH, « Modern Syrian Politics », *History Compass*, Vol. 6, No. 1, 2008, p. 271.

1979 qui met le feu aux poudres⁴². L'appartenance aux Frères musulmans est sanctionnée par la peine de mort dans les mois qui suivent⁴³. Les islamistes accusent les Alaouites au pouvoir de corruption, de népotisme et de comploter pour dominer le pays, alors que le régime qualifie ses opposants de fanatiques religieux voulant détruire l'État moderne syrien⁴⁴. Les années suivantes, ponctuées par des attentats terroristes et une répression de plus en plus brutale de la part du régime, aboutissent au massacre de Hama, où de 7000 à 30 000 personnes, selon les estimations, sont tuées par l'armée après une rébellion armée de près d'un mois (2-28 février 1982)⁴⁵. La révolte échoue donc à s'étendre et à enflammer le pays. Hafez al-Assad a gagné son pari : sa base populaire rurale minoritaire n'a pas bronché et la bourgeoisie sunnite cooptée a joué un rôle stabilisateur, protégeant le régime et ses intérêts immédiats⁴⁶. Damas en est l'exemple type : les réseaux de clientélisme y sont particulièrement touffus et permettent au calme de prévaloir dans la capitale, notamment grâce à l'intervention de Badr al-Din al-Shallah, un Sunnite de la nouvelle bourgeoisie⁴⁷.

Au cours des années 1980 et 1990, les réseaux clientélistes se développent de plus en plus suite au retrait des prébendes des grands États pétroliers. En effet, la baisse du prix du pétrole et l'alignement stratégique de la Syrie avec l'Iran dans la guerre Iran-Irak provoquent une réduction importante de l'aide du Golfe (les transferts arabes tombent de 1,8 milliard en 1981 à 500 millions entre 1986 et 1988)⁴⁸. L'État, privé des rentes pétrolières, croule sous son propre poids et n'est plus en mesure d'occuper la même fonction dans l'économie et dans la société. De plus, la chute de l'URSS décrédibilise le modèle économique étatiste et oblige la Syrie à se tourner vers l'investissement privé pour pallier à la disparition de l'aide soviétique. Hafez al-Assad est alors persuadé qu'il doit modifier sa politique étrangère d'opposition aux États-Unis et qu'une détente avec l'Occident requiert une certaine forme de libéralisation interne⁴⁹.

⁴² Line KHATIB, « The Discourses of the Damascene Sunni 'Ulama During the Revolution », dans Line KHATIB, (dir.), *State and Islam in Baathist Syria: Confrontation or Co-optation?*, Fife, Écosse, University of St Andrews Centre for Syrian Studies, St Andrews Papers on Contemporary Syria, 2012, pp. 73-74.

⁴³ Patrick SEALE, *Asad of Syria: The Struggle for the Middle-East*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 329.

⁴⁴ Michel SEURAT, *op. cit.*, p. 154.

⁴⁵ Catherine KAMINSKY, *La Syrie politiques et stratégies : de 1966 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Politique d'aujourd'hui, 1987, pp. 158-160.

⁴⁶ Bassam HADDAD, « The Syrian Regime's Business Backbone », *Middle East Report*, Vol. 42, No. 262, 2012, <http://www.merip.org/mer/mer262/syrian-regimes-business-backbone>.

⁴⁷ Raymond A. HINNEBUSCH, « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 27, No. 3, 1995, p. 315.

⁴⁸ *Id.*, « Syria », dans Tim NIBLOCK et Emma MURPHY (dir.), *op. cit.*, p. 188.

⁴⁹ *Id.*, « Syria: The Politics of Economic Liberalisation », *Third World Quarterly*, Vol. 18, No. 2, 1997, p. 254.

Le régime utilise donc une portion de la bourgeoisie sunnite pour obtenir des capitaux privés provenant du Golfe afin de relancer l'économie du pays. Ainsi, à la fin des années 1990, la communauté d'affaires créée par le régime transforme la Syrie semi-socialiste en un État clientéliste et corporatiste dont les plus riches représentants sont des fonctionnaires, des politiciens et leurs familles⁵⁰. Hafez al-Assad veille cependant à ne pas s'aliéner sa base rurale minoritaire et conserve la plupart des mesures sociales, quoique souvent anémiées, en place. L'enjeu principal pour le régime est d'encourager le dynamisme du secteur privé afin d'améliorer l'état de l'économie tout en empêchant toute réforme qui amènerait à une perte de pouvoir de l'État. Le but est d'en arriver à une libéralisation économique sans libéralisation politique⁵¹. Ainsi, le « pluralisme économique » n'affaiblit pas le régime, mais le renforce en étendant de plus en plus le système de patronage, liant le destin d'un nombre grandissant d'entrepreneurs syriens au Ba'th⁵². La Syrie reste alors un modèle parfait de régime autoritaire : le Ba'th est toujours le parti unique, la liberté d'expression est presque nulle, les services de renseignements sont très répressifs, l'arbitraire et la corruption des fonctionnaires est monnaie courante, etc.⁵³

À la mort du président en 2000, c'est son fils Bashar al-Assad, ophtalmologue de formation, qui hérite du pouvoir. Il n'est pas à l'origine le candidat pressenti pour la succession, mais son frère aîné Basel meurt d'un accident de voiture en 1994. Bashar projette tout d'abord l'image d'un homme voulant libéraliser le régime étatiste de son père : démarches pour créer des liens plus étroits avec l'Union européenne, plus grande tolérance à la libre entreprise aux idées démocratiques et aux islamistes sunnites modérés (avec, notamment, l'abolition de la peine de mort pour les membres des Frères musulmans), introduction d'internet, etc.⁵⁴ C'est cette ouverture relative qu'on nomme le « printemps de Damas » :

L'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad et le nouveau discours de réforme et d'ouverture qu'il met en avant provoquent une floraison d'initiatives inhabituelles pour la Syrie. Celles-ci tirent profit de la fenêtre d'opportunité politique offerte par la transition de Hafez à Bachar al-Assad. Des manifestes politiques sont publiés, qui remettent en cause le monopole sur la parole publique revendiqué et imposé par le régime. Réapparaît sur la scène publique la figure de « l'intellectuel » (*al-muthaqqaf*)

⁵⁰ Stephen J. KING, *The New Authoritarianism in the Middle East and North Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, p. 138.

⁵¹ Bassam HADDAD, *Business Networks in Syria: The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, California, Stanford University Press, 2012, pp. 75-76.

⁵² Raymond HINNEBUSCH, « Syria: from "Authoritarian Upgrading" to Revolution? », *International Affairs*, Vol. 88, No. 1, 2012, p. 107.

⁵³ Philippe DROZ-VINCENT, *op. cit.*, pp. 258-259.

⁵⁴ Raymond HINNEBUSCH, « Modern Syrian Politics », *History Compass*, Vol. 6, No. 1, 2008, p. 275.

portant un regard sur sa société et promouvant la « société civile », nouveau répertoire de contestation, et qui n'est plus l'intellectuel organique lié au régime, dont la parole est contrainte à des circonvolutions vides.⁵⁵

Le printemps de Damas ne dure pas longtemps, car en février 2001, les *mukhabarât* répriment de nouveau la libre expression des intellectuels et des militants réformistes et mettent ainsi fin à tous les débats dans les salons littéraires et culturels du pays⁵⁶. Il a tout de même permis l'émergence d'une certaine parole et la publication de plusieurs manifestes et déclarations. À cet égard, le plus important texte est probablement la « Déclaration de Damas », rendue publique en 2005, un document de cinq pages signé par 250 intellectuels et activistes syriens qui y dénoncent le caractère autoritaire et répressif du régime et qui appellent à des réformes pacifiques et graduelles. Douze des signataires sont arrêtés en 2008. Aucune autre contestation publique significative ne se fait entendre jusqu'au printemps syrien en mars 2011⁵⁷.

Le plan de Bashar est d'ouvrir l'économie syrienne au marché mondial. Afin de réussir à libéraliser l'économie, Assad doit tout d'abord se débarrasser de la vieille garde du parti pour la remplacer par une nouvelle élite modernisatrice. En trois ans, 60 % de la haute fonction publique est renouvelée⁵⁸. Cette nouvelle génération est directement dépendante des liens personnels qu'elle entretient avec la famille al-Assad, contribuant ainsi à la centralisation du pouvoir politique syrien autour du nouveau président. De grands changements ont lieu : introduction d'internet, réduction des subventions d'État, établissement de banques privées pour la première fois depuis 40 ans, conception d'un marché boursier, etc.⁵⁹ Le régime tente de diversifier ses relations économiques en se tournant vers l'Occident, mais l'invasion américaine de l'Irak en 2003 modifie la donne. C'est finalement surtout les investissements du Golfe qui affluent en Syrie, qui devient alors le quatrième pays du monde à recevoir le plus d'argent des monarchies pétrolières⁶⁰. Le 10^e congrès « régional » (syrien) du parti Ba'th en 2005 confirme le virage libéral du régime en adoptant une résolution qui remplace l'économie « étatique socialiste » par une économie « sociale de marché ». Cet abandon de tout un pan de l'idéologie fondatrice du Ba'th reflète le changement de la base sur

⁵⁵ Philippe DROZ-VINCENT, *op. cit.*, 2004, p. 227.

⁵⁶ Emma LUNDGREN-JÖRUM, « Discourses of a Revolution: Framing the Syrian Uprising », *Ortadoğu Etütleri*, Vol. 3, No. 2, 2012, p.13.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Raymond HINNEBUSCH, « Modern Syrian Politics », *History Compass*, Vol. 6, No. 1, 2008, p. 275.

⁵⁹ Bassam HADDAD, « The Syrian Regime's Business Backbone », *Middle East Report*, Vol. 42, No. 262, 2012, <http://www.merip.org/mer/mer262/syrian-regimes-business-backbone>.

⁶⁰ Raymond HINNEBUSCH, « Syria: from "Authoritarian Upgrading" to Revolution? », *International Affairs*, Vol. 88, No. 1, 2012, p. 100.

laquelle s'appuie le régime : ce dernier consolide son alliance avec « sa » classe capitaliste au détriment des plus petites entreprises et de la majorité syrienne qui dépendait jusqu'alors des services, des subventions et de l'assistance sociale qu'il procurait⁶¹. Fait révélateur, c'est la nouvelle bourgeoisie prorégime qui finance la réélection de Bashar al-Assad en 2007 et non le parti Ba'th⁶². Les réformes ne donnent toutefois pas les résultats escomptés : le secteur privé échoue à créer suffisamment d'emplois pour contrebalancer le retrait du secteur public, les prix de logement augmentent drastiquement suite à la spéculation financière, les réformes sont appliquées partiellement ou même pas du tout par les nouveaux fonctionnaires dont l'autorité n'est fréquemment pas respectée, la corruption persiste⁶³. La libéralisation se fait par ailleurs sans institutions robustes ou responsables : les lois et les règlements, souvent flous ou ambigus, continuent de donner de la latitude aux fonctionnaires qui les mettent en œuvre de manière inégale. Cependant, à l'aide des réseaux dont elle profite, la nouvelle bourgeoisie contourne la bureaucratie, alors que les entrepreneurs qui ne bénéficient pas de « piston » (*wasta*) se heurtent à des procédures interminables et à des normes contradictoires. La dernière vague de libéralisation profite donc toujours à une petite élite proche du pouvoir, que le rapide enrichissement oppose au reste de la communauté d'affaires⁶⁴. Rami Makhlouf, cousin du président, incarne à merveille cette nouvelle bourgeoisie. Cet Alaouite est l'homme d'affaires le plus puissant de Syrie, sa fortune étant estimée à plus de cinq milliards de dollars. Son importance est telle qu'un dicton à Damas dit : « Bachar al-Assad est le président, Rami Makhlouf est le roi »⁶⁵.

Comme indiqué précédemment, des relais sunnites proches du pouvoir permettent d'accéder aux capitaux privés en provenance du Golfe, mais en contrepartie, la Syrie autorise une plus grande expression religieuse sunnite sur son territoire. Les mosquées et les centres culturels islamiques se multiplient rapidement. D'ailleurs, le pouvoir semble fort bien s'accommoder de cette islamisation des mœurs : tant que ces mouvements n'entretiennent pas de projets politiques, ils sont tolérés, voire encouragés⁶⁶. Leur existence et leur nouvelle visibilité démontrent ainsi l'ouverture du régime envers la majorité musulmane sunnite, tout en effrayant parfois des membres des minorités confessionnelles, qui ont alors tendance à se ranger du côté du pouvoir, présenté comme le seul

⁶¹ Bassam HADDAD, *op. cit.*

⁶² Stephen J. KING, *op. cit.*, p. 132.

⁶³ Raymond HINNEBUSCH, *op. cit.*, pp. 101-102.

⁶⁴ Bassam HADDAD, *Business Networks in Syria. The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, California, Stanford University Press, 2012, p. 171.

⁶⁵ Caroline DONATI, *op. cit.*, p. 141.

⁶⁶ Les mouvements les plus étudiés à cet égard sont la *Kaftariyya* et les *Qubaysiyyat*.

rempart « laïque » contre une société civile en voie de surislamisation. De plus, le régime syrien laisse aux organismes de charité — souvent organisés sur une base confessionnelle — le soin de pallier au retrait de l'État-providence. Par ailleurs, le régime continue de contrôler et de coopter les dignitaires religieux de toutes les confessions qui, par intérêt ou par peur de représailles, se plient généralement aux demandes du régime. Ce dernier se sert donc de la religion pour manipuler le corps social afin de créer des divisions et garder les différentes composantes de la société méfiantes les unes envers les autres.

Enfin, Bashar al-Assad est confronté à des défis d'envergure sur la scène régionale. Craignant de devenir le prochain « État voyou » à être victime des ambitions américaines après l'intervention en Irak en 2003, le régime organise et finance des jihadistes afin de déstabiliser l'Irak et d'y embourber les États-Unis. Il emprisonne d'ailleurs sans vergogne ceux-ci à leur retour en Syrie. Le retrait des troupes syriennes au Liban en avril 2005, à la suite de l'assassinat de Rafiq Hariri, affaiblit cependant la position syrienne au Liban et mène Bashar al-Assad à se rapprocher davantage du Hezbollah et de l'Iran, ce qui provoque l'ire des Saoudiens. La Syrie trouve toutefois en la Russie de Vladimir Poutine un allié important : annulation de 73 % de la dette syrienne, relancement des échanges commerciaux, contrats d'armement, protection diplomatique par la Russie au Conseil de sécurité des Nations Unies, etc.⁶⁷ En même temps, Bashar al-Assad se rapproche de la Turquie (surtout *via* un partenariat économique) et de l'Union européenne (notamment de la France comme en témoigne la présence du président syrien aux célébrations du 14 juillet 2008). En somme, Bashar al-Assad navigue en louvoyant dans un environnement régional sans cesse en mouvement.

1.1.4 Le printemps syrien et la guerre civile (2011-2017)

Les soulèvements contre le pouvoir commencent en Syrie en mars 2011, suite à un incident ayant lieu à Deraa, une bourgade du sud de la Syrie où des écoliers sont arrêtés et torturés à mort pour avoir écrit sur des murs de la ville un des slogans phares des printemps arabes « Le peuple veut la chute du régime ». Des manifestations pacifiques sont lancées dans la ville pour se répandre ensuite dans le pays et prendre rapidement de la vigueur, au rythme des répressions brutales, des vendredis (jour de prière pour les musulmans) et des cortèges funéraires. Le régime met sur pied des contre-manifestations en sa faveur, arrête, torture, tue les organisateurs des manifestations et intimide les

⁶⁷ Caroline DONATI, *op. cit.*, p. 193.

partisans⁶⁸. En plus des organes de sécurité du régime, les *chabiha* — ces milices criminelles largement alaouites baignant dans divers trafics au nom de leurs « parrains » de la nouvelle bourgeoisie — participent aussi à étouffer toute opposition au régime⁶⁹. Celui-ci est également soupçonné de libérer des prisonniers de droit commun ainsi que les membres de groupuscules jihadistes que les autorités syriennes avaient manipulés au milieu des années 2000 au service de leur politique en Irak et au Liban⁷⁰. Les forces de sécurité du régime imposent le siège des villes de Deraa, Homs et Hama⁷¹. En octobre 2011 est mis sur pied le Conseil national syrien (CNS), qui rassemble les opposants au régime et qui vise à coordonner les actions de ceux-ci, qu'ils soient sur le terrain en Syrie ou en exil. Progressivement, la répression sanglante des manifestations provoque des désertions au sein de l'armée et la radicalisation des militants. On assiste alors à la création de l'Armée syrienne libre (ASL), branche militaire du CNS. Plusieurs grandes villes de Syrie sont divisées entre quartiers prorégime et antirégime (la situation du quartier de Baba Amr à Homs est à cet égard tout à fait exemplaire). Les combats se multiplient au cours de l'année 2012 et plusieurs massacres de civils ont lieu⁷². L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est envoyé en Syrie afin de trouver une solution au conflit, mais il doit repartir bredouille : l'accord de cessez-le-feu du délégué des Nations-Unies est violé le jour même par les belligérants. En août 2012, le régime lance une offensive pour retrouver le contrôle sur les banlieues de Damas, alors que l'ASL se regroupe dans la région d'Alep, au nord du pays. L'année 2013 voit l'arrivée et l'expansion des bandes jihadistes, comme l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL) et le Front al-Nusra, qui occupent le nord-est du territoire syrien puis progressent vers son centre.

Cependant, le Hezbollah libanais (chiite pro-iranien) se joint aux combats aux côtés du régime lui aussi dès le début de l'année 2013, lui permettant de reprendre en main la plupart des grandes villes à l'ouest du pays et accélérant la militance salafiste sunnite de l'opposition armée au régime. Des cas avérés d'utilisation d'armes chimiques contre des civils sont officiellement reconnus par les États-Unis en juin 2013, mais le président Obama tergiverse et se refuse à intervenir directement dans le conflit. Un démantèlement de l'arsenal du gouvernement est pourtant effectué au cours des

⁶⁸ Benedetta BERTI et Jonathan PARIS, « Beyond Sectarianism: Geopolitics, Fragmentation, and the Syrian Civil War », *Strategic Assessment*, Vol. 16, No. 4, 2014, p. 24.

⁶⁹ Jean-Pierre FILIU, *Le nouveau Moyen-Orient: les peuples à l'heure de la Révolution syrienne*, Paris, Fayard, 2013, p. 123.

⁷⁰ François BURGAT, « La stratégie al-Assad : diviser pour survivre » dans François BURGAT et Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie : les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte, 2013, p. 27.

⁷¹ Jean-Pierre FILIU, *op. cit.*, pp. 119-122.

⁷² *Ibid.*, pp. 185-196.

mois suivants sous la supervision de l'ONU. La fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014 est plutôt favorable au régime, qui reprend plusieurs villes de la « Syrie utile » (près de la côte). Toutefois, les groupes jihadistes prennent de plus en plus de place dans le conflit, comme le confirme l'expansion soudaine de l'État islamique de l'Irak et du Levant, désormais renommé simplement État islamique, en juin 2014 lorsque celui-ci s'empare de vastes territoires (et de leurs ressources pétrolières) au nord de l'Irak et à l'est de la Syrie. Les nombreuses avancées de ce groupe armé inquiètent cependant la communauté internationale et conduisent à la création d'une coalition d'une quarantaine de pays menée par les Américains. Les premières frappes aériennes de la coalition internationale ont lieu en Syrie en septembre 2014. Ce soutien vient à point pour les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) qui combattent l'État islamique pour reprendre la ville de Kobané. La victoire des peshmergas sur ces derniers en janvier 2015 constitue la première défaite significative de l'organisation jihadiste.

Les forces kurdes, fortement soutenues par l'aviation américaine, prennent graduellement du territoire à l'État islamique tout au long de l'année 2015. Celui-ci progresse cependant sur d'autres fronts, que ce soit contre les rebelles dans les régions de Homs, Damas et Alep ou encore par la prise de Palmyre contre le régime, une ville que les deux antagonistes s'échangeront à de multiples reprises. À l'été 2015, le régime syrien est de nouveau en difficulté après plusieurs défaites sur ses fronts est et nord-est, malgré un support iranien accru. En septembre, l'armée russe intervient en Syrie sur la demande de Bashar al-Assad. L'intervention militaire russe se manifeste surtout par le début d'une campagne de frappes aériennes visant d'abord les rebelles de la région d'Idlib. Pendant ce temps, dans le nord de la Syrie, plusieurs groupes rebelles s'associent aux forces kurdes pour fonder les Forces démocratiques syriennes (FDS) le 11 octobre 2015, une coalition appuyée par l'aviation américaine qui concentre ses efforts contre les positions de l'État islamique. Le 24 novembre, un bombardier russe est abattu par l'aviation turque près de Lattaquié, ce qui provoque une crise diplomatique entre la Russie et la Turquie. En février 2016, un accord de cessez-le-feu est présenté par les États-Unis et la Russie mais est plus ou moins respecté par les différentes parties avant de s'écrouler le mois suivant. Les combats reprennent de plus belle, notamment dans la ville d'Alep, sévèrement bombardée par les jihadistes et les loyalistes en avril. Dans l'est du pays, les avancées des FDS contre Daech provoquent l'intervention de l'armée turque et des rebelles de l'ASL contre l'État islamique, afin de bloquer l'expansion kurde le long de la frontière turque. En septembre 2016, un nouvel accord de cessez-le-feu est conclu entre les États-Unis et la Russie, mais se solde rapidement par un échec. Juste après la rupture de la trêve, les forces du régime

repassent à l'offensive à Alep, qu'elles finissent par reprendre en décembre. Avec cette reconquête, le régime syrien remporte sa plus importante victoire depuis le début du conflit, bien qu'elle n'eût pas été possible sans l'appui de l'Iran et de la Russie. Les rebelles, divisés et en partie abandonnés par leurs soutiens étrangers, ne semblent plus être en mesure de gagner la guerre.

Une nouvelle conférence de paix, parrainée par la Russie, l'Iran et la Turquie, commence le 23 janvier 2017 à Astana, au Kazakhstan. De plus, une quatrième session des pourparlers de Genève s'ouvre également le 23 février. Cependant, les discussions d'Astana comme de Genève IV s'achèvent sans grande avancée. Malgré la trêve, des affrontements éclatent entre loyalistes et rebelles à Deraa, Homs et Damas. À l'est, le président turc Erdoğan annonce la fin de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » en mars 2017, ses troupes étant bloquées depuis plusieurs mois dans la région d'al-Bab et se rapprochant dangereusement des positions des FDS. Le 4 avril cependant, un incident au gaz sarin à Khan Cheikhoun, au nord de Hama, attribué à l'armée syrienne, fait une centaine de morts parmi la population civile. Les États-Unis ripostent alors directement contre le régime syrien dans la nuit du 6 au 7 avril en bombardant une base aérienne, mais s'en tiennent à cet avertissement. Pendant ce temps, le régime continue son avancée dans la Syrie utile : d'autres territoires rebelles assiégés capitulent et leurs combattants, ainsi qu'une partie des populations civiles, sont évacués vers le gouvernorat d'Idlib ou le nord du gouvernorat d'Alep.

1.2 La communauté d'origine syrienne au Québec

Après cette mise en contexte historique du conflit en Syrie, il est nécessaire de dresser à grands traits un portrait de la communauté d'origine syrienne, dont les participants font partie. Cette partie se consacre à cette présentation, à travers deux aspects principaux : une courte histoire de la communauté syrienne du Québec et les principales caractéristiques sociodémographiques contemporaines de celle-ci.

1.2.1 Perspective historique : la communauté d'origine syrienne présente au Québec depuis plus d'un siècle

Les Syriens commencent à arriver au Canada à la fin du XIX^e siècle. Le premier immigrant « syrien » (il provient en fait du Liban actuel) connu au Canada est Abraham Bounadere (Ibrahim Abu Nadir), qui parvient à Montréal en 1882. À l'époque, les autorités canadiennes ont de la difficulté à classer les nouveaux arrivants qu'elles qualifient alors tous de « Turcs » puisqu'ils proviennent de l'Empire ottoman. Ce n'est qu'à partir de 1911 que le gouvernement canadien

utilise le terme « Syrien » pour les personnes provenant du *Bilad al-Sham* et qu'à partir de 1955 qu'une distinction est faite entre Libanais et Syriens⁷³. Cette première vague d'immigration est composée majoritairement (90%) de Chrétiens d'Orient arabophones attirés en Occident par l'attrait d'une vie meilleure, la crainte de violences confessionnelles et parfois aussi par le récit de missionnaires enthousiastes. En 1900, on dénombre environ 2000 Syriens au Canada, surtout à Montréal, Trois-Rivières et Toronto. Peu éduqués, ils se tournent vers le négoce au détail et le colportage. Le marchand ambulant devient ainsi dans le langage populaire « le Syrien »⁷⁴. Les Syriens restent cependant largement urbains et affectionnent particulièrement Montréal : en 1925-1926, Montréal compte au moins 200 commerces appartenant à des Syriens ou à des Libanais. La rue Notre-Dame Est fait alors figure de véritable Petite-Syrie, devenant le cœur de la vie commerciale et culturelle de la communauté⁷⁵. Celle-ci se structure principalement de manière confessionnelle autour des différentes dénominations du christianisme oriental. Cette première vague d'immigration n'entretient pas de conscience politique particulière et ne cherche pas à conserver sa langue à tout prix : les deux premiers journaux de langue arabe au Canada (*Al-Shehab* et *Al-'Alamein*, à Montréal en 1908) ferment peu de temps après leur première publication et n'ont pas d'influence sur la préservation de la langue arabe⁷⁶. Les personnes issues de cette première vague d'immigration s'assimilent donc à la population québécoise, conservant parfois quelques coutumes et traits culturels, mais perdant généralement l'usage de la langue arabe.

Une deuxième vague d'immigration arabe débute à partir des années 1960 avec les indépendances arabes, l'adoption des politiques socialistes dirigistes et la montée des nationalismes arabes. Dès lors, les Syriens partageront les mêmes caractéristiques que le reste de l'immigration arabe au Canada. Les nouveaux arrivants de Syrie sont désormais souvent plus éduqués que la moyenne canadienne, parlant à la fois le français, l'anglais et l'arabe⁷⁷. Partis de leur pays dû à des opinions politiques différentes de celles des nouveaux régimes ou attirés par des opportunités économiques, les immigrants syriens demeurent fiers de leur origine. Leur souci de préserver leur héritage culturel passe par la transmission de la langue arabe à leurs enfants, mais aussi, par exemple, par

⁷³ Habeeb SALLOUM, *The Syrians in Canada*, 2003 [En ligne], <http://www.syriatoday.ca/salloum-canada.htm> (Page consultée le 23 avril 2015).

⁷⁴ Brian ABOUD, *Min Zamaan - Depuis longtemps, La communauté syrienne-libanaise à Montréal de 1882 à 1940*, 2002 [En ligne], http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2497,3090574&_dad=portal&_schema=PORTAL (Page consultée le 23 avril 2015).

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Habeeb SALLOUM, *op. cit.*

⁷⁷ Habeeb SALLOUM, *op. cit.*

la fondation de *La revue du monde arabe / al-‘Alam al-‘Arabi/ The Arab World Review*, un journal-magazine publié en arabe, français et anglais qui apparaît à Montréal en 1969 et qui disparaît en 1995. Cette nouvelle vague d’immigration syrienne est beaucoup plus politisée que sa devancière et reste en contact avec le pays d’origine à travers les différents moyens de communication (téléphone, télévision, journaux, etc.) et les visites familiales occasionnelles⁷⁸.

1.2.2 Les caractéristiques sociodémographiques de la communauté d’origine syrienne contemporaine

La communauté syrienne du Québec fait spécifiquement l’objet d’une étude statistique du gouvernement du Québec en 2010 à partir des données issues du recensement de Statistique Canada de 2006⁷⁹. Les informations présentes dans le document constituent le dernier portrait statistique détaillé des caractéristiques sociodémographiques de la diaspora syrienne contemporaine. En voici les points saillants.

En 2006, 14 925 personnes se sont déclarées d’origine ethnique syrienne dans la province de Québec. 57,7 % d’entre elles sont nées à l’étranger, et 42,3 % sont nées au Canada. Au sein de la population immigrée d’origine syrienne, 31,3 % des personnes se sont installées au Québec avant 1986, 39,2 % entre 1986 et 1995, 8,7 % de 1996 à 2000 et 20,9 % durant la plus récente période entre 2000 et 2006. La population syrienne est constituée d’hommes et de femmes en proportions environ égales et serait en moyenne un peu plus jeune que la population québécoise. Du point de vue linguistique, 87,7 % des personnes d’origine syrienne connaissent le français et 76,5 % connaissent l’anglais. Les individus issus de la communauté syrienne âgés de 15 ans et plus présentent un profil plus scolarisé que celui de l’ensemble de la population du Québec. En effet, proportionnellement moins de personnes de cette communauté ont une scolarité ne dépassant pas le diplôme d’études secondaires (35 % contre 47,3 %) alors que 38,1 % détiennent un grade universitaire, une proportion plus de deux fois supérieure à celle de la population québécoise (16,5 %).

On dénombre 7 095 personnes d’origine syrienne au sein de la population active québécoise. Elles affichent un taux d’activité (61,6 %) et un taux d’emploi (55,5 %) légèrement inférieurs à ceux de

⁷⁸ Habeeb SALLOUM, *op. cit.*

⁷⁹ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Portrait statistique de la population d’origine ethnique syrienne recensée au Québec en 2006*, Immigration et Communautés culturelles, 2010.

l'ensemble de la population du Québec (64,9 % et 60,4 % respectivement), alors que leur taux de chômage est un peu plus élevé (9,9 % contre 7,0 %). Trois catégories professionnelles regroupent la majorité (59,8 %) des personnes actives expérimentées d'origine syrienne : la vente et les services (24,3 %), les affaires, la finance et l'administration (19,4 %) et la gestion (16,1 %). Le revenu moyen des membres de la communauté syrienne est légèrement inférieur à celui de l'ensemble de la population du Québec (31 925 \$ comparativement à 32 074 \$), alors que leur revenu médian est plus faible (16 996 \$ contre 24 430 \$). Par ailleurs, 90,1 % des membres de la communauté syrienne se concentrent dans la région métropolitaine de recensement de Montréal. Parmi les personnes de cette communauté qui résident dans l'agglomération de Montréal, plus des trois quarts (78,1 %) d'entre elles demeurent dans la ville de Montréal.

À partir de 2011, une vague importante d'immigrants syriens arrive au Canada et au Québec, fuyant l'instabilité et les violences croissantes. À la fin de l'année 2015, le gouvernement libéral nouvellement élu à la tête du pays décide d'accepter la venue de 25 000 réfugiés syriens, qu'il accueille en quelques mois. L'immigration syrienne au Québec prend donc un nouveau visage : celui des réfugiés d'une zone de conflit. Selon le *Recensement de 2016*⁸⁰ effectué par Statistique Canada, ces nouvelles arrivées portent le nombre total de personnes d'origine syrienne vivant dans la province de Québec à 27 465 (constituant 35,65 % des 77 045 personnes d'origine ethnique syrienne au Canada), dont 24 690 (89,9 %) vivent dans la région métropolitaine de recensement de Montréal (constituant ainsi 32,05 % des 77 045 personnes d'origine ethnique syrienne du Canada)⁸¹. En effet, entre 2015 et 2017, le Québec accueille, selon les données gouvernementales provinciales en date du 2 octobre 2017, un total de 10 858 réfugiés syriens⁸². 64,27 % d'entre eux

⁸⁰ STATISTIQUE CANADA, *Profil du recensement, Recensement de 2016*, Mis à jour le 13 décembre 2017 [En ligne] <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (Page consultée le 19 janvier 2018).

⁸¹ Ce portrait récent peut induire en erreur sur l'importance historique de la communauté d'origine syrienne du Québec et de Montréal en particulier au sein du Canada. En effet, selon l'*Enquête nationale auprès des ménages de 2011*, 44 % des personnes d'origine ethnique syrienne au Canada habitaient le Québec et 40 % dans la seule région métropolitaine de Montréal. (Il est tout de fois important de noter que ce recensement s'est fait sans le questionnaire obligatoire habituel, ce qui a provoqué de nombreuses critiques sur sa valeur méthodologique) Voir GOUVERNEMENT DU CANADA, *Population d'origine ethnique syrienne au Canada*, Direction générale de la recherche et de l'évaluation de Citoyenneté et Immigration Canada, dernières modifications le 23 octobre 2015 [En ligne] <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/recherche/population-origine-ethnique-syrienne-canada.html> (Page consultée le 19 janvier 2018).

⁸² Parmi eux, 8689 ont été parrainés et 2169 ont été pris en charge par l'État. Voir IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION QUÉBEC, *Tableau synthèse. Nombre de réfugiés syriens parrainés ou prise en charge par l'État arrivés au Québec en 2017 et le cumulatif depuis 2015*, données en date du 2 octobre 2017 [En ligne] http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Statistiques_Refugies_Syriens.pdf (Page consultée le 19 janvier 2018).

se sont installés dans la ville de Montréal et 79,94 % dans la région métropolitaine de Montréal (en incluant Longueuil, Laval et La Prairie)⁸³.

1.3 Conclusion : lacune analytique

Les lignes précédentes ont exposé les racines du conflit en cours en Syrie en expliquant les diverses dynamiques politiques, économiques, sociales et culturelles qui ont mené à la guerre civile. Par la suite, un portrait global, aussi historique que contemporain, a été dressé de la communauté d'origine syrienne de Montréal, qui partage ses caractéristiques avec la communauté d'origine syrienne du Québec.

Toutefois, très peu d'études scientifiques ont été faites sur la diaspora syrienne de Montréal en tant que telle. Certaines existent, mais elles adoptent un point de vue historique⁸⁴ ou sociolinguistique⁸⁵ et traitent de la communauté arabe au Canada ou au Québec⁸⁶ et non spécifiquement la diaspora syrienne. À notre connaissance, aucune analyse n'a pris pour objet la diaspora syrienne canadienne en tant qu'acteur politique.

De plus, peu de recherches existent sur le rôle des diasporas syriennes en Occident dans le conflit syrien. Signalons une parution sur le rôle central de la diaspora syrienne dans la médiatisation du conflit syrien⁸⁷, un article sur la mobilisation de la diaspora syrienne d'Argentine et du Brésil en faveur du régime⁸⁸, ainsi qu'un mémoire de maîtrise sur la mobilisation de la diaspora antirégime aux États-Unis et au Royaume-Uni.⁸⁹ Quelques études sur le journalisme citoyen en Syrie, ou encore la place d'internet et des médias sociaux dans le conflit en cours mentionnent aussi de

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Brian ABOUD, « Power, Immigration and the « Prescribed Amount » Rule: The Canadian Government and the Syrians in the Early Twentieth Century », *Canadian Ethnic Studies*, Vol. 46, No. 1, 2014, pp. 67-85.

⁸⁵ Bader Sa'id DWEIK et Hanadi A. QAWAR, « Language Choice and Language Attitudes in a Multilingual Arab Canadian Community: Quebec-Canada: A Sociolinguistic Study », *British Journal of English Linguistics*, Vol. 3, No. 1, 2015, pp. 1-12.

⁸⁶ Notons ici le travail de Houda ASAL, dont l'œuvre maîtresse sur ce sujet est *Se dire Arabe au Canada : Un siècle d'histoire migratoire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, Coll. Pluralismes, 2016.

⁸⁷ Kari ANDÉN-PAPADOPOULOS et Mervi PANTTI, « The Media Work of Syrian Diaspora Activists: Brokering Between the Protest and Mainstream Media », *International Journal of Communication*, Vol. 7, 2013, pp. 2185-2206.

⁸⁸ Cecilia BAEZA et Paulo PINTO, « Building Support for the Asad Regime: The Syrian Diaspora in Argentina and Brazil and the Syrian Uprising », *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, Vol. 14, No. 3, 2016, pp. 334-352.

⁸⁹ Espen STOKKE, « Diaspora Mobilization in the Wake of the Syrian Civil War. The Syrian Anti-Regime Diaspora's Struggle for Influence in the US and the UK », Master Thesis, Department of Comparative Politics, University of Bergen, 2016.

manière périphérique le rôle qu'y peuvent jouer les diasporas syriennes⁹⁰. Sur la perception des émigrés syriens de la guerre civile actuelle, une seule publication en fait son objet de recherche⁹¹ et utilise une approche psychologique et anthropologique. Force est donc de constater qu'aucun travail de recherche scientifique n'a été produit à ce jour sur les liens politiques qu'entretient la diaspora syrienne de Montréal avec le conflit en Syrie. Le chapitre suivant délimite justement le cadre opératoire dans lequel ce travail a été mené.

⁹⁰ Voir par exemple Emma LUNDGREN-JÖRUM, *op. cit.*, pp. 9-39 et Derek O'CALLAGHAN, *et al.*, « Online Media in the Syria Conflict: Encompassing the Extremes and the In-Betweens », *ASONAM*, Vol. 17, No. 20, 2014, pp. 409-416.

⁹¹ Sami ATASSI, « Diaspora and Transnational Identities: Table Talk Construction of Syrian-American Identities in Times of Civil War », *Plaza: Dialogues in Language and Literature*, Vol. 4, No. 2, 2014, pp. 1-15.

CHAPITRE 2. CADRE OPÉRATOIRE

Après avoir procédé à une mise en contexte historique du conflit syrien et avoir exposé les traits caractéristiques fondamentaux de la communauté syrienne du Québec, très majoritairement concentrée dans la région métropolitaine de Montréal, le présent chapitre dresse les contours de l'étude effectuée auprès de membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal. Tout d'abord, le cadre conceptuel présente les trois principales grilles de lecture du conflit syrien sur lesquelles les participants sont interrogés. Ensuite, la question de recherche est posée et tous ses termes y sont définis. Enfin, le chapitre se clôt avec l'établissement du cadre méthodique et méthodologique qui a été employé afin de recueillir les données sur lesquelles se basent la présentation et l'analyse des résultats apparaissant aux chapitres suivants.

2.1 Cadre conceptuel : les principales grilles de lecture du conflit syrien

Il est possible de dégager trois grilles de lecture principales de la littérature scientifique, de la presse écrite et des déclarations des acteurs impliqués dans le conflit syrien. Chacune d'entre elles explique le déroulement du conflit syrien de 2011 jusqu'à 2017 d'une manière différente, selon un certain point de vue. Cependant, aucune des grilles de lecture prise seule ne suffit pour comprendre la complexité du conflit syrien. Dans ce travail, les trois grilles sont nommées de la façon suivante : la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, l'ingérence de puissances étrangères et les loyautés communautaires.

2.1.1 La dynamique révolutionnaire des printemps arabes

La première grille de lecture est la dynamique révolutionnaire des printemps arabes. En effet, le conflit syrien est d'abord apparu comme s'inscrivant dans le contexte des printemps arabes — une vague de soulèvements populaires dans le monde arabe initiée par l'immolation du jeune Tunisien Mohamed Bouazizi, un vendeur de légumes ambulant de vingt-six ans —, c'est-à-dire comme étant la lutte de libération du peuple syrien contre le régime autoritaire des al-Assad. Ainsi compris, le conflit en cours est le résultat d'un mouvement d'autodétermination de la société syrienne qui cherche à instaurer une démocratie libérale, pluraliste et ouverte et à accéder à de meilleures conditions socioéconomiques, ce qui permettrait aux Syriens de vivre dans la dignité (*karama*)⁹². Plusieurs slogans chantés lors des manifestations témoignent de ces aspirations. Par exemple :

⁹² Jean-Pierre FILIU et Laure-Marie SCHAER, « La fin de l'État de barbarie ? La force de la révolution syrienne », *Esprit*, No. 3, 2013, p. 167.

« Le peuple veut la chute du régime ! »
 « Dignité ! »
 « Un, un, un, le peuple syrien est un ! »
 « Nous voulons la liberté, Musulmans et Chrétiens Druzes et Alaouites ! »
 « Ni salafisme ni terrorisme notre révolution est celle des jeunes ! »
 « Pacifique, pacifique ! »
 « Nous voulons une clef pour la liberté, les réformes et la dignité ! »
 « Ouvre la porte à la liberté, gouverne-nous par des élections ! »⁹³

Ce mouvement révolutionnaire transnational possède plusieurs caractéristiques qui lui sont propres : une réelle aspiration démocratique des peuples, la mise à l'écart des islamistes, une mobilisation générationnelle (l'importance démographique de la jeunesse), un rejet de la figure de l'homme providentiel, la recherche de l'établissement d'un vrai pluralisme politique et le rôle d'interconnexion des médias sociaux⁹⁴. Il s'oppose ainsi à la cartellisation du pouvoir étatique par des régimes fossilisés qui s'enfoncent dans leur routine sécuritaire ; passant outre la peur, les manifestants sortent de leur condition de « sujets » (aux sens d'assujettis) pour prendre possession de l'espace public et devenir des « citoyens » :

Les révolutions démocratiques ont pour devise implicite : « Nous, peuple uni, proclamons que nous avons le droit à être divisé, à gérer nos conflits internes en les légitimant et en les négociant dans le cadre d'un État de droit et par la voie des urnes » [...] Les révolutions démocratiques ont pour visée de forger une Cité des citoyens laquelle est d'emblée assumée comme imparfaite, continuellement sur la brèche, mais perfectible, et qui doit être défendue par un engagement de tous les jours.⁹⁵

Ce discours est celui de la plupart des opposants en exil, dont le CNS est l'organe central. Pluriethnique et pluriconfessionnelle, cette organisation dit représenter la société syrienne entière, unie dans son combat contre un régime brutal qui s'attaque de manière indiscriminée à tous les Syriens. Cette grille de lecture décrit donc le conflit syrien comme étant — du moins au départ — le soulèvement du peuple syrien contre un régime autoritaire familial, clanique et clientéliste⁹⁶.

⁹³ Les slogans apparaissent tels que traduits dans François BURGAT, Jamal CHEHAYED, Bruno PAOLI et Manuel SARTORI, « La puissance politique des slogans de la révolution », dans François BURGAT et Bruno PAOLI (dir.), *op. cit.*, pp. 185-195.

⁹⁴ Voir à cet égard Jean-Pierre FILIU, *op. cit.*, 2013.

⁹⁵ Hamit BOZARSLAN, *Révolution et état de violence : Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS éditions, 2015, pp. 24-26.

⁹⁶ Emma LUNDGREN-JÖRUM, *op. cit.*, p. 18.

2.1.2 L'ingérence des puissances étrangères

Cette grille de lecture est défendue par le régime syrien et par une partie de la gauche arabe anti-impérialiste⁹⁷. Selon cette vision des choses, la Syrie serait victime d'un complot provenant à la fois de pays lointains, de pays proches et aussi de groupes à l'intérieur même de la Syrie. Il est clair dans le discours du régime que des États occidentaux impérialistes s'attaquent à la Syrie, et ce, pour trois raisons principales : la position géographique du pays, son refus de se plier aux intérêts impérialistes dans la région et le modèle que la Syrie pourrait jouer au Moyen-Orient⁹⁸. Cette agression serait à la fois dirigée contre l'État et contre le peuple syrien. Le régime soutient ainsi, depuis le tout début des manifestations, qu'il est en lutte contre des groupes terroristes soutenus par, entre autres, les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et Israël.

Dès les premiers jours de la révolution en mars 2011, le mouvement est immédiatement identifié par le régime à un complot (en arabe *mu'âmarah*) qui serait fomenté de l'étranger. Le terme est en effet employé pour la première fois par Bachar al-Assad le 29 mars 2011, au tout début des manifestations : « La Syrie fait face à une grande conspiration, dont les tentacules s'étendent à certains pays voisins et d'autres plus éloignés, relayée par certains éléments à l'intérieur même du pays. [...] Ils disent que nous croyons en des théories du complot. En fait, il n'y a pas de théorie du complot. Il y a un complot »⁹⁹. Dans le même discours, il affirme aussi que la Syrie paie le prix de son opposition à l'impérialisme américain, que les conspirateurs sont rusés, organisés et méthodiques et qu'ils mélangent les faits afin de confondre le peuple. La révolution syrienne est ainsi assimilée à une entreprise étrangère vouée à la destruction de la société syrienne, et dénoncée comme du terrorisme. Au contraire, le régime prétend qu'il initie lui-même des réformes et que des terroristes soutenus par l'Occident veulent faire dérailler celles-ci en répandant l'anarchie dans le pays. Les manifestants seraient donc des terroristes, des saboteurs et des conspirateurs qui visent la « sédition », le « chaos », le « meurtre » et « l'intimidation »¹⁰⁰.

En janvier 2013, Bashar al-Assad déclare que la crise est une fausse révolution, qu'elle est le produit de la désinformation et de la fabrication des médias occidentaux. Plus de 60 chaînes

⁹⁷ Nicolas DOT-POUILLARD, « À la recherche de " l'ennemi principal " : lorsque la crise syrienne déboussole les gauche arabes », dans François BURGAT et Bruno PAOLI (dir.), *op. cit.*, pp. 289-299.

⁹⁸ Emma LUNDGREN-JÖRUM, *op. cit.*, p. 20.

⁹⁹ Cesare Marco SCARTOZZI, « Assad's Strategic Narrative: The Role of Communication in the Syrian Civil War », *Contemporary Review of the Middle East*, Vol. 4, No. 4, 2015, p. 319.

¹⁰⁰ Matthieu CIMINO, « "La fabrique de l'ennemi" en système totalitaire. Le cas syrien (1946-2014) », *Relations internationales*, Vol. 2, No. 158, 2014, p. 126.

satellites feraient partie de la conspiration pour détruire la Syrie¹⁰¹. En 2014, le président syrien félicite son peuple d'avoir « refusé toute forme d'hégémonie et d'agression avec leur conscience patriotique ». Il appelle à l'unité de la nation syrienne contre les forces impérialistes et il affirme que s'il est difficile de venir à bout des terroristes, c'est parce qu'ils sont organisés et financés par l'Occident¹⁰². Les agences de presse reliées au régime, comme SANA, présentent des reportages où l'on montre des groupes armés terroristes soutenus par la Turquie appuyés logistiquement par la Jordanie. Les opérations seraient menées par les « services de renseignements américano-sionistes installés en Jordanie ». Aller manifester serait donc affaiblir la Syrie et travailler pour Israël, participer au complot de déstabilisation sioniste¹⁰³. De plus, Bashar al-Assad remplace cette ingérence dans l'histoire syrienne du dernier siècle. Il affirme dans un de ses discours que : « C'est l'Occident descendant du colonialisme et premier détenteur du sceau des divisions politiques et des rivalités sectaires odieuses qui a fermé la porte du dialogue, pas nous ! »¹⁰⁴. Il ajoute en janvier 2012 que les comploteurs sont les « Petit-enfants de Sykes-Picot »¹⁰⁵ remettant ainsi son interprétation dans le cadre des fondements idéologiques du régime syrien, menant le front de résistance (en arabe *muqawamah*) contre Israël et l'impérialisme.

2.1.3 Les loyautés communautaires

La troisième grille de lecture est présente dans les analyses des politologues et des journalistes. Selon celle-ci, la guerre civile syrienne suivrait des lignes de clivage communautaires ou ethnoconfessionnelles. Ainsi, l'appartenance à une communauté confessionnelle — alaouite, chrétienne, druze, ismaélienne, sunnite — dicterait le positionnement politique des individus, qui se solidariserait mécaniquement avec les autres membres de leur communauté¹⁰⁶. D'un côté se trouverait la communauté arabe sunnite majoritaire et de l'autre toutes les minorités confessionnelles se rangeraient sous la protection du régime, arborant le rôle de protecteur des minorités :

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 126.

¹⁰² Waed ATHAMNEH et Caroleen MARJI SAYEJ, « Engaging the Authoritarian State: Voices of Protest in Syria », *Journal of Arabic and Islamic Studies*, No. 13, 2013, p. 174.

¹⁰³ Matthieu CIMINO, *op. cit.*, p. 126.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 132.

¹⁰⁵ Waed ATHAMNEH et Caroleen MARJI SAYEJ, *op. cit.*, p. 174.

¹⁰⁶ Selon les chiffres estimés en 2014 par le géographe Fabrice Balanche, les Sunnites forment 80% de la population syrienne (65% d'Arabes et 15% de Kurdes), les Alaouites 10%, les Chrétiens 5%, les Druzes 3%, les Ismaéliens 1% et les Chiites duodécimains 1%. Voir Fabrice BALANCHE, « Communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité », *Confluences Méditerranée*, Vol. 2, No. 89, 2014, pp. 29-44.

Plus le conflit se prolonge et plus la population syrienne se replie sur les structures traditionnelles que sont le clan et la communauté. La défense de la communauté et du clan prime sur les idéologies et les revendications politiques. Les minorités confessionnelles (20 % de la population) soutiennent globalement le régime, car leur survie est menacée, en particulier la communauté alaouite qui a beaucoup à perdre. L'opposition armée au régime provient des classes populaires arabes sunnites (65 % de la population), quand la bourgeoisie demeure fidèle au régime. Quant aux Kurdes (15 % de la population), ils travaillent à la construction d'une région autonome, préférant un Bachar el Assad affaibli à une domination arabe sunnite forte. Les minorités confessionnelles et les Kurdes ne croient pas aux promesses de l'opposition de garantir leurs droits. Certes, les minorités, comme tous les Syriens, souhaitent des réformes démocratiques en Syrie, mais pas au prix de leur marginalisation, voire de leur élimination.¹⁰⁷

Les Alaouites sont particulièrement tétanisés par la peur, prisonniers d'un « cycle de la peur » dont ils peineraient à sortir¹⁰⁸. Associés de trop près au régime¹⁰⁹, ils redoutent les actes de vengeance de la majorité sunnite. Plusieurs Chrétiens, pour leur part, sont critiques du régime, mais craignent davantage le chaos et l'alternative islamiste et préfèrent se ranger derrière le régime. Souvent, les membres des autres minorités, comme les Druzes, les Ismaéliens et les Duodécimains, choisissent aussi d'appuyer tacitement le régime face à la menace islamiste sunnite.

La force de ces identités communautaires a une longue histoire en Syrie. Les orientalistes européens ne manquent pas de le constater au XIX^e siècle. Comme l'observe Volney dans son *Voyage en Égypte et en Syrie* publié en 1787 : « Le peuple de Syrie est en général musulman ou chrétien : cette différence dans le culte a les effets les plus fâcheux dans l'État civil ; se traitant mutuellement d'infidèles, de rebelles, d'impies, les partisans de Jésus-Christ et ceux de Mahoriet ont les uns pour les autres une aversion qui entretient une sorte de guerre perpétuelle »¹¹⁰. L'historienne Nadine Méouchy rappelle pour sa part que l'importance des appartenances communautaires est un fait anthropologique et sociologique incontournable de la société syrienne :

Le fait communautaire est un fait anthropologique par essence à la différence du fait minoritaire. La spécificité première de la société arabe du Proche-Orient relève de son mode de groupement qui intègre l'homme dans une série concentrique de cercles fondés sur la consanguinité. Consanguinité réelle ou symbolique, c'est la '*asabiyya*' ou esprit de corps entretenu par les liens du sang qui constitue le ciment de chacun des groupes ; la solidarité familiale représente bien l'unique 'modèle' de solidarité pour

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 29.

¹⁰⁸ Leon T. GOLDSMITH, *Cycle of Fear. Syria's Alawites in War and Peace*, Londres, Hurst & Company, 2015.

¹⁰⁹ En 2013, 80 % des officiers des l'armée syrienne seraient des Alaouites. Voir Hamit BOZARSLAN, *op. cit.*, p. 148.

¹¹⁰ Tiré de Michel SEURAT, *op. cit.* p. 159. Le « Mahoriet » auquel Volney fait référence est le prophète de l'islam Mahomet (Muhammad).

les groupes sociaux, quels qu'ils soient. On notera aussi que, dans ce schéma, le groupe sauvegarde son unité, la cimente par son opposition au dehors. De fait, la société de 'asabiyyât porte en elle le conflit comme régulateur des oppositions entre groupes. Autrement dit, la configuration sociétale syrienne est globalement constituée de groupes sociaux concurrents (communautés religieuses et ethniques, clans et familles, tribus, etc.) et endogames qui enserment l'individu dans des réseaux d'appartenance depuis sa naissance jusqu'à sa mort et dont il ne peut se libérer sous prétexte de perdre son identité sociale et juridique.¹¹¹

La valeur heuristique de ce terme de 'asabiyya (traduit habituellement par « groupe de solidarité » ou « esprit de corps »), est réactivée par Michel Seurat à partir de la lexicographie d'Ibn Khaldûn (1332-1406). Dans ses textes, il s'attache à dénoncer la 'asabiyya alaouite au pouvoir en Syrie et les divisions communautaires traversant les populations syriennes qui rendent selon lui une véritable société civile syrienne « introuvable »¹¹².

Ce seraient donc ces appartenances communautaires qui expliqueraient le mieux les allégeances politiques des Syriens dans le conflit syrien, mais aussi les stratégies des puissances régionales :

Cette confessionnalisation va résulter d'abord d'une stratégie volontariste du régime, dans l'arène nationale d'abord, puis très vite également régionale. En parallèle, les appartenances communautaires vont progressivement devenir parties intégrantes des registres de communication et d'action d'une partie au moins des membres syriens de l'opposition. Irrésistiblement, dans ces rangs de l'opposition comme dans ceux du pouvoir et de ses alliés, les acteurs, aussi bien locaux que régionaux ou internationaux, vont se distancier de leurs agendas éthiques ou stratégiques pour, de façon plus ou moins avouée, faire de leurs appartenances infra-étatiques les références ou les cadres de leur mobilisation.¹¹³

En effet, l'opposition, sunnite, serait soutenue par des pays sunnites comme l'Arabie saoudite, le Qatar, les pays du Golfe, la Turquie et la Jordanie. Ceux-ci chercheraient ainsi à contrer le projet qu'aurait l'Iran de former un « Croissant chiite », c'est-à-dire de s'appuyer sur toutes les communautés chiites de la région — dont le régime alaouite de Syrie — pour accroître son

¹¹¹ Nadine MÉOUCHY, « État et société dans la Syrie d'aujourd'hui. Une histoire d'impensés et d'impasses », dans Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Édition Roma Tre-Press, 2016, pp. 158-159.

¹¹² Michel SEURAT, *op. cit.*, p. 197.

¹¹³ François BURGAT, « La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014) », dans Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD, *Actes du colloque « Les transitions arabes »*, 2014 (À paraître).

influence au Moyen-Orient. La guerre civile syrienne s'expliquerait alors par une guerre de religion que se mèneraient Sunnites et Chiites, semblable à celles que l'Europe a connues au XVII^e siècle¹¹⁴.

2.2 Question de recherche

L'ensemble de ce qui précède mène à la question de recherche suivante :

Dans le discours de membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal, comment le positionnement politique par rapport au conflit en Syrie (2011-2017) s'articule-t-il avec les grilles de lecture (1) de la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, (2) de l'ingérence de puissances étrangères et (3) des loyautés communautaires ?

Dans le contexte de cette question de recherche, les **membres impliqués** désignent des personnes qui participent ou organisent des actions visant à influencer directement ou indirectement la situation politique en Syrie via du démarchage auprès d'instances gouvernementales, des actions de militance politique ou des entreprises de conscientisation du public.

Cette recherche adopte une acception large du mot **diaspora**, à savoir les « différentes populations vivant hors du centre originel (*homeland*) »¹¹⁵. De manière plus précise, la diaspora possède quatre traits caractéristiques : « la mémoire et la conscience d'une condition commune ; la transmission organisée de cette mémoire collective ; la multiplicité de foyers d'expression culturelle décentrés ; et les moyens économiques et culturels pour maintenir un réseau international de liens entre ces foyers »¹¹⁶. Selon cette définition, chacun des participants, de par leur implication politique ou culturelle, fait partie de la diaspora syrienne.

Dans le cadre de cette étude, l'expression **positionnement politique** fait référence aux préférences politiques des individus interrogés, la position qu'ils adoptent par rapport au régime al-Assad, l'acteur politique central du conflit syrien (prorégime ou antirégime).

¹¹⁴ Fabrice BALANCHE, « Moyen-Orient : la nouvelle guerre de Trente Ans », *Outre-Terre*, Vol. 3, No. 44, 2015, pp. 173-189.

¹¹⁵ Houda ASAL, « Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le Web », *e-Diasporas Atlas*, Vol. 2, No. 20, 2012, p. 5.

¹¹⁶ *Ibid.*

Le **conflit syrien** désigne les limites spatio-temporelles des événements sur lesquels se penche ce mémoire. Il commence en mars 2011 lors des premières manifestations et se termine à la date précise de la fin de la collecte des informations (14 avril 2017). Le terme vise à englober toutes les phases du conflit ayant lieu sur le territoire syrien selon ses frontières étatiques internationalement reconnues, des premiers soulèvements jusqu'à la guerre civile.

Une **grille de lecture** est une expression qui dénomme l'interprétation d'un phénomène en fonction d'une idéologie ou d'un cadre d'analyse. Dans le cadre de ce travail, il s'agit des trois grilles de lecture énoncées dans la question et définies dans le cadre conceptuel ci-dessus (la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, l'ingérence de puissances étrangères et les loyautés communautaires).

2.3 Méthode de collecte des données

Afin de répondre à la question de recherche énoncée ci-dessus, des *entretiens semi-directifs* ont été menés individuellement avec des membres impliqués de la diaspora syrienne de Montréal. Ceux-ci se caractérisent par :

[...] une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé.¹¹⁷

Le choix de cet outil de recherche est fondé sur le fait qu'il permet d'approfondir avec la personne interrogée la compréhension que ce dernier a des acteurs et des événements politiques, ainsi que son opinion sur ceux-ci. En effet, ce type d'entrevue constitue un accès privilégié à l'expérience des participants en donnant l'occasion d'explicitier la logique des individus, de mieux comprendre les différentes tensions dans leur pensée, le jeu de forces et de références qui s'y déroule¹¹⁸. Tous les entretiens ont été menés de manière individuelle avec les interviewés dans le but de permettre à ceux-ci de développer leur perspective personnelle avec le chercheur, loin des regards ou des opinions extérieures. Pour toutes ces raisons, la méthode de collecte des données de l'entretien

¹¹⁷ Lorraine SAVOIE-ZAJC, « L'entrevue semi-dirigée » dans Benoît GAUTHIER (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 5^e édition, 2009, p. 340.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 343.

semi-directif est donc apparue comme étant particulièrement adaptée pour répondre à la question posée dans le cadre de ce travail.

Les lignes qui suivent ont pour objet la façon dont les entretiens ont été menés, à savoir : l'élaboration du guide d'entretien, la stratégie d'échantillonnage retenue, le déroulement et la transcription des échanges, ainsi que les considérations éthiques qui ont été prises en compte dans la réalisation des entrevues.

2.3.1 Élaboration du guide d'entretien

Bien que l'entretien semi-directif soit caractérisé par une discussion menée librement entre le chercheur et le participant, un guide d'entretien (voir Annexes 2 et 3) a été élaboré afin baliser les échanges. Ce guide a été conçu avec la collaboration du directeur du chercheur et il a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. Il contient des questions sur (1) les informations sociodémographiques des participants, (2) la perspective générale du conflit syrien depuis 2011, (3) la grille de lecture de la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, (4) la grille de lecture de l'ingérence de puissances étrangères, (5) la grille de lecture des loyautés communautaires, (6) le positionnement politique des participants et (7) leur situation socioéconomique au Québec au moment de l'entrevue.

2.3.2 Stratégie d'échantillonnage

L'échantillonnage s'est fait par la référence et la recommandation de personnes interposées et ne prétend aucunement à une quelconque représentativité. Le directeur de recherche du chercheur possédant d'emblée un large réseau interpersonnel au sein de la communauté syrienne de Montréal, les premiers participants ont été recommandés au chercheur par ses bons offices. Par la suite, le chercheur a demandé à chaque individu interrogé si celui-ci connaissait d'autres personnes qui souhaiteraient — peu importe leur positionnement politique — effectuer le même exercice. Ce fonctionnement d'échantillonnage par références interpersonnelles s'est avéré être crucial, puisque cela a permis au chercheur de profiter de liens de confiance existant déjà entre des membres de la communauté syrienne de Montréal pour obtenir des entrevues supplémentaires.

Cette question de la confiance entre le chercheur et les personnes interrogées a d'ailleurs causé quelques problèmes lors de la recherche de participants. En effet, il a parfois été difficile de trouver des personnes pour participer à la recherche, particulièrement des personnes identifiées par les

interviewés comme ayant un positionnement politique prorégime. Malgré la référence donnée par un autre membre de la communauté syrienne de Montréal, de très nombreuses personnes ont décliné catégoriquement de participer à l'étude, que les démarches aient été faites par le chercheur lui-même ou encore par un participant. Il est possible de voir dans cette grande quantité de refus la place qu'occupe dans les consciences une culture de la méfiance qui est omniprésente en Syrie et qui est due à la puissance des services de renseignement (*mukhabarât*). De plus, plusieurs participants se sont montrés très soucieux du maintien absolu de leur anonymat dans la présente recherche, une préoccupation qui a été prise en compte dans la réalisation de celle-ci.

2.3.3 Déroulement et transcription des échanges

Les entretiens ont été effectués avec un total de 17 participants : 14 de ces entrevues ont été menées en langue française et 3 en langue anglaise. Elles ont eu lieu sur l'île de Montréal ou sur l'île de Laval, dans des cafés, des bureaux ou au domicile des personnes interrogées. Les entretiens ont eu lieu individuellement entre le chercheur et l'interviewé. Il est possible de réunir le moment de la collecte des données en deux groupes : 6 personnes ont été interrogées entre le 24 avril 2016 et le 5 mai 2016 tandis que 11 personnes se sont prêtées à l'exercice entre le 20 mars 2017 et le 14 avril 2017. La plupart des entretiens ont duré environ 90 minutes, mais certains se sont allongés jusqu'à atteindre plus de 180 minutes. Les entrevues ont toutes été enregistrées sur un support numérique et ont été également accompagnées par une prise de notes sur ordinateur ou sur papier.

La méthode du chercheur s'est raffinée d'un entretien à l'autre, mais le déroulement des entrevues a généralement suivi la même structure globale. Après avoir fait connaissance et avoir rempli avec le participant le *Formulaire d'intention et de consentement* approuvé par le Comité d'éthique Lettres et sciences humaines de l'université de Sherbrooke (voir Annexe 4 et 5), le chercheur présente les trois grilles de lectures issues de sa recherche documentaire (la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, l'ingérence de puissances étrangères et les loyautés communautaires) et demande au participant si celles-ci correspondent à sa vision du conflit, s'il voudrait en ajouter une différente à celles énoncées et la manière dont il estime que ces grilles de lecture s'articulent entre elles et avec son positionnement politique. Au cours de la discussion, le chercheur s'applique à relancer la personne interrogée afin de lui permettre de développer son point de vue en profondeur, tout en portant attention à conserver l'entrevue dans les limites établies dans son guide d'entretien. Dans ces échanges, le chercheur amène aussi à l'interviewé des informations et des points de vue opposés aux siens (tirés de la documentation et du discours d'autres

participants) pour lui donner l'occasion de préciser sa pensée et de la mettre en perspective avec des arguments contradictoires. Après avoir demandé une explicitation du positionnement politique de l'individu, le chercheur termine l'entrevue par des informations personnelles de nature sociodémographique.

Les échanges sont par la suite transcrits de manière intégrale à l'ordinateur. L'analyse des données se fait à partir des notes écrites lors de l'entrevue, de l'enregistrement et de la transcription des discussions. Les citations incluses dans la présente étude restituent au plus près possible la façon de parler, les hésitations et les régionalismes des discours des participants sans faire de corrections linguistiques. Quelques mots ou corrections sont parfois ajoutés entre crochets ([...]) afin de bien comprendre le contexte ou le sens de la phrase de la personne interrogée lorsque ceux-ci sont difficiles à comprendre dans le seul extrait donné, coupé du propos plus large dans lequel il s'insère. Les citations qui ont été exprimées en anglais sont traduites par l'auteur à des fins d'uniformité. Le lecteur peut cependant trouver en note en bas de page chacune de ces citations en langue originale.

2.3.4 Anonymat et considérations éthiques

L'anonymat des participants est conservé par l'utilisation d'identifiants alphanumériques empruntant tout d'abord la lettre « P » pour « Participant » suivi d'un numéro de 1 à 17 représentant l'ordre dans lequel les entretiens ont été menés. Ainsi, « P1 » est le premier participant à avoir été interrogé, « P2 » le deuxième, et ainsi de suite. Toutes les informations pouvant mener à deviner le sexe de la personne sont retirées du texte. Il est donc fait mention d'un « participant » ou d'une « personne interrogée », mais jamais d'une « participante ». Les citations elles-mêmes sont modifiées en utilisant systématiquement de manière indifférenciée le masculin lorsqu'il était nécessaire de le faire afin de garantir l'anonymat des individus interrogés. Les noms et les informations personnelles qui pouvaient apparaître dans les citations choisies en sont également retirés. Par ailleurs, le profil général des participants est élaboré à partir de données agrégées plutôt que les données individuelles des interviewés. Enfin, les entretiens, ainsi que la conservation et l'utilisation des données se sont faits en conformité avec les exigences énoncées par le Comité d'éthique Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

CHAPITRE 3. RÉSULTATS ISSUS DES ENTRETIENS

Une fois les entrevues effectuées avec les 17 participants, les données qui en sont issues sont analysées selon les trois grilles de lecture contenues dans la question de recherche et définies au chapitre précédent. Il s'agit donc ici de présenter les résultats qui ressortent de ces entretiens.

Tout d'abord, le profil général des personnes interrogées est exposé sous forme d'analyse statistique univariée, appuyée visuellement par quelques tableaux, afin de fournir des informations sociodémographiques essentielles sur les interviewés dans le but de comprendre et de placer dans leur contexte leur discours. Ensuite, la catégorisation du positionnement politique des participants en deux groupes — les individus *prorégime* et *antirégime* — est justifiée, avant de passer à une analyse thématique de chacun de ces deux groupes. Celle-ci est structurée de la même manière pour les deux ensembles : premièrement, la présentation des participants selon leur positionnement politique ; deuxièmement, les opinions recueillies sur les trois grilles de lecture retenues (dans le même ordre : la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, l'ingérence de puissances étrangères et les loyautés communautaires) ; et troisièmement, un retour approfondi sur le positionnement politique, à travers les raisons amenées pour justifier celui-ci et les nuances détectées dans le discours des personnes interrogées. Enfin, une analyse comparative de l'articulation des grilles de lecture avec le positionnement politique chez les participants prorégime et antirégime est effectuée, afin de faire ressortir les divergences et les points en commun entre les deux groupes.

3.1 Profil général des participants

17 personnes ont accepté de participer aux entretiens. De ceux-ci, 14 sont des hommes et 3 sont des femmes. Le plus jeune des interviewés a 34 ans, le plus vieux en a 77. La moyenne des âges des personnes interrogées est de 57 ans, l'âge médian est de 60 ans et l'écart type de la distribution est d'environ 13,13 ans. Les participants se considèrent tous d'origine ethnique arabe. Ils appartiennent cependant à différentes communautés confessionnelles (voir Tableau 1 ci-dessous). Aucun individu ne s'est identifié explicitement en tant qu'Alaouite ou en tant que Druze. Certains interviewés se sont toutefois présentés comme Chrétiens ou Musulmans sans vouloir préciser leur dénomination particulière. Les individus interrogés proviennent par ailleurs majoritairement (10 sur 17) des grandes villes de Syrie : Damas, Alep, Homs ou Latakiah. Un seul provient d'un milieu rural, alors que certains (6 sur 17) ont vécu à la fois à la ville et à la campagne.

Tableau 1. Répartition des participants selon leur appartenance à une communauté confessionnelle

| Communauté confessionnelle | Nombre de participants | Proportion (en pourcentage) |
|-----------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| Musulmans | | |
| <i>Sunnites</i> | 4 | 23,53 % |
| <i>Ismaéliens</i> | 1 | 5,88 % |
| « <i>Musulmans</i> » | 2 | 11,76 % |
| | | (41,17 %) |
| Chrétiens | | |
| <i>Melkites</i> | 3 | 17,65 % |
| <i>Greco orthodoxes</i> | 1 | 5,88 % |
| « <i>Chrétiens</i> » | 3 | 17,65 % |
| | | (41,18 %) |
| Refus de répondre | 3 | 17,65 % |
| Total : | 17 | 100 % |

Tous les participants ont obtenu un diplôme universitaire (voir Tableau 2 ci-dessous). Parmi eux, 3 personnes proviennent du milieu de la santé, 2 personnes ont fait des études en sciences de la nature, 6 personnes ont étudié dans une branche ou une autre de l'ingénierie, 2 personnes proviennent du milieu du droit et 4 personnes ont obtenu un diplôme en sciences humaines. Au Canada, 9 individus travaillent dans un domaine relié à leurs études, à l'inverse de 6 d'entre eux qui n'ont pas trouvé d'emploi correspondant à leur spécialité et de 2 retraités.

Tableau 2. Répartition des participants selon leur niveau d'études universitaires complété le plus élevé

| Niveau d'études universitaires | Nombre de participants | Proportion (en pourcentage) |
|---------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| 1 ^{er} cycle | 7 | 41,18 % |
| 2 ^e cycle | 2 | 11,76 % |
| 3 ^e cycle | 8 | 47,06 % |
| Total : | 17 | 100 % |

Tous les participants ont grandi et ont été socialisés en Syrie. Ceux-ci ont quitté la Syrie à l'âge adulte à des moments différents (voir Tableau 3 ci-dessous) et dans des circonstances variables où domine généralement la recherche d'un emploi et d'une meilleure qualité de vie. Seules deux personnes interrogées ont quitté la Syrie parce qu'elles jugeaient la situation trop dangereuse pour elles et leur famille. Tous les interviewés maintiennent des liens avec leur pays d'origine depuis leur départ : retours périodiques, contacts avec la famille, intérêt marqué pour l'actualité politique, économique, sociale et culturelle syrienne, etc.

Tableau 3. Répartition des participants selon l'année de départ de la Syrie

| Année de départ de la Syrie | Nombre de participants | Proportion (en pourcentage) |
|------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| [1970-1980[| 2 | 11,76 % |
| [1980-1990[| 3 | 17,65 % |
| [1990-2000[| 4 | 23,53 % |
| [2000-2010[| 5 | 29,41 % |
| [2010-2017] | 2 | 11,76 % |
| Refus de répondre | 1 | 5,88 % |
| Total : | 17 | 100 % |

Tous les participants s'impliquent également à un niveau politique ou humanitaire par rapport au conflit syrien, au-delà de l'aide octroyée à leur famille ou à leurs proches. Certains individus se présentent spontanément comme étant des activistes politiques (4 sur 17), d'autres sous le terme d'activistes humanitaires (2 sur 17). Cependant, sans s'identifier nécessairement comme « activistes », l'ensemble des personnes interrogées dit s'engager dans une grande variété d'actions qui vont du démarchage auprès d'instances gouvernementales à la rédaction de textes, en passant par la participation à des manifestations et la réalisation d'entrevues. Le Tableau 4 ci-dessous relève les actions que les interviewés affirment avoir effectuées depuis mars 2011 :

Tableau 4. Actions posées par les participants dans le cadre de leur implication politique ou humanitaire relative au conflit syrien (2011-2017)

| Actions posées dans le cadre de l'implication politique ou humanitaire des participants | Nombre de participants | Proportion (en pourcentage) |
|---|------------------------|-----------------------------|
| Démarchage et conseil auprès d'instances gouvernementales | 4 | 23,53 % |
| Contacts ou collaboration avec l'opposition en exil | 8 | 47,06 % |
| Organisation de manifestations | 3 | 17,65 % |
| Participation à des manifestations | 9 | 52,94 % |
| Organisation de conférences/présentation de témoignages | 6 | 35,29 % |
| Participation à des cercles de discussion/conférences | 11 | 64,71 % |
| Rédaction d'ouvrages ou d'articles (presse ou blogue) | 6 | 35,29 % |
| Entrevues écrites, radiophoniques ou internet | 4 | 23,53 % |
| Intermédiaire pour des journalistes | 3 | 17,65 % |
| Aide aux réfugiés | 7 | 41,18 % |

Le profil général ci-dessus fait ressortir les principales caractéristiques de l'ensemble des participants. Afin de répondre à la question de recherche, ceux-ci ont été subséquemment catégorisés en deux groupes, selon le positionnement politique révélé lors de leur entretien : prorégime ou antirégime.

3.2 Catégorisation du positionnement politique

La manière la plus simple et la plus efficace de catégoriser les positionnements politiques des personnes interrogées s'est avérée de les rassembler sous les deux bannières des participants *prorégime* et *antirégime*. Cette division confirme l'expression d'usage que l'on retrouve dans le vocabulaire usuel des interviewés. Ainsi, ces deux appellations recourent des choix politiques dans lesquels les membres de la communauté syrienne de Montréal se reconnaissent mutuellement ; celles-ci font manifestement partie de leur univers de sens. Elles ont également l'avantage de correspondre à l'acteur qui s'impose comme point de référence incontournable pour tout discours et pour toute pensée politique — *a fortiori* pour toute action politique — relative à la Syrie contemporaine : le régime ba'athiste des Assad tel qu'il se déploie depuis 1970. C'est donc à partir de ce positionnement politique par rapport au régime syrien¹¹⁹ qu'est étudiée la manière dont s'articulent pour chacun des deux groupes les trois grilles de lecture retenues précédemment.

¹¹⁹ Il est important de noter que cette classification, si elle est fonctionnelle, ne se prétend pas infaillible : la nature des témoignages reçus invite à y apporter des nuances. Ainsi, les deux catégories prorégime et antirégime constituent davantage des nébuleuses assez lâches plutôt que des groupes monolithiques et réifiés, des préférences

3.3 Les participants prorégime : *Better the devil you know than the devil you don't*

Le terme « prorégime » désigne les participants qui *préfèrent le maintien du régime syrien à sa chute*. 6 des 17 participants peuvent être rassemblés sous cette étiquette. La grande majorité d'entre eux (5 sur 6) provient de communautés confessionnelles qui sont minoritaires en Syrie. Ils reprennent souvent de nombreux éléments du discours du régime, y compris dans ses échos parfois complotistes. Ils s'approprient aussi la rhétorique d'une gauche anti-impérialiste qui s'est rangée aux côtés du régime afin de s'opposer à ce qu'elle perçoit comme une manipulation mondiale exercée contre la Syrie. Les individus en question peuvent apporter un soutien *actif* au régime ou, de manière plus commune, un soutien *passif* à celui-ci. Il ne s'agit pas ici nécessairement de personnes qui couvrent d'éloges le gouvernement syrien ou qui se mobilisent ouvertement en sa faveur. Au contraire, ces interviewés sont bien plus souvent très critiques du caractère autoritaire du régime et souhaitent l'instauration d'une culture démocratique en Syrie, mais appuient tout de même la perpétuation du système établi *dans les circonstances*. Il s'agit pour eux du meilleur choix possible parmi les options limitées qui sont à leur disposition. Il est important de le préciser, car l'étiquette prorégime ne plaît pas à plusieurs d'entre eux, qui ne veulent pas être identifiés comme des apologues du système en place en Syrie, un rôle dans lequel ils ne se reconnaissent la plupart du temps pas du tout.

Préférant le maintien du régime, ils tendent, logiquement, à faire montre d'une nette hostilité envers ceux qui veulent le renverser. En effet, c'est principalement par leur méfiance pour les différents opposants au régime qu'ils justifient le soutien (souvent tacite, rarement explicite) qu'ils lui portent. C'est parce que les rebelles leur apparaissent si odieux qu'ils ne peuvent se résoudre à un passage du pouvoir entre leurs mains. En un mot, pour eux, les révolutionnaires sont comparativement pires que le régime qui, au moins, garantissait auparavant une certaine stabilité, une certaine sécurité et un certain vivre-ensemble. En fait, ils ne voient aucune alternative entre le régime autoritaire et les jihadistes. Ils condamnent ainsi sans ambages les premiers soulèvements et les premières manifestations qui ont lieu dès 2011 dans la foulée des printemps arabes, perçus comme le produit d'une manipulation internationale.

circonstancielle plus que des allégeances inconditionnelles. La complexité et la variété des discours des personnes interrogées sont soulignées dans l'analyse des résultats qui suit.

3.3.1 Le printemps syrien : un leurre pour déstabiliser le pays

Le printemps arabe qui a balayé la région à partir de la Tunisie est généralement interprété comme une demande de liberté et de démocratie des peuples arabes, épuisés de plusieurs décennies de régimes autoritaires. Cette analyse ne reçoit pas la faveur des participants prorégime. En effet, ceux-ci regardent tous plutôt négativement les soulèvements de Tunisie, d'Égypte et de Libye. Ils restent la plupart du temps dubitatifs des progrès accomplis. Un des interviewés exprime ainsi sa pensée :

Mais est-ce que la révolution a amené quelque chose de nouveau ? Tout de suite, après le départ du président tunisien, c'est le régime islamique pur et simple qui s'est installé. [...] Est-ce que la Tunisie aujourd'hui est mieux qu'avant ? J'ai beaucoup d'amis Tunisiens et il n'y a personne qui m'assure aujourd'hui, qui me dit aujourd'hui que la situation est meilleure qu'avant. Après la Tunisie, vous voulez qu'on parle de l'Égypte ? [...] L'Égypte a reculé beaucoup depuis le début de la révolution jusqu'à maintenant.¹²⁰

Le même participant souligne que dans tous les cas de soulèvement dans le cadre du printemps arabe, les manifestants ne représentaient qu'une toute petite partie de la population totale des pays concernés¹²¹, un élément qui remet pour lui en cause la légitimité populaire de ces mouvements, en plus d'être un indice que ces derniers étaient en fait le fruit d'une manipulation étrangère, d'une opération visant à déstabiliser la région. Cette manipulation peut parfois prendre la forme d'un complot mondial qui peut s'étendre sur plusieurs décennies :

Alors, ce qu'on peut dire, c'est une conspiration. Il y a un plan extérieur qui veut éliminer ce gouvernement. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement, il n'est pas ami avec l'Ouest, malheureusement. Il est ami avec la Russie, avec l'Iran, avec le Hezbollah. Alors c'est ça un des problèmes, et aussi l'intérêt d'Israël.¹²²

Ce qui est arrivé après le départ de Moubarak, ce qui est arrivé après le départ de Kadhafi, ce qui est arrivé après le départ de Saddam — c'est impossible, c'est impossible — après le départ du roi d'Iran, le départ du roi d'Afghanistan, c'est toujours pareil : on enlève un régime — un dictateur, je suis d'accord — mais on met un islamiste. [...] Ce qui se passe au Moyen-Orient, c'est quelque chose qui est préparé minutieusement, *minutieusement*, depuis des années et des années, depuis des décennies. [...] Moi je vois quelque chose qui [est organisé] avec beaucoup d'intelligence. C'est quelque chose qui est beaucoup plus grand que les États-Unis,

¹²⁰ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

¹²¹ Au Caire, les plus grandes manifestations pour déposer Moubarak n'atteignaient, selon le participant, qu'aux alentours d'un million d'individus, suggérant pour lui un faible soutien de la population égyptienne (96 millions) et une faible assise territoriale de la « révolution » dans le reste du pays (*ibid.*).

¹²² P17, entrevue le 14 avril 2017.

beaucoup plus grand que l'Europe, beaucoup plus grand que l'Union européenne. C'est quelque chose qui est très bien préparé depuis fort longtemps.¹²³

C'est ainsi que, de la même manière, les démonstrations publiques en Syrie n'ont pu être spontanées, mais étaient dès le départ préparées, coordonnées à l'avance. En effet, l'acception selon laquelle les premières manifestations en 2011 étaient orchestrées de l'extérieur du pays rassemble l'ensemble des interviewés prorégime. Si quelques-uns d'entre eux pensent qu'il y a eu une vraie « révolution » ou un vrai « printemps syrien »¹²⁴, que des Syriens pouvaient avoir des motifs à demander à grands cris des changements au pouvoir, l'idée des manifestations est tout de même irrémédiablement liée dans leur discours avec l'idée de manipulation. En voici un exemple :

Au commencement on était, bon, il y a quelque chose de nouveau qui se passe dans le pays. On ne savait pas que c'était des gens manipulés. Est-ce que tu crois que les gens qui sortent dans les villes ne sont pas manipulés, des deux côtés ? La question qui se pose : on ne savait pas qui était avec qui et qui était contre qui. Les manifestations ça c'est quelque chose qui se passe facilement dans les rues... et c'est toujours manipulé. Ça a toujours été manipulé. Comment on va parler à un type de démocratie s'il ne connaît pas ce que c'est la démocratie ? Il va se manifester contre qui ? Il a vécu toute sa vie sous dominance. Est-ce qu'il connaît ce que c'est la démocratie pour manifester ? J'en doute fort. C'est pour ça qu'on n'avait pas confiance dans ces manifestations. Des guignols. Ils étaient des guignols qui courraient dans les rues.¹²⁵

Cette affirmation est appuyée par les commentaires d'autres personnes qui soutiennent que les manifestants auraient été payés pour aller défiler dans des espaces publics. Une personne interrogée partage qu'un de ses amis entrepreneurs en Syrie n'arrivait plus à dénicher de journaliers pour travailler sur ses chantiers, car ceux-ci trouvaient un meilleur salaire en allant manifester (ou, plus tard, combattre) contre le régime¹²⁶. La déclaration d'un autre participant va dans le même sens :

Et moi je me rappelle, une fois, j'ai eu une discussion avec mon frère, j'ai dit : « Ils sont obligés ». Tu sais, parce que parfois on peut obliger les gens à manifester, même si c'est pour le gouvernement. Mon expérience à moi, quand j'étais jeune, on vient nous amener de l'école pour aller manifester. Est-ce qu'on a le choix de dire oui, non ? On est obligé d'y aller. Alors moi j'avais des doutes. Et parfois, on avait une femme de ménage et je l'ai questionné. Et une fois elle nous a dit qu'ils avaient été payés pour manifester pacifiquement. Pourquoi elle vient travailler toute une journée quand elle peut gagner même plus en allant manifester ? Alors ne me dit pas que les manifestations pacifiques étaient des vraies manifestations pacifiques !¹²⁷

¹²³ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

¹²⁴ P12, entrevue le 30 mars 2017.

¹²⁵ P2, entrevue le 3 mai 2016.

¹²⁶ P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹²⁷ P11, entrevue le 29 mars 2017.

De plus, la manipulation des manifestants¹²⁸ n'aurait d'égale que celle des images médiatiques des démonstrations publiques des révolutionnaires. Les vidéos de foules immenses seraient le produit de prestidigitations informatiques, tout comme les photos ou les films présentant des dépouilles de protestataires abattus, qui seraient en fait des acteurs. « C'est de la comédie ! »¹²⁹ affirme un participant. Semblablement, un autre interviewé affirme avoir remarqué des images du même enfant sauvé quatre fois des décombres¹³⁰. Une troisième personne voit dans l'apparition soudaine, lors des manifestations, de centaines de milliers de drapeaux aux couleurs de la révolution — tous faits selon lui avec le même tissu et avec les mêmes dimensions — un signe que les soulèvements étaient déjà préparés depuis longtemps¹³¹.

Dans cette façon de comprendre les événements, les manifestations ne sont que le prélude d'un passage à la violence programmé par des forces extérieures au pays. D'ailleurs, sous le couvert du pacifisme, plusieurs individus (5 participants) soutiennent que de nombreux membres des services de sécurité — voire même certains quidams — auraient été attaqués violemment, « égorgés »¹³², forçant les autorités à réagir eux aussi « de manière brute, brutale »¹³³. Certaines versions des événements parlent même de tireurs d'élite positionnés sur les toits environnants qui visaient délibérément des policiers. De plus, des dépôts d'armes et des souterrains auraient été préparés dans les années précédant les premiers troubles dans le but de renverser le régime par la force :

Les deux côtés disent qu'ils y avaient des manifestations, ils disent que c'est vrai, qu'ils manifestent pour des changements, mais en réalité la première semaine, ça se voit que c'était planifié. La première semaine, il est sorti à la ville de Banyas. Il a monté sur la mosquée, ou une école, et il a dit on veut le hijab, on veut, on veut, on veut. Ça prouve ça ! Autre chose : dans la ville de Homs, après la mort de Hariri, au Liban, j'ai de la famille là-bas qui me disent chaque semaine — c'est à côté de la frontière libanaise — alors chaque semaine il y a des gens qui viennent, ces gens sont toujours d'apparence un peu étrange. Ça veut dire qu'ils sont déjà reliés aux rebelles qui viennent de l'extérieur, aux terroristes. Ils ont travaillé sur Homs pendant cinq ans pour y poser des armes, il y avait des dépôts d'armes dans la Syrie. Il y avait des dépôts d'armes à la

¹²⁸ Il est intéressant de noter, dans les témoignages de P2 et de P11, que la perception des manifestations « révolutionnaires » de 2011 est directement reliée à leur expérience de ce qu'est une manifestation sous un régime autoritaire. Les manifestations sont ainsi comprises à l'intérieur du même paramétrage : elles sont dirigées, organisées, manipulées par une force extérieure dominante qui contraint les gens à y participer ou qui leur donne un revenu suffisant pour les y entraîner. Sur le lien entre la subjectivation politique des participants et leurs propos, voir le chapitre 4 ci-dessous.

¹²⁹ P12, entrevue le 30 mars 2017.

¹³⁰ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹³¹ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

¹³² P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹³³ P11, entrevue le 29 mars 2017.

frontière aussi, à Banyas. Il y a beaucoup de gens qui ne sont pas Syriens qui ont participé comme ça.¹³⁴

Et moi j'ai cru comprendre des Syriens eux-mêmes qu'après Deraa c'est vite Homs. Pourquoi Homs ? [...] Parce que, apparemment, le maire de Homs a reçu un don du Qatar pour les infrastructures de Homs. Alors les tunnels étaient déjà creusés de Homs jusqu'au Liban. [...] les tunnels étaient déjà là, creusés, électricité, tout ce que tu veux, les armes étaient rentrées, tout était déjà rentré.¹³⁵

Des installations pour les futurs réfugiés auraient également été érigées en prévision des retombées humanitaires du conflit orchestré :

Alors la Jordanie, la Turquie et le Kurdistan, dans le Nord de l'Irak, ont commencé à construire des camps à partir de 2009. C'est très clair. Et ils les ont bâtis pour les réfugiés syriens.¹³⁶

Cependant, petit à petit, avec le passage de plus en plus généralisé à la violence, le masque serait tombé : le conflit aurait toujours été entre l'État syrien et les jihadistes à la solde de puissances étrangères¹³⁷. Dans la perspective des participants prorégime, peut-être certains Syriens ont cru au verni démocratique des soulèvements et y participaient de bonne foi, mais la véritable force directrice et motrice de ceux-ci aura toujours été les velléités étrangères à déstabiliser la Syrie.

3.3.2 L'ingérence étrangère : Le gouvernement syrien et ses alliés contre des puissances régionales et internationales hostiles

Le « printemps syrien » n'est donc essentiellement pour les participants prorégime qu'un écran de fumée destiné à recouvrir la réelle dynamique explicative du conflit syrien : la volonté de puissances étrangères (régionales et internationales) à renverser le régime par tous les moyens possibles. Ces « puissances » sont souvent assez mal identifiées par les participants concernés, qui expliquent leur indécision par le caractère secret des tractations et des stratagèmes en question. Il leur est donc parfois difficile de relier un fait (ou ce qu'ils présentent comme tel) à l'acteur précis qui en serait l'auteur. Il n'empêche que certains pays sont jugés particulièrement responsables de

¹³⁴ P17, entrevue le 14 avril 2017.

¹³⁵ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹³⁶ « So, Jordan starts, Turkey starts, Kurdistan, in the North of Iraq, starts to build camps from 2009. And it's very clear. And they built it for Syrian refugees ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹³⁷ P12, entrevue le 30 mars 2017.

la guerre civile syrienne et, parmi eux, le Qatar et l'Arabie saoudite figurent systématiquement en tête de liste.

Le Qatar aurait entretenu de bonnes relations avec le régime syrien jusqu'au moment où il aurait courtisé ce dernier au sujet d'un projet de pipeline de gaz naturel en direction de l'Europe¹³⁸ et qu'il se serait heurté à un refus catégorique de la part de Bashar al-Assad. Les Qataris en auraient conçu une haine inextinguible envers le gouvernement syrien et se seraient dès lors résolus à détruire le pays¹³⁹. Tel que relaté ci-dessus, le Qatar aurait donc œuvré à organiser des soulèvements, à construire des infrastructures nécessaires aux jihadistes et à fournir des armes à ceux-ci, ses revenus gaziers lui permettant « n'importe quoi »¹⁴⁰ et « d'ignorer la réalité »¹⁴¹. Le Qatar aurait aussi utilisé la chaîne d'information al-Jazeera pour faire avancer son plan en procédant à la falsification de reportages dès les premières manifestations :

Pourquoi le Qatar insiste-t-il à faire des rebelles des islamistes ? Pourquoi Qatar — al-Jazeera, les médias al-Jazeera — pourquoi il a fait des mensonges extraordinaires, ils ont fait par exemple l'horloge de la ville de Homs, ils ont fait un exemple, ils ont dit que Homs avait tombé, alors ils ont travaillé beaucoup pour qu'ils renversent le régime.¹⁴²

Maintenant, on sait très bien, moi-même j'ai des amis qui avaient des cliniques là où on voyait des événements via publicité, et Qatar... Qatar a joué un sale rôle bien sûr dans les médias. Les médias étaient falsifiés d'une façon considérable. Quand moi mon ami m'appelle et me dit moi ce que j'ai vu sur al-Jazeera il y avait tant de manifestations, tant de monde dans la rue en bas de chez moi, mais il n'y avait même pas un chat. Il a entendu 15 personnes qui sont venues et vite vite ils ont pris la fuite ! Mais avec l'ordinateur, je ne sais pas comment ils font [mais ils modifient les images]. Donc il y avait tellement des choses falsifiées pour attirer vraiment l'attention.¹⁴³

¹³⁸ Et/ou des réserves de gaz que posséderait la Syrie côtière dépendamment de la version des participants.

¹³⁹ « At that time, there are two main things to [remember]. The first thing, they found that in Syria, Lebanon and Palestine and Israel, [...] in this [area] there are huge resources of petrol and gas. [...] But the main part belongs to Syria [...] And many researches said that the gas here in the Syrian part [...] it's gonna be more gas than Qatar has. This means that it would make Syria the second country after Russia with gas. Second thing, you know that the main gas which [is] used in Europe comes from Russia. So, Qatar tried to make a deal to make [a] big line of gas through Saudi Arabia, Jordan, Syria until the sea and on to Turkey. This was the big project. So, at that time, in 2009-2010, each month the king of Qatar visits Syria. [...] And the prime minister of Turkey [Erdoğan] also visits Syria each month or each two months. [...] And they make a lot of pressure to make Bashar al-Assad agree with this project. Bashar al-Assad as you know has good relations with Iran and good relations with Russia. So, this kind of project is gonna affect Russia and would also affect Iran. So, he took his decision that he [doesn't] agree with that project. They offered him a lot of [money, billions]. He refused. At that time, they start to make what happened later in Syria ». P15, entrevue le 5 avril 2017

¹⁴⁰ P2, entrevue le 3 mai 2016.

¹⁴¹ P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹⁴² P17, entrevue le 14 avril 2017.

¹⁴³ P12, entrevue le 30 mars 2017.

Tous les participants prorégime reprochent sensiblement les mêmes griefs aux Saoudiens. Ils dénoncent particulièrement l'hypocrisie de ces derniers face à la question des réfugiés syriens dont ils n'accueillent qu'un petit nombre :

Pourquoi les pays du Golfe, le Koweït, l'Arabie saoudite, des pays où il y a beaucoup de désert, d'espace... ils ont l'argent, ils ont la même religion, ils parlent arabe : zéro réfugié. Pourquoi on envoie ces réfugiés en Europe ? Pourquoi ils ne sont pas capables de nous aider ? Et n'oublie pas que l'Arabie saoudite et les pays du Golfe, il y a 60 ans, c'était un désert. Ils étaient illettrés. Ce sont nos jeunes, pour ne pas faire le service militaire, qui sont partis dans les pays du Golfe, en Arabie saoudite parce qu'ils savaient parler une langue étrangère et qu'ils ont aidé parce qu'ils sont médecins ou parce qu'ils sont ingénieurs, à construire ce pays-là. La façon dont ils nous remercient c'est zéro réfugié.¹⁴⁴

Ensuite, toutes les personnes interrogées reprochent à l'Arabie saoudite son hypocrisie rhétorique, car elle soutient au nom de la démocratie les opposants du régime, alors qu'elle est fortement soupçonnée d'armer des jihadistes. Sans compter le fait qu'il serait étrangement contradictoire que le royaume saoudien, dominé par une monarchie absolutiste ne laissant aucun espace significatif à l'expression de son peuple, appelle à l'instauration d'un régime démocratique chez son voisin syrien. De manière générale, l'Arabie saoudite, le Qatar et, plus largement, les pays du Golfe, reviennent de manière omniprésente dans le discours des interviewés. Ils estiment qu'ils sont les premiers instigateurs de la diffusion de l'idéologie jihadiste, de la destruction planifiée de la Syrie et du financement du terrorisme. En fait, derrière les actions des jihadistes, les participants y voient presque toujours la main des Saoudiens.

La Turquie est également jugée responsable de la déstabilisation initiale du pays et de la perpétuation du conflit par son soutien à des mouvements jihadistes. Cette hostilité est comprise comme une trahison par les participants prorégime, étant donné le développement des liens économiques entre les deux voisins au cours de la décennie précédant le début du conflit :

Et dire que le président turc était chez nous chaque semaine. Toujours des représentants turcs qui étaient chez nous en Syrie : on imitait les Turcs, on mettait leur drapeau dans les grandes entrées de la ville, dans les grands coins, dans les ... tu sais, je me disais : « Pourquoi on imite les Turcs ? »¹⁴⁵

¹⁴⁴ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁴⁵ P2, entrevue le 3 mai 2016.

Plusieurs personnes (3 sur 6) évoquent aussi l'intérêt de la Turquie pour la force économique d'Alep, la métropole du nord dont l'hinterland historique s'étend sur une grande partie du sud actuel de la Turquie. Les Turcs auraient regardé avec envie la deuxième ville de Syrie, ce qui les aurait amenés à affaiblir sciemment le pays pour pouvoir s'emparer des infrastructures aleppines :

Quand [Bashar al-Assad] a ouvert l'économie vers la Turquie, la Turquie l'a aspirée. Il y a eu des conséquences sur les marchands, les commerçants syriens. Donc, cette ouverture a pénalisé les commerçants syriens. En même temps, tu sais, [...] Alep [est une] ville industrielle et commerçante, ça n'arrangeait pas du tout la Turquie qu'Alep soit aussi forte, que la Syrie soit autosuffisante économiquement. Il y avait beaucoup, beaucoup, beaucoup — moi-même je connais énormément d'amis qui avaient des usines. Elles ont été dévissées devant leurs yeux et tout [a été] envoyé en Turquie. Tout.¹⁴⁶

De plus, les interviewés sont en général très critiques de la gestion du dossier des réfugiés par les Turcs. Ces derniers, ayant planifié la déstabilisation du pays, utiliseraient maintenant la détresse des expatriés syriens à des fins d'extorsion économique (envers lesdits réfugiés) et de chantage politique (envers les Européens) :

Regarde, à Alep quand ça a commencé les événements, je me rappelle ils nous ont montré dans les nouvelles les tentes prêtes à accueillir les réfugiés en Turquie. Il n'y avait pas encore de réfugiés, les tentes étaient prêtes ! Alors, c'était organisé de l'extérieur à mille à l'heure ! On sait que quand ça va brasser à Alep, les gens, où ils vont partir ? En Turquie ! Tu ne peux pas rentrer... c'est le plus proche. Alors oui la Turquie était dans le coup. Dans le sens que... même je me rappelle qu'Erdoğan c'était parmi les premiers à dire « Assad doit partir », « Assad n'est plus légitime », [...] Il était sûr de son départ d'ailleurs, mais c'était planifié de même j'imagine. Alors moi dire qu'il y a une révolution pacifique... [...] Je n'achète pas dans le sens que la [Turquie] a joué un sale jeu dès le départ d'organiser, d'accueillir les réfugiés, de les inciter à venir et d'ailleurs on voit les [mauvaises] intentions d'Erdoğan aujourd'hui avec la Méditerranée, quand il laisse tous ces réfugiés mourir dans l'eau et fermer les yeux. Tout ce qui se passe en Turquie, ce n'est pas vrai que si c'était des Turcs ils auraient fermé les yeux. Ils ont fait beaucoup d'argent sur le dos des Syriens, et puis moi je connais des commerçants d'Alep qui sont allés acheter leur usine telle quelle en Turquie. Sa propre usine, il pouvait l'acheter. Alors ne me dit pas que la Turquie comme gouvernement n'était pas impliquée dans le vol qui s'est fait en Syrie. Ils ont volé des choses qu'ils ne devaient pas et ils avaient un rôle à jouer et ils l'ont joué très très bien. Ils ont encouragé les gens à aller en Turquie, ils ont fait de l'argent sur le dos des gens, ils ont mendié aussi de l'aide internationale sur le dos des Syriens et ils maintenaient le robinet en Méditerranée : si vous dites non, on vous envoie [des

¹⁴⁶ P12, entrevue le 30 mars 2017.

réfugiés] encore et encore. Alors ils faisaient du chantage avec l'Europe sur le dos des Syriens.¹⁴⁷

Dans la même foulée, un participant faisait le lien entre la responsabilité de la Turquie dans le génocide arménien et son rôle dans le conflit syrien, mentionnant que ce dernier était « aussi sale qu'il y a 100 ans »¹⁴⁸. Par ailleurs, les interviewés voient d'un mauvais œil le rapprochement diplomatique de la Turquie avec Israël, qui reste l'ennemi traditionnel de la nation syrienne.

En effet, la perpétuation du conflit affaiblit la Syrie et profiterait donc à l'État hébreu. C'est ainsi que ce dernier soutiendrait directement l'opposition armée au régime, et plus particulièrement les jihadistes :

Et le rôle d'Israël aussi qui n'est pas à négliger là-dedans. [Un rôle] pour moi direct. [...] Non, moi, c'est sûr, d'ailleurs regarde elle joue un rôle même aujourd'hui, Israël, dans le conflit. Elle bombarde et personne ne dit rien. Combien de fois elle a bombardé, est-ce que tu as entendu ça dans les médias ? Au moins cinq fois. Et ils n'ont jamais annoncé ça. [...] Moi, mon intuition c'est que l'Arabie saoudite a fait une entente avec Israël, c'est sûr et certain. Parce que les jihadistes — à Quneitra quand il y a eu [des combats] — ils se réfugiaient où ? En Israël. Alors tu ne te réfugies pas chez ton ennemi [mais chez] ton ami.¹⁴⁹

Les Israéliens auraient également une grande influence sur les États-Unis, voire seraient en mesure de contrôler ou de manipuler les Américains en fonction de leurs désirs et leurs intérêts propres. Selon un participant, ce serait parce que les Israéliens tiendraient les Américains « par les deux oreilles »¹⁵⁰, ou selon un autre, parce que les États-Unis seraient le « guignol » d'Israël :

Regarde l'Amérique c'est le guignol d'Israël, c'est elle qui dirige l'Amérique comme elle veut. Par sa puissance économique, par les gens qui gèrent là-bas... Quand tu parles de l'Amérique, c'est sous-entendu Israël, on ne peut pas le nier. Donc, qu'on le veuille ou pas, quand je dis que l'Amérique et la Russie doivent se mettre d'accord pour une résolution, ça n'exclue pas Israël là-dedans, c'est le sous-entendu que j'ai toujours dans ma tête.¹⁵¹

Ces différents acteurs régionaux chercheraient donc à perpétuer le conflit syrien selon leurs propres intérêts. Mais celui-ci a également un caractère fortement international, qui est interprété à travers

¹⁴⁷ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁴⁸ P12, entrevue le 30 mars 2017.

¹⁴⁹ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ P2, entrevue le 3 mai 2016.

la double lorgnette de la manipulation mondiale¹⁵² et des intérêts des différentes puissances, qui s'ajouteraient aux concupiscences des États régionaux. Le principal motif des acteurs internationaux — au premier rang d'entre eux les États-Unis — à perpétuer le conflit serait les profits générés par la vente d'armes. De manière opportuniste¹⁵³, les Occidentaux utiliseraient la guerre en Syrie afin de renflouer les coffres et relancer leurs économies suite à la crise de 2008 :

Mais les États-Unis, la France, l'Angleterre ne sont pas prêts à *payer* de l'argent pour [renverser le régime]. Ils sont prêts par contre à *gagner* de l'argent. Alors ils sont prêts à vendre des armes. Et l'Arabie saoudite, le Qatar vont payer. Alors c'est ce qui s'est passé. J'ai entendu [...] que c'était la première fois que les États-Unis avaient vidé tous leurs entrepôts d'armes. Cela veut dire qu'ils ont tout vendu en cinq ans, ce qui signifie que certaines des armes étaient là depuis plus de 20 ans. Ils ont une raison de vendre ces armes s'ils trouvent un moyen de faire perdurer le conflit là-bas. [...] C'est très clair, surtout pour les États-Unis. [...] Pour ces pays — même pour Israël — les États-Unis, les pays européens, tout ce qu'ils font c'est calculer. Pour eux, la guerre c'est du *business*.¹⁵⁴

À cet opportunisme pécuniaire des puissances occidentales s'ajoute aussi chez certains interviewés (4 sur 6) un dessein de transformer complètement l'équilibre géopolitique dans la région à travers les printemps arabes :

Donc il y avait à 100% — mais pas à 99.9% — à 100% une *volonté politique mondiale* de changer la région au complet. Et je dis, avec toute modestie, je ne suis pas un [politologue], mais je fais aujourd'hui, après 6 ans, 7 ans, la lecture de tout ce qui s'est passé et je vois quelque chose qui est, qui sera, dans les livres de l'histoire contre les Occidentaux. Pour l'histoire ! Les gens ici, même les gens naïfs, ils ont commencé à savoir que leurs politiciens mentent et ils ne disent pas la vérité. [...] Vous connaissez l'entente Sykes-Picot ? [...] Le territoire divisé à la fin de l'empire ottoman, c'est fait par les Occidentaux. Donc, ce que je vois aujourd'hui, [c'est] que les Occidentaux eux-mêmes veulent changer ce plan. Tout simplement. Ils veulent changer le plan. [...] Une nouvelle carte [...] ¹⁵⁵

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ P12, entrevue le 30 mars 2017.

¹⁵⁴ « But USA, France, England are not ready to pay money [to overthrow the regime]. They are ready to win money. So, they are ready to sell weapons. And Saudi Arabia, Qatar [are going to] pay and this is what happened. I hear [...] this is the first time that in the United States they cleaned all the weapon storage. It means that they sold everything in the last five years, which means that some of these weapons were there for more than 20 years. They have reason to sell it if they find a way to continue the war there. [...] It's very clear, especially for the United States. [...] For these countries — even for Israel — USA, European countries, all they do is calculation. For them, the war there is like business ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹⁵⁵ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

L'instrument dont les puissances régionales et mondiales useraient pour arriver à ces fins en Syrie serait les groupes jihadistes (et Daech en particulier) auxquels ils fourniraient armement, expertise et ressources. Selon un participant, les États-Unis protégeraient donc les islamistes et les jihadistes qui veulent renverser le régime¹⁵⁶. D'après un autre, l'État islamique est la création des États-Unis, d'Israël et de l'Arabie saoudite¹⁵⁷. Pour un troisième interviewé, il existe trop d'indices du soutien de grandes puissances à Daech pour qu'il soit possible d'ignorer que ce dernier profite de l'appui de patrons influents :

Quand on parle de [...] lance-roquettes contre les avions, modèle 2016, ça vient d'où ? Les gens utilisaient des armes à la haute pointe technologie de laser. Ça vient d'où ? La présence des conseillers, des experts militaires sur le terrain, de l'extérieur de la Syrie ça vient d'où ? [...] [Daech] ça intrigue tout le monde jusqu'à maintenant, mais [...] c'est quelqu'un de très intelligent qui a préparé tout ce scénario. Et je ne peux pas dire c'est qui, je ne sais pas c'est qui. Mais encore une fois, d'ailleurs, ce n'est pas mon opinion personnelle, mais ce qu'on a vu et ce qu'on a remarqué, les gestes et les actes de Daech ça dépasse Hollywood. Avez-vous remarqué la production du cinéma, et de films et de vidéos qui ont été envoyé dans les médias et surtout dans les médias sociaux ? C'est comme... dernier cri dans le cinéma. La production, la photographie, la mise en scène, comment dirais-je... toute la production, ça dépasse infiniment tout l'intelligence et la culture arabe. Moi je connais les Arabes on est loin, très loin de tout ça ! Autre chose, ce que j'ai remarqué, ça c'est mon opinion personnelle [...] si vous regardez les vêtements, l'habit de Daech sur les vidéos, c'est fait avec beaucoup de perfection. Si vous voyez les gens de Daech, c'était des vêtements orange en Libye, en Syrie en Irak et côté Afghanistan : les mêmes vêtements, les mêmes costumes, la même perfection, exactement la même couleur. On dirait que c'est le même fabricant le même tissu, c'est le même exportateur, c'est le même livreur ou fournisseur. Ça m'intrigue. Jusqu'à maintenant on ne sait pas qui est Daech.¹⁵⁸

Certaines personnes interrogées (3 sur 6) évoquent aussi l'existence d'agents étrangers opérant sur le territoire syrien et dont le but serait la relance des hostilités :

Si tu suis les médias, ils disent il y a un plan pour faire bouleverser le pays. Par exemple, il y a des commandos qui viennent de — j'ai lu ça — certains analystes qui ne sont pas avec l'Ouest, ils disent qu'il y a un commando d'un pays, je ne sais pas, d'Europe, qui vient, qui se stationne des deux côtés qui tuent des gens ici, des gens ici, des gens ici, jusqu'à que la guerre commence et puis voilà on part. Vous voyez ? Ça j'ai écouté ça à la télévision.¹⁵⁹

¹⁵⁶ P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹⁵⁷ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁵⁸ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

¹⁵⁹ P17, entrevue le 14 avril 2017.

Le traitement médiatique serait également biaisé en faveur des opposants au régime. Les médias répandraient ainsi des mensonges visant à décrédibiliser le gouvernement syrien et à présenter sous un jour favorable les manifestants d'abord et les combattants rebelles (jihadistes) ensuite. Sous une prétention de neutralité¹⁶⁰, les plateformes télévisuelles et électroniques des grands médias internationaux poursuivraient en fait un plan de désinformation tout à fait partial aux intérêts des puissances occidentales. Un interviewé exprime ainsi son sentiment :

Moi quand j'entends des nouvelles venant de la Syrie... Un journaliste va aller voir ce qui se passe chez les rebelles et est reçu par eux, mais sans comparer ce qui est de l'autre côté, ce qui se passe de l'autre côté de la ville, par exemple, des gens qui vivent sans eau, sans internet, sans électricité durant des mois et des mois — je parle d'Alep moi. Quand on fait la comparaison entre les deux et on fait bon, pourquoi ces gens-là sont massacrés, ils ne parlent pas des gens qui sont dans la ville et qui sont aussi maltraités. Il faut faire la comparaison entre les deux pour faire une bonne réponse. [...] Quand il y a une justice, il faut parler des deux côtés. Parce que quand on annonce « Oh les pauvres rebelles, ils sont massacrés, ils sont démunis », et non, il faut voir avec qui ils travaillent aussi. [...] et on prie que les gens sachent qu'il y a... sachent la vérité, pas seulement ce que les médias leur disent.¹⁶¹

Devant le front commun de ses ennemis régionaux (Arabie saoudite, Qatar, Israël) et de ses ennemis internationaux (États-Unis et Occidentaux de manière générale), le régime syrien profite cependant de soutiens qui ont joué un rôle essentiel dans sa survie. L'ingérence de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah dans le conflit syrien est souvent perçue de manière positive par tous les participants prorégime, quoique parfois avec une certaine méfiance. Cette ambivalence est particulièrement présente dans le cas de la Russie. Tout d'abord, les interviewés se félicitent de l'appui russe, qu'ils voient comme étant la suite logique d'une longue alliance historique. La Russie serait donc « un ami » de la Syrie qui agirait ainsi par loyauté. Cependant, les participants sont aussi conscients du calcul stratégique réaliste qui guide l'implication russe. En voici deux exemples :

La Russie a toujours été un grand intérêt pour la Syrie, ça date depuis bien longtemps, ce n'est pas maintenant. C'est le papa [Hafez al-Assad] qui a fait de très bonnes relations avec la Russie. Donc euh... c'est une continuation des intérêts russes en Syrie. Ils ne vont pas lâcher maintenant après tant d'années. [...] Ils ont vendu les armes aux Syriens depuis combien d'années ? Combien d'années les armes, les avions, tout ça. Et le port de Latakieh, le port de Tartous a toujours bien reçu pour les bateaux qui [font] le règne en Méditerranée. [...] Et qu'est-ce que vous voulez ? Économiquement, agriculture, qu'est-ce que tu veux ? Le blé ? Le pétrole syrien ? Le gaz ? On laisse la

¹⁶⁰ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁶¹ P2, entrevue le 3 mai 2016.

Russie vendre le gaz en Europe. Parce que [le] Qatar n'a pas pu faire passer le gaz jusqu'en Europe. Donc le profit est des deux côtés. Donne, je te donne. Je te rends ce que tu me donnes. Mais au départ... on n'était pas sous influence russe au départ. Quand la guerre a éclaté, heureusement qu'ils ont pu garder ce point, ce contact entre la Syrie et la Russie, mais moi je dis que ce n'est pas seulement la Russie, c'est la personnalité de Poutine aussi. [...] Il [leur] fait payer la Crimée contre la Syrie, moi à mon avis.¹⁶²

Mais en même temps tu vois qu'ils sont venus à notre secours, ben c'est un peu normal. Parce que c'est un pays où ils se sont tellement investis, par des projets faramineux [...] il y avait des relations privilégiées avec la Syrie depuis longtemps. [...] C'était comme si c'était une conséquence du choix du Ba'th [...] et ce n'était pas vu avec beaucoup de chaleur de la population, mais c'était acceptable parce que le président a décidé qu'ils construiraient le pays et c'était comme... normal. Aujourd'hui, quand ils sont venus à notre secours, ce sont les seuls alliés qu'on avait de l'extérieur.¹⁶³

Dans le cas de l'Iran, l'alliance avec la Syrie s'inscrit dans un renversement par rapport à la politique du Shah, avant la révolution islamique en 1979, qui est perçue comme fortement proaméricaine et anti-arabe.¹⁶⁴ Mais tout comme pour la Russie, le soutien iranien vient s'insérer dans une coopération irano-syrienne plus large : depuis 1979, l'Iran est un « frère d'armes » dans la résistance contre Israël. Entre amitié et intérêts, l'alliance entre les deux pays serait donc basée sur un partenariat géopolitique étroit, plus que sur une solidarité communautaire avec les Alaouites au pouvoir en Syrie :

Bien sûr ce sont les intérêts qui vont [guider la politique étrangère] mais les Iraniens sont toujours présents avec le Hezbollah qui est à Beyrouth. Et ils sont en contact avec la Syrie depuis des années et des années, c'était la guerre avec Israël. Il faut dire que le conflit qui n'a pas été résolu depuis des années et des années a fait du Hezbollah avec la Syrie une alliance assez importante. Ils ont la même idéologie pour finir la guerre avec Israël. Donc ils étaient là sur place avant que la guerre commence. C'étaient des alliés déjà avant la guerre. [...] comme on dit en arabe « moi et mon frère contre l'ennemi », donc voilà. [...] À vrai dire, ça c'était un point qui était déjà là avant la guerre et qui était une alliance qui était très dure, enfin, très soudée entre les deux. Donc c'est un [intérêt] géopolitique plus qu'une conviction de minorités qui s'allient.¹⁶⁵

Idem pour le Hezbollah libanais lui-même, dont la « victoire » contre Israël en 2006 lui octroie une grande crédibilité qu'il possède toujours pour des interviewés. La milice est jugée comme étant un

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁶⁴ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

¹⁶⁵ P2, entrevue le 3 mai 2016.

allié à la fois honorable et efficace (et qui connaît bien les tactiques des guerres non conventionnelles¹⁶⁶) :

On dit parfois [que] c'est le coup de génie que [Hafez al-Assad] a fait et qu'il a légué à son enfant. Parce que quand tu vois le Hezbollah d'où ils ont commencé et où ils sont rendus, ben moi je peux te dire que je connais très peu d'Arabes [...] qui ont pu progresser si vite et rester triomphants quelque part. [...] Tu vois que dans cette guerre-là [2006], Israël, c'était la première fois, qu'elle n'a pas gagné. [...] En tout cas, moi la personne de monsieur Nasrallah, je le trouve très sympathique. Quand il parle, même si c'est un homme religieux, il n'a pas un discours haineux. [...] ses propos, comment te dire, [sont] très posés, très clairs et il n'a jamais promis quelque chose qu'il n'a pas réalisé. Alors moi parfois j'ai un peu d'admiration pour monsieur Nasrallah. Parce que je dis c'est le seul homme qui jusqu'à présent a tenu tête à Israël, il n'a jamais abdiqué. Et il n'a pas gagné, mais il n'a pas perdu. Tandis que nous, dans notre histoire, la Syrie on a perdu, quand même, deux-trois guerres. Alors, ça nous fait rêver un peu.¹⁶⁷

Enfin, l'intervention iranienne a parfois changé radicalement la perception que certains participants (2 sur 6) pouvaient auparavant avoir du régime des Ayatollahs — ou même des Chiites en général — qu'ils voient désormais d'un œil plus clément :

Moi au début, je pensais que les Chiites étaient plus extrémistes que les Saoudiens. C'est ce que je pensais. [...] Juste pour te dire que quand cette révolution est arrivée en Iran, moi dans ma tête c'était waouh, c'était pire que les Saoudiens. Ils sont arrivés avec un extrémisme tranchant, tout d'un coup les femmes se voilent, le voile devient obligatoire pour tous, même les Chrétiens, alors tout le monde a eu peur de cette révolution. Mais avec le temps et les changements, avec la mort de Khomeiny, tu sens que l'Iran, elle a remontée la pente. Et si tu les compares avec l'Arabie saoudite, tu dis non, ils sont plus tolérants que l'Arabie saoudite. [...] Alors ce qui fait que moi j'ai changé d'idée, c'est-à-dire qu'ils ont l'air d'être plus intelligents que l'Arabie saoudite.¹⁶⁸

Par ailleurs, au milieu de tous ces acteurs qui combattent soit directement, soit par groupes interposés sur son territoire, la Syrie serait victime d'un conflit qui la subsume désormais totalement. De nombreux participants (4 sur 6) parlent même d'une « guerre mondiale »¹⁶⁹. À tout le moins, les intervenants sur le terrain seraient dépassés par l'ampleur de l'ingérence étrangère.

¹⁶⁶ « So, Hezbollah start to work on this territory. And they know how to deal with this kind of [war], they're used to that. Not like regular military. The Syrian military is not used to fight inside cities. On the borders, normally they are. So, they went there, they give some power to the government. And they decide all together that they are going to continue to help ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹⁶⁷ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ P12, entrevue le 30 mars 2017.

Dans le même ordre d'idées, aucune crédibilité n'est accordée aux cycles de négociations. Tout d'abord, parce que ce sont les grandes puissances qui elles seules auraient le pouvoir de mettre fin au conflit :

Moi je pense que tout ce programme de Genève I, II, etc., c'est de la rigolade. Si l'Amérique et la Russie veulent régler le problème, il se résoudra facilement et d'un seul coup, mais les deux côtés ne veulent pas résoudre le problème facilement. Et chacun a ses intérêts géopolitiques, économiques et bon, tant que ça traîne c'est l'essentiel. Économiquement parlant pour eux c'est ça l'essentiel. [...] Et des deux côtés ils ne veulent pas résoudre. Ils ont des profits. [...] Ça peut être résolu s'ils se mettent d'accord pour leur profit. À part cela, je trouve que tout ce qui se passe dans les couloirs, Genève I et II etc., ça c'est du cinéma pour la propagande, pour qu'on dise qu'on a fait quelque chose.¹⁷⁰

De plus, les négociations seraient destinées à ne mener nulle part — malgré le fait que certains interviewés croient en la bonne foi du régime lors de celles-ci¹⁷¹ — parce que les membres de l'opposition en exil, qui composent la contrepartie du régime syrien lors des discussions, se seraient inféodés au bon vouloir de leurs soutiens financiers du Golfe au point de devenir des « otages » ou des « marionnettes » de ceux-ci :

Malheureusement, il y a beaucoup d'opposants qui n'ont pas les pieds sur terre, par contre, ils sont devenus des agents, ils prennent de l'argent de certains pays. La France, l'Angleterre, l'Arabie saoudite, le Qatar, vous voyez ? Alors ça ce n'est pas une opposition. Et sur [le terrain] aussi, la majorité, 90% qui combattent l'armée syrienne, ils sont soit islamistes, soit terroristes. Alors euh, c'est triste.¹⁷²

Alors eux, ils venaient négocier, mais à chaque fois ils doivent aller prendre [en compte] qu'est-ce qu'ils disent le Qatar, qu'est-ce qu'ils disent la France, qu'est-ce qu'ils disent les bailleurs de fonds. Alors moi je n'y crois pas à ces... je dis ils ont vendu leur âme au diable. Parce que moi, si j'étais Syrien et que j'étais opposé, je n'irai pas dire aux autres venez m'aider. Je fais la révolution moi-même, mais quand j'accepte que tu me donnes de l'argent, quand j'accepte que tu, que tu, que tu... à un moment

¹⁷⁰ P2, entrevue le 3 mai 2016.

¹⁷¹ « So, after Russia [were] involved, in 2 or 3 months the situation changed. And a new window [opened] to make negotiations between the government and the [opposition]. And the deal was: « All people who have fought against the government, we are ready to discuss with them, to find a solution with them except ISIS and al-Qaeda. [...] Out of this, we are ready to deal with any person in any way to find a solution. The first thing is we have to stop the war. » And [they started] with Geneva I, Geneva II, Geneva III, and last week Geneva V. And the government is very ready to find a solution. [...] They don't want to continue the war. And they are ready to change everything step by step: the regime, the system, to discuss everything. And to make new elections under the control of the UN. And who is going to win is going to win. This is not what I say, this is what the government said. And they said that everywhere, including in Geneva ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹⁷² P17, entrevue le 14 avril 2017.

donné je te dois tellement que je suis obligé de dire ce que toi tu veux. [...] Ils sont otages de leurs bailleurs de fonds. Ils sont des marionnettes aussi dans leurs mains.¹⁷³

En conclusion, l'État syrien serait victime d'une offensive de puissances régionales et internationales (l'Arabie saoudite, le Qatar et les autres pays du Golfe, la Turquie, Israël, les États-Unis et les Occidentaux de manière générique), qui auraient instrumentalisé (voire créé de toutes pièces) les manifestations de 2011 dans le but de renverser le régime et déstabiliser la Syrie. Leur outil de prédilection serait les « rebelles », qui seraient tous des combattants jihadistes plus ou moins avoués. Dans sa lutte contre cette « manipulation mondiale », le gouvernement syrien aurait fait appel à des alliés de longue date (la Russie, l'Iran et le Hezbollah) pour maintenir un semblant d'ordre face à cette stratégie du chaos. Ces derniers sont perçus tantôt comme des « frères d'armes », tantôt comme agissant selon des intérêts purement réalistes. Pour leur part, les négociations internationales seraient un simple écran de fumée destiné à nourrir des médias dont le contenu est partial et partiel : il n'y aurait rien à espérer du côté diplomatique. Sur le terrain cependant, les ennemis du régime syrien auraient toujours été des rebelles jihadistes, un mouvement qui serait en quelque sorte l'expression exacerbée d'un sunnisme revanchard financé par les pays du Golfe et encouragé par les Occidentaux. Les opposants au régime porteraient donc le stigmate d'un fanatisme visant à imposer sur l'ensemble de la diversité sociale syrienne le règne unilatéral d'une loi islamique jugée rétrograde.

3.3.3 Les loyautés communautaires : un vivre-ensemble menacé par la méfiance entre les communautés et l'horreur jihadiste

La question de la gestion et de la cohabitation des communautés ethnoconfessionnelles est loin d'être nouvelle en Syrie¹⁷⁴. C'est un enjeu qui touche à la fois l'État et la société et sur lequel les réponses des personnes interrogées sont souvent très ambiguës. Ainsi, du côté de l'État, la plupart des participants prorégime affirment que celui-ci n'est pas dominé par la confession alaouite. En voici un exemple :

Le président est Alaouite. Et il y a plusieurs personnes autour de lui qui ont le pouvoir et qui sont aussi des Alaouites. Mais beaucoup de personnes autour de lui sont aussi des Sunnites et il y a au sein du gouvernement des Chrétiens et d'autres minorités. Alors tu peux dire que le gouvernement est mélangé. L'armée : 70% de l'armée est composée de Sunnites. Et le reste est composé d'Alaouites, de Chrétiens, de Kurdes...

¹⁷³ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁷⁴ Voir ci-dessous le premier chapitre du présent mémoire.

[...] Le ministre de la Défense est Sunnite. Avant lui, c'était un Chrétien. Le premier ministre, au cours des 45 dernières années, était un Sunnite. Et plus de 70% des ministres sont des Sunnites. Alors personne ne peut nier la réalité et dire que le gouvernement est un gouvernement alaouite. Ce n'est pas du tout le cas. [...] Alors pour moi, je suis certain que le régime n'était pas alaouite du tout.¹⁷⁵

Un autre interviewé soutient de la même manière la neutralité confessionnelle de l'État :

Nous avons vécu dans un pays laïc. Nous, on a travaillé sans regarder la religion de la personne, mais les compétences de la personne. [...] Donc en principe, personne ne te demandait de quel rite tu es ou de quelle religion tu es. Même les fonctionnaires du gouvernement on les embauchait sur leurs capacités, sur la qualité de leurs études, mais jamais sur leur religion.¹⁷⁶

... mais nuance aussitôt ses propos :

Écoute, ça c'est sûr qu'ils vont garder la Défense, le ministre de l'Intérieur... C'est normal, et c'est quelque chose de banal. On [ne] voyait pas [ça] d'un œil méfiant si tu veux. Mais on disait quand même on se garde notre dos, on va mettre des gens qui vont protéger, non pas des gens qui vont nous mettre un coup dans le dos. Ça c'est normal dans tous les partis du monde. Donc on le voyait comme ça. Dans tous les partis du monde on fait ça. Ils ont mis des gens de leur côté pour pouvoir maintenir l'ordre dans le pays. Donc [...] oui, je sais que... celui-là n'est pas à la hauteur, on l'a mis parce qu'il était Alaouite, d'accord, mais parce que c'est un poste clef et qu'ils le veulent à cette place-là. Les Sunnites quand ils ont été au pouvoir, ils ont fait la même chose. [...] À chacun son tour !¹⁷⁷

Du côté de la société se retrouve un phénomène semblable. De manière générale, voire unanime, lorsqu'interrogés sur le vivre-ensemble en Syrie avant mars 2011, tous les participants prorégime disent que la cohabitation entre les membres de religions différentes se faisait très bien, naturellement, sans anicroche aucune. Que le voisinage entre Sunnites, Chrétiens, Alaouites, etc. se faisait de manière harmonieuse et que tous les Syriens possèdent des amis d'une autre confession. À titre d'exemple :

¹⁷⁵ «The leader is Alawi. And there are many people around him, who have the power, who are also Alawi. But a lot of people around him [are] also Sunni and there are within the government Christians and other minorities. So, you can say the government is mixed. The military: 70% of the military is Sunni. And the rest is Alawi, Christian, Kurdish... [...] the minister of the army [is] Sunni. Before him [there] was [a] Christian. The Prime minister, in the last forty-five years, was Sunni. And over 70% of the ministers are Sunni. So, nobody can [deny] the reality and say that the government is an Alawi government. Nothing like that. [...] So, for me I am very sure the regime wasn't Alawi at all ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

¹⁷⁶ P2, entrevue le 3 mai 2016.

¹⁷⁷ *Ibid.*

Moi je peux témoigner de mon vécu. Que dans les années 1980 en Syrie, on ne parlait pas de religion dans le sens, oui, à l'école on avait des élèves de tous bords : Chrétiens, Musulmans, Alaouites, Kurdes, Druzes, Chiites... on était tout le temps mélangés puis on n'avait pas le clivage de s'enfermer ou de se dire « Ah moi je suis Chrétien » on insiste en classe, « Moi je suis Chrétien alors je ne parle qu'avec les Chrétiens ». Jamais ! [...] Alors le clivage de dire lui il est Musulman, lui il est... on n'avait pas ce souci-là. Moi je n'ai jamais regardé une personne en disant « Il est Chrétien » ou « Il est Musulman ». Il y avait un art de vivre-ensemble qui était là en Syrie. Il faut aussi l'admettre et l'accorder. [...] On a grandi dans une ambiance de tolérance si j'ose dire.¹⁷⁸

En même temps, ces témoignages positifs se doublent aussi tous d'une profonde méfiance envers la majorité sunnite, ce qui forme un portrait complexe et fréquemment contradictoire. Cette méfiance semble souvent se transmettre au sein des familles, par la perpétuation d'une forte conscience communautaire. Chez les Chrétiens par exemple, cette inquiétude peut également prendre une dimension politique, au regard des changements passés et à venir, quant à la place impartie à cette communauté en Syrie :

On entendait souvent nos parents, nos grands-parents qui ont été vraiment massacrés, que ce soient les Arméniens, que nous on vit ici dans ce pays, mais un jour ils vont nous mettre dehors. [...] Une famille chrétienne peut avoir un enfant, deux enfants maximum trois enfants. Une famille musulmane peut avoir 12 et 10. Ils nous ont envahis. Puis il y a eu beaucoup de migration des Chrétiens, Ce qui a fait que nous étions 10% dans toute la Syrie, maintenant ça diminue... ça a diminué la sensation d'appartenir à ce pays, la sensation qu'on est toujours une minorité. Par exemple, nous nous étions des gens de ce pays-là. Nos ancêtres étaient là avant eux.¹⁷⁹

[...] les mariages mixtes étaient mal vus en Syrie entre Chrétiens et Musulmans parce que ce sont toujours les Chrétiens qui sont perdants ! C'est ça la phobie de nos parents. [...] Moi mon père, dans le temps, il était commerçant, alors il travaillait avec tout le monde. Et quand il venait le temps, à la maison, d'amener un professeur, c'était toujours un Juif ou un Chrétien. Mais jamais un Musulman à la maison ! [...] Il fait confiance à des Juifs, mais pas à des Musulmans, dans son intimité tu vois ? [...] Alors cette méfiance elle est là au niveau de l'intimité. [...] Je pense que ces racines sont dans l'histoire. Si on regarde l'histoire de la Syrie, on sait que toujours que celui qui gagne, gagne sur les vestiges de l'autre. [...] Alors dans l'histoire ce sont des civilisations qui se succèdent et c'est toujours le gagnant, le plus fort, qui s'impose. [...] Alors les Chrétiens ont toujours peur de cet islam extrémiste, oui ! [...] Alors dans l'histoire il y a eu beaucoup de hauts et de bas, selon l'histoire de l'islam, et la montée de l'intégrisme et la descente de l'intégrisme. Alors oui on vit avec eux, mais toujours avec cette peur-là : regarde ce qui s'est passé, ça peut toujours réarriver. Alors là Assad a maîtrisé la

¹⁷⁸ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁷⁹ P2, entrevue le 3 mai 2016.

situation, mais qui peut nous garantir que demain il n'y aura pas un nouveau pic d'extrémisme ?¹⁸⁰

Cette méfiance envers les Sunnites semble aiguisée par ce qui est perçu comme étant la transformation croissante de l'espace public syrien, conséquence d'un mouvement de revivification d'une version rigoriste du sunnisme qui serait fortement financé et soutenu par les pays du Golfe :

Et il y a l'ingérence de l'extérieur. Moi quand j'étais jeune, à l'université, il y avait *quelques* femmes voilées. [...] Il y avait de l'argent qui existait pour amener les Musulmans à plus de piété, à plus de voile, à plus d'extrémisme. Et ça c'est vraiment les pays du Golfe et l'Arabie saoudite, qui à travers cette permission de construire des mosquées, ça a fait une montée d'extrémisme en Syrie qui n'existait pas avant.¹⁸¹

Cette accentuation de la visibilité de la présence sunnite en Syrie ne rehausse pas seulement les craintes au niveau social, mais également au niveau politique. La prise de pouvoir par des islamistes est en effet redoutée par les participants prorégime qui sont membres d'une minorité confessionnelle en Syrie, et ce, malgré les assurances qu'une organisation comme celle des Frères musulmans s'efforce de promouvoir. Pour eux, un régime islamiste serait indubitablement catastrophique. La première des raisons qui motive cette peur est l'application de la loi islamique, la *Shari'a*, qui serait fondamentalement injuste pour les non-musulmans et qui détruirait toute tentative d'établir une discussion sur la base d'une citoyenneté commune :

Mais c'est sûr et certain que quand il y a un régime musulman, purement musulman et selon la *Shari'a*, ça veut dire tous les laïcs, tous les Chrétiens, tous les Juifs n'ont pas de place dans la société sauf si on est soumis à leur loi islamique et qu'on est en deuxième classe. Et pour eux c'est normal. [...] Là-bas d'abord, [si] tu n'es pas Musulman, tu es déjà classé.¹⁸²

Une autre raison de leur opposition à l'instauration de tout régime islamiste ou fortement inspiré de l'islam serait le bilan négatif — relativement aux droits des minorités — dont souffrent de tels systèmes de gouvernance partout où ils auraient été appliqués. Un participant évoque la situation de plusieurs pays avec une éloquence particulière :

[Les Frères musulmans] ont l'objectif de la religion et la suivre de près. On dit d'eux qu'ils sont fanatiques. Ça c'est vrai. Ils ont été massacrés, oui. Mais est-ce qu'ils ont fait du bien pour le pays, pour que les gens les aiment ? C'est ça la question. Est-ce

¹⁸⁰ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

qu'ils ont eu le courage de nous faire voir quelque chose de bien, pour qu'on les aime ? L'expérience qui s'est fait en Égypte, est-ce que c'était une bonne expérience pour eux ? Malgré que les Américains les ont appuyés pour le régime égyptien, mais qu'est-ce qu'ils ont fait ? On a bien vu comme sensation que c'était un parti qui ne peut gérer un pays sans être fanatique. C'est la sensation qu'on a dans notre tête. [...] On a vu déjà depuis des siècles et des siècles ce qu'ils ont fait. Tu as Erdoğan, c'est un point essentiel pour eux. Il a exactement la même morale qu'eux. La même catégorie d'eux. Il se croit laïc, il se dit laïc, mais les faits, des gens comme n'importe quel Frère musulman. Il est un Frère musulman *soit-disant* laïc, qui accepte l'autre. Mais voyons donc, vois-tu ce qu'il fait avec les Turcs ? Tant qu'ils disent n'importe quoi, les faits qu'on voit devant nos yeux, ce qu'ils ont dirigé depuis des années, que ce soit l'Égypte, la Turquie, ou je ne sais pas ce qu'ils ont dirigé comme pays, c'est un fiasco. Comment vous voulez qu'on les croie ? [...] Regarde les Coptes qui ont été dirigé d'une façon... qui étaient chassés de leurs maisons, de leurs terres, leurs filles ont été... devenues musulmanes, des gens qui ont quitté leur religion pour devenir musulmans parce qu'ils ont été maltraités. [...] En Arabie! Aaah! Qu'est-ce qu'ils savent de la démocratie ? Ben voilà, tu me demandais. Les Frères musulmans, comment tu vas faire confiance à eux, pour diriger un pays comme quand tu vois l'Arabie saoudite comme elle est dirigée? C'est un exemple. Comment on va faire confiance à ces gens-là? Combien de chrétiens vivent en Arabie saoudite ? Hein ? Quelle tolérance envers les minorités ? Est-ce qu'ils ont le droit de prier là-bas, sur leur terre ? Alors comment on va leur faire confiance ? Regarde les femmes comment elles sont traitées. Elles sont traitées d'une façon vraiment respectueuse ? Les enfants même ? Même les gens qui viennent travailler de d'autres pays pour travailler comme boniches chez eux est-ce qu'ils sont bien traités ? Les Hindous, les Pakistanais, tout le monde. Est-ce que tu crois que c'est excellent comme référence ? Alors comment maintenir une confiance entre ces gens-là ? Leur donner [notre] destin entre leurs mains ?¹⁸³

Ensuite, il existe parmi les interviewés une méfiance plus générale envers la communauté sunnite, soupçonnée de double jeu. Derrière un discours de vivre-ensemble et de tolérance, la réalité serait que les Sunnites acceptent mal de cohabiter avec d'autres communautés ethnoconfessionnelles sur un pied d'égalité, ce qui serait déjà le cas dans les camps de réfugiés où ils forment la majorité. S'ils s'emparaient du pouvoir via un système démocratique, les participants prorégime craignent que la Syrie ne retombe sous une nouvelle dictature, mais qui serait cette fois défavorable aux minorités :

[...] Si vous allez dans des camps de réfugiés maintenant, vous allez juste trouver des [Sunnites]. [...] Parce qu'il n'y a pas [un] Chrétien qui va oser aller dans les camps de réfugiés, y amener sa famille. [...] Tu penses qu'un Alaouite va oser aller dans un camp de réfugiés au Liban ? Ils vont le déchiquter !¹⁸⁴

¹⁸³ P2, entrevue le 3 mai 2016.

¹⁸⁴ P12, entrevue le 30 mars 2017.

Pour moi, ce printemps arabe n'existera jamais. Pour moi, [...] il n'y aura jamais de démocratie dans la région tant que la religion est liée au politique. [...] Il n'y a pas un Sunnite qui va veiller aux intérêts de Chiïtes comme ils veillent aux intérêts des Sunnites. Donc c'est une hypocrisie totale. Tant et aussi longtemps qu'un Chrétien ne peut être président, c'est écrit dans la loi... Parce que partout dans les pays arabes, il faut que tu sois Musulman sunnite. Donc ça c'est l'hypocrisie de la démocratie. [...] C'est à eux de me dire, on va protéger les minorités [...] Vous êtes des hypocrites et vous voulez utiliser la démocratie, tu sais le prétexte de la démocratie, pour imposer *votre* propre dictature. [...] Ne va pas me dire que oui la démocratie, mais c'est correct de tuer des minorités, non.¹⁸⁵

Enfin, les participants évoquent tous avec horreur les violences perpétrées par Daech ou les autres groupes jihadistes. Les récits d'actes de barbarie et de cruauté renforcent le sentiment de peur des interviewés envers les jihadistes, qu'ils assimilent le plus souvent à l'ensemble des rebelles, et provoquent une réaction de repli autour du régime¹⁸⁶. Ces histoires, ces anecdotes ou ces témoignages circulent abondamment via les médias syriens et internationaux, sur Internet, entre les Syriens encore dans le pays et les membres de la diaspora, ainsi qu'au sein de la diaspora elle-même. Voici un exemple où un tel récit — où des jihadistes de Daech ont exigé la conversion de Chrétiens sous peine de mort — a poussé un activiste humanitaire à cesser sa collaboration avec toute personne de l'opposition :

Et comme je te dis, je faisais beaucoup le pont entre les gens pour et contre [le régime]. Jusqu'à [...] quand les jihadistes sont entrés à Ma'alula et ils ont kidnappés 3 personnes et décapité le frère d'un prêtre ici, à Montréal. [...] Et à partir de l'événement de Ma'alula, moi j'ai changé de position avec les rebelles. C'est fini avec les rebelles. [...] moi, les gens qui s'affichaient contre le régime sur Facebook, avec les rebelles, carrément, je ne peux pas m'afficher [avec eux].¹⁸⁷

Bref, derrière une expérience et un discours de vivre-ensemble entre les communautés ethnoconfessionnelles en Syrie, il subsiste manifestement un sentiment de crainte envers la majorité sunnite. Une méfiance qui a crû avec l'assertion de plus en plus grande d'une visibilité sunnite dans l'espace public, particulièrement sous Bashar al-Assad, mais qui s'inscrit aussi dans la perpétuation d'une forte mémoire communautaire qui relate des incidents datant de l'époque ottomane ou même de la conquête islamique de la Syrie au VII^e siècle¹⁸⁸. La peur d'être

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Voir Andreas BANDAK, « Reckoning with the Inevitable: Death and Dying among Syrian Christians during the Uprising », *Ethnos*, Vol. 80, No. 5, 2015, pp. 671-691.

¹⁸⁷ P12, entrevue le 30 mars 2017.

¹⁸⁸ Que cette « histoire » de marginalisation ou de persécution des minorités confessionnelles par les différents pouvoirs sunnites soit historiquement exacte, nous laisserons aux historiens le soin de l'établir. Par contre, il est certain qu'il

marginalisés par une majorité sunnite de nouveau au pouvoir, mais aussi celle des différentes exactions des extrémistes, poussent les participants prorégime membres d'une minorité confessionnelle à préférer se ranger sous la protection du régime, aussi imparfait soit-il. Ne percevant aucune autre alternative à celle du couple *régime - jihadistes*, ils ne peuvent se résoudre à risquer la chute du régime.

3.3.4 Retour sur le positionnement politique : un soutien problématique à l'autoritarisme

Les participants prorégime, bien qu'ils préfèrent le maintien du régime à sa disparition, reconnaissent souvent volontiers le caractère autoritaire et les dysfonctionnements de celui-ci. Par exemple, aucun d'entre eux ne nie directement la nature « autoritaire » ou « dictatoriale » du système de gouvernement. En même temps, ils tentent parfois de relativiser ou de justifier les manquements démocratiques en Syrie :

Pour commencer, le régime en Syrie est comme tous les autres régimes au Moyen-Orient, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un régime dictatorial. Et le président actuel a hérité le pouvoir de son père lorsqu'il est mort en 2000. Alors avant ce président, son père a établi une armée et une police secrète très fortes et contrôlait tout en Syrie. Nous pouvons dire qu'il n'y a pas de réelle démocratie en Syrie. Mais en même temps, nous ne pouvons pas dire qu'il n'y a pas de démocratie du tout. Pourquoi ? Parce que Hafez al-Assad, dès son arrivée au pouvoir en 1970, a établi des relations avec d'autres partis [...]¹⁸⁹

De la même manière, certains interviewés (2 sur 6) parlent de l'omniprésence de la corruption au sein de l'État syrien. Mais du même souffle, ils défendent le régime en affirmant que cette corruption est jugée moins étendue que dans d'autres pays de la région, ou encore que la corruption est présente dans tout pays, peu importe son régime politique :

En même temps, le gouvernement, les dirigeants, la police sont très corrompus. Je veux dire que pour réaliser quoi que ce soit, vraiment, tu as besoin de payer. [...] Ce genre de corruption existe partout je crois. Même au Canada nous avons de la corruption, d'une autre manière et quelquefois ici, de manière légale. En suivant la loi, il a tout fait

existe une *mémoire* communautaire qui influence de manière effective la perception des participants de la présente étude.

¹⁸⁹ « First of all, the regime in Syria is like all the regimes in the Middle East, we can say it is a dictatorial regime. And the president now was taking the power from his father when he died in 2000. So, before this president, his father was building very strong army, very strong secret police and control everything in Syria. We can say there is no real democracy in Syria. But at the same time, we cannot say that democracy in Syria is zero. Why? Because since 1970, when Hafez al-Assad lead the country, he tried to make relations with couple of parties in Syria ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

et... tu connais probablement ces choses. Et si l'on compare la Syrie à d'autres pays voisins, la Syrie est encore, sur ce point précis, moins affectée que ces autres pays.¹⁹⁰

Si on parle de corruption. Mais il y en a partout ! Y compris ici au Canada. On voit qu'il y a des juges, des grands juges, des grands politiciens, des grands généraux dans l'armée qui ont subi aussi le même problème de corruption et qui ont fait tellement de problèmes. De même en France, de même aux États-Unis, de même en Grande-Bretagne, et ainsi de suite.¹⁹¹

Plusieurs participants (4 sur 6) sont aussi très critiques des services de renseignement et du manque de libertés politiques en général. C'est d'ailleurs à la suite d'années d'études à l'étranger que quelques-uns d'entre eux ont décidé de quitter la Syrie afin de profiter des libertés qu'offrent une société démocratique¹⁹². Par contre, une personne affirme par exemple avoir eu maille à partir avec les *mukhabarât* simplement pour s'être impliquée dans des milieux scolaires et associatifs, mais qu'elle comprend rétrospectivement, au regard de la plongée du pays dans le chaos au cours des dernières années, la nécessité de ce contrôle social¹⁹³.

Le même soutien doublé de critiques, bref la même ambivalence des participants, se retrouve dans les discours des personnes interrogées quant au bilan de développement socioéconomique du pays et particulièrement les réformes entamées sous Bashar al-Assad. Ainsi, les interviewés reconnaissent généralement (5 sur 6) au jeune président son intention « d'ouvrir le pays » économiquement et socialement, mais soulignent les limites des changements effectués :

Et c'est là qu'il y a eu un changement en Syrie. Qu'il y a eu une ouverture. Je parle du régime [...] Donc on a trouvé une volonté politique pour faire une conciliation, autoriser aux gens qui ont quitté la Syrie pour retourner. Ou des gens, des opposants, qui peuvent retourner sans avoir aucun recours [contre eux]. Et le pays restait tel quel. Il y avait des changements pour les riches. Il y avait des changements pour la classe bourgeoise, y compris sunnite, alaouite, chrétienne, etc. Mais j'ai remarqué, quand je visitais, à chaque fois Alep, Damas, que la classe sociale des travailleurs, les pauvres sont de plus en plus pauvres. Il y a beaucoup de richesses et l'écart entre la classe des riches et des pauvres a beaucoup grandi. La classe moyenne presque disparue. Mais il y a eu beaucoup de changements au niveau du pays, beaucoup d'ouverture. Beaucoup d'institutions, des académies scientifiques, beaucoup d'universités, beaucoup d'écoles

¹⁹⁰ «At the same time the government, the leaders, the police have a lot of corruption. I mean to do anything, seriously, you have to pay. [...] This kind of corruption I think we have it everywhere. Even in Canada we have it, in a different way and sometimes here there is a legal way. Under the law, he did everything, and... probably you know those things. And comparing Syria to other countries around Syria, still Syria in this point exactly is better than other countries. » *Ibid.*

¹⁹¹ P17, entrevue le 1^{er} avril.

¹⁹² P11 et P14, à titre d'exemple.

¹⁹³ P12, entrevue le 30 mars 2017.

privées, beaucoup de libertés. Mais le régime est toujours le même régime. [...] mais le pays était beaucoup mieux qu'avant.¹⁹⁴

Pour sa part, le couple présidentiel s'en tire généralement plutôt bien dans l'opinion des participants prorégime. Si Bashar est souvent décrit comme étant trop jeune, trop naïf et trop inexpérimenté pour diriger le pays à son arrivée au pouvoir, il est apprécié pour son réel désir de moderniser la Syrie dans un environnement difficile. À cet égard, l'image moderne que projettent le président et sa femme est élevée au rang de modèle pour la nation¹⁹⁵ :

Mais lui je le trouve très jeune pour un poste pareil dans un pays plein de vipères et plein de problèmes, il faut bien le dire. [...] Et vu les coïncidences, que c'est un médecin, ophtalmologue, qui a vécu en Angleterre, une femme anglaise avec une mentalité anglaise, trois enfants instruits, je pense qu'il n'était pas capable, je pense. Trop jeune oui. [...] Le temps qu'il a pris les rênes du pouvoir ça lui a pris quand même quelques années, mais cette ouverture était due à sa personnalité moi je crois. Et la personnalité de sa femme. Il faut dire que sa femme vraiment c'était une femme de tête, ce n'est pas la femme qui reste à la maison. [...] Je ne fais pas son éloge, mais c'était vraiment une femme de caractère. [...] Les musulmans sont... Regarde Erdoğan avec sa femme voilée du matin jusqu'au soir, qu'est-ce qu'elle fait? [...] C'est un couple moderne qu'on le veuille ou pas. Ils ont voulu faire quelque chose, mais malheureusement ça aboutit à la guerre. Mais il a fait trop confiance à des gens, et comme tu disais, peut-être qu'il a mis des gens qui n'étaient pas capables de... je ne sais pas. Je sais que les gens ont payé les pots cassés, mais c'est tout.¹⁹⁶

C'est quelqu'un [Bashar al-Assad], moi j'ai des cousins à Damas, ils me disent c'est un homme ordinaire, il conduit sa voiture, sa femme n'est pas voilée [...] nous quand on les a vu en France avec Sarkozy, moi j'étais fier de ce couple présidentiel ! Tu les vois sur Paris Match, c'est une belle femme, bien éduquée, bien habillée [...] Tu ne vas pas me dire que quelqu'un qui a été en Angleterre était assez idiot pour se marier avec un monstre. [...] C'est un homme ordinaire. Mais on l'a tellement diabolisé. [...] Il a les deux mains dans le sang, oui, parce que ce qui s'est passé est au-delà de l'entendement. Moi je crois qu'aucune personne n'aurait pu rester... à la guerre comme

¹⁹⁴ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

¹⁹⁵ Le couple présidentiel a été analysé comme un étant en quelque sorte une vitrine publicitaire des « réformes » du régime, devenu une « autocratie néolibérale » : « Neoliberal autocracy implies two contradictory logics of rule, cultivating an aspirational consciousness for freedom, upward mobility, and consumer pleasure, on the one hand, while continuing to tether possibilities for advancement to citizen obedience and coercive control, on the other. These contradictions were mediated and managed in Syria through an image world that wedded private capital to regime/public control—epitomized by the glamorous, urbane, assertively modern “first family.” This first-family mimesis worked to produce the celebrity president, his elegant first lady, and their children as sites of aspirational consciousness in which individual responsibility, refined tastes, fashionable possessions, and domestic intimacy were exemplified. Fantasies of upward mobility were connected to acts of personal initiative and status quo stability rather than the quasi-socialist promises of state-initiated development or party cadre activism of the previous Asad regime » (Lisa WEDEEN, « Ideology and Humor in Dark Times: Notes from Syria », *Critical Inquiry*, Vol. 39, No. 4, p. 843).

¹⁹⁶ P2, entrevue le 3 mai 2016.

à la guerre. On a dit que son père est sanguinaire. À la fin, ils étaient obligés les deux à être comme ça, dans le sang.¹⁹⁷

Tel que démontré précédemment, la préférence pour le maintien du régime ne signifie pas obligatoirement que les participants lui portent une loyauté inconditionnelle, exempte de critiques. Loin de là. Cependant, comme ils considèrent que la guerre civile syrienne est le fruit de jihadistes financés et soutenus par des puissances régionales et internationales hostiles à la Syrie, ils estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle :

Oui la démocratie, il y a un chemin à faire, mais ça ne vaut pas cette destruction. Ça ne vaut jamais cette destruction [...] ¹⁹⁸

Le régime n'est pas le régime idéal. Le régime n'est pas démocratique. On n'a pas la liberté qu'on demande, qui soit la même chose, comme ici au Canada. Mais est-ce que c'était un vrai printemps ? Non. Est-ce que c'était une vraie révolution ? Non. Est-ce qu'on a détruit le pays ? Oui.¹⁹⁹

Un régime totalitaire, il y a de la corruption. Correct. On peut faire mieux. Mais la Syrie aussi, elle avait un côté positif, il y avait une sécurité totale pour la population. Il y avait un moyen de travailler, de vivre, mais il ne fallait pas parler. C'était interdit. [...] Alors il y a un mécontentement de la part du peuple, pour la corruption, pour les services secrets, des choses comme ça, ils sont très forts, mais ça ne justifie pas de détruire un pays, les infrastructures et diviser le pays [...] Au lieu de laisser 10 ans avec ce régime, avec tous les points faibles qu'on a parlé, malheureusement ils ont fait marche arrière d'environ un demi-siècle. [...] Et si la Syrie a investi — moi je suis sûr que c'est vrai — le gouvernement au pouvoir après va être plus tolérant dans l'avenir, il va moderniser la Syrie.²⁰⁰

L'Irak fait figure d'exemple pour plusieurs d'entre eux (4 sur 6), puisqu'ils interprètent l'intervention américaine de l'Irak en 2003 et la déstabilisation de la Syrie depuis 2011 comme faisant partie du même plan de domination la région via la destruction des régimes en place. Le vacuum laissé par le départ de l'autocrate n'a dégénéré qu'en chaos au point où certains disent que leurs amis irakiens se souviennent des « beaux jours de Saddam »²⁰¹. Le sort des réfugiés d'Irak, arrivés en grand nombre en Syrie, et tout particulièrement celui des communautés chrétiennes²⁰², alimentent les craintes que la chute du régime syrien pourrait entraîner la même débâcle, la même

¹⁹⁷ P11, entrevue le 29 mars 2017.

¹⁹⁸ P12, entrevue le 30 mars 2017.

¹⁹⁹ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

²⁰⁰ P17, entrevue le 14 avril 2017.

²⁰¹ P11, entrevue le 29 mars 2017.

²⁰² P2, entrevue le 3 mai 2016.

insécurité pour leur famille. Le régime est ainsi souvent perçu comme le seul rempart devant l'anarchie la plus destructrice qui soit.

Le régime autoritaire constitue donc un moindre mal pour les interviewés prorégime. Cependant, s'ils ne peuvent se résoudre au chaos ou au règne des islamistes, les participants souhaitent tout de même l'instauration d'une culture démocratique en Syrie. Selon eux, cette démocratisation pourrait se faire progressivement, de l'intérieur du système autoritaire, à travers l'influence des intellectuels et des hommes de culture. En fait, cette lente éducation, cette évolution pacifique vers la démocratie serait la seule méthode acceptable, envisageable, pour changer l'État et la société syrienne :

Je me fous de leurs noms, mais tout ça a détruit un pays en entier. On aurait pu faire autrement pour faire une démocratie. Pas de cette façon-là. Avec les armes on n'a jamais fait une démocratie. Moi c'est ce que je pense. Une démocratie ça se fait doucement, avec des intellectuels, avec des gens qui étudient, en pensant aux écoles, pour changer la mentalité des gens et petit à petit tu fais la démocratie, mais pas avec les armes. Le sang n'apporte que le sang.²⁰³

Si c'était une révolution des intellectuels, des pacifistes, je peux être membre de cette révolution. Parce que moi aussi je voulais que la situation, ou la région, change pour plus d'ouverture, pour plus de libertés, pour plus de démocratie. Mais pas de cette façon. [...] Le régime était complètement idiot de mettre des poètes et des écrivains et des intellectuels huit ans en prison. [...] Même en Syrie je disais « Il faut que tout change ». Mais le jour où je sais qu'il y a une base pour faire une révolution, on fait la révolution. Aujourd'hui derrière la révolution en Syrie, qui y était ? Qui est le poète ou le philosophe ou l'écrivain ou les intellectuels derrière cette révolution ? Il n'y en a pas ! On n'avait pas la base pour [changer] le régime. Pour faire un changement dans ce régime qu'on a, il faut s'infiltrer, il faut travailler de l'intérieur. Et je l'ai déjà dit à plusieurs reprises : il faut qu'on soit de l'intérieur, il faut faire un changement... une transition comme on dit. Un changement pacifique. Changer la mentalité, changer la culture. En commençant avec les écoles, en commençant avec les institutions [...].²⁰⁴

C'est ainsi que par pacifisme, les participants prorégime se refusent à supporter une opposition violente au régime syrien. Par patriotisme, ils rejettent ce qu'ils perçoivent et comprennent comme étant, depuis les toutes premières manifestations, une manipulation de puissances étrangères visant à déstabiliser, voire carrément détruire le pays. Par crainte des jihadistes, mercenaires à la solde de leurs patrons étrangers, mais aussi par méfiance envers la majorité sunnite du pays, ils préfèrent soutenir la présidence de Bashar al-Assad. Ils considèrent que, dans les circonstances, celui-ci est

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

en quelque sorte le bouchon qui empêche le bain de se vider : il empêche l'État et la société de se désintégrer sous les différents coups de butoir qu'on leur assène. Parce que, malgré tout, disent-ils, il s'agit d'un gouvernement qui possède une certaine légitimité ; il s'agit d'un gouvernement *légal* qui permet aux Syriens de vivre leurs vies « normalement » :

[...] le gouvernement syrien qui est, complètement, le gouvernement légal [...] [Le Qatar] n'est pas prêt à composer avec la situation légale, à accepter la réalité. Que Bashar a le pouvoir, qu'une grande quantité du peuple syrien l'aime [...] 70 % du peuple syrien vit sous le contrôle du régime. S'ils n'aiment pas ce régime, ils peuvent trouver plusieurs manières de quitter le pays. De déménager à d'autres endroits, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Syrie. Alors ça veut dire qu'il a le pouvoir. Et après six ans de guerre, Bashar al-Assad a toujours son armée et — si tu vas à Damas maintenant et vis là-bas, je demande à mes amis — permet de continuer à vivre normalement. Si nous n'avons pas une rocket ou une bombe qui vient de l'Est, nous avons une vie normale. Les enfants vont à l'école, à l'université. Cela signifie que la structure du gouvernement est encore valide.²⁰⁵

Rejetant le terme de *régime*, ils préfèrent souvent celui de *gouvernement*²⁰⁶. L'armée syrienne ne serait donc pas « l'armée du régime », mais une armée nationale, patriote, dont les soldats accomplissent leur devoir de défense de la nation :

Mais moi quand j'entends dans les nouvelles « l'armée de Bashar », ça me frustre un peu. Parce que c'est vrai que les têtes sont Alaouites, mais l'armée c'est monsieur madame tout le monde. C'est nos enfants ! [...] Ça fait mal au cœur d'entendre « C'est l'armée de Bashar ». C'est des jeunes qui ont grandi en Syrie, qui font leur service militaire et qui n'ont pas été suivre *Jaish al-Hurr* [l'Armée syrienne libre], mais ils sont majoritairement Sunnites, Chrétiens, Kurdes, Druzes, tout ce que tu veux. Et on l'appelle toujours l'armée de Bashar, l'armée du régime... Non ! C'est l'armée syrienne point à la ligne !²⁰⁷

Supposons que moi je suis contre le régime syrien et que je fais mon service militaire dans l'armée, qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? Je suis un soldat. C'est comme un soldat américain qui fait son service pour son pays en Irak. Et on l'a tué. C'est quoi

²⁰⁵ « [...] the Syrian government, which is, all the way, the legal government. [...] [Qatar] is not ready to deal with the legal situation, to accept the reality. That Bashar has the power, that a lot of the Syrian people love him [...] 70% of the Syrian people [are living] under the control of the regime. If they don't like this regime they can find many ways to leave. To move to other places inside or outside Syria. So it means he has the power. And after 6 years of war, still Bashar al-Assad has his army, his and continue — if you go to Damascus now, and live in Damascus, I'm asking my friends — normal life. If we don't have a rocket or a bomb coming from the East, we have normal life. The kids go to school, to university. It means the structure of the government is still valid ». P15, entrevue le 5 avril 2017.

²⁰⁶ À titre d'exemple P2, entrevue le 3 mai 2016.

²⁰⁷ P11, entrevue le 29 mars 2017.

sa faute ? Il sert son pays. Donc tous ceux que [Daeçh] a tué, ce sont des gens normaux et qui font leur devoir.²⁰⁸

À cet égard, ils remettent en cause, du même souffle, les nombreuses désertions de militaires rapportées. Il ne s'agirait que de quelques cas isolés, d'individus²⁰⁹ ayant fui le territoire syrien et qui, ayant abandonné le pays à son sort, vivraient désormais dans des hôtels cinq étoiles en Jordanie et en Turquie aux frais des pays du Golfe²¹⁰. Ce qui s'est nommé l'Armée syrienne libre relèverait ainsi de la « foutaise » et ne serait pas réellement composée de déserteurs²¹¹. Ce soutien apporté aux institutions syriennes, complètement forgées ou recomposées par plus d'un demi-siècle de domination du parti Ba'th, s'accompagne pourtant très rarement d'un positionnement politique explicite en faveur du régime lui-même.

Comme indiqué au cours des dernières pages, le discours des participants prorégime reprend la vision colportée par le régime sur le printemps syrien : il s'agit du fruit de manipulations de pays étrangers cherchant à déstabiliser le pays et à le plonger dans le chaos. De la même manière, ils considèrent avec le régime que ces puissances extérieures font toutes front commun en finançant et en soutenant les « rebelles », c'est-à-dire des jihadistes engagés pour affaiblir par leurs actions la nation syrienne, qui résistait jusqu'alors à Israël, aux États-Unis et à leurs alliés en Europe et dans le Golfe. Enfin, ils expriment que, derrière un vivre-ensemble effectif, il subsiste en Syrie une crainte réelle des communautés confessionnelles entre elles, et en particulier une méfiance envers la majorité sunnite ; cette peur les pousse à se rallier autour de l'État syrien « laïc », qui joue un rôle de « protecteur des minorités ». Cependant, malgré l'adoption de la rhétorique du régime syrien, malgré le refus de toute alternative au système bâti par les al-Assad, malgré tous les arguments invoqués pour défendre les défauts (reconnus mais nuancés) du régime, dire directement que l'on soutient le régime syrien reste manifestement un sujet sensible. Un seul participant le dira un tant soi peu franchement :

C'est sûr, alors parfois s'il faut se ranger derrière un drapeau, moi je suis derrière le drapeau syrien. Je n'ai jamais été derrière le drapeau de... Mais je peux comprendre que j'ai des amis qui au début étaient derrière le drapeau des révolutionnaires, mais pas pour longtemps...²¹²

²⁰⁸ P14, entrevue le 1^{er} avril 2017.

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ P15, entrevue le 5 avril 2017.

²¹¹ P11, entrevue le 29 mars 2017.

²¹² *Ibid.*

3.4 Les participants antirégime : les révolutionnaires orphelins

De leur côté, les interviewés antirégime adoptent une position diamétralement opposée : pour eux, la perpétuation de la domination du régime est insupportable et l'instauration d'un système politique démocratique constitue l'unique voie possible d'un réel règlement du conflit. Ils continuent donc, malgré les difficultés de l'opposition, à soutenir le renversement du régime : pour eux, *la chute du régime est préférable à son maintien*. 11 des 17 participants correspondent à ce profil. Quatre d'entre eux sont des Sunnites, mais les minorités confessionnelles sont également représentées parmi les personnes interrogées (3 sur 11). Deux interviewés se sont dits simplement « Musulmans » et deux autres n'ont pas donné leur dénomination religieuse lors de l'entrevue.

Les individus antirégime se prononcent fortement contre le régime dans son caractère autoritaire, clientéliste et corrompu. Aucun d'entre eux ne se dresse contre le régime syrien pour des raisons explicitement communautaires : même s'ils reconnaissent l'ancrage alaouite du pouvoir, ce n'est pas ce facteur qui détermine leur positionnement politique. Ils militent pour l'établissement d'un État de droit en Syrie, où tous les citoyens seraient égaux sous une constitution démocratique. À cet égard, ils s'opposent autant à la dictature des al-Assad qu'aux islamistes et particulièrement aux jihadistes. Ils sont toutefois déçus de l'opposition actuelle qu'ils voudraient unie, indépendante, patriote et libérale, mais qu'ils découvrent trop souvent divisée par des ambitions personnelles, vassalisée à des intérêts étrangers et idéologiquement très fragmentée (principalement entre les libéraux, les communistes et les Frères musulmans). Rebutés par une opposition qui ne leur ressemble pas, la plupart prennent leurs distances par rapport aux institutions comme le Conseil national syrien et la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution et aussi par rapport à des personnalités comme Michel Kilo et Georges Sabra. Bien que se positionnant résolument contre le régime, ils sont à la recherche d'un véhicule politique qui pourrait porter les idéaux initiaux de la révolution syrienne et se perçoivent conséquemment surtout comme des *orphelins politiques*, en s'inspirant ici du titre de l'ouvrage précurseur de Ziad Majed²¹³.

3.4.1 Le printemps syrien : une véritable révolution pacifique au départ

Les participants antirégime estiment que les soulèvements populaires qui commencent en Syrie en mars 2011 s'inscrivent dans la dynamique révolutionnaire des printemps arabes en s'opposant à un vieux régime autoritaire corrompu et illégitime. Tout d'abord, les personnes interrogées pensent

²¹³ Ziad MAJED, *Syrie, la révolution orpheline*, Arles, Sinbad/Actes Sud, Coll. La Bibliothèque arabe, 2014.

que le régime syrien se maintient au pouvoir depuis 1970 sans s'appuyer sur aucune base idéologique solide : le panarabisme et le socialisme proférés ne seraient devenus que des éléments rhétoriques vides et le régime ne tiendrait idéologiquement sur « absolument rien »²¹⁴. Le régime syrien est ainsi qualifié par un interviewé comme étant « vieilli » et « fainéant », tout comme les autres régimes de la région qui sont alors menacés ou renversés par les soulèvements des printemps arabes :

[...] ce système, comment dire, il a vieilli et il avait confiance et il devient fainéant avec le temps, c'est-à-dire qu'il utilise la force plutôt que d'autres moyens. L'idéologie est morte. Au début, quand ils sont arrivés, ils sont presque tous venus avec des coups d'État militaires, mais ils ont accompagné [ceux-ci] par des idéologies qui justifient leur pouvoir, mais avec le temps ces idéologies sont mortes. La majorité socialiste était attachée à l'époque à l'URSS, alors ces idéologies sont mortes, il n'y a plus d'idéologie. En fait, quand même ils se sentent confiants, même s'il n'y a plus de valeurs, ni de justifications idéologiques de leur pouvoir, ils maîtrisent uniquement la force, l'intimidation, mettre les gens en prison, couper tous les moyens de liberté, c'est-à-dire il n'y avait même pas d'opposition pour exercer leur liberté ou exprimer leur opinion, rien.²¹⁵

Sans base idéologique justifiant sa prise du pouvoir, la domination du régime Assad apparaîtrait dans sa seule brutalité aux Syriens. Pour les participants antirégime, il est donc évident que pour tous les Syriens « le roi est nu » et que le régime ne possède plus aucune légitimité, ne fondant son pouvoir que sur un coup d'État illégal²¹⁶ et sur sa capacité de répression :

Parce que si on lit l'histoire, le père de Bashar al-Assad, c'est Hafez al-Assad. Hafez al-Assad, comment il est arrivé au pouvoir ? Par un coup d'État. C'est quoi sa légitimité ? C'est un coup d'État ! Et il sait qu'il vient par la force et [que] pour résister il [lui] faut utiliser la force, la force et la force.²¹⁷

Tous les interviewés antirégime insistent également sur le caractère familial du régime, une « république » dont la présidence s'avère être héréditaire. Un participant pousse même plus loin cette logique en attribuant à Hafez al-Assad l'intention d'ériger un véritable royaume, à l'image de Kim Il Sung et de Nicolae Ceausescu²¹⁸. Ne reposant sur aucune base idéologique proprement valable, cette « république héréditaire » se maintiendrait au pouvoir que par la violence continue qu'elle impose à son peuple. Toutes les personnes antirégime interrogées mettent l'accent sur la

²¹⁴ P9, entrevue le 22 mars 2017.

²¹⁵ P7, entrevue le 20 mars 2017.

²¹⁶ Par exemple P10, entrevue le 23 mars 2017.

²¹⁷ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²¹⁸ P8, entrevue le 21 mars 2017.

répression brutale du régime, le qualifiant par exemple de « lamentable et extrêmement cruel »²¹⁹ ou Hafez al-Assad de « dictateur brutal »²²⁰. Les libertés politiques dans un tel système auraient été complètement inexistantes. Cinq participants insistent tout particulièrement sur ce point, parlant entre autres de « politique de la matraque » et comparant la situation à l'ancien bloc soviétique²²¹, où un parti unique domine et écrase tous les autres partis, qui ne seraient en fait que de fausses oppositions créées de toutes pièces par le Ba'th lui-même²²². La société civile syrienne aurait fait l'objet d'attaques incessantes de la part des instances du régime visant à « déchirer le tissu social »²²³ et à contrôler tout type de mouvement social :

Donc il a rasé toute l'opposition. Il a fait vider vraiment toute la vie politique, c'était un coup vraiment final. Parce que lui il a commencé à vider la société civile de la Syrie dès le début de son pouvoir, dès le début de 1970. Il a commencé à vider, quand je dis vider, je veux dire éviscérer... Les universités ne sont plus des universités, elles sont prises par les *mukhabarât*. Les syndicats, les ingénieurs, les médecins, toutes les institutions de la vie civile de la société ont été vraiment, toutes les institutions ont été, une après l'autre, éviscérées, vidées de leur raison de vivre. La main des *mukhabarât* était partout. Donc si vous êtes d'accord avec lui, si vous criez : « Vive le roi ! Vive le président ! » vous êtes dans le jeu, sinon vous êtes... dehors.²²⁴

Cette pression constante sur la société civile se traduirait par une peur omniprésente des services de renseignements, mais aussi des Syriens entre eux qui, sous la gouverne du « régime le plus sévère » comme le décrit un participant, subissent un « règne de terreur inouï »²²⁵. Cette peur s'infiltrerait entre toutes les relations interpersonnelles, au travail, voire au sein même des familles :

Ça fait 45 ans que le peuple est sous pression. Les gens ont toujours peur, même dans leur propre famille, même de leur frère.²²⁶

Il faut dire une chose : en Syrie tout individu est potentiellement menacé. Pourquoi ? C'est facile à comprendre : c'est qu'il suffit d'avoir une relation conflictuelle avec un collègue de travail [et] il peut écrire aux forces de sécurité contre vous, quelque chose contre vous, pour [vous] faire emprisonner quelques mois, sous la torture, pour vous faire [avouer] ce que vous n'avez jamais fait !²²⁷

²¹⁹ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²²⁰ De l'anglais *ruthless dictator*. P8, entrevue le 21 mars 2017.

²²¹ P4, entrevue le 6 mai 2016.

²²² P8, entrevue le 21 mars 2017.

²²³ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²²⁴ P13, entrevue le 31 mars 2017.

²²⁵ P9, entrevue le 22 mars 2017.

²²⁶ P8, entrevue le 21 mars 2017.

²²⁷ P9, entrevue le 22 mars 2017.

Outre cette oppression politique, toutes les personnes interrogées évoquent aussi la mauvaise gestion socioéconomique du régime. En premier lieu, ce dernier n'aurait pas su diriger l'économie syrienne depuis son arrivée au pouvoir en 1970. Ainsi, le gouvernement syrien aurait échoué, notamment, (1) à gérer adéquatement la croissance démographique syrienne et l'entrée des jeunes sur le marché du travail, (2) à adapter l'économie syrienne à la mondialisation économique et plus particulièrement à l'ouverture du marché syrien aux produits turcs (3) à combattre efficacement la pauvreté croissante de son peuple, (4) à élaborer une politique de la ville pour faire face à un exode rural, (5) à trouver de nouvelles sources de revenus alternatives suite au retrait progressif des prébendes venant du Golfe. De plus, le pivotement graduel de la politique économique, d'un socialisme redistributif à un modèle économique de plus en plus néolibéral, aurait causé le développement d'un capitalisme des copains (*crony capitalism*) éhonté et aurait empiré la corruption. Un interviewé résume de cette manière la situation socioéconomique prévalant en Syrie sous le régime al-Assad :

[...] le régime en Syrie c'est un régime stalinien. Hafez al-Assad n'a rien inventé, il a suivi les traces de Staline. La seule chose qu'il a inventée, c'est qu'il y avait une certaine ouverture économique, si on peut appeler ça ouverture. C'est-à-dire, il y avait le secteur privé. Mais c'était fictif, parce que le secteur privé était complètement contrôlé par le régime. Ça veut dire que quelqu'un qui fait de l'importation ou de l'exportation, il a besoin de permis. Chaque fois ! Chaque fois qu'il veut importer ou exporter, il va aller chercher un permis. Et, bien sûr, pour faciliter les choses, il faut qu'il s'associe à quelqu'un qui est bien placé dans le régime. Ce qui fait que [dans] cette ouverture, le but, c'était de s'enrichir. On parle que la fortune de la famille Assad et de l'entourage est de 100 milliards de dollars. Ce n'est pas un pays si riche que ça ! [...] D'ailleurs, en autorisant l'internet, tout ça, c'est son cousin germain Makhoul qui contrôle tout ça, qui contrôle le téléphone cellulaire. Alors au lieu qu'il y ait des milliards qui rentrent dans les coffres de l'État, il y avait juste quelques centaines de milliers et les milliards allaient dans la poche de Makhoul et Assad.

Du côté des inégalités, c'est en effet la figure de Rami Makhoul, le cousin de Bashar al-Assad, qui est citée par tous les participants antirégime comme l'exemple le plus éloquent du leurre que constituerait l'ouverture économique du régime. Selon une personne interrogée, il contrôlerait à lui seul jusqu'à 63 % de la totalité de l'économie syrienne²²⁸.

Cette deuxième génération d'autocrates aux commandes de la Syrie — Bashar al-Assad et son entourage, les fils et filles des personnalités qui s'étaient emparées du pouvoir depuis le coup d'État

²²⁸ P8, entrevue le 21 mars 2017.

en 1970 — est particulièrement attaquée par l'ensemble des individus antirégime. Six d'entre eux émettent des commentaires singulièrement vitrioliques sur ces « héritiers », qu'ils dépeignent comme n'ayant aucune expérience politique. Ces dauphins seraient plus incompetents que leurs parents, plus arrogants et plus insouciant. En un mot, si leurs devanciers étaient des usurpateurs qui n'avaient aucune légitimité pour diriger le pays, leurs rejetons sont encore pires par leur conviction que le gouvernement du pays leur revient de droit. Voici deux exemples de propos recueillis :

Et Assad le fils justement, qui n'a fait que recevoir de l'argent, qui était en Angleterre, qui a épousé une fille aussi qui a été élevée en Angleterre, on a pensé : « Peut-être il va faire quelque chose ». Mais on dirait que lui aussi pense que les choses peuvent durer éternellement, qu'il va laisser le pouvoir à son fils et que la dynastie va s'installer définitivement. [...] J'ai eu l'occasion de parler à quelqu'un qui était proche, très proche du régime. Je lui ai dit : « Écoute, le mouvement de l'histoire va toucher la Syrie tôt ou tard. C'est impossible, à la longue, que les Syriens vont accepter un tel régime. Alors écoutez, dites demain matin, dites aux gens : on va s'engager dans un processus de démocratisation, mais qui va aboutir dans 10 ans. Mais annoncez, commencez petit à petit ». Il m'a dit : « J'espère, j'espère bien ». Lui-même il est proche du régime et il m'a dit : « Ils sont bouchés ces gens-là. Ils pensent que la population est composée d'esclaves. Et s'il y a un esclave qui s'oppose, qui dit quoi que ce soit, ils vont le liquider. Et c'est comme ça qu'ils vont rester éternellement [au pouvoir] ». ²²⁹

Et alors même ses proches, autour de [Bashar al-Assad] aussi, c'était une nouvelle génération qui ont hérité aisément du pouvoir, ils n'ont pas travaillé dur comme leurs parents, non, ils ont pris aisément le pouvoir et puis ils n'étaient ni intelligents, ni ils sentaient le besoin d'être intelligents. Ils faisaient ça brutalement et puis c'est ça. Et puis la corruption, ça devient la loi. ²³⁰

De plus, cette deuxième génération serait imprudente : si la corruption existait sous Hafez al-Assad, elle serait devenue plus ostentatoire et plus répandue sous son fils. De la même manière, l'oppression politique, autrefois centralisée à Damas, se serait davantage étendue dans le reste du pays ²³¹. C'est ainsi que, pris dans son arrogance et son incompetence, le régime de Bashar al-Assad aurait manqué l'occasion de réformer politiquement et économiquement le pays avant les soulèvements de 2011. À cet égard, le printemps de Damas (2000-2001) aurait pu représenter une

²²⁹ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²³⁰ P7, entrevue le 20 mars 2017.

²³¹ P16, entrevue le 14 avril 2017.

telle opportunité, mais le régime a alors opté pour la répression et la fermeture à toute réforme significative²³².

C'est dans ce contexte et relativement à l'ensemble des causes citées précédemment — le manque de légitimité du régime, l'absence de libertés politiques, l'omniprésence de la peur et de la violence, la mauvaise gestion des enjeux socioéconomiques, l'incompétence et l'arrogance des nouveaux dirigeants du régime — que, pour les personnes antirégime interrogées, une partie du peuple syrien s'est lancée dans des manifestations dans la foulée des printemps arabes. Les personnes interrogées se disent souvent touchées par les événements dont ils sont à ce moment témoins, qui réveillent en eux un sentiment de fierté. Voici l'exemple d'un d'entre eux :

Alors quand on a vu, quand on a parlé du printemps arabe, ça a commencé en Tunisie. Nous comme Syriens, il y a quelque chose qui nous a fait, comment dire... revivre ! Revivifiés, vraiment, car on a dit que tous les pays arabes c'étaient les mêmes. Il n'y aura pas de démocratie dans ces pays-là. Il n'y aura pas de liberté d'opinion, de libertés politiques. Mais ce qui s'est passé en Tunisie nous a vraiment bougés, choqués. Ah non ! Il faut que vous voyiez que le peuple arabe, il est humain, il est comme les autres ! Il pourrait parler de politique, il pourrait se soulever un jour. Alors vraiment [cela] nous a vraiment touché. Après la Tunisie, c'était l'Égypte, la Libye... Nous les Syriens, à l'intérieur, on a dit il faut qu'on revendique ça chez nous. [Mais] on sait que la Syrie ce n'est pas la Tunisie, ce n'est pas l'Égypte. Le régime syrien ce n'est pas le régime tunisien, ce n'est pas le régime égyptien, c'est un régime vraiment... une vraie dictature. C'est comme Saddam Hussein, peut-être comme la Corée du Nord, c'est un régime comme ça. Mais après, je crois que c'était le 15 mars 2011, ça a commencé. La petite manifestation à Damas, mais pas juste à Deraa dans le Sud et aussi à Homs, alors on a vu : non, nous sommes des humains nous aussi. Et vraiment, on était vraiment beaucoup, beaucoup, vraiment touchés par ce qui se passait. Et... on vivait vraiment chaque seconde ici, malgré que l'on est très loin. Les vendredis on restait toujours à la maison, les matins, car vous savez que les manifestations c'est vraiment les vendredis qu'elles sortaient dans les villes. Pour moi, pour moi personnellement, c'est vraiment une révolution. Je ne peux pas dire que c'était un complot, je ne peux pas dire que c'était payé par les autres, les pays comme les pays du Golfe, l'Arabie saoudite, ou bien la Turquie, non c'était une révolution.²³³

Tous les interviewés émettent cependant des réserves quant à l'utilisation du terme de *révolution*. Ils signalent par exemple qu'il est difficile de savoir jusqu'à quel moment il est possible d'appeler de cette manière les événements en Syrie : s'agirait-il des 6 premiers mois, des 9 premiers mois ou

²³² P8, entrevue le 21 mars 2017.

²³³ P4, entrevue le 6 mai 2016.

encore de la première année, avant que ne s'impose la logique de la guerre civile ? L'un d'entre eux exprime ainsi sa difficulté à identifier le « moment révolutionnaire » :

[...] il y avait une révolution au début. Je ne sais pas combien de temps on peut donner ce nom noble à ce qui s'est passé. Parce que ça dépend aussi de la ville hein ? Parce que c'est une révolution, au début, parce que l'élite syrienne... moi je m'attendais à ce que cela se passe dans les villes : Damas, Alep, Latakieh... D'ailleurs c'est ça ce qui s'est passé au début. Mais quand les gens autour des villes, les ceintures de pauvreté moi je les appelle, ont embarqué là-dedans comme autour d'Alep, Idlib, les alentours de Damas, là où il y a vraiment une pauvreté qui fait peur, ils ont embarqué, c'est ça qui a commencé à dérailler. Mais... donc combien de temps je ne sais pas et où... Parce qu'il y a des endroits où la révolution a continué un peu plus. Il y a des endroits où tout de suite c'est fini et ce sont les [islamistes] qui sont arrivés. Mais là, je pense que c'est maximum, maximum pour moi c'était un an, par endroit comme ça, des gens pour la dignité et la progression de la laïcité et tout ça, que la société syrienne progresse, mais après ce sont les armes, ce sont les bouches des canons qui ont parlé. La révolution a cédé.²³⁴

La critique d'un autre participant va plus loin. Tout en affirmant que les manifestations étaient le résultat d'un ras-le-bol des populations contre le régime autoritaire (« [...] dans la région où j'étais, c'était vraiment un soulèvement spontané [...] les gens en avaient marre que les choses ne changent pas »²³⁵), cet individu met cependant en doute le caractère démocratique de la révolution syrienne en prenant en exemple une manifestation qu'il a observée lui-même :

Non, non, non, ces gens-là n'ont pas une idée de la démocratie. D'ailleurs, j'ai été étonné, car c'étaient des jeunes. Non, non, ce n'était pas des démocrates, ce n'étaient même pas des étudiants. Il faut dire que je ne connais pas beaucoup la jeunesse, vu que j'ai vécu au Québec ici, mais je n'ai reconnu personne parmi les manifestants. [...] J'ai entendu dire qu'ils étaient un peu comme ça, des partisans d'un certain club de football. Il y avait un petit côté civil. Mais les choses ont complètement dégénéré que je n'ai pas fait de recherches pour savoir qui c'étaient. Mais, comme je vous ai dit, ils étaient une trentaine, pas plus que ça [...], mais ils disaient : « Nous voulons la liberté ! » Je me demande s'ils avaient une idée du concept de liberté. Mais on leur a dit probablement de répéter des slogans que quelqu'un, que je ne connais pas, disait.²³⁶

Quoi qu'il en soit, toutes les personnes antirégime interrogées pensent que les manifestations étaient porteuses de demandes de *changements politiques*, que ce soit de lutter plus vigoureusement contre la corruption ou d'acquérir davantage de libertés politiques. Comme les slogans des manifestations l'exprimaient, il était aussi question de dignité. Un participant va jusqu'à décrire les

²³⁴ P13, entrevue le 31 mars 2017.

²³⁵ P5, entrevue le 7 mai 2016.

²³⁶ *Ibid.*

manifestants à l'aide d'une analogie, où les enfants représentent le peuple syrien, le père violeur, les al-Assad qui ont pris le pouvoir à l'aide d'un coup d'État et la mère violée, la patrie syrienne :

Parce que depuis 40 ans on a vécu dans un grand mensonge comme quoi cette dictature est légitime. C'est comme quelqu'un, une personne, un criminel, qui viole une femme et qui après fait croire aux enfants qu'il est leur père. Mais ce n'est pas leur père ! Et un jour les enfants se révoltent contre ce monsieur ! Ils disent : « Non vous n'êtes pas notre père, vous avez violé notre mère ! » C'est ça ce qui se passe exactement chez nous, les gens sont révoltés contre le régime.²³⁷

Ces manifestations, jugées spontanées et pacifiques par les participants antirégime, ont duré plusieurs mois, au cours desquels il n'y aurait pas eu trace de violence de la part des manifestants :

Mais il est sûr que les manifestations qui ont réclamé le départ d'Assad, ils ont réclamé la liberté, la dignité et que le peuple syrien est uni pour éviter toute exploitation du soulèvement pour semer la division au sein des Syriens. Alors, chaque fois qu'une manifestation pacifique, ça a duré plusieurs mois hein, les manifestations pacifiques du côté de cette opposition populaire spontanée, jamais il n'y avait de violence. Les manifestants n'ont jamais tiré, n'ont jamais utilisé même pas les pierres contre les forces de l'ordre.²³⁸

La révolution a commencé en Syrie et elle a tout à fait commencé très très pacifique. Et, c'était, vraiment... On a évité même de porter une arme blanche, une petite arme blanche, ne serait-ce qu'un couteau de cuisine pour ne pas donner au régime n'importe quel prétexte pour mater les manifestations.²³⁹

Face à ces manifestations, les participants identifient plusieurs mesures différentes que le régime aurait adoptées, une stratégie qu'il serait possible de regrouper autour de trois éléments principaux : (1) des promesses de réformes, (2) une répression brutale des manifestations, (3) une tentative de dépeindre le mouvement comme étant de nature sectaire et émanant d'un complot de puissances étrangères. Tout d'abord, les réformes proposées par le régime semblent mensongères aux personnes interrogées. En effet, ils estiment que le régime n'a plus aucune crédibilité pour faire ces promesses, que celles-ci contredisent les actions violentes que les organes de sécurité prennent au même moment et que, de toute façon, les réformes promises ne sont pas suffisantes pour satisfaire les demandes du peuple qui est dans la rue :

²³⁷ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²³⁸ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²³⁹ P9, entrevue le 22 mars 2017.

Il y avait des promesses de réformes comme... c'était trop peu trop tard. Parce que ce qui a réellement empiré les choses, c'est le premier discours du président en mai 2011. À partir de ce discours, il n'y a plus moyen de lui faire confiance. Ma femme m'a demandé, ce matin-là : « Qu'est-ce que tu dirais, si tu étais Bashar al-Assad ? » J'ai dit que j'irais et que je dirais, avec une réelle humilité, avec... une âme dolente, que je connaissais les problèmes du pays et que je les corrigerais. À la place de cela, il a dit « Nous avons 60 000 microbes et nous devons les éliminer ». Ce discours signifiait qu'une réforme interne du régime était impossible. Quand il a commencé à proposer des réformes en juin 2011, c'était trop peu trop tard. Parce qu'avant cela, il avait déjà fait 3 discours sur le même ton. [...] Au même moment où il proposait des réformes, l'armée entourait Deraa, l'armée frappait Deraa. De quelles réformes tu parles, lorsque tu détruis une ville ? Tu ne peux plus lui faire confiance.²⁴⁰

Ensuite, les interviewés antirégime affirment que, confronté à ces manifestations spontanées et pacifiques, le pouvoir syrien réagit très violemment dès le départ, dans le but de provoquer la militarisation de l'opposition. Deux participants lient de manière explicite ce type de réaction violente la manière dont le régime a maté dans le sang la révolte des Frères musulmans à Hama en 1982. Ce précédent historique aurait créé un « prisme Hama », à travers lequel les officiers percevraient la répression la plus barbare comme étant la seule mesure appropriée à user face à toute contestation²⁴¹. Une stratégie qui, au départ, ne réussit qu'à entraîner des manifestations pacifiques de plus en plus nombreuses et des désertions au sein de l'armée²⁴² mais qui, à force d'horreurs, aurait finalement accompli son but de tétaniser par la terreur les Syriens :

Et la brutalité était inimaginable, insupportable. Ils brulaient les gens vivants, torturés... L'organisme des droits de l'homme européen a compté, pour la première année seulement, 6000 femmes violées. Et c'était une stratégie. Et le fait de violer dans la société syrienne ça touche le nerf le plus profond, le plus humiliant... Et c'était une stratégie. Comment dire... « Je vais vous tuer, vous torturer de la manière la plus brutale, je vais violer vos femmes, alors c'est quoi le choix devant vous ? » C'est-à-dire pousser au plus profond à sortir du discours de liberté, [pousser au] recours aux armes. C'est ça ce qu'il voulait. Parce que ce scénario qu'il disait depuis le début, les islamistes, des extrémistes, des gens armés qui sont contre le régime, tous ces scénarios ils ne tiennent pas. Alors il fallait pousser les gens au conflit et c'est le seul choix pour lui, il n'y en avait pas d'autres. [...] À Banyas, il a exécuté les enfants exprès avec des

²⁴⁰ « There were promises of reform like... it was too little too late. Because really what made things worse was the first speech of the president in March 2011. In that speech, there is no way that we can trust him anymore. My wife asked me that day, that morning, "What would you say if you were at Bashar al-Assad's place?" I said to her that I would go and say with true humility and with a... suffering soul, that I knew the problems of the country and that I would correct them. Instead of that, he said "We have 60 000 germs and we need to eliminate them". That speech means that there was no way an inside reform was possible. When he started to propose reforms in June 2011 was too little too late. Because he had before that 3 speeches with those talks. [...] At the same time he was proposing the reforms, the army was surrounding Deraa, the army was hitting Deraa. What reform are you talking about if you are destroying a city? You can't trust him anymore ». P16, entrevue le 14 avril 2017.

²⁴¹ P3, entrevue le 4 mai 2016 et P13, entrevue le 31 mars 2017.

²⁴² P9, entrevue le 22 mars 2017.

couteaux. Ils ont des armes, tu peux les tuer avec des kalachnikovs, pourquoi utiliser des couteaux pour massacrer des enfants, tout un village de la manière la plus brutale ? Un choc ! Le peuple syrien ils ont, comment on dit... On le savait que c'était ça, le régime, tout le monde le savait [...], mais quand ça arrive dans la réalité... [Ils ont] choqué le peuple le plus fort possible pour qu'il soit aveuglé.²⁴³

Enfin, le régime se serait rapidement lancé dans une entreprise de décrédibilisation des manifestants, qu'il décrit dès le départ comme des terroristes islamistes à la solde de puissances étrangères régionales ou internationales. Tous les participants antirégime estiment que le pouvoir syrien voulait par ce moyen diviser la population sur des lignes confessionnelles et ainsi solidifier sa base de soutien en Syrie. Selon l'un d'entre eux, cette tactique de dépeindre l'opposition comme étant uniquement composées de jihadistes aurait aussi eu pour but de s'attirer la sympathie des puissances occidentales au nom de la lutte contre le terrorisme :

[...] c'est aussi ça le jeu qu'a bien joué le régime et ses alliés, pour déformer la révolution syrienne. [...] ça c'est le jeu qu'il a en Syrie : « Voilà, je suis Bashar al-Assad, il n'y a personne contre moi, s'il y a quelqu'un contre moi ce sont des islamistes radicaux ». Cette image-là a été produite dans le monde. Avec les attentats terroristes, les gens qu'est-ce qu'ils disent [...] que le régime est l'ennemi de son peuple alors que Daech c'est notre ennemi. Alors on s'en fout de Assad, même qu'on peut collaborer avec Assad pour combattre Daech... euh bon, il y a des gens qui disent ça, mais ceux qui disent ça, il leur manque beaucoup d'informations. Ils sont très influencés par la propagande et il ne faut pas oublier que le régime a des relations publiques, il a payé des millions de dollars, l'oncle de Bashar al-Assad il est à Londres, Fawaz al-Atrass, et c'est sûr qu'il a acheté des journalistes même au Canada, aux États-Unis.²⁴⁴

Le pouvoir syrien a également affirmé que les manifestations cachaient des agresseurs armés qui attaquaient des policiers. Les manifestants auraient été amenés à sortir dans les rues sous les injonctions d'agents étrangers à la solde de pays étranger, qui les aurait payés grassement pour le faire. Un participant conteste de cette manière ces deux accusations :

C'est faux. Il n'y a pas de noms, même pas pour un seul cas. Aucun officier ou policier n'a été tué pendant plusieurs mois au début. Des noms ! Pas de noms. Les seules victimes sont des civils ordinaires, les gens dans la rue et les gens qui sont morts en prison. Et j'étais là, au fait. Pour plusieurs manifestations. [...] Alors le récit à propos des manifestants qui attaquent le gouvernement n'est pas exact du tout. [...] Et il n'y a pas d'incidents, comme je t'ai dit, parce que le régime n'a jamais rien publié à propos des supposées victimes. [...] Les gens parlent trop à propos des pipelines, etc. mais crois moi, les personnes ordinaires qui sont descendues dans les rues au départ n'étaient pas payées. Pas payées du tout. Et ils n'ont rien à voir avoir ce foutu pipeline.

²⁴³ P7, entrevue le 20 mars 2017.

²⁴⁴ P1, entrevue le 27 avril 2016.

Ils voulaient juste changer le régime et voulaient un gouvernement transparent, un gouvernement qui respecte les droits de l'homme et qui agit légalement et qui est démocratique.²⁴⁵

Tous les participants antirégime attribuent au régime cette stratégie d'escalade, de militarisation du conflit aussitôt qu'il a été confronté aux premiers rassemblements en mars et en avril 2011. Presque l'ensemble des personnes interrogées (9 sur 11) pensent aussi que, dans le cadre de cette stratégie, le régime a libéré — en coordination avec le gouvernement Maliki en Irak — des centaines de jihadistes qui croupissaient dans ses prisons afin de constituer une véritable menace terroriste qui lui servirait de repoussoir afin de renforcer son propre pouvoir et sa propre légitimité. Deux participants affirment également que les services de renseignements auraient laissé des armes dans des mosquées à partir desquelles les manifestations du vendredi étaient susceptibles de se former²⁴⁶.

Bref, le régime, dans son arrogance et son incompetence, aurait poussé à la militarisation du conflit en s'attaquant brutalement aux manifestations pacifiques de Syriens qui demandaient des changements politiques. C'est donc le régime, à travers cette stratégie, qui aurait mené au développement de la guerre civile et provoqué la descente du pays dans le chaos. Le régime serait ainsi le premier responsable de ce que les participants identifient comme étant une catastrophe pour leur pays. Au moment des entrevues, l'ensemble des interviewés antirégime décrivent en effet une Syrie dominée par une myriade de milices et de groupes armés sans véritable loyauté, où chaque chef de guerre désire s'accaparer le plus de revenus possibles :

[...] avec la militarisation du conflit, il y a eu une montée d'une classe que j'appellerais combattante. C'est elle maintenant qui détient le haut du pavé. L'élite a soit émigré, soit elle s'est tue. Maintenant, ceux qui dominent, que ce soit l'économie, etc. ce sont les chefs de bandes qui n'étaient rien en 2010 et leur pouvoir financier est énorme et c'est eux qui dominent maintenant la société. Des deux côtés. Je peux parler de Latakiah, qui est dominée par les partisans de Assad, mais même chez la partie adverse, ce sont les gens de guerre qui sont aux commandes de la société. Donc, ces gens sont intéressés par comment faire de l'argent rapidement. Il y a une certaine... Je n'ai pas l'impression qu'il y a encore un idéal qui est en train de combattre.²⁴⁷

²⁴⁵ « People speak too much about pipelines and etc. but believe me, the regular people who took to the streets in the beginning are not paid. Not paid at all. And they have nothing to do with this damned pipeline. They only cared about changing the regime and [they wanted] a government with transparency and [one that] respects human rights and acts legally and has a democratic system ». P10, entrevue le 23 mars 2017.

²⁴⁶ P8, entrevue le 21 mars 2017.

²⁴⁷ P5, entrevue le 7 mai 2016.

C'est seulement dans ce contexte, après le moment révolutionnaire des manifestations pacifiques contre le pouvoir et avec la militarisation du conflit, que les personnes interrogées antirégime estiment que s'est fait ressentir l'ingérence de puissances extérieures qui, *a posteriori*, ont saisi l'opportunité de faire avancer leurs intérêts en Syrie.

3.4.2 Les ingérences étrangères contre la souveraineté populaire

Tous les participants antirégime estiment en effet qu'après la première phase des rassemblements pacifiques, l'ingérence étrangère est un des facteurs centraux du conflit syrien. Pour un interviewé, il serait désormais « utopique » de croire que les acteurs syriens pourraient régler le conflit entre eux, sans que les puissances internationales et régionales s'entendent tout d'abord ensemble²⁴⁸. Pour un autre, le peuple syrien serait victime des ambitions des forces extérieures²⁴⁹. Pour trois individus, la Syrie paierait ainsi le prix de sa localisation géostratégique et d'un contexte régional difficile. En voici deux d'entre eux :

C'est pour ça que le problème syrien ce n'était pas comme le problème tunisien ou libyen : la Syrie c'est vraiment une place stratégique où l'Iran ne voulait pas céder la Syrie pour soit la Turquie ou l'Arabie saoudite et la Russie aussi, la relation historique avec la Russie c'était tellement compliqué pour les Syriens. Donc c'est pour ça que le conflit en Syrie est devenu tellement compliqué et à un moment donné, pour moi, ce n'est plus un conflit syrien, c'est un conflit presque régional, international, dans la région.²⁵⁰

Donc est-ce qu'il y avait des gens qui sont sortis pour crier dignité, liberté ? Absolument, il n'y a pas de doute. Mais est-ce qu'il y avait aussi des pouvoirs régionaux ou des États voisins qui ont essayé de tout faire pour aller faire avorter cette révolution, absolument. Parce qu'une révolution en Syrie, écoutez, c'est une menace directe pour plusieurs voisins de la Syrie. Une menace directe pour la Turquie, parce que ça va créer un État fort basé sur les droits de l'homme, un peuple fort, à leurs frontières. L'Arabie saoudite ça serait une catastrophe, la démocratie en Syrie, parce que ce serait comme un coup de poignard en plein cœur. Qui vous voulez d'autre ? L'Irak était en ruines déjà. L'Iran, ils ne veulent pas ça, que le peuple syrien s'exprime comme il le veut, librement. La Jordanie c'est un État fantoche, c'est un État de rien. C'est un représentant du pouvoir de l'Angleterre dans la région. Et Israël aussi bien sûr, il ne veut pas un État voisin fort, avec une vraie armée qui peut vraiment défendre les intérêts du peuple. Donc il n'y a personne. Quand on dit une révolution orpheline, c'est vrai.²⁵¹

²⁴⁸ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁴⁹ P3, entrevue le 4 mai 2016.

²⁵⁰ P4, entrevue le 6 mai 2016.

²⁵¹ P13, entrevue le 31 mars 2017.

Les Syriens ne contrôlèrent donc en fait plus rien²⁵², tout se jouerait désormais au-dessus des acteurs syriens, entre quelques grandes puissances régionales et internationales. Pour plusieurs participants antirégime (6 sur 11) le conflit syrien serait devenu en fait un conflit mondial, où la Syrie ne serait que le champ de bataille sur lequel s'exprimeraient les nombreux intérêts des grandes puissances. Le régime lui-même serait complètement dépassé par les événements. Pour trois participants, celui-ci ne serait guère plus qu'une milice de plus, soumis lui aussi aux diktats de ses patrons internationaux. L'un d'entre eux s'exprime ainsi :

Le régime lui-même n'existe plus. Ça devient une petite partie du conflit. Il existe en tant que capable de tuer tout le temps, mais il n'existe pas en tant qu'autorité. Il devient une milice. Pas plus. Une milice qui est soutenue, qui a du pouvoir, mais il n'a plus d'autorité comme avant. La Russie dit : « C'est nous qui dirigeons tout. » [...] Et puis l'Iran qui dit : « C'est nous qui décidons tout en Syrie », alors Bashar al-Assad ne devient rien. Et Israël, presque chaque jour il l'attaque et il est incapable de répondre. C'est un porteur d'idéologie, de résistance contre Israël, c'est ça qui le définit, et il n'est même pas capable de répondre alors il n'est rien. À part qu'il est capable de tuer. Et puis de faire partie de ce conflit-là, en tant que machine de guerre, il n'a rien. Il n'a rien. Et il ne peut rien décider. Même les attaques, les tactiques, au point de vue technique, même pas stratégique, ce n'est pas lui qui décide. Hezbollah en Syrie est plus fort que lui. Les forces qui sont en Syrie, qui portent les armes, les plus fortes ne sont pas syriennes. Même dans le conflit, pas seulement dans le politique. Les milices irakiennes et libanaises sont plus fortes que le régime.²⁵³

Cette faiblesse politique et militaire de l'ensemble des acteurs syriens par rapport aux acteurs régionaux et internationaux quant aux enjeux de leur propre pays, les interviewés antirégime accusent le régime d'en être le principal responsable :

Et je ne suis pas pour le discours qui dit toute la faute au régime. [Mais] c'est en grande partie la faute du régime, c'est lui qui a ouvert le pays en fait à tout ça. Dans la corruption, dans la violence, dans l'ignorance du régime, dans la vision confessionnelle, tout ça, il a ouvert le pays, c'était la logique de l'histoire.²⁵⁴

Une puissance étrangère ne peut jamais avoir un effet quelconque s'il n'y a pas de terrain fertile. Ça, c'est logique. [...] Normalement, si Assad et la population étaient en accord, comme par exemple dans n'importe quelle démocratie occidentale, est-ce que, par exemple, une puissance étrangère aurait pu faire quelque chose ? Ça, c'est en admettant qu'il y en ait une. Mais moi, mon expérience personnelle, avec ma famille en Syrie, qui habitait dans la banlieue de Damas [...] j'ai posé la question à plusieurs reprises à mes frères : « Est-ce qu'il y a quelqu'un qui, par exemple, est-ce qu'il y a

²⁵² P10, entrevue le 23 mars 2017.

²⁵³ P7, entrevue le 20 mars 2017.

²⁵⁴ *Ibid.*

une ingérence, quelqu'un qui peut diriger ou donner des conseils ? » Non ! C'étaient des manifestations tellement instinctives ! Bien sûr il y avait des activistes qui se sont impliqués pour organiser, ça c'est normal, mais même moi, comme activiste ordinaire [...], je n'ai jamais eu affaire à une ambassade quelconque. J'ai contribué à organiser beaucoup de manifestations contre le régime et je n'ai rien reçu du tout. C'est tellement... c'est non fondé [je suis] catégorique [là-dessus].²⁵⁵

Ce serait le régime qui, le premier, aurait ouvert le pays aux influences extérieures en demandant l'aide de l'Iran face à la révolution syrienne. La Syrie des al-Assad jouit en effet depuis 1980 de relations privilégiées avec la République islamique. Si les participants antirégime reconnaissent que Hafez al-Assad savait entretenir des rapports d'égal à égal avec l'Iran et les autres puissances régionales et maintenait habilement un équilibre dans ses liens entre celles-ci, ils pensent également que son héritier est loin d'être aussi adroit en se précipitant dans les bras de la puissance chiite. Un interviewé va jusqu'à affirmer que la Syrie a été « avalée » par l'Iran²⁵⁶, un autre que Bashar al-Assad n'est qu'un « jouet » dans les mains de la République islamique²⁵⁷. Cette vassalisation de la Syrie s'inscrirait au sein d'une stratégie iranienne cherchant à créer un « axe chiite »²⁵⁸, formé par le Hezbollah au Liban, la Syrie des al-Assad, les Chiïtes d'Irak et l'Iran. L'implication de l'Iran dans son soutien au régime syrien est massive : envoi de matériel, de Pasdarans, de conseillers militaires, de milices irakiennes et du Hezbollah. C'est à partir de cet état de fait qu'un participant analyse que le régime, contrairement à l'opposition, profite d'une aide illimitée et inconditionnelle — voire « irrationnelle » selon lui — de la part de ses patrons internationaux : l'Iran, mais aussi la Russie²⁵⁹.

En effet, pour toutes les personnes interrogées antirégime, la Russie de Vladimir Poutine a littéralement sauvé le régime syrien lors de l'intervention militaire que l'armée russe a lancée sur le territoire syrien en septembre 2015. Par le fait même, les militaires russes domineraient complètement le régime, dictant avec l'Iran toutes les décisions politiques et militaires du pouvoir qu'ils défendent. Les Russes profiteraient ainsi du conflit pour ériger leurs propres bases en Syrie²⁶⁰ et y imposer leurs intérêts *via* le régime, devenu un simple relai local de la puissance russe, totalement impuissant à s'imposer politiquement et militairement à l'intérieur des frontières de son

²⁵⁵ P9, entrevue le 22 mars 2017.

²⁵⁶ P7, entrevue le 20 mars 2017.

²⁵⁷ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁵⁸ P3, entrevue le 4 mai 2016.

²⁵⁹ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁶⁰ P5, entrevue le 7 mai 2016 et P8, entrevue le 21 mars 2017.

propre État. Pour la Russie, la Syrie serait perçue comme son avant-poste dans le monde arabe, un débouché sur la Méditerranée, une pièce centrale dans le jeu d'échecs mondial qui l'oppose aux Américains :

Les Russes, ce n'est pas comme les Américains en Syrie. Ce n'est pas pareil. Pour les Russes, la question de la Syrie, c'est, d'après moi, une question de vie ou de mort. [...] tout d'abord c'est un État voisin, géographiquement parlant. De un. De deux, c'est le seul accès [à un port en eaux chaudes]. [...] Tartous, c'est la seule base militaire qui accueille chaleureusement les Russes, la flotte russe. Ils ont créé une autre base militaire aérienne et ils pensent en créer une autre. Donc c'est leur poste militaire avancé dans les terres ennemies. Ils se défendent via la Syrie. C'est la guerre de la Russie sur la terre syrienne. C'est une guerre de défense pour l'armée russe. Mais ce n'est pas le cas pour les Américains. Les Américains c'est un terrain où ils cherchent à faire le plus de profit possible, mais pour les Russes c'est intrinsèque à eux. [...] C'est pour ça que pour monsieur Poutine la Syrie c'est une question de vie ou de mort. Il dit : « La Syrie c'est à moi ». Et Bashar al-Assad il a vendu tout ça aux Russes. [...] [Les Russes] ont vu ce que les Américains et les Occidentaux ont fait en Libye. Ils ont appris leur leçon. Et ils ont dit : « Ce que vous avez fait en Libye, vous ne le répétez pas en Syrie. Laissez la Syrie à part, elle est à nous ». Tout ce que fait Poutine en Syrie ça entre dans cette logique. C'est vraiment [son] jardin... [sa] cour arrière.²⁶¹

Selon cette perspective, ce sont donc uniquement les alliés extérieurs du régime qui lui auraient permis de résister à la révolution syrienne et à la guerre civile subséquente : sans l'intervention de ces deux puissances étrangères, le pouvoir en place à Damas se serait vraisemblablement écroulé.

Par ailleurs, les participants antirégime fustigent également, de manière unanime, l'implication du Qatar et de l'Arabie saoudite dans la militarisation du conflit. Ces pays du Golfe sont présentés par les interviewés comme des contre-révolutionnaires qui, par leur financement des groupes islamistes et jihadistes, ont achevé de plonger le pays dans la guerre civile²⁶². Ce sont les intérêts géopolitiques de l'Arabie saoudite et du Qatar qui guideraient leurs actions et aucunement le soutien à une opposition démocratique. Celle-ci pâtirait d'ailleurs de l'implication du Golfe dans le conflit, puisque le financement que ces pays accordent renforce à ses dépens les groupes jihadistes. Les Saoudiens et les Qataris n'auraient en effet aucune sympathie pour les mouvements démocratiques dans la région :

Mais malheureusement les alliés de la révolution syrienne, ce sont des alliés qui ne croient pas en la démocratie. Ça aussi c'est quand même problématique. Parce c'est contrôlé par l'argent du Golfe. Un pays comme l'Arabie saoudite, même le Qatar...

²⁶¹ P13, entrevue le 31 mars 2017.

²⁶² Par exemple P4, entrevue le 6 mai 2016.

ils ne peuvent pas supporter de slogans vraiment démocratiques. Parce que la démocratie, en Arabie saoudite, c'est *kafir*, un mot qui signifie que vous êtes infidèle. Ça aussi ça a touché très négativement [la révolution]²⁶³.

L'Arabie saoudite aurait également intérêt à prolonger le conflit en Syrie, afin de ralentir l'expansion iranienne en y créant un borbier inextricable. Cette tactique lui permettrait de contrer l'influence croissante des Iraniens dans la région et de focaliser contre un ennemi extérieur l'attention des jihadistes, dont l'instabilité peut toujours s'avérer problématique, voire dangereuse pour les princes de la maison des Saoud²⁶⁴.

En ce qui concerne le rôle de la Turquie dans le conflit syrien, les individus antirégime ont des opinions très différentes. Trois participants estiment qu'il s'agit d'un grand pays qui possède une importante tradition de séparation entre la religion et l'État à laquelle Erdoğan se plierait bon gré mal gré²⁶⁵. À cet égard, la Turquie pourrait faire figure de modèle pour la Syrie. Ces participants déplorent l'intervention turque en Syrie, mais jugent que sa politique reste rationnelle, contrairement aux Russes et aux Iraniens prêts à soutenir jusqu'au bout le régime²⁶⁶. Cinq autres interviewés pensent au contraire que la Turquie profite de sa longue frontière commune avec la Syrie pour armer et soutenir les groupes islamistes, afin de contrebalancer la montée en puissance des Kurdes syriens²⁶⁷ ou de promouvoir l'instauration d'un régime sunnite en Syrie²⁶⁸. Un individu exprime de cette manière sa perception de la politique turque en Syrie :

Le rôle de la Turquie est toujours destructeur. Les Syriens seraient plus prompts à la réconciliation avec les Kurdes, les Arabes syriens seraient plus prompts à la réconciliation avec les Kurdes sans l'interférence turque. La capacité de la Turquie d'influencer certains Arabes rend cette réconciliation plus difficile [...] Le problème avec les Turcs, c'est qu'ils n'ont pas de politique bien établie envers la Syrie. [...] C'est là le rôle dangereux des Turcs en Syrie. À la place des Turcs je resterais plus neutre. J'aurais gardé certains contacts avec le régime. Toujours. Parce que c'est le rôle de la diplomatie et le rôle des États, c'est la diplomatie, ce n'est pas inciter à la guerre. Et les Turcs incitent à la guerre. Parfois directement, parfois indirectement. Parfois intentionnellement, parfois pas intentionnellement. Mais ils incitent à la guerre, ils n'essaient pas de la calmer ou de la contrôler.²⁶⁹

²⁶³ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁶⁴ P5, entrevue le 7 mai 2016.

²⁶⁵ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²⁶⁶ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁶⁷ P3, entrevue le 4 mai 2016.

²⁶⁸ P13, entrevue le 31 mars 2017.

²⁶⁹ « Turkey's role is always destructive. The Syrians would be more reconciliatory with the Kurds, the Arab Syrians would be more reconciliatory with the Kurds without the Turkish interference. The capacity of Turkey to influence certain Arabs make this reconciliation harder. [...] The problem with the Turks is that they do not have a well-

Par ailleurs, tous les interviewés antirégime sont d'opinion que la déstabilisation de la Syrie correspond aux intérêts d'Israël, qui voit son voisin le plus retors paralysé par la guerre civile. L'État hébreu profiterait donc d'un prolongement du conflit. Outre les quelques frappes aériennes notoires effectuées sur le territoire syrien, les participants semblent hésiter sur l'ampleur de l'implication directe qu'a pu avoir Israël dans le conflit. Par exemple, une personne interrogée pense qu'Israël participe à l'armement et l'organisation des jihadistes en Syrie, dans le but de provoquer ultimement une partition du pays sur des bases ethnoconfessionnelles :

Il y avait des pouvoirs et des États autour qui ont essayé, qui ont fait tout pour que les gens prennent les armes. L'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et même Israël. Il y a beaucoup de gens qui ont financé des extrémistes dès le début. [...] Est-ce que [les Israéliens] aimerait avoir un État fort à côté d'eux ? Jamais ! D'ailleurs monsieur Netanyahu dit : « On va déclarer un État juif ». Il essaie de déclarer l'État d'Israël comme un État *juif*. Pas hébreux seulement, *juif*. Donc lui, pour se justifier, est-ce qu'il aimerait avoir un État fractionné entre Sunnites, Chiites, tout ça ? [...] Ça va être mieux pour lui : des Sunnites ici, je ne sais pas qui, des Juifs ici. Voyez ? C'est dans leur logique. Je répète maintenant la question : est-ce qu'ils aimeraient avoir un État fort à côté ? Non. Est-ce que ce serait mieux d'avoir un État fractionné comme ça, toujours en guerre entre eux ? Bien oui. Si j'étais à leur place, j'aimerais ça, beaucoup. Énormément. Mais avoir un État fort syrien, hum... ça fait peur. Et quand je dis fort, je ne dis pas fort à l'exemple de Hafez al-Assad. Ça, ce n'est pas un État fort. [...] Pour avoir un État fort, un État de citoyens. De citoyenneté. De constitution. D'institutions. Ça, c'est un État fort.²⁷⁰

Un autre participant estime au contraire qu'Israël n'est pas intervenu directement en Syrie :

Israël n'est pas intervenu directement dans le problème. Mais les Israéliens ont un intérêt que le problème traîne. Mais les Israéliens n'ont même pas participé dans le conflit, ils n'ont supporté aucun côté. Les Israéliens ont observé. C'est tout. [...] Israël supportant Daech ? Non, non, c'est... c'est stupide. La seule chose que les Israéliens ont faite, tu t'en souviens en juin 2011, je crois, lorsque Barack Obama a dit que Bashar al-Assad devrait partir. Les Israéliens ont dit : « Pas tout de suite ! » Parce qu'Israël a un intérêt à ce que le conflit traîne en Syrie. Mais les Israéliens ne sont pas intervenus directement dans le conflit.²⁷¹

based policy towards Syria. [...] This is the dangerous Turkish role in Syria. At the place of the Turks I would stay more neutral. I would have kept certain backchannels with the regime. Always. Because this is the role of diplomacy and the role of states is diplomacy, it's not inciting the war. And Turks are inciting the war. Sometimes directly and sometimes indirectly. Sometime intentionally and sometimes unintentionally. But they are inciting the war, not trying to calm it or contain it ». P16, entrevue le 14 avril 2017.

²⁷⁰ P13, entrevue le 31 mars 2017.

²⁷¹ « [Israel] didn't intervene directly in the problem. But the Israelis have an interest that the problem lingers. But Israelis didn't even participate in the conflict, they didn't support any side. The Israelis watched. That's all. [...] Israel supporting Daech? No, non, that's... that's stupid. The only thing the Israelis did was, you remember in June 2011, I believe, Barack Obama came to say that Bashar al-Assad should leave. The Israelis said: "not yet!" Because

Quant au rôle qu'ont joué les États-Unis en Syrie depuis 2011, tous les individus antirégime expriment clairement leur forte déception envers la politique étrangère de la puissance américaine. Ils estiment que l'administration Obama a longtemps tergiversé avant d'abandonner les démocrates à leur sort en Syrie, comme ces deux opinions en témoignent :

Mais moi ce que je critique de la politique d'Obama, c'est son hypocrisie ! Au début de la révolution, il dit que Bashar al-Assad doit quitter le pouvoir. Et deux jours ou trois jours après, il dit non, il doit rester au pouvoir. Pourquoi il a dit ça au début... il ne voulait pas financer l'opposition, ne pas donner des armes efficaces pour combattre le régime et finalement on dit non finalement le régime doit rester. Je crois que l'islam politique, je parle l'islam radical, c'est un produit que tout le monde voulait utiliser dans leur *marketing*. [...] Moi je vois que les Américains, même les Occidentaux ne voulaient pas arrêter la guerre en Syrie. Je ne veux pas parler de complot, mais euh... vous savez dans le droit, le crime n'est pas seulement causé par un geste positif, ça peut être causé par un geste négatif. Je vous donne un exemple. Si quelqu'un est en train de mourir et vous ne faites rien, vous participez. Et les Occidentaux c'est ce qu'ils font. Ils ne font pas de geste positif, mais ils font le négatif, c'est ça la politique d'Obama. Donc il voit un crime, une crise humaine et il laisse tomber.²⁷²

Et la responsabilité des pays occidentaux, elle est énorme ! La responsabilité de monsieur Obama c'est énorme ! C'est une tache de honte qui va tacher toute sa vie ! [...] Au moins s'il avait fait quelque chose pour abaisser la tension !²⁷³

À cet égard, plusieurs participants (7 sur 11) évaluent la situation sous l'angle des intérêts nationaux des États-Unis : le président Obama n'aurait tout simplement eu aucun avantage à s'impliquer plus en avant dans le conflit syrien. D'autres (4 sur 11) sont plus critiques et voient dans l'inaction américaine le signe de leur volonté d'affaiblir l'État syrien dans le cadre d'une « stratégie du chaos » régionale :

Comme l'Irak, ça fait une dizaine d'années et il est toujours fragile. En fait, les Américains voulaient détruire l'Irak et ils ont trouvé la bonne manière. La moins chère, la plus facile, la bonne manière. Et je crois qu'il y a une sorte de volonté pour la Syrie, je ne sais pas qui est derrière, sauf que c'est le même projet qui était en Irak, qu'on voit en Syrie et aussi qu'on propage dans les autres pays autrefois républicains. [...] C'est la stratégie du chaos qu'on applique, mais si on dit [que] c'est une conspiration mondiale, moi je ne suis pas avec l'idée de conspiration, mais il faut comprendre le contexte des conflits mondiaux et le monde est conscient de ça et chacun utilise ses

Israel has an interest of dragging the war in Syria. But the Israelis didn't intervene directly in the conflict ». P16, entrevue le 14 avril 2017.

²⁷² P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁷³ P3, entrevue le 4 mai 2016.

moyens de force. Ce n'est pas des conspirations, c'est toujours comme ça des conflits. Mais il y a des cachettes, depuis toujours en fait.²⁷⁴

Pour ce qui est de l'Europe, les personnes interrogées estiment qu'elle ne fait que suivre la direction donnée par la politique américaine. Les Français auraient voulu intervenir de manière plus significative, selon un participant, mais se seraient finalement révisés devant le manque de soutien des États-Unis²⁷⁵. Deux individus²⁷⁶ utilisent même le terme « nain politique » pour qualifier l'Europe, expliquant mal la paralysie de la politique européenne face à la perpétuation du conflit et concomitamment à l'ampleur des problèmes entraînés par la crise migratoire provoquée par celui-ci²⁷⁷.

De plus, les interviewés antirégime estiment que derrière les groupes jihadistes en Syrie se trouvent le régime syrien et ses alliés, tout comme la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et les Occidentaux. En fait, tous les acteurs sur le terrain auraient eu intérêt à armer les jihadistes et à maintenir leur présence en Syrie :

Je crois que l'islam politique, je parle l'islam radical, c'est un produit que tout le monde voulait utiliser dans leur *marketing* [politique]. Ça, c'est mon avis. Les Américains voulaient faire leur *marketing*, les Russes aussi, les Iraniens [...] On dit que Obama, Hillary Clinton... les services secrets américains étaient impliqués dans la fondation de Daech, parce que c'était l'intérêt des Américains d'avoir un Daech. La Russie aussi a l'intérêt d'avoir un Daech. L'Iran aussi a l'intérêt d'avoir un Daech et le régime syrien aussi il a le plus grand intérêt d'avoir un Daech. Donc tout le monde a intérêt à avoir un Daech. C'est pourquoi je ne crois pas que Daech va disparaître. L'essentiel, chacun joue avec Daech, pour une raison ou une autre, mais à mon avis qui supporte la conséquence, c'est notre pays, la Syrie.²⁷⁸

Tout d'abord, pour la grande majorité (9 sur 11) des interviewés, le régime syrien aurait lui-même été à la source du phénomène en libérant plusieurs centaines de prisonniers jihadistes, anciens combattants en Irak, de sa prison de Sednaya. Le régime, n'ayant pour eux aucune légitimité à se maintenir au pouvoir, aurait ainsi joué au « pompier pyromane » en se créant un ennemi sur mesure, c'est-à-dire qui rendrait l'alternative à sa domination inacceptable. Selon ces neuf interviewés antirégime, les Iraniens auraient également été impliqués dès le départ dans cette stratégie en

²⁷⁴ P4, entrevue le 6 mai 2016.

²⁷⁵ P1, entrevue le 27 avril 2016.

²⁷⁶ P3, entrevue le 4 mai 2016 et P5, entrevue le 7 mai 2016.

²⁷⁷ Ici s'ajoute aux deux personnes interrogées P7, entrevue le 20 mars 2017.

²⁷⁸ P1, entrevue le 27 avril 2016.

coordonnant le même type de libérations des geôles de l'Irak de Maliki dans le même but de renforcer les gouvernements sous son influence :

Qui donne à ces mouvements [...] l'appui financier et logistique ? Pourquoi ils lancent, les gens de Daech, des convois de voitures dans le désert syrien et que personne ne les repère ? Ni les Américains, ni les Russes, ni les Turcs, ni les Jordaniens, ni les Irakiens, ni les Iraniens, personne ? Leurs voitures sont des Toyota grand luxe 2014, 2015, 2016. Ces voitures-là ont été envoyées à un concessionnaire. Qui sont les concessionnaires qui les ont envoyées ? Comment on a cédé Mossoul à Daech ? La conspiration du gouvernement irakien confessionnel chiite de monsieur Maliki avec l'Iran. Comment monsieur Assad, il s'est retiré avec son armée de plusieurs places, il dit pour se défendre. Ah oui, tu t'es retiré de [Palmyre] pour te défendre et maintenant [des documentaires] montrent que c'était planifié avec Daech. Jusqu'à quand on peut accepter ce chantage [du régime, qui dit] : « Regarde ou moi, avec tous mes défauts, ou l'abîme ? »²⁷⁹

Pour huit individus, les Russes, pour leur part, profiteraient de la présence jihadiste pour justifier leur intervention en Syrie au nom de la lutte contre le terrorisme et se garderaient bien de bombarder les positions de cet ennemi « commode », concentrant les frappes sur l'opposition révolutionnaire. De leur côté, de l'avis de tous les participants, les Turcs auraient longtemps entretenu une frontière poreuse pour faciliter l'apport en matériel et en hommes de ces groupes terroristes afin de contrebalancer l'expansion des forces kurdes dans l'est de la Syrie. De plus, pour toutes les personnes antirégime interrogées, l'Arabie saoudite et le Qatar financeraient également ces groupes armés par proximité idéologique et par intérêt géopolitique : ceux-ci au pire ralentiraient l'expansion iranienne et au mieux permettraient d'établir des régimes sunnites redevables à leurs patrons du Golfe. L'État d'Israël participerait lui aussi au soutien des jihadistes syriens, car il y trouverait le moyen de prolonger la déstabilisation de son voisin arabe. Enfin, selon quatre interviewés, les groupes armés sunnites extrémistes auraient été instrumentalisés par les Américains et les Européens, puisque ceux-ci auraient entraîné et équipé ces terroristes pour plonger le pays dans le chaos ou fournir l'occasion d'intervenir directement en Syrie afin de défendre plus efficacement leurs intérêts. Un participant met cependant en garde contre l'omniprésence des théories du complot :

Je ne crois pas du tout à la théorie du complot. [...] Daech et al-Qaida ce sont des gens qui sont complètement indépendants, mais qui sont infiltrés par des puissances étrangères. Mais ça ne veut pas dire que se sont les États-Unis qui l'ont créé ou l'Iran

²⁷⁹ P3, entrevue le 4 mai 2016.

qui l'a créé. Mais chaque puissance étrangère maintenant en Syrie, elle essaie d'en profiter à sa manière.²⁸⁰

Cela dit, au-delà de l'origine et de l'instrumentalisation des milices jihadistes comme Daech et Jabhat al-Nusra, l'existence même de ces groupes armés extrémistes — ainsi que la crainte que ceux-ci engendrent dans la population syrienne et sa diaspora — soulève l'importance que peuvent prendre les appartenances ethnoconfessionnelles dans le conflit en Syrie.

3.4.3 Des appartenances communautaires qui fragmentent le peuple syrien

De manière générale, les participants antirégime prennent en compte la gravité des divisions confessionnelles de la société syrienne, mais soulignent que ces fractures sont exploitées par des puissances extérieures au détriment du peuple syrien dans son ensemble. Ils estiment aussi que ces identités communautaires doivent être dépassées par une appartenance civique à la nation syrienne, qui serait la seule base permettant l'instauration d'une véritable citoyenneté démocratique.

Sur ce point, plusieurs interviewés antirégime (7 sur 11) rappellent que les communautés confessionnelles de Syrie ont cohabité ensemble sans heurts significatifs depuis plusieurs décennies. Se référant à leur expérience personnelle dans leur pays d'origine, ils affirment que tous les Syriens, avant la guerre civile, vivaient côte à côte sans que la religion soit un obstacle aux amitiés, aux relations d'affaires, etc. :

En Syrie, avant la révolution, il n'y a aucun Syrien qui demande à un autre Syrien c'est quoi ta religion ? On ne savait pas c'était quoi la religion des autres. C'est rare pour un Syrien de se demander : « Ça c'est un Sunnite, un Alaouite, un Druze, un Chrétien ? » Vraiment, c'était rare. C'était vraiment un pays laïc. Laïc, pas parce que le régime était laïc, non, parce que le peuple il est comme ça. Alors, maintenant, on pose la question. [...] Peut-être d'une manière cachée, mais on pose la question : « Est-ce que c'est un Sunnite, est-ce que c'est un Alaouite, est-ce que c'est un Chrétien ? » Parce qu'avec ça, on peut savoir sa position politique.²⁸¹

Six personnes antirégime interrogées insistent à cet égard sur le caractère exogène, pour la société syrienne, de l'islam rigoriste revendiqué par les groupes armés jihadistes. Elles évoquent plutôt un « islam de Sham » ou un « islam shami » qui serait la forme de religiosité traditionnelle des Sunnites de Syrie, un islam « commerçant », des « souqs », très tolérant envers la diversité confessionnelle

²⁸⁰ P9, entrevue le 22 mars 2017.

²⁸¹ P4, entrevue le 6 mai 2016.

syrienne. Cependant, deux interviewés mettent l'accent sur la force des identités confessionnelles et des loyautés communautaires dans la société syrienne. Par exemple :

La [*'asabiyya*] s'applique complètement à la société syrienne. [...] La société syrienne est basée sur la *'asabiyya*, elle n'est pas basée sur les intérêts individuels. Dans la structure de pensée syrienne, l'intérêt individuel est subsumé dans les intérêts d'un petit groupe : les intérêts de ma confession, les intérêts de mon village, les intérêts de ma famille proche. Mais, en tant qu'individu, je n'ai pas de besoins. C'est différent de la culture occidentale. Dans la culture occidentale, je suis un individu, je suis une unité de vie. En Syrie, l'unité de vie c'est la famille, la confession.²⁸²

De plus, ces individus reconnaissent aussi qu'une certaine méfiance existait entre les communautés confessionnelles avant le déclenchement du conflit :

La *'asabiyya ta'ifiyya* [solidarité sectaire] existait en Syrie. On ne peut pas la nier, ça c'est quelque chose qui... on ne peut pas la nier, ça existait, toujours. Avant Hafez al-Assad. Ce n'est pas lui qui l'a créé, la *'asabiyya ta'ifiyya*. [...] [Hafez al-Assad] en arrivant au pouvoir, je me rappelle, il avait deux chemins : soit de faire un État national fort et uni, tout ça, soit de suivre ses propres intérêts, protéger son trône et puis jouer dans les petites ruelles de la *'asabiyya ta'ifiyya*. Et lui il a choisi ça. Donc il y a des gens, en Syrie, je me répète maintenant, après le départ des Français, quand même, il y avait des graines d'une société qui peut progresser vers un État national. [...] C'était une société en progression vers avoir une âme nationale. Mais lui avec ses magouilles de son affaire de trône et de garder le pouvoir et de dictature, il a bousillé tout ça. Donc oui, tout ce qu'on vous a dit est vrai, il y avait une méfiance des Alaouites envers les Sunnites. Mais c'était comme caché. Il y avait du feu sous la cendre. Oui, mais c'était caché, c'était comme... on ne voyait pas ça, dans les intimités oui les gens parlaient, mais... parce que le pouvoir régnait, parce que la main de fer était là. La preuve que ce n'est pas ainsi qu'on va bâtir un État national, c'est que une fois que la main s'est affaiblie, ben écoutez, *goodbye* ! Donc je ne peux pas dire que la société c'était la paix totale et que tout le monde s'aimait... mais non ! Ben voyons !²⁸³

Certains participants pensent d'ailleurs que la révolution avait dès le départ un visage largement sunnite. Un individu insiste sur le fait que la majorité de la population rurale — une partie du peuple syrien ayant singulièrement souffert de l'incurie économique du régime et venue former des « ceintures de pauvreté » autour des villes — étant sunnite, il est normal que l'insurrection soit

²⁸² « [*'Asabiyya*] applies completely to Syrian society. [...] Syrian society is based on *'asabiyya*, it is not based on individual interests. In the Syrian structure of mind, individual interest is blended in a small group's interests: the interests of my sect, the interests of my village, the interests of my small family. But as an individual I have no needs. This is different from Western culture. In Western culture I am an individual, I am a unity of life. In Syria, the unity of life is family, sect ». P16, entrevue le 14 avril 2017.

²⁸³ P13, entrevue le 31 mars 2017.

aussi constituée de Sunnites²⁸⁴. Deux autres interviewés affirment qu'à cette situation économique s'ajoute également un sentiment de frustration politique et symbolique de la part de la majorité sunnite du pays (70 % de la population syrienne) :

La majorité sunnite, elle [ressent] un sentiment d'exclusion et qu'ils étaient maltraités et un sentiment de victimisation. Et c'est ça qui a donné aux réactions violentes sa légitimité. [...] Si la majorité sunnite en Syrie ne sent pas qu'elle est vraiment maître, au moins qu'elle soit respectable ou respectée, qu'elle [soit intégrée] dans l'État au pouvoir, personne ne peut avoir la paix.²⁸⁵

Au début, c'était vraiment des manifestations spontanées. Mais après trois mois le conflit original a commencé à devenir confessionnel. Il y avait une division sectaire avant [le soulèvement]. [...] La majorité sunnite sentait qu'elle était plus opprimée. Mais ça ne veut pas dire qu'ils étaient spécifiquement opprimés. Ça veut seulement dire qu'ils étaient légèrement plus opprimés que les autres... ou pas légèrement plus opprimés que les autres... mais ils sentaient qu'ils devraient être au pouvoir et pour cette raison ils étaient plus opprimés.²⁸⁶

Ce dernier constat est nuancé par trois autres personnes qui mettent en exergue l'importance plus déterminante qu'aurait eue la classe sociale sur le positionnement face à la révolution :

La Syrie c'est tellement compliqué, on ne peut pas vraiment dire que cette division est basée sur un côté religieux, non. Parce que, par exemple, Alep et Damas, ce sont les grandes villes en Syrie où il y a vraiment les commerçants, la classe bourgeoise. Par exemple, surtout à Alep, et bien ces gens-là étaient surtout divisés. Il y en a qui voulaient soutenir la révolution, il y en a aussi qui étaient contre la révolution. Et ces gens-là, ce n'est pas parce qu'ils sont Sunnites ou Alaouites, non, leur intérêt économique était du côté du régime. Malheureusement, cette classe-là, qui n'était pas une classe patriote qui a soutenu le peuple, c'est elle qui a aussi, qui a prolongé la vie du régime. [...] la classe bourgeoise à Alep était du côté du régime parce que pour cette classe, ils voyaient les manifestations comme les manifestations des campagnes. C'est des paysans, des pauvres. Ils ne voulaient pas soutenir cette révolution. La même chose à Damas.²⁸⁷

Deux participants antirégime soulignent aussi que, constituant 70 % de la population syrienne, les Sunnites n'ont pas de conscience unique et qu'ils ont des intérêts à tous les niveaux de la société

²⁸⁴ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²⁸⁵ P3, entrevue le 4 mai 2016.

²⁸⁶ « In the beginning, it was really a spontaneous uprising. But when it passed three months the original conflict started to become sectarian. There was a sectarian divide before [the uprising]. [...] The Sunni majority was feeling that they were oppressed. But that does not mean that they are specifically oppressed. That means only they were slightly more oppressed than the others... or not slightly more oppressed than the others... but they were feeling that they should be in power and for this they were more oppressed ». P16, entrevue le 14 avril 2017.

²⁸⁷ P4, entrevue le 6 mai 2016.

et avec toutes les confessions. En un mot, il serait impossible de réifier la présence sunnite en Syrie comme si elle formait un bloc monolithique et univoque :

À peu près 70 % des Syriens sont des Sunnites. Mais il faut comprendre que la différence essentielle entre le sunnisme et d'autres confessions, c'est que le sunnisme, ça correspond, ça ressemble beaucoup au protestantisme. C'est-à-dire que ce n'est pas organisé [de manière] pyramidale comme dans l'Église catholique ou chez les Chiites. Donc, politiquement parlant, il n'y a pas de présence sunnite, il y a *des* présences, il y a des gens, qui sont avec le régime — et ça, essentiellement, c'est les commerçants — et il y a des gens contre. Encore, il faut faire une différence entre le sunnisme des grandes agglomérations — comme Damas et Alep — et le sunnisme rural. Le sunnisme rural, et même le christianisme rural, c'est basé essentiellement sur la famille. Et s'il y a un conflit entre la loi tribale et la loi de la religion, c'est la loi tribale qui va prendre le relai. [...] On ne peut pas diviser entre Sunnites et autres. Pas du tout. Moi je divise d'une façon *politique*. Pro et contre Assad. C'est tout. Et il y en a de partout, de toutes les confessions, de toutes les ethnies dans toutes les tendances. Donc, dire que c'est essentiellement [une opposition sunnite] ... Regardez, c'est facile de comprendre que, par exemple, la plupart des gens armés contre Assad sont des Sunnites. C'est facile de comprendre ça, parce que s'il y a 70 % des gens qui sont des Sunnites, et bien il est normal qu'il y ait une forte majorité dans l'insurrection armée qui soit des Sunnites aussi. Ça c'est normal ça.²⁸⁸

De la même manière, il serait inepte de penser que les Sunnites de Syrie auraient de la sympathie pour les groupes jihadistes, dont ils constitueraient de toute façon les principales victimes²⁸⁹.

Les Frères musulmans sont considérés quant à eux comme étant porteurs d'un double discours et souffriraient d'un manque de crédibilité devant les Syriens. Leurs appels à la démocratie et à la société civile sont souvent perçus par les personnes interrogées (7 sur 11) comme étant des slogans creux, un artifice rhétorique visant à camoufler un programme de nature conservatrice et religieuse et une politique de simple prise du pouvoir :

Donc les Frères musulmans, c'est un mouvement de l'islam politique qui est vraiment... il est inapte à prononcer ce qu'il veut. Toujours il s'est caché, en arrière de façades comme Tariq Ramadan ou Erdoğan. [...] il a cette blessure narcissique, vraiment il veut un État musulman. [...] Mais vraiment, est-ce qu'ils ont un projet ? Non. Le pouvoir.²⁹⁰

²⁸⁸ P9, entrevue le 22 mars 2017.

²⁸⁹ P3, entrevue le 4 mai 2016 et P4, entrevue le 6 mai 2016.

²⁹⁰ P3, entrevue le 4 mai 2016.

Dans le cas de la minorité alaouite, cette méfiance confessionnelle aurait joué un rôle déterminant. Plusieurs participants (5 sur 11) insistent sur le fait que des Alaouites participaient bel et bien aux premières manifestations, quoique sur une base individuelle. Le soutien de ceux-ci au régime serait donc loin d'être monolithique. Cependant, tous les interviewés antirégime constatent qu'avec la montée de groupes armés aux couleurs confessionnelles, les Alaouites se seraient rangés à peu près unanimement du côté du régime. Associés de près au régime, ils auraient craint la vengeance de la population syrienne et de la majorité sunnite en particulier et de retourner à une époque historique où ils étaient marginalisés, voire persécutés :

Jusqu'à maintenant, on voit dans certaines régions qu'il y a une vengeance cachée dans l'avenir pour les Alaouites. Il ne faut pas le nier. [...] Parce que par exemple quand on parle des Alaouites, moi j'avais un ami alaouite ici à Montréal, bien lui il disait : « Moi je suis gauchiste, je suis pour la liberté, la démocratie. » Quand ça a commencé en Syrie, bien il est allé avec le régime. C'est juste parce que c'est un régime alaouite. Et il a prononcé un mot comme quoi les Sunnites allaient le détruire. [...] Et [le régime] a essayé d'entrer dans la tête des [Alaouites] que les Sunnites vont vous traiter comme des esclaves. Parce qu'à l'époque on était comme ça. C'est pour ça que quand tu parles avec un Alaouite maintenant, il te dit : « Tu veux retourner dans l'histoire, pour retourner comme ça, comme avant ? On ne veut pas retourner. » Moi j'ai beaucoup d'amis... certains amis alaouites me disent : « Moi je suis contre le régime, mais je n'accepte pas que les Sunnites reviennent. » Vous voyez c'est assez compliqué. Mon ami qui était ici là, quand ça a commencé, je lui ai dit : « Mais qu'est-ce qui se passe, pourquoi tu as changé d'avis ? » Il me dit : « Oui mais tu crois que ces gens-là font la révolution pour la liberté et la démocratie ? Non. Parce que nous, il a détruit la ville de Hama, dans les années 1980, tu crois qu'ils ont oublié ce massacre ? Ils vont se venger. » Vous voyez c'est quoi la limite chez la majorité alaouite. Peut-être que les Alaouites ne sont pas contre les Syriens, mais ils ont cette peur.²⁹¹

Beaucoup d'Alaouites auraient aussi eu peur de perdre les avantages qu'ils doivent au régime, même si celui-ci maintiendrait cyniquement une grande partie d'entre eux dans la pauvreté :

Le régime de Assad père il a apporté tous les Alaouites, tous les habitants où ils habitaient, dans l'armée. Et vous savez pour ces gens qui sont tellement pauvres, tellement pauvres, pour eux c'est leurs intérêts. Si le régime part, ils vont retourner dans leurs villages, dans leurs campagnes, ils vont perdre tous les privilèges qu'ils avaient. Mais quand on parle de privilège, c'est un peu drôle, parce que ce qui est un privilège pour eux c'est une petite maison dans la campagne à Damas, un petit travail comme soldat, c'est vraiment... Mais comme ils sont très pauvres, c'est vraiment des fortunes qu'ils vont perdre après. Pour ça ils ont soutenu le régime et dans certaines régions ils ont formé des [*shabiha*].²⁹²

²⁹¹ P4, entrevue le 6 mai 2016.

²⁹² *Ibid.*

De plus, les Alaouites seraient singulièrement contrôlés par le régime, qui ne tolérerait aucune opposition de leur part et qui leur demanderait une loyauté à toute épreuve :

Les Alaouites étaient très contrôlés par le régime. Qu'est-ce qu'il faisait Assad ? Chaque village alaouite, il y avait à peu près deux, trois personnes qu'on a choisies pour avoir des postes importants. Dans chaque village. Alors ce qui fait que la famille autour de ses personnes contrôlait les autres. Ce qui fait que les autres avaient peur de dire quoi que ce soit, de critiquer... Mais en même temps, le régime Assad était très cruel envers les opposants alaouites. Par exemple, un opposant sunnite, ou chrétien, pour la même chose, il va passer trois, quatre, cinq ans en prison, un Alaouite passait dix ans en prison. Pour la même chose ! [...] Pour ça, il était intraitable. C'est pour ça aussi qu'il a liquidé dans le sang ceux qui parmi les Alaouites représentaient un danger pour le pouvoir. [...] Lui, il supportait beaucoup moins une opposition alaouite qu'une opposition sunnite. Comme si pour lui, il exigeait que tous les appuis [soient] inconditionnels dans sa communauté.²⁹³

[...] la grande partie des intellectuels qui étaient contre le régime, pendant le printemps de Damas dans les années 2000 c'étaient des Alaouites. Ils étaient condamnés le double en prison. Alors là, c'est quand même une double trahison. Le régime militaire, le pouvoir, le vrai pouvoir, c'est dans les mains de sa confession. [...] il y avait des élites alaouites qui étaient contre, et jusqu'à aujourd'hui... ils ont manifesté au début de la révolution et ils ont tous été mis en prison. Il n'y a pas de tolérance avec ces gens et ils ont payé le prix, double prix : en face du régime et en face de leur société aussi, ils sont pour une grande partie considérés comme des traîtres pour leur confession.²⁹⁴

Pour ce qui est des Chrétiens, les participants les représentent comme étant profondément divisés. Communauté relativement privilégiée sous le régime, dont les membres exercent majoritairement des professions libérales, elle partagerait les idéaux démocratiques des révolutionnaires — les opposants les plus féroces contre le régime seraient des Chrétiens, selon un interviewé²⁹⁵, les Chrétiens participaient aux manifestations qui sortaient des mosquées aux côtés des musulmans selon un autre²⁹⁶ —, mais aurait beaucoup à perdre, en tant que classe petite-bourgeoise, de l'instabilité dans le pays :

C'est sûr que les Chrétiens, en général ne sont pas pauvres en Syrie. C'est sûr, ils n'ont pas subi ce que les Sunnites ont vécu, ce que la population sunnite populaire a subi. Mais leur comportement c'est comme le comportement de la bourgeoisie sunnite. La bourgeoisie sunnite n'a pas bougé non plus ! [...] Mais il n'y avait pas vraiment de solidarité. C'est-à-dire on ne peut pas dire que les soulèvements populaires ont été appuyés par une majorité de Chrétiens, d'Alaouites, même pas une majorité de

²⁹³ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²⁹⁴ P7, entrevue le 20 mars 2017.

²⁹⁵ P8, entrevue le 21 mars 2017.

²⁹⁶ P4, entrevue le 6 mai 2016.

Sunnites bourgeois. Alors dès le départ il n'y avait pas cette solidarité, ce n'est pas vrai. S'il y avait cette solidarité depuis le départ, la Syrie serait épargnée. Si ceux qui étaient proches du régime avaient dit : « Non, non, non, on ne capitule pas à tout prix, on ne laisse pas le pays être détruit, écoute, si vous voulez notre appui, il faut que tu t'engages à entamer un processus de démocratisation. » C'est ça qu'ils devaient faire. Mais qu'est-ce qu'ils ont fait ? Écoute quand ici à Montréal une manifestation prorégime composée uniquement, uniquement, à 100 % de Chrétiens ! Pendant que les manifestations antirégime ici à Montréal il y avait de tout. Il y avait des Musulmans, des Chrétiens, des Alaouites, il y avait de tout. Alors, au lieu de dire au régime « Écoute, il faut faire quelque chose », ils vont manifester avec les photos d'Assad. « Ah, vous avez notre appui inconditionnel ! », etc.²⁹⁷

Les Chrétiens auraient également peur, en tant que minorité confessionnelle, de se retrouver sous la botte des extrémistes sunnites²⁹⁸. Une crainte partagée par les Druzes et les Ismaéliens, représentés aussi par les participants comme étant fondamentalement divisés. En parlant des Chrétiens, des Druzes et des Ismaéliens, deux interviewés indiquent qu'à l'intérieur de chaque famille, même entre frères et sœurs, certains soutiennent le régime, alors que d'autres s'opposent à ce dernier²⁹⁹.

Une chose ne fait cependant aucun doute pour presque toutes les personnes antirégime interrogées (10 sur 11) : le régime adopte rapidement, face aux manifestations de 2011, une stratégie de manipulation des identités confessionnelles qu'il maintiendra tout au long du conflit. Ainsi, le régime syrien aurait voulu dès le départ réduire ses opposants aux jihadistes. Trois participants attribuent par exemple au régime syrien la parution de vidéos sur les chaînes de télévision nationales ou sur l'internet qui mettraient en scène des violences confessionnelles afin d'encourager sciemment la communautarisation du conflit :

C'est à cause du régime que des choses comme ça ont commencé. Et je crois qu'il y avait une intention du régime de déchirer [le tissu social] sur des lignes confessionnelles [...] pour attirer en Syrie les extrémistes du monde entier. Lorsque le régime a publié des vidéos, sur YouTube, d'Alaouites attaquant des gens et les tuant et insultant des femmes et tuant des gens de sang-froid, il savait que cela allait encourager les extrémistes du monde entier à venir combattre en Syrie. Ça leur a donné une bonne excuse. Et c'est ce qui est arrivé. Ces vidéos n'ont jamais été retirés du début du conflit jusqu'à ce que le Croque-mitaine arrive. Et lorsque le Croque-mitaine est arrivé, le régime a repris le contrôle.³⁰⁰

²⁹⁷ P6, entrevue le 12 mai 2016.

²⁹⁸ P1, entrevue le 27 avril 2016, P9, entrevue le 22 mars 2017 et P13, entrevue le 31 mars 2017.

²⁹⁹ P4, entrevue le 6 mai 2016 et P7, entrevue le 20 mars 2017.

³⁰⁰ « [It is] because of the regime itself [that] things like this started. And I think there was an intention from the regime to tear in a sectarian way [...] to attract the extremists around the world to come. When the regime released videos,

Selon plusieurs participants antirégime — comme indiqué dans la partie précédente sur l'ingérence étrangère —, le régime al-Assad aurait aussi libéré des jihadistes de ses prisons en coordination avec l'Irak de Maliki, aurait fourni des armes aux terroristes et se serait gardé le plus longtemps possible d'attaquer ceux-ci en concentrant plutôt ses efforts militaires sur des opposants plus modérés. Le régime syrien aurait donc encouragé le paramétrage confessionnel du conflit afin de fragmenter les révolutionnaires syriens, renforcer son rôle de protecteur des minorités et créer une situation où la seule alternative à la domination des intégristes serait d'accepter le contrôle du régime. Au grand dam des personnes interrogées antirégime, cette stratégie de confessionnalisation aurait atteint son but. Deux d'entre elles s'expriment ainsi :

Le pouvoir, il mise beaucoup sur une alliance des minorités pour se cacher, pour se protéger. Mais vraiment. [Quoique] si on s'en va du côté des Druzes ou des Ismaélites, il y a un sentiment de mépris énorme contre ce régime. [...] [Mais] il n'y a pas beaucoup de portes de sortie. Et la misère, la vraie misère, c'est qu'on se retrouve coincés entre les militaires et les islamistes. C'est comme quelqu'un qui est coincé entre un chien et un loup.³⁰¹

Au début, [le régime] dit que les gens qui sont contre lui sont des islamistes. Au début, il n'y avait pas des islamistes. Mais pourquoi il dit qu'il y a des islamistes ? Pour jouer sur l'intérieur et l'extérieur. Pour jouer à l'intérieur avec les communautés religieuses, pour leur dire « Regardez, je suis le protecteur des minorités au Moyen-Orient, le gardien des Chrétiens, le gardien des Alaouites, des Druzes » ... donc il voulait jouer... car toutes les minorités ont une mémoire... comme on dit... une mémoire oppressante de l'Empire ottoman. [...] Donc le régime au début il a joué la carte islamiste pour... dire les choses plus facilement... pour déchirer le tissu social et éviter aux gens de voir la réalité que c'est une dictature corrompue et il non c'est des islamistes, et vous jouez ces cartes-là comme lui il n'est pas très populaire, il joue ça et puis ça, c'est important de comprendre, il dit « Je joue ça avec les Occidentaux » et il se présente toujours aux Occidentaux : « Voilà je suis votre collaborateur, votre ami fidèle pour combattre les islamistes, pour combattre les terroristes », alors que c'est le régime même qui les élèvent dans les *mukhabarât*.³⁰²

Cinq participants insistent d'ailleurs sur le fait que cette manipulation des identités communautaires constituerait un trait caractéristique de la politique extérieure et intérieure du régime syrien depuis la prise du pouvoir par Hafez al-Assad. En effet, sur la scène géostratégique

on YouTube, for Alawi people attacking people and killing them and insulting women and killing people in cold blood, that will ignite the extremist around the world to come to Syria and fight. That gave them good excuse. And this is what happened. This video never stopped from the beginning until the Boogeyman came. And when the Boogeyman came he regained control ». P10, entrevue le 23 mars 2017.

³⁰¹ P3, entrevue le 4 mai 2016.

³⁰² P1, entrevue le 27 avril 2016.

régionale, le régime a par exemple instrumentalisé les mouvements chiites (Amal, puis le Hezbollah) au Liban, les militants kurdes dans ses relations avec la Turquie et les jihadistes en Irak à la suite de l'invasion américaine de 2003. En Syrie même, le régime al-Assad aurait encouragé la confessionnalisation de la société syrienne depuis 1970 en favorisant l'émergence d'un mouvement de piété populaire sunnite, qui aurait le double avantage de fournir une valve de pression quiétiste à l'expression de l'identité religieuse de la majorité sunnite du pays en même temps de, par cette visibilité croissante, provoquer de la méfiance au sein des communautés minoritaires en Syrie. La manipulation des identités confessionnelles serait donc en quelque sorte une seconde nature pour ce régime autoritaire ni vraiment laïque ni tout à fait confessionnel, mais profondément cynique et opportuniste :

L'essentiel est que ce régime-là n'est pas confessionnel. Je ne pense pas qu'il a des idées religieuses qui le déforment. Non pas tellement. C'est un régime autoritaire qui s'attache à l'autorité et à la gouvernance à n'importe quel prix. Il est capable [d'être] un caméléon politique, de se changer [en] toutes les couleurs, l'essentiel c'est d'avoir une légitimité quelconque. L'Iran c'est un pays confessionnel, avec un gouvernement confessionnel ; l'Arabie saoudite et les pays du Golfe c'est confessionnel, mais ce n'est pas le régime syrien. [...] Il n'a pas d'idéologie.³⁰³

De la même manière, selon un interviewé antirégime, les différentes milices présentes sur le terrain en Syrie ne brandiraient leur appartenance communautaire que comme une « carte de visite » afin de faire main basse sur les ressources, un jeu qui pourrait toutefois s'avérer contraignant :

Je connais plusieurs [miliciens]. Le côté confessionnel est vraiment juste un moyen de... enfin, une carte de visite, pas plus que ça. Mais ces gens-là cherchent leur propre intérêt, juste leur propre intérêt, et à tous les niveaux, parmi leurs chefs et parmi leurs [combattants]. C'est eux, par exemple, qui alimentent maintenant le marché noir. [...] Ma dernière visite, il y a [quelques] mois, j'étais chez un commerçant qui vend beaucoup de ses trucs importés du Liban. Et tout à coup, un type vient — je le connaissais, c'était un pauvre type — et il est venu, il l'a pris à part comme ça, il a chuchoté, et le bonhomme était : « Vous savez, ça, c'est un des chefs de la milice, c'est lui qui m'apporte chaque jour [des biens]. Ne me regardez pas comme ça, il est maintenant multimillionnaire. » [...] Le conflit est confessionnel dans la mesure où les combattants sont bien marqués. Mais l'idéologie confessionnelle est juste là pour ameuter les gens, comme la musique militaire, pas plus. [...] Mais vous savez, vous êtes obligé tout de même de suivre vos troupes, vous ne pouvez pas mettre un officier qui ne parle pas français pour gérer un régiment français. La majorité confessionnelle des troupes obligent les gens à leur parler un langage qu'ils comprennent. Et malheureusement, il y a une division confessionnelle.³⁰⁴

³⁰³ P3, entrevue le 4 mai 2016.

³⁰⁴ P5, entrevue le 7 mai 2016.

En somme, les participants antirégime reconnaissent d'emblée qu'il existait une certaine méfiance intercommunautaire avant le début du conflit, mais que celle-ci ne s'exprimait pas dans le quotidien, permettant un vivre-ensemble paisible. Cependant, ils estiment que ces appartenances confessionnelles ont été instrumentalisées par le régime al-Assad afin de continuellement diviser le peuple syrien depuis 1970, mais surtout à partir du moment, en 2011, où le régime s'est senti vulnérable. Il aurait ainsi rapidement arboré le rôle de gardien des minorités, jouant sur la menace que représenterait la majorité sunnite pour les Alaouites, les Chrétiens, les Ismaéliens et les Druzes, dépeinte à travers la figure-repoussoir du jihadiste fanatique. Toutefois, les identités communautaires seraient loin d'expliquer à coup sûr les allégeances politiques des Syriens. En effet, au facteur confessionnel se superposeraient de nombreuses considérations socioéconomiques ou politiques : ainsi plusieurs Alaouites resteraient fidèles au régime qui les aurait sortis de la pauvreté en leur octroyant un poste de fonctionnaire, de militaire ou d'agent de renseignements et plusieurs Chrétiens ou Sunnites appartenant à la classe bourgeoise appuieraient le régime afin de protéger leurs intérêts économiques. Au final, déplorant l'importance que peuvent prendre les appartenances communautaires dans le positionnement politique de leurs compatriotes syriens, les interviewés antirégime voudraient voir l'union de tous les Syriens contre le régime autoritaire de al-Assad dans le cadre d'une identité nationale commune et d'un projet citoyen et démocratique. Les personnes interrogées reconnaissent ainsi leurs espoirs dans le fameux slogan des manifestations de 2011 « Le peuple de Syrie est un, un, un ! », mais il leur semble désormais que l'opposition syrienne a largement échoué à incarner le projet qu'ils souhaitent pour la Syrie.

3.4.4 Retour sur le positionnement politique : les difficultés de soutenir une opposition impuissante et fragmentée

Les participants antirégime estiment qu'ils ne peuvent soutenir le régime syrien. Ils pensent qu'aucun retour à l'ordre, qu'aucune réconciliation nationale, qu'aucun futur politique n'est possible en Syrie sans la destitution de Bashar al-Assad et la chute de son régime. Pour eux, avant 2011, le régime était déjà vermoulu, corrompu, sans idéologie directrice ni légitimité (voir la partie 3.4.1 ci-dessus). Un individu antirégime décrit celui-ci comme un régime clientéliste certes fonctionnel, mais qui n'est pas solide : il n'a jamais eu l'appui de sa population ni les moyens de développer la société. Pour lui, comme pour l'ensemble des participants qui se positionnent contre le régime, ce sont les défauts et les manquements de celui-ci qui ont entraîné la plongée dans la guerre civile :

La thèse essentielle, c'est que la responsabilité de ce régime — et le régime qui est l'enfant légitime de toutes cette démarche depuis 1958, ou on peut dire depuis 1963 — est qu'il a avorté, vraiment, toute tendance démocrate en Syrie. Et pour garder ce pouvoir, pour la lutte du pouvoir, il était prêt à faire n'importe quel agissement politique, dommageable à toute la société et la nation, pour qu'il soit au pouvoir. Et maintenant il était coincé. Maintenant, la légitimité des gens au pouvoir est tellement contestée par tout le monde, il y a maintenant un besoin de pacifier la situation en Syrie, on ne va pas tomber dans le piège islamiste mais c'est un régime qui est mort cliniquement. Ça prend quelqu'un qui arrête l'oxygène et je pense... S'il n'y a pas de changements, de démocratie, si l'on ne peut pas renouer avec le temps des années libérales, les années 1950... je te jure la déchirure sociale et politique c'est tellement profond !³⁰⁵

De plus, depuis 2011, le régime est considéré par les interviewés antirégime comme coupable de crimes de guerre. Deux personnes interrogées sont d'opinion que le régime syrien est en fait le plus grand criminel de guerre sur le terrain en Syrie, commettant des atrocités similaires à celles de l'État islamique ou d'al-Qaïda, mais à une plus grande échelle :

Le régime est comme une mafia qui contrôle le pays. [...] Légalement nous devrions l'appeler mafia ou milice, comme Daech et les autres. Légalement, le régime a été pire que Daech pendant la guerre, 50 fois ou peut-être 200 fois pire. Si vous regardez les rapports internationaux de *Human Rights Watch*, *Amnesty International*, des organisations humanitaires internationales et beaucoup d'autres, beaucoup beaucoup d'autres, tout le monde parle de 500 000 à un million de civils tués par le régime. Comparé à Daech, par exemple, Daech a tué 13 000 personnes. Alors qui est le réel Daech ici ?³⁰⁶

Pourtant, ce dégoût par rapport au régime ne se traduit pas forcément spontanément en soutien inconditionnel à l'un des groupes composant l'opposition. Tous les participants antirégime déclarent être déçus, à des degrés divers, de l'opposition syrienne. Tout d'abord, la majorité d'entre eux (6 sur 11) estiment que l'opposition en exil est trop divisée pour être efficace, qu'elle paie cher la rivalité des ambitions personnelles des uns et des autres. Par exemple :

[...] je suis contre le régime syrien, parce que c'est une dictature corrompue, mais j'ai aussi beaucoup de critiques pour l'opposition syrienne officielle, car elle ne représente pas bien la cause syrienne et il y a parmi eux des gens égoïstes, narcissiques qui

³⁰⁵ P3, entrevue le 4 mai 2016.

³⁰⁶ « [The regime] is just like a mafia, controlling the country. [...] Legally we have to call them mafia or militia like ISIS or the rest. Legally, the regime behaves worse than ISIS during the war, worse than ISIS 50 or maybe 200 times [more]. If you look at the international records of Human Rights Watch and Amnesty International and human rights organizations and many others, many many others, everybody is talking about 500 000 to 1 million civilians killed by the regime. Compared with ISIS for example, ISIS killed 13 000 persons. So who is the real ISIS here? ». P10, entrevue le 23 mars 2017.

[veulent] leur gloire... parler aux médias, ça aussi. Moi aussi j'ai beaucoup de critiques pour l'opposition parce qu'il y a un problème de lecture, un problème de vision. Moi je ne parle pas des personnes dans la rue, simples, qui ont rêvé d'avoir une Syrie meilleure, où on a le droit de parler, on a le droit de discuter, on a le droit de danser. Moi plutôt je critique l'élite intellectuelle.³⁰⁷

Il manquerait ainsi à l'opposition un chef qui pourrait imposer une stratégie unique aux divers groupes et différentes personnalités très attachés à leur idéologie propre³⁰⁸. L'opposition peinerait également à se constituer comme alternative crédible pour diriger le pays, ne réussissant pas à concevoir un programme de gouvernement commun cohérent et se limitant trop souvent à des esclandres sentimentaux³⁰⁹. De plus, l'opposition libérale manquerait de relais militaires sur le terrain. Comme l'exprime un participant, l'Armée syrienne libre est un « mythe malheureux »³¹⁰.

Ensuite, l'ensemble des interviewés antirégime ne regarde pas d'un bon œil la dépendance de l'opposition face à leurs soutiens financiers et logistiques provenant de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie qui aurait pour effet de leur inféoder ses membres les plus éminents (les noms de Michel Kilo et Georges Sabra, en particulier, reviennent de manière récurrente) et ses groupes les plus importants. Cette vassalisation clientéliste des individus et des institutions de l'opposition à des intérêts extérieurs de pays régionaux perçus comme étant par nature contrerévolutionnaires irrite beaucoup les participants antirégime. Ceux-ci estiment que la contestation du pouvoir autoritaire syrien est une affaire intérieure qui devrait se régler entre Syriens sur la scène nationale. Voici l'exemple de deux individus :

Bien, l'opposition en exil, elle n'est pas claire cette opposition. Vraiment, la majorité des Syriens ne connaissaient pas ces personnes, d'où elles sont venues. Ce n'était pas une opposition traditionnelle. Ce sont des gens qui sont venus des États-Unis, de l'Angleterre de France... et ils se sont rassemblés pour former une opposition. [...] Moi personnellement je n'ai pas confiance en cette opposition. [...] avant j'avais confiance en Michel Kilo et Georges Sabra quand ils étaient en Syrie, mais après qu'ils ont fait partie de la Coalition, bien alors, d'après leurs discours et leurs positions, on voyait comme quoi ces gens-là est-ce qu'ils pensent réellement ce qu'ils disent ? Vous ne voyez pas une opposition patriote, ce sont des gens qui comptent sur l'Arabie saoudite de la Turquie, que la solution vient de ces pays-là. Mais ce n'est pas une solution. Georges Sabra, lui il a avoué plusieurs fois qu'il était du côté d'al-Nusra. Bien regardez, al-Nusra c'est al-Qaïda. [...] Moi je ne veux pas me débarrasser de Bashar al-Assad pour mettre à sa place al-Nusra ou bien Daech ou bien Ahrar al-Sham.

³⁰⁷ P1, entrevue le 27 avril 2016.

³⁰⁸ P8, entrevue le 21 mars 2017.

³⁰⁹ P3, entrevue le 4 mai 2016.

³¹⁰ P13, entrevue le 31 mars 2017.

Non ! Ben lui, il a demandé plusieurs fois les armes, il a demandé plusieurs choses. Bien toi tu es contre la révolution si tu prononces ce discours-là. Même Michel Kilo, aussi, il n'était pas très loin de Georges Sabra.³¹¹

C'est une catastrophe. Ils ne sont pas indépendants. Chacun a une ambassade derrière. Chacun représente je ne sais pas qui, mais pas la Syrie. Ils sont devenus des pions dans le jeu des forces étrangères : soit la Turquie, soit le Qatar, soit la Russie, soit l'Iran, soit je ne sais pas quoi. Mais pas la Syrie. [...] Donc l'opposition actuelle est *catastrophique*. Ils ne me représentent aucunement. Aucunement. Surtout ceux de la gauche syrienne qui ont mis la main avec l'extrême droite du Golfe. Ça, ça me dégoûte. [...] Michel Kilo par exemple, Georges Sabra, des noms comme ça... [Burhan] Ghalioun ! Ce sont des noms qui ont été utilisés pour [...] nettoyer, pour donner un visage moderne aux [islamistes]. Un visage qui risque d'être accepté. Mais c'est devenu clair et tout le monde a compris que c'est un masque. [...] À quel point peut-on être pragmatique pour servir la cause ? Et rester fidèle ? [...] Ils ont compromis dans le sens où ils ont porté atteinte, ils ont abîmé, ils ont bousillé... ils ont été nuisibles.³¹²

Enfin, la présence importante des Frères musulmans au sein de l'opposition pose problème pour la plupart des individus interrogés (8 sur 11). Seulement trois participants pensent que les Frères musulmans — quoique n'ayant pas selon eux de programme politique crédible, surtout relativement à la gestion économique — constituent une part légitime de l'opposition en exil. Dans l'idée qu'ils se font d'une Syrie démocratique, l'organisation islamiste aurait droit de présenter ses candidats, comme elle l'a déjà faite dans les années suivant le mandat français (1947-1958). Le cas échéant, les Frères musulmans pourraient former un gouvernement, mais seraient soumis à la sanction électorale comme tout autre parti politique. Pour ces trois individus, la priorité serait pour l'instant de construire l'alliance la plus large possible autour d'un programme minimal réduisant les irritants idéologiques et permettant de s'opposer plus efficacement au régime :

Mais moi je dis, il faut créer un nouveau contrat social. Mais le contrat doit être signé par tout le monde ou la majorité du monde. Et on doit arrêter d'exclure l'autre. C'est ça le problème. Le débat pour les Frères musulmans, moi je ne suis pas pour les Frères musulmans, je ne suis pas contre. Mais moi je suis contre quoi ? Je suis contre la dictature. [...] L'État religieux, je suis aussi contre. [...] Mais *grosso modo* c'est ça le problème, donc, c'est un problème idéologique ancien, parce que maintenant les gens qui sont dans l'opposition sont des gens issus d'une idéologie. Donc il y a des communistes [...], il y a des gens qui sont d'un parti nationaliste, il y a des gens qui sont Frères musulmans. Donc, si vous voyez dans l'histoire de tous ces partis-là, ils ne croient pas à l'origine en une Syrie libre et plurielle. Les Frères musulmans voulaient une Syrie pour les Frères musulmans. Les communistes voulaient avoir une Syrie pour

³¹¹ P4, entrevue le 6 mai 2016.

³¹² P13, entrevue le 31 mars 2017.

les communistes. Les ba'athistes voulaient avoir... Donc il y a le *background* idéologique qui joue trop. C'est ça.³¹³

Les craintes [sur les Frères musulmans] ne sont pas tout à fait infondées, généralement. [...] Moi, je n'élirai jamais un Frère musulman. [...] Je n'élirai jamais un barbu. Cependant, je lui donne le droit de s'exprimer, et ça c'est tout à fait normal. C'est-à-dire la représentation des Frères musulmans, ça doit se faire, c'est démocratique. [...] Et à mon avis, ils ne peuvent pas gouverner tout seuls en Syrie. Sûrement. Parce que les Syriens [...], dès le moment où ils vont avoir des libertés de commerce, des libertés de travail, des libertés personnelles, des libertés d'expression, dès le moment où vous donnez ça, je pense qu'ils ne vont pas élire des gens qui sont essentiellement religieux. Mais il faut comprendre une autre chose. C'est que les mouvements islamistes, à tendance religieuse, disons, ils n'ont pas de fondements économiques fiables. Et donc ils vont échouer dès la première fois. Donc ils ne peuvent pas gérer, ils ne peuvent pas gouverner un pays [...]. Donc ils vont échouer économiquement et là on va remettre en question [leur capacité à gouverner].³¹⁴

Cependant, les autres personnes antirégime interrogées perçoivent moins les Frères musulmans comme des partenaires susceptibles de se soumettre à un cadre politique démocratique que comme une organisation islamiste fascinée par la prise du pouvoir et l'instauration de la shari'a, comme en témoigne les propos de l'un d'entre eux :

Alors ce compromis a permis à la contre-révolution de dominer l'opposition syrienne, c'est-à-dire le Conseil national, tout ça. Ces gens-là, c'est la déclaration de Damas ! C'est la suite logique ! Les Frères musulmans ont l'appui de la majorité de la population alors il faut composer avec eux. [...] Est-ce que vous voulez les Frères musulmans ? Est-ce que voulez... bah on va changer le régime, mais pour faire quoi ? Moi je veux poser la question. Un régime islamiste ? Ah non je n'embarque pas, parce que moi je ne veux pas changer une dictature par une dictature. Vous voulez la démocratie ? Alors une démocratie est elle laïque, il n'y a pas de démocratie qui ne soit pas laïque. Au niveau au moins des partis politiques, du gouvernement, des choses comme ça. Alors il fallait mettre les Frères musulmans devant leur responsabilité. Est-ce que vous voulez que le changement soit démocratique ou pas ? Alors les Frères musulmans qu'est-ce qu'ils ont dit ? Non, non, non, laïcité, séparation de l'État et de la religion, etc. c'est une ligne rouge. Puis les autres ont accepté. Parce que moi je pense que dans l'opposition, sûrement il y a l'opposition des gens qui pour eux c'est juste changer le régime, après on s'en fout. Et même je soupçonne que pour certains, pour eux le régime est alaouite alors ils veulent le remplacer par un régime sunnite. Alors l'opposition syrienne, malheureusement, n'a pas donné un visage acceptable ni pour les Syriens ni pour l'Occident. [...] [Les Frères musulmans forment] un mouvement totalitaire. Comme quand ils disent que l'islam est religion et État. Quand ils disent que la gouvernance n'appartient qu'à Dieu. Mais quelle démocratie, quel pluralisme est possible ? On ne va pas tuer les Chrétiens et les Alaouites ? On ne va

³¹³ P1, entrevue le 27 avril 2016.

³¹⁴ P9, entrevue le 22 mars 2017.

pas les massacrer c'est ça le pluralisme ? Ils peuvent vivre comme ça ? C'est ça le pluralisme ? [...] Mais juste pour rassurer les gens : « Écoutez, n'ayez pas peur de nous, si vous nous éliminez, on va être comme la Turquie. » Et c'est un mensonge, car ils ne peuvent pas être comme la Turquie parce que c'est un mouvement totalitaire. Quelqu'un qui dit que l'islam est religion et État, quelqu'un qui dit la gouvernance appartient à Dieu. Dire que les Frères musulmans vont renoncer à dire que l'islam est religion et État, ils vont renoncer à sacrifier la *shari'a* et la gouvernance de Dieu, alors à ce moment-là ils vont perdre leur raison d'être.³¹⁵

C'est ainsi que les participants antirégime ont tendance à se considérer comme des orphelins politiques. Cinq d'entre eux reprennent explicitement ce terme, les autres expriment systématiquement le même sentiment : tout d'abord soulevés d'enthousiasme et d'espoir à la vue des manifestations pacifiques, ils ont progressivement (et brutalement) perdu leur enchantement premier avec la militarisation, l'internationalisation et la confessionnalisation du conflit. Las de la violence incessante, se reconnaissant difficilement dans une opposition paralysée par ses divisions et inféodée à ses patrons régionaux et internationaux, ils se refusent cependant à abandonner leurs convictions pour se ranger aux côtés du régime afin d'acheter la paix. Voici l'exemple de trois individus représentatifs de l'ensemble des individus antirégime :

Vous savez, vraiment c'est compliqué, parce que nous on voulait une opposition patriote syrienne qui n'est pas dépendante d'un côté ou de l'autre, qui reflète la volonté du peuple syrien. Mais malheureusement on ne le trouve pas maintenant. Peut-être qu'avant le Comité de coordination, ces gens-là ont joué un rôle vraiment pacifique et patriote, ils ne voulaient pas être du côté des Américains ou de l'Arabie saoudite ou de la Turquie, c'était vraiment une décision vraiment syrienne là. Mais à la fin ils sont dispersés, ils ne sont pas unis, il y a des divisions entre ces gens-là. Pour ça c'est vraiment, non, on est orphelins. Non. Malheureusement il n'y a pas un groupe, une opposition, non, chacun travaille de leur côté.³¹⁶

Je suis un orphelin politique. Mais bien sûr ! Je suis contre la politique de Assad, je suis contre la dictature, mais j'ai été tellement déçu par la tournure des choses que je n'ai plus de préférence. D'autant plus que l'exemple des autres pays... Regardez la Libye, elle n'est pas dans un meilleur état que nous. Mais ce qui me gêne le plus, c'est les gens qui sont en train de mourir pour rien, juste parce qu'il y a le feu, personne ne les protège. Alors, ça je suis partisan de la paix à tout prix. N'importe qui peut mettre la paix, mais pas à n'importe... il faut quand même préserver... si la paix est juste, pas une trêve de trois ans pour que ça reprenne un peu plus tard, il faut vraiment changer le système qui a amené au blocage, mais il faut vraiment amener la vie politique et de nouveau je le répète, Assad ne peut pas le faire.³¹⁷

³¹⁵ P6, entrevue le 12 mai 2016.

³¹⁶ P4, entrevue le 6 mai 2016.

³¹⁷ P5, entrevue le 7 mai 2016.

En fait, il y a des gens qui disent contre ou avec le régime, mais moi je suis contre le régime avec un discours, la liberté et la démocratie et le partage des pouvoirs et la liberté d'expression, les droits de l'homme, la dignité et puis la citoyenneté et toutes les valeurs, je ne suis pas seulement contre le régime. Alors quand tu as des idées et des valeurs, tu es contre parfois plus d'un côté, seul. Moi je suis contre les islamistes, contre le régime. Ce n'est pas parce que le régime est la force qui tue le plus qu'on se concentre sur lui. Pour tout ce qui ressemble à ce régime, à toute barbarie et à toute forme de dictature qui s'impose au peuple syrien, non, il faut qu'il y ait une démocratie, respecter les valeurs, on vit ensemble, en communauté, ensemble, unis, et puis qu'on respecte la décision des gens, il faut qu'on se parle. [...] C'est-à-dire [c'est] une question de droit. Ce n'est pas une question de revanche, non, c'est une question de droit, on applique le droit. Je suis pour ça. C'était ça le discours de l'opposition à l'époque du printemps de Damas et on le tient encore. On est des civils et on est avec les gens. Il n'y a personne qui porte des armes. [...] Mais il y a une volonté du peuple, que je porte encore, malgré le désespoir, on n'a pas d'autre choix en fait. C'est ça qu'on veut, malgré tout. C'est vrai le contexte n'est pas favorable, mais c'est ce qu'on veut. Et c'est ce qu'on souhaite, malgré tout ce désespoir. Il ne suffit plus de dire je suis avec ou contre. Avec le régime ou contre le régime, avec les islamistes et contre les islamistes. Et l'idée de la révolution dès le départ c'était ça. C'était la liberté et cette appartenance à une citoyenneté du peuple, partage du pouvoir et tout ça. Ce n'était pas une confession contre confession, armée contre armée, non. Malheureusement c'est affaibli cette voie, parce que les armes sont plus fortes, mais dès que les armes s'arrêtent, c'est la voie la plus forte. Et c'est la seule solution, de toute façon, pour la Syrie. C'est quoi l'autre solution ? Il faut qu'il y ait une sorte de contrat social, que tout le monde y participe. C'est ça qui est arrivé dans l'histoire de la Syrie, à l'indépendance, il y avait un contrat social. Tout le monde, toutes les confessions, tous les partis se sont regroupés, ont discuté la constitution, qui jusqu'aujourd'hui est beaucoup meilleure que ce qui a existé au temps des militaires. [...] Mais il faut une démocratie, une sorte de contrat où tout le monde respecte tout le monde et l'autorité doit être civile, jamais militaire, et on a déjà appris les militaires pourraient toujours devenir fascistes et c'est dans tous les contextes. [...] Donc il faut que ce soit une autorité civile. Et puis respecter toute la diversité de la Syrie. Ethnique, religieuse, tout.³¹⁸

Cette conviction que la seule solution plausible au conflit syrien passe par la restauration d'un espace de dialogue national et par la fondation d'un État de droit est partagée par la majorité des participants antirégime (6 sur 11). Pour eux, le régime est « mourant », « cliniquement mort »³¹⁹ ou encore « sur respirateur artificiel »³²⁰ : sans le soutien de l'Iran et de la Russie, il se serait déjà écroulé. Ces interviewés parlent de stabilité, de reconstruction, de justice réparatrice, de justice transitionnelle, de guérison du tissu social : sans l'appui d'une population unie, aucun régime ne

³¹⁸ P7, entrevue le 20 mars 2017.

³¹⁹ P3, entrevue le 4 mai 2016.

³²⁰ « The regime is on life support ». P16, entrevue le 14 avril 2017.

pourrait désormais subsister en Syrie. C'est pourquoi ils pensent que seule l'instauration d'un système démocratique en Syrie constituerait une solution permanente au conflit :

Ce régime est mourant. L'alternative libérale c'est la plus ferme. L'alternative islamiste c'est inacceptable. Même pour les Musulmans syriens. La seule façon de sortir c'est d'avoir un État moderne, constitutionnel, un État citoyen. À part de ça, tous les autres traitements, ce sera comme donner de l'aspirine à un malade typhoïde. Tu peux baisser la température, mais jamais tu ne peux jamais attaquer le virus. [...] Ce n'est pas juste la constitution. Je sais bien que, éventuellement, quand il y a pacification [il faudra] juger les criminels qui ont fait des crimes contre l'humanité, de toutes les tendances, dans le gouvernement ou dans l'opposition, que les gens commencent à reconstruire leur vie. Peut-être, ils vont commencer à oublier et à baisser cette tension et s'accepter l'un l'autre.³²¹

Le problème ne sera pas résolu s'il n'y a pas de minimum de satisfaction pour la population. [...] Une démocratie qui est fondée sur le respect de tout le monde et sans vengeance, avec l'application d'une justice de transition et d'une justice durable. Parce que les gens qui ont perdu leurs proches, ils veulent un minimum de justice et c'est normal. Et des deux parts d'ailleurs ! [...] ³²²

De plus, selon cinq personnes antirégime interrogées, la démocratie libérale serait aussi la solution tout indiquée à la fragmentation communautaire du peuple syrien. Ainsi, les problèmes générés par le nationalisme kurde et les mouvements islamistes radicaux trouveraient leur solution sous un régime démocratique, qui permettrait enfin l'expression de toutes les sensibilités syriennes :

Mais les Kurdes c'est un vrai problème de la Syrie, c'est une question très délicate et il faut la gérer. Et moi je suis avec cette idée, cette proposition qui était de — cette proposition que l'on a proposée pendant le printemps de Damas — qu'en démocratie on pourra régler ce problème, au sens de reconnaître les droits et la citoyenneté qui joue un rôle qu'on apporte à l'ethnie et à la confession et puis qu'il y a un débat politique pour toute question, et puis une sorte d'indépendance aussi, une reconnaissance de l'identité culturelle et l'indépendance de gérer. Ça, c'est une bonne proposition et il y a beaucoup de Kurdes qui ont soutenu ça en Syrie [...]. Et la démocratie le débat et le dialogue, ça pourrait être la solution.³²³

Daech, son existence est liée à la solution politique en Irak et en Syrie. Une solution politique qui satisfait la population et là Daech n'aura plus raison d'être. Sûr et certain. Et même chose pour Nusra.³²⁴

³²¹ P3, entrevue le 4 mai 2016.

³²² P9, entrevue le 22 mars 2017.

³²³ P7, entrevue le 20 mars 2017.

³²⁴ P9, entrevue le 22 mars 2017.

Pour terminer, les participants antirégime affirment que les premières manifestations qui ont eu lieu en Syrie à partir de mars 2011 étaient tout d’abord pacifiques : les gens y demandaient des réformes, réclamant — dans le cadre de la dynamique révolutionnaire des printemps arabes — plus de justice, de liberté, de dignité contre un pouvoir autoritaire jugé arrogant, corrompu et incompétent. Ces aspirations démocratiques, partagées par les interviewés, ont cependant progressivement été étouffées par la brutalité de la répression et la militarisation du conflit. D’ailleurs, le régime syrien serait le premier responsable de la montée des violences : ce sont les atrocités qu’il a commises qui ont provoqué le recours aux armes. Il aurait aussi ouvert le pays aux influences extérieures en demandant très rapidement le soutien de ses alliés iranien et russe. Le régime aurait également cherché à attiser les inimitiés de nature communautaire afin de diviser le peuple syrien pour mieux préserver son propre pouvoir. Le régime al-Assad est donc, selon la perception des individus antirégime, coupable de la destruction actuelle du pays ; toute perpétuation du système autoritaire leur est inacceptable, voire inconcevable. Cependant, les interviewés sont conscients des défauts de l’opposition : financement et, conséquemment, clientélisation par des puissances régionales voulant faire avancer leur propre agenda (Arabie saoudite, Qatar, Turquie) ; manque de soutien des Occidentaux (États-Unis et Europe) aux groupes plus démocratiques ; absence de chefs capable d’unifier une opposition très fragmentée par les ambitions personnelles et les considérations idéologiques, etc. Pourtant, seule une sortie « par le haut » du conflit leur semble viable. Uniquement l’instauration d’un système démocratique basé sur l’appartenance à la citoyenneté syrienne — après une période de transition — permettrait la réconciliation des factions et la reconstruction du pays.

3.5 Conclusion : analyse comparée de l’articulation des grilles de lecture dans le discours des participants prorégime et antirégime

Au regard de ce qui précède, il est pertinent d’effectuer une courte analyse comparative mettant en exergue les ressemblances et les différences dans le discours des deux groupes de participants — prorégime et antirégime — relativement aux trois grilles de lecture retenues. En effet, bien que les interviewés se positionnent politiquement de manière différente par rapport au régime syrien, leurs déclarations contiennent à la fois des divergences *et* des points en commun.

Tout d’abord, les personnes interrogées entretiennent des opinions diamétralement opposées quant à la *grille de lecture de la dynamique révolutionnaire des printemps arabes*. Pour les individus prorégime, Bashar al-Assad met en œuvre, depuis son arrivée au pouvoir, des réformes qui portent

en partie fruit. Sous sa gouverne, la Syrie s'ouvre davantage à ses voisins et au monde. La libéralisation de l'économie relance aussi le développement du pays et permet l'enrichissement d'un grand nombre de Syriens. De plus, ceux-ci jouissent de plus en plus de libertés personnelles. Dans ce contexte, les manifestations de 2011 apparaissent moins comme la résultante d'une véritable insatisfaction populaire que comme la conséquence de la manipulation de puissances étrangères (États-Unis, Israël, Arabie saoudite, Qatar, Turquie, etc.) qui cherchent à affaiblir une Syrie toujours résolue à résister à leur influence. Tout le tapage médiatique entourant les manifestations « pacifiques » vise alors en fait à camoufler un soulèvement violent dès le départ — comme en témoignent les attaques contre les forces de l'ordre — orchestré par des agents étrangers afin de déstabiliser le pays. Le conflit syrien a ainsi été planifié depuis plusieurs années par les ennemis du régime, celui-ci étant bien obligé de se défendre face à la fureur déployée contre lui. Donc, tout en reconnaissant que le pouvoir syrien est bel et bien dictatorial, les interviewés prorégime réfutent en bloc l'existence d'un véritable printemps syrien.

De leur côté, les participants antirégime dressent le portrait inverse de cette grille de lecture. En effet, le pouvoir autoritaire aux commandes depuis 1970 est inimaginable dans sa cruauté et sa brutalité. Depuis l'arrivée de Bashar al-Assad, sous le couvert d'un discours d'ouverture et de libéralisation, le pays est devenu la proie d'une nouvelle génération d'autocrates plus arrogants, plus corrompus et plus incompetents que leurs devanciers. Le régime est vieux, vermoulu, sans plus aucun fondement idéologique viable, sans idéologie directrice : il s'enfonce dans la perpétuation et la recomposition de réseaux de clientélisme simplement afin de se maintenir au pouvoir. De plus, la libéralisation de l'économie s'est surtout incarnée dans un capitalisme des copains qui abandonne une partie croissante du peuple syrien à la pauvreté. À la suite des Tunisiens et des Égyptiens, dans la foulée des printemps arabes, les Syriens sont alors eux aussi sortis spontanément et pacifiquement dans les rues, dans le but de revendiquer plus de liberté, de justice, de dignité et de démocratie. Les manifestations en 2011 sont ainsi organisées par des activistes sur le terrain, pas par des agents étrangers. C'est au contraire l'armée, les milices reliées au régime et les services de renseignements qui, par leur répression brutale, ont progressivement causé l'armement des manifestants, forcés de se défendre. Pour eux, c'est donc un régime fermé à toute réforme, crispé sur son pouvoir, qui a poussé sciemment à la militarisation du conflit.

En somme, pour les participants prorégime, il n'y a pas de manifestations spontanées et pacifiques, il y a des gens payés, des agents étrangers, des terroristes et peut-être quelques naïfs. L'intervention

étrangère est présente dès le départ : il s'agit de la cause originelle du conflit, dont l'opposition est responsable. Au contraire, pour les individus antirégime, ce sont les manifestations qui en constituent le point initial : la demande réelle et légitime du peuple syrien pour une autre vie sous un autre État, dans une autre société, à travers des réformes ou une révolution. Tant que ces éléments ne seront pas adressés, aucune résolution permanente du conflit n'est envisageable. Quant à elle, l'intervention étrangère est postérieure aux manifestations : c'est le régime qui l'entraîne par sa stratégie d'escalade. La prise de position des interviewés prorégime ne revient toutefois pas à dire que ceux-ci méprisent la démocratie. Par exemple, ils portent le système démocratique en haute estime même s'ils en relativisent ses apports réels. Ils pensent que des changements vers plus de démocratie devraient se faire à l'intérieur du régime existant avec des intellectuels et des hommes de culture. Pour eux, le printemps syrien est la caricature d'une révolution démocratique : sous ce nom se trouvent en fait seulement violences, fanatisme religieux et intérêts étrangers. L'opposition en exil n'est d'ailleurs pour eux qu'une simple marionnette de ceux-ci. Les participants antirégime, de leur côté, poussent la logique démocratique plus loin en estimant que la démocratie est le seul système qui permet véritablement à l'homme de vivre dignement et librement, en contrôlant plus efficacement l'arbitraire et la corruption. Ils sont toutefois d'opinion que printemps syrien est ce mouvement tant attendu, où le peuple syrien s'est levé pour prendre en main son destin. Ils auraient préféré une révolution pacifique, un renversement de régime à l'image de la Tunisie ; la tombée dans la violence les dégoûte. Se percevant comme des orphelins politiques, ils sont eux aussi déçus de l'opposition en exil, fragmentée par les intérêts personnels et les désaccords idéologiques, ainsi que trop soumise au bon vouloir de leurs patrons régionaux et internationaux.

Plus de points en commun existent entre les deux groupes de participants autour de la *grille de lecture de l'ingérence de puissances étrangères*. Ainsi, tous déplorent amèrement l'ingérence étrangère et la guerre par procuration que se livrent plusieurs puissances étrangères sur le territoire syrien, au détriment de sa population. Cependant, dépendamment du positionnement politique des individus, les critiques les plus virulentes ne concernent pas l'implication des mêmes pays. Les personnes prorégime interrogées concentrent donc leurs attaques sur l'Arabie saoudite, le Qatar, les pays du Golfe, la Turquie, la Jordanie, les États-Unis, l'Union européenne et Israël. Ceux-ci — les puissances impérialistes et leurs laquais, des puissances régionales envieuses et aveuglées par leurs ambitions — seraient les ennemis de toujours de la nation syrienne. L'ingérence des alliés du régime est par contre beaucoup plus acceptable. La présence russe n'est pas beaucoup appréciée,

mais comme il s'agit d'alliés de longue date du pouvoir syrien, la situation est convenable, du moins compréhensible. L'Iran et ses milices libanaises et irakiennes qui lui sont affiliées sont regardés avec encore plus de sympathie : l'Iran se révèle être un allié fidèle du régime. La Russie et l'Iran sont d'ailleurs sur le territoire syrien à la demande de son gouvernement légal, ce qui rend donc légitime leur implication. De leur côté, les interviewés antirégime reprochent également à l'Arabie saoudite, au Qatar, aux pays du Golfe et à la Turquie d'appuyer activement les groupes jihadistes en Syrie. Toutefois, ils imputent aussi à l'Iran et Russie de soutenir la dictature syrienne et d'avoir de cette manière empêché la réussite de la révolution démocratique du peuple syrien. Enfin, ils sont très déçus du manque de support des États-Unis et de l'Europe à cette dernière, ce qui constitue pour certains une véritable trahison des valeurs démocratiques qu'ils profèrent.

Ainsi, si tous les participants, peu importe leur positionnement politique, expriment un anti-impérialisme bien senti, ils cautionnent simultanément — et paradoxalement — l'implication des puissances étrangères les plus susceptibles de contribuer à la victoire du camp qu'ils préfèrent ou des idées qu'ils portent. L'opinion de tous les individus interrogés semble balancer entre ces deux pôles du patriotisme (il s'agit d'une affaire intérieure à la Syrie) et de l'appui à une certaine ingérence étrangère (le besoin du soutien d'alliés extérieurs pour réaliser les objectifs souhaités). Cependant, un point en commun pour l'ensemble des interviewés est leur antipathie envers le rôle que joue dans le conflit l'État d'Israël, auquel ils attribuent des méthodes plus ou moins complotistes. L'État islamique et les autres groupes jihadistes constituent un autre point d'accord reliant toutes les personnes interrogées, qui perçoivent unanimement les organisations terroristes et leurs exactions avec horreur. Les groupes islamistes radicaux deviennent aussi le lieu de tous les complots et de toutes les manipulations : un appui leur serait apporté par l'Arabie saoudite, le Qatar et les autres pays du Golfe, la Turquie, Israël, les États-Unis, plusieurs pays européens, auquel les participants antirégime ajoutent le régime syrien lui-même, l'Irak, l'Iran et la Russie. Tous font cependant des organisations jihadistes la même analyse politique : la crainte du fanatisme sunnite est toujours évoquée comme la source de soutien au régime syrien la plus déterminante.

Enfin, la *grille de lecture des loyautés communautaires* rassemble et divise à la fois les participants des deux positionnements politiques. Les personnes interrogées des deux groupes affirment qu'il règne en Syrie, avant 2011, un vivre-ensemble qui permet de nombreux échanges et des amitiés intercommunautaires, sans que ces appartenances posent problème. Toutefois, les interviewés prorégime semblent à la fois être moins enclins à reconnaître les fissures sociales préalables à 2011

*et se méfier davantage des extrémistes sunnites. Ainsi, sous l'unanimité du discours d'unité nationale, les individus prorégime — qui sont largement issus des minorités confessionnelles — ont plus tendance à craindre une éventuelle domination de la majorité sunnite, qu'ils jugent inacceptable. Ils estiment que l'antipathie des Sunnites envers les minorités confessionnelles est ancrée dans la longue histoire de la région et que le conflit syrien la révèle, exacerbée par le soutien d'alliés comme l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. De plus, il existe une certaine indifférenciation dans leur discours entre les multiples acteurs sunnites impliqués dans le conflit : les islamistes, les wahhabites, les Frères musulmans, les jihadistes apparaissent tous comme des visages différents de la même conscience sunnite conservatrice s'attaquant au pluralisme de la société syrienne et prônant l'instauration d'un régime intégriste fondé sur l'application stricte de la *shari'a*.*

Les participants antirégime, quant à eux, admettent plus volontiers les fractures sociales selon les appartenances communautaires *et* semblent moins se méfier des autres confessions que la leur. Tout en reconnaissant l'existence et la force des loyautés confessionnelles, ils estiment également que d'autres facteurs jouent sur le positionnement politique des Syriens, comme la logique des classes sociales. Ils jugent qu'une cohabitation sociale, mais aussi politique entre les différentes communautés composant le tissu national syrien est possible : pour eux, il s'agit d'un enjeu politique fondamental dans la refondation d'une Syrie démocratique qui, à terme, permettrait de subsumer les identités confessionnelles au sein d'une citoyenneté sereine. Les interviewés antirégime estiment donc qu'avec un système démocratique qui garantirait des libertés politiques à tous, l'islamisme — perdant sa raison d'être, à savoir la contestation des pouvoirs autoritaires — disparaîtrait de la scène politique en Syrie. La résurgence des divisions confessionnelles depuis 2011 serait pour eux le résultat d'une manipulation effectuée par le régime al-Assad afin de faire dérailler la révolution. Ils reconnaissent en même temps que le conflit aggrave ces fractures, lesquelles doivent être nécessairement dépassées pour y mettre une fin définitive.

Les participants prorégime et antirégime refusent toutefois tous de porter un regard uniquement confessionnel sur le pouvoir syrien : ils insistent sur le fait que d'autres considérations expliquent le soutien des Alaouites au régime al-Assad et que ses appuis sont loin de se résumer à cette seule communauté. Ainsi, aucun interviewé n'évoque l'identité alaouite du président ou de son entourage comme une raison d'appuyer le régime ou de s'y opposer.

Voici donc, schématiquement, les principales ressemblances et dissemblances qui existent entre les individus qui ont adopté des positionnements politiques opposés sur chacune des trois grilles de lecture. Il est cependant pertinent de pousser plus loin l'analyse des résultats en faisant le lien avec la subjectivation politique vécue par les participants en Syrie, ce qui permettra de mieux comprendre certaines opinions énoncées dans le présent chapitre.

CHAPITRE 4. DISCUSSION : QUELQUES EFFETS D'UNE SUBJECTIVATION POLITIQUE EN SYRIE

Au-delà de l'analyse comparative effectuée à la fin du chapitre précédent, il est intéressant — voire nécessaire — d'approfondir davantage la réflexion sur les résultats issus des entrevues. Il s'agit ici d'ajouter une couche d'analyse supplémentaire afin d'enrichir la compréhension de ce que les participants ont dit lors des entretiens. Dans cette quatrième et dernière partie du mémoire, une réflexion est élaborée à partir des résultats, des observations du chercheur et d'une mise en regard avec la littérature scientifique pertinente.

Comme ce travail s'établit sur des témoignages d'individus, la présente discussion se base fondamentalement sur le concept de *subjectivation politique*. Cette expression désigne le processus de formation du *sujet* politique, c'est-à-dire de l'individu tel qu'il conçoit le politique. Ainsi, toute personne tend à comprendre ce qui l'entoure à partir de son expérience, qu'il puise dans son passé et son présent. Or, les participants ayant tous grandi en Syrie, c'est là que leur éducation politique s'est tout d'abord faite. Leur première expérience du politique a été définie, paramétrée, sous le régime autoritaire syrien en place depuis 1970, ce qui semble influencer, parfois de manière déterminante, leur interprétation des événements et leur compréhension des comportements de différents acteurs politiques. Évidemment, les participants ne sont pas irrémédiablement rivés à cette expérience initiale, ils ne sont pas limités par elle, ils peuvent la relativiser et la mettre en perspective de diverses façons et suite à différentes circonstances. Il n'empêche que ne pas prendre en compte le rôle de la subjectivation politique produite par le milieu autoritaire syrien prive l'analyste d'un important outil pour comprendre les individus qui en sont issus. En effet, la subjectivation politique se fait toujours dans un environnement politique qui est *déjà là* dans lequel le sujet s'insère : celui-ci ne se construit jamais d'une manière complètement libre :

Que la subjectivation soit dite politique signifie *a minima* que le déploiement du processus de subjectivation et sa conduite ne sont pas inhérents à l'être pour lequel ce processus se produit. La subjectivation ne saurait être une autodétermination du sujet par lui-même, puisque cette autodétermination requerrait que le sujet soit à l'origine du processus (en amont), qu'il en soit le moteur ou l'opérateur (au cours du processus) tout autant que le bénéficiaire (en aval). En un sens, pour l'instant purement négatif, « politique » veut dire qu'existent des conditions auxquelles un être est exposé malgré lui (même si c'est de son plein gré qu'il s'y expose) en raison desquelles il entre dans un processus qui le fait advenir pour autre que *ce qu'il est* (*what he is*) mais dans lequel

il peut néanmoins se reconnaître comme pris dans un mouvement qui a singulièrement à voir avec *qui* il est (*who he is*).³²⁵

Ainsi, dans le cas de la présente étude, l'éducation politique effective des participants s'est tout d'abord faite par l'expérience concrète qu'ils ont eue de l'État syrien. C'est en premier *via* cette expérience qu'ils ont appris ce qu'est un pouvoir politique, comment il s'exprime et comment il agit. En effet, comme l'affirme l'historienne Nadine Méouchy, «[...] en Orient comme ailleurs, pour tous, l'identité de l'État repose moins sur le modèle dont il relève que sur la pratique qui est la sienne »³²⁶.

C'est donc à travers le prisme de cette subjectivation politique particulière que les discours des personnes interrogées sont davantage décortiqués dans les lignes suivantes. Il s'agit ainsi d'une manière de mettre en relation les déclarations des participants et l'expérience qu'ils ont vécue sous l'État autoritaire syrien et dans sa société. La discussion se concentre sur chacune des trois grilles de lecture du conflit syrien et établit des liens entre les réponses obtenues et la subjectivation politique engendrée par le régime syrien. La première partie aborde donc la tendance à mésestimer les limites de l'action politique dans le discours de nombreux participants. Ensuite, la deuxième partie se penche sur les conséquences de l'idéalisation de la démocratie chez les interviewés. Enfin, les réponses des personnes interrogées sont analysées au regard de la place qu'occupent les groupes de solidarité confessionnelle dans la société syrienne.

4.1 La mésestimation des limites de l'action politique

Cette mésestimation de ce que peut accomplir l'action politique est présente dans deux aspects du discours des participants : la tentation d'accorder des vertus de toute-puissance à des acteurs politiques selon des raisonnements plus ou moins complotistes ainsi que l'évaluation parfois trouble de dynamiques internes des démocraties modernes limitant le champ d'action de leurs dirigeants élus dans le conflit syrien.

Il est tout d'abord frappant de constater que pour plusieurs personnes interrogées, indépendamment de leur positionnement politique, un événement à portée politique apparaît souvent comme le produit direct d'une volonté unique et architectonique, qui dirige, organise et orchestre. Il y aurait

³²⁵ Étienne TASSIN, « Subjectivation versus sujet politique. Réflexions à partir d'Arendt et de Rancière », *Tumultes*, Vol. 2, No. 43, 2014, p. 159.

³²⁶ Nadine MÉOUCHY, *op. cit.*, p. 164.

ainsi nécessairement un demiurge politique qui dicterait les événements tels qu'ils se déroulent. Par exemple, tel qu'indiqué dans le chapitre précédent, certains participants pensent que les manifestations de 2011 étaient indubitablement organisées, orchestrées par une volonté extérieure. Les manifestants sont alors décrits comme des êtres manipulés, ou esclaves de leurs besoins financiers. Ces manifestations auraient été obligatoires et organisées par un pouvoir extérieur puisque, selon l'expérience que les personnes interrogées ont vécue en Syrie, elles le sont toujours. De la même manière, les médias occidentaux ne sont pas perçus comme étant neutres et objectifs, mais transmettraient la version des événements qui convient le mieux aux gouvernements en place. Cette vision correspond certainement à l'expérience issue du visionnement des médias contrôlés par le régime en Syrie ou des médias arabophones régionaux parrainés par les pays du Golfe (Al-Jazeera, Al-Arabiyya, etc.). En se basant sur cette expérience, il serait donc « normal » que le traitement médiatique occidental obéisse lui aussi au pouvoir politique. Le même raisonnement est appliqué lorsqu'il est question des groupes jihadistes, et de Daech en particulier : les militants islamistes seraient sortis de prison en Irak et en Syrie sur la décision des dirigeants de ces États, des armes auraient été installées pour eux à la sortie de leur incarcération, l'armée irakienne leur aurait laissé volontairement véhicules et équipement, leur maîtrise des médias sociaux et du montage vidéo est le fruit d'agents étrangers, etc. Donc, derrière le résultat de chaque manifestation, de chaque raid ou de chaque frappe se trouverait une volonté cachée. Bref, dans les témoignages de la grande majorité des participants, si un événement se déroule d'une certaine façon, c'est qu'un pouvoir l'a voulu ainsi, tel qu'il s'est produit.

Ce réflexe peut tout d'abord être attribué à l'expérience d'avoir longtemps vécu dans un régime autoritaire, où les manifestations sont obligatoires, où les médias sont contrôlés, où l'omniprésence des services de renseignement engage à la méfiance devant le sens et l'effet de chaque action politique. Affirmer cela ne revient toutefois pas à dire que les interviewés perçoivent le régime syrien comme un bloc monolithique, comme une entité unique et cohérente. Les personnes interrogées apparaissent très conscientes des inimitiés et des compétitions qui se jouent en coulisses entre plusieurs figures du régime, entre plusieurs services de renseignement, etc. Cependant, il demeure que les décisions politiques et leur mécanique demeurent obscures, cachées, inaccessibles. Elles sont la plupart du temps à *deviner* derrière les informations produites sur la place publique, elles-mêmes formatées par une rhétorique vide à laquelle aucun participant ne semble adhérer pleinement. Bref, en Syrie, le pouvoir autoritaire dissimule et ment en l'absence de tout contre-pouvoir.

Un autre élément influence grandement la tendance des personnes interrogées à voir une manipulation des pays étrangers dans chaque événement du conflit syrien : il s'agit de l'histoire de l'impérialisme au Levant et de son instrumentalisation par le régime. L'ingérence continuelle des puissances européennes au XIX^e siècle dans les affaires de l'Empire ottoman ; l'entente Sykes-Picot en 1916 ; le mandat des Français sur la Syrie de 1920 jusqu'à leur départ réticent en 1946 ; le soutien occidental à Israël, la « tête de pont de l'impérialisme au Moyen-Orient » ; le coup d'État parrainé par la CIA en 1949 ; les tractations secrètes de la Crise de Suez en 1956 ; la guerre froide et ses intrigues ; l'invasion américaine de l'Irak en 2003 : la Syrie se trouve de manière récurrente à la merci de dynamiques géostratégiques qui dépassent complètement son État et sa population. Les fondements idéologiques du régime ba'thiste syrien reflètent cette réalité et y répondent en mobilisant un anti-impérialisme farouche et en formant un front de résistance (*muqāwamah*) contre Israël, les États-Unis et l'Europe. Ainsi, depuis la prise du pouvoir de Hafez al-Assad en 1970, ce discours est sans cesse instrumentalisé à des fins de contrôle intérieur³²⁷ : les opposants au régime sont arrêtés presque systématiquement sous l'accusation d'être des agents de l'étranger visant à déstabiliser le pays. Également, l'éducation nationale syrienne et sa présentation de l'histoire nationale poussent à l'incandescence cette image d'un Occident impérialiste et manipulateur.

Enfin, il ne faut pas oublier que le régime syrien est un système autoritaire qui manque de légitimité intérieure et qui, à cet égard, encourage et exploite les théories du complot à ses propres fins. Il ne rechigne pas à instrumentaliser l'idée de complot pour justifier ses propres échecs ou pour barrer la route aux revendications des forces de l'opposition. L'appel au complot sert alors un double but : déresponsabiliser le régime et décrédibiliser les opposants. Il s'agit donc d'une manière de déclinier toute responsabilité devant une population souvent désabusée par un système politique verrouillé qui ne permet pas de véritable participation politique³²⁸. L'utilisation de la rhétorique du complot par le régime autoritaire syrien encourage ainsi une déresponsabilisation active de la population, en renforçant l'idée que l'action politique se situe très loin des citoyens, dans des jeux de coulisses internationaux qui leur sont inaccessibles.

Bref, il est probable que ce réflexe de voir des intentions cachées derrière chaque événement est symptomatique du fait d'avoir vécu sous un régime autoritaire, d'avoir intériorisé une certaine

³²⁷ Mohamed OURYA, « Le complot dans l'imaginaire arabo-musulman », Mémoire de maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, 2008, pp. 85-86.

³²⁸ *Ibid*, pp. 80-81.

conception du politique en grandissant et en évoluant au sein de cette réalité autoritaire syrienne, en y apprenant l'histoire de la région et en côtoyant la rhétorique souvent complotiste du régime. Il n'est donc pas surprenant de constater que les participants surestiment fréquemment la volonté et le pouvoir des différents acteurs, surtout des pays étrangers. Derrière chaque événement se trouverait ainsi une intention définie à mettre au jour, à *dé-couvrir*³²⁹.

Cette conception de l'action politique dénote une mésestimation de ses limites, de la part que prennent dans toute entreprise les hasards, des circonstances imprévues, des erreurs, des contingences, des stratégies individuelles, etc. Dans les faits, entre l'intention et le résultat dans le réel, il y a tout un *hiatus*, un espace rempli de possibles, que les participants semblent souvent oublier. Hannah Arendt dirait que ceux-ci ont tendance à confondre *archein* (commencer, guider, commander) et *prattein* (aller jusqu'au bout, achever)³³⁰. Ainsi, les acteurs politiques posent des actions, mais aucun n'a la possibilité de faire directement l'histoire, se heurtant sans cesse aux contingences du réel et au « réseau déjà existant des relations humaines, avec ses innombrables conflits de volontés et d'intentions »³³¹. Nul n'est un agent politique totalement souverain pouvant dicter parfaitement le résultat de ses actions, comme s'il pouvait construire à lui seul l'histoire :

Quelqu'un a commencé l'histoire et en est le sujet au double sens du mot : l'acteur et le patient ; mais personne n'en est l'auteur. [...] L'acteur invisible est une invention due à des embarras intellectuels mais qui ne correspond à aucune expérience réelle. L'histoire résultant de l'action est ainsi faussement interprétée comme un roman, où il y a en effet un auteur pour tirer les ficelles et ménager l'intrigue. Le roman, l'histoire inventée, révèle un créateur, de même que toute œuvre d'art indique clairement qu'elle a été faite par quelqu'un ; cela ne tient pas au caractère de l'histoire elle-même, mais seulement au mode sous lequel elle est arrivée à l'existence. La distinction entre une histoire vraie et une histoire inventée est précisément que cette dernière a été « fabriquée » ou « forgée », tandis que l'autre n'a pas été faite du tout. L'histoire vraie dans laquelle nous sommes engagés tant que nous vivons n'a pas d'auteur, visible ni invisible, parce qu'elle n'est pas fabriquée.³³²

En d'autres termes, il n'existe pas d'*auteur* politique, qui fabriquerait la menée du monde et l'imposerait à des hommes qui seraient réduits à une matière brute sur laquelle s'exercerait son pouvoir. Par contre, il existe des *acteurs* politiques qui, dans leur pluralité, initient, commencent,

³²⁹ Cette orthographe particulière du mot « découvert » reprend la traduction française de l'œuvre du philosophe allemand Martin Heidegger. Elle a le mérite de rendre le mot plus immédiatement intelligible : ce qui était jusqu'alors caché, *couvert*, peut être *dé-couvert*.

³³⁰ Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket, 2002, p. 247.

³³¹ *Ibid.*, p. 241.

³³² *Ibid.*, pp. 242-244.

posent des gestes politiques et les lancent dans la branloire pérenne du monde³³³ : ceux-ci font évidemment de leur mieux pour contrôler la résultante de leurs actions, mais ils ne peuvent y réussir complètement. Or, il semble que vivre sous un régime autoritaire habitue l'esprit à l'idée d'*auteurs* politiques omnipotents, d'« hommes forts ». Cependant, pour Arendt il s'agit là d'une « fable »³³⁴ qui ultimement « manque de réalisme »³³⁵ en oubliant que la puissance politique s'exerce sur des êtres humains capables d'action et non des objets inertes, sans volonté³³⁶ :

L'action, en tant que distincte de la fabrication, n'est jamais possible dans l'isolement ; être isolé, c'est être privé de la faculté d'agir. [...] La croyance populaire en l'« homme fort » qui, seul contre tous, doit sa force à sa solitude, est ou bien une simple superstition fondée sur l'illusion que l'on peut « faire » quelque chose dans le domaine des affaires humaines (« faire » des lois par exemple, comme on fait des tables et des chaises, ou rendre les hommes « meilleurs » ou « pires »), ou bien un découragement conscient de toute action, politique ou non, uni à l'espoir utopique qu'il est possible de traiter les hommes comme des « matériaux ». La force dont l'individu a besoin pour tout processus de production, que cette force soit intellectuelle ou purement physique, devient parfaitement inutile lorsqu'il s'agit d'action.³³⁷

Tel que souligné ci-dessus, cette tendance à accorder une quasi-omnipotence à certains acteurs politiques semble être une conséquence de la dépolitisation de la société syrienne depuis 1970, de la destruction de la vie politique et de sa monopolisation par le régime autoritaire syrien, où la figure de l'homme fort est incarnée par la personne du président, qui fait l'objet d'un véritable culte³³⁸. En effet, toute action politique étant bloquée en Syrie, hors d'atteinte pour les citoyens depuis deux générations, il n'est pas surprenant que les personnes interrogées en aient une idée qui parfois « manque de réalisme » pour reprendre l'expression d'Arendt. Ainsi, la représentation que se font plusieurs participants des autorités nationales syriennes ou des différentes puissances régionales ou internationales (États-Unis, Europe, Russie, Iran, Arabie saoudite, Qatar, etc.) comme étant des *auteurs* politiques tend à ne pas prendre en compte les limites inhérentes à toute action politique en leur accordant des pouvoirs démesurés.

³³³ En reprenant ici l'illustre formule de Montaigne.

³³⁴ *Ibid.*, p. 248.

³³⁵ *Ibid.*, pp. 240-241.

³³⁶ Il s'agit ici pour Arendt d'une simple conséquence issue du fait de la pluralité humaine : « C'est seulement comme attribut d'un dieu que l'on peut concevoir une identification de la force nécessaire à la production des choses avec la puissance nécessaire à l'action. L'omnipotence n'est donc jamais un attribut divin dans le polythéisme, quelle que soit la supériorité de la force des dieux sur celle des hommes. Inversement, l'aspiration à l'omnipotence implique toujours — à part son *hubris* utopique — la destruction de la pluralité. », *ibid.*, p. 262.

³³⁷ *Ibid.*, pp. 246-247.

³³⁸ Voir l'ouvrage séminal de Lisa WEDEEN, *Ambiguities of Domination. Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1999.

Il appert également que la subjectivation politique sous un régime autoritaire entraîne une autre conséquence : comme les systèmes autoritaires tentent généralement de s'appropriier tout un vocabulaire à consonances démocratiques afin de se légitimer, ces mots et ces concepts tendent à se tordre jusqu'à perdre leur sens initial. Ainsi, certains interviewés prorégime utilisent — spontanément ou de façon calculée — des mots tels que « État », « élection », « gouvernement légal », « parti politique », « corruption », d'une manière indifférenciée, comme si le même mot reflétait une réalité équivalente dans un régime autoritaire ou dans un régime démocratique. Par exemple, la corruption : certains participants affirment qu'elle est effectivement répandue en Syrie, mais que la même chose se produit partout, dans tous les pays du monde, dans tous les régimes politiques, relativisant par là la portée du phénomène. Autre exemple : les postes clés du gouvernement et de l'armée sont réservés à des Alaouites ? Normal, tous les partis politiques du monde cherchent à contrôler l'ensemble de l'appareil étatique lorsqu'ils s'emparent du pouvoir. Le gouvernement syrien serait aussi un gouvernement légal, élu par le peuple, jouissant d'une pleine légitimité, et ce malgré ses manquements démocratiques. Cette indifférenciation dans le langage produit parfois une confusion conceptuelle, comme si les systèmes politiques étaient au fond tous similaires. Un participant antirégime souligne spécifiquement ce problème :

Alors j'ai vu comment la dictature se constituait en Syrie après le coup d'État de 1963 [...] [et] j'essayais de discuter avec les gens et leur donner une idée de la démocratie. C'était un concept tout à fait nouveau pour eux, parce qu'une des choses que la dictature fait est de changer, un peu comme Orwell dans *1984*, il change le sens des mots. Alors quand vous parlez de démocratie eux ils parlent de démocratie populaire. C'est pourquoi les gens ne comprenaient pas : « Non, on a une démocratie, une démocratie populaire ». Ou bien : « C'est une démocratie de l'élite », ce genre de chose. Je me rappelle maintenant, une discussion que j'ai eue dans les années 1970, avec des jeunes qui étaient reconnus comme des responsables en Syrie et en réalité, les jeunes ils avaient des sentiments d'ouverture et de reconnaissance de l'autre, mais quand je parlais de démocratie, ils pensaient démocratie populaire comme ils ont été éduqués... Le problème c'est une déviation des concepts.³³⁹

En plus d'entraîner une confusion autour de mots comme « corruption », « gouvernement légal » ou « parti politique », la subjectivation politique s'opérant sous un régime autoritaire peut brouiller la compréhension quant aux dynamiques auxquelles font face les acteurs politiques démocratiques, de leurs intentions et de leur pouvoir réel. Par exemple, plusieurs participants s'attendent à ce que les États démocratiques occidentaux procèdent à maints égards de la même manière que les États

³³⁹ P5, entrevue le 7 mai 2016.

autoritaires : constatant, dans le cas du conflit syrien, un écart entre les actions posées par les États-Unis et l'Europe et leurs discours exaltant les valeurs démocratiques, plusieurs individus sautent rapidement aux théories du complot ou à de complexes jeux de coulisses au lieu de raisonner en termes de poursuite d'intérêts nationaux. À cet égard, il est surprenant d'observer que le faible appétit des électeurs des pays occidentaux pour une implication militaire en Syrie est systématiquement sous-estimé comme facteur explicatif de leur politique étrangère dans le discours des personnes interrogées, et ce peu importe leur positionnement politique. Ou encore le pivot vers l'Asie de l'administration Obama : plutôt que de prendre compte que les Américains se retirent du Moyen-Orient, plusieurs interviewés pensent que ce désengagement signifie que les Américains *veulent* en fait produire du chaos dans la région. Soit les démocraties occidentales sont partout, tirant les fils d'une manipulation mondiale, multipliant les opérations secrètes sur le territoire syrien et s'attaquant sans cesse au régime — auquel cas leurs « valeurs » ne sont qu'un paravent pour mieux détruire le pays en toute impunité —, soit elles refusent de soutenir l'opposition syrienne par pusillanimité — auquel cas il s'agit d'une trahison incompréhensible et décevante de ces mêmes « valeurs ». Or, une lecture qui se base sur l'opinion publique des pays concernés (États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne), et des calculs électoraux qui s'y rattache, permet de comprendre que toute allocation importante de ressources au problème syrien est extrêmement difficile pour un dirigeant politique soumis à une échéance électorale. La prise en compte du facteur électoral et de la gestion de ressources limitées — une évidence sous un régime démocratique — permet ainsi de relativiser les éléments fantaisistes relevés dans les discours prorégime (vastes manipulations où les moyens sont jugés illimités) et antirégime (vifs espoirs de soutien automatique de la révolution syrienne par des démocraties qui seraient essentiellement mues par des « valeurs »). Encore une fois, la subjectivation politique ayant eu lieu sous le régime syrien pour les participants, l'expérience qu'ils ont eue tout d'abord de la chose politique, semble souvent entraîner chez eux une certaine mésestimation du comportement de différents acteurs politiques impliqués dans le conflit syrien.

Ce mélange paradoxal de désabusement et de naïveté, conséquence probable du retrait du politique de la société syrienne à l'intérieur des arcanes du régime depuis plusieurs décennies, tend à condamner à l'impuissance politique les personnes interrogées : elles se considèrent dépassées par des dynamiques politiques qui leur échappent, tant par l'habitude de la manipulation que par idéalisme. Pour les participants ainsi découragés, la démocratie apparaît alors bien lointaine, hors

d'atteinte pour la Syrie, comme s'il s'agissait d'un régime politique qui existerait dans une sphère incompatible avec la réalité syrienne.

4.2 Idéalisation de la démocratie et écueils de la refondation du politique

En effet, les personnes interrogées — et ce indépendamment de leur positionnement politique — semblent avoir tendance à idéaliser la démocratie en tant que régime politique. Pour les participants, la démocratie serait un lieu pacifique et non conflictuel où règneraient les principes des droits de l'homme, eux-mêmes perçus comme étant un code éthique qui lierait les décisions du pouvoir. La démocratie est ainsi fréquemment présentée, dans le discours des interviewés, comme une utopie à atteindre. Évidemment, les individus interrogés ont l'expérience directe de vivre sous un régime démocratique, ayant souvent étudié en Europe de l'Ouest et habitant tous désormais au Canada. Ils n'ignorent pas que celui-ci n'est pas un système politique parfait. Mais le contraste avec la réalité syrienne est si grand qu'ils ne manquent pas, la plupart du temps, d'idéaliser le fait de vivre dans une société démocratique. Par ailleurs, dans la même ligne d'idées, les interviewés partagent la nostalgie de la courte période parlementaire de la Syrie (1947-1958), perçue comme un âge d'or libéral, avec son bouillonnement politique, social et culturel, et regardent avec affection cette époque où ils estiment qu'il existait une véritable vie politique nationale.

Tel que décrit au chapitre précédent, la démocratie apparaît pour les participants antirégime comme le seul système politique dans lequel l'homme peut vivre librement et ils souhaitent voir (parfois de façon désespérée) son application dans leur pays d'origine. Cependant, cette idéalisation de la démocratie semble se heurter à deux écueils principaux. Premièrement, ils cherchent souvent à transposer de manière intégrale ce qu'ils estiment être les principes fondateurs de la démocratie en Syrie, ce qui engendre des désaccords et des tensions parmi les opposants au régime. La vision personnelle qu'ils ont d'une Syrie démocratique les amène donc à avoir de la difficulté à s'entendre avec les autres opposants sur une action commune. Par exemple, autour de la question emblématique de la laïcité, des problèmes surgissent. Certains sont favorables à collaborer avec les Frères musulmans, d'autres disent ne jamais pouvoir l'accepter. Certains considèrent que la religion, et tout particulièrement l'islam, est constitutive de l'identité de la nation syrienne et qu'il faudrait inclure ce facteur dans l'élaboration d'une constitution éventuelle, alors que d'autres s'y refusent catégoriquement. Ces tensions contribuent à fractionner idéologiquement une opposition déjà très fragmentée et éparpillée de par le monde et rendent plus difficile une action concertée face au régime. Deuxièmement, l'appel à la démocratie agit parfois chez certaines personnes

comme une *échappatoire*, comme une « solution magique » apte à guérir tous les maux sociaux dont ils estiment que la Syrie est affligée. Ainsi, tous les problèmes pourraient être résolus par l'instauration d'un système démocratique en Syrie, qu'il s'agisse de la question kurde, du statut des anciens dirigeants du régime, du rôle de l'armée en politique, etc. De la même manière, une fois la démocratie instaurée en Syrie, l'islamisme disparaîtrait, puisque celui-ci trouverait sa source dans les iniquités d'un régime autoritaire : en démocratie, avec l'établissement d'une citoyenneté où les droits individuels seraient respectés, l'islamisme perdrait complètement sa raison d'être. Cet enthousiasme gomme souvent les difficultés et les enjeux auxquels font face les sociétés démocratiques, mais aussi les limites inhérentes à leur fonctionnement : les questions d'irrédentismes y perdurent, ainsi que les résistances culturelles à la mondialisation ou encore les débats autour de la place de la religion dans la vie publique. Bref, dans le cas des interviewés antirégime, une certaine idéalisation de la démocratie semble mal préparer à l'action politique voire lui nuire, car elle tend à diviser les opposants sur des questions de principe et elle pousse à aborder de manière vague des problèmes concrets criants.

Parallèlement, l'idéalisation de la démocratie chez les participants prorégime mène à d'autres conséquences. Si un système démocratique leur apparaît, à eux aussi, comme étant désirable, ils jugent toutefois que ce dernier est inaccessible aux Syriens, inapplicable dans leur pays d'origine et qu'aucun acteur politique syrien existant n'est capable de servir de véhicule aux aspirations démocratiques. Dans le chapitre précédent, il a été démontré que c'est à partir de ce constat qu'ils se rangent du côté du régime autoritaire en place. Cependant, cette vision des choses n'est pas sans sa part d'idéalisme : comme plusieurs d'entre eux l'ont affirmé, la démocratie ne devrait pas s'instaurer par une révolution, dans le sang et la violence, mais par la lente éducation des consciences³⁴⁰. La démocratie ainsi comprise serait obligatoirement le fruit du pacifisme et de la civilisation des mœurs, dont elle serait l'apothéose, l'accomplissement politique qui couronnerait l'évolution de la société. La Syrie pourrait donc atteindre la démocratie en éduquant les Syriens à la culture démocratique, ceux-ci ne possédant pas actuellement la « maturité » politique nécessaire pour se diriger eux-mêmes³⁴¹. À cet égard, un participant prorégime blâme une culture arabe millénaire où se perpétuerait mécaniquement l'autoritarisme, tandis qu'un autre accuse une

³⁴⁰ Cette idée qu'il y aurait une exclusion mutuelle entre la violence révolutionnaire et les valeurs démocratiques est pour le moins contestable si l'on considère la place notoire qu'occupent les épisodes de violence dans les révolutions de l'histoire des démocraties modernes comme la Révolution américaine et la Révolution française.

³⁴¹ P17, entrevue le 14 avril 2017.

éducation politique qui aurait été limitée ou inadéquate³⁴². Ainsi, avant qu'un régime démocratique puisse s'enraciner en Syrie, il faudrait transformer la société syrienne, la sensibiliser à plusieurs idées et valeurs démocratiques, à différentes manières de voir le monde et à des modes différents d'interaction avec les autres. En d'autres termes, pour qu'une démocratie s'implante en Syrie, il faudrait qu'il y existe déjà un peuple qui soit d'emblée démocrate. Dans la description qu'ils font d'un changement de régime qui leur serait acceptable, les participants prorégime aspirent tous à une révolution sans bouleversements violents, à un passage sans heurts de l'autoritarisme à la démocratie qui serait présidé par des intellectuels et des hommes de culture, après plusieurs années d'éducation démocratique du peuple. En ce sens, dans le contexte des dernières décennies en Syrie, l'aspiration à une accession directe à un tel régime démocratique, sans passer par une quelconque phase de troubles, semble condamner définitivement leurs espoirs démocratiques à un attentisme permanent.

Il appert donc que l'idéalisation de la démocratie tend à provoquer un blocage politique chez l'ensemble des interviewés : les participants prorégime ne reconnaissent pas leurs idéaux démocratiques dans les opposants syriens qui s'en revendiquent et préfèrent appuyer un régime autoritaire fermé à toute réforme démocratique significative, alors que l'action des personnes antirégime est affaiblie par les divisions qu'amène le débat autour de ces mêmes idéaux. Or, il est possible d'interpréter ce blocage comme une conséquence des difficultés qui accompagnent le retour du politique en Syrie pour des subjectivités politiques marquées par le paradigme de l'autoritarisme.

En effet, depuis 2011, la démocratie n'est plus tout à fait hypothétique pour la Syrie. Elle se pose lors du conflit comme une éventualité concrète : ce qu'une révolution démocratique aboutie signifierait, c'est la *refondation du politique* en Syrie. Le politique, comme l'a écrit Hannah Arendt, c'est agir et parler ensemble dans un espace public qui s'étend entre les hommes pour les relier et où ceux-ci peuvent apparaître et se reconnaître :

La *polis* proprement dite n'est pas la cité en sa localisation physique ; c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent. « Où que vous alliez, vous serez une *polis* » : cette phrase célèbre n'est pas seulement le mot de passe de la colonisation grecque ; elle exprime la

³⁴² P11, entrevue le 29 mars 2017 et P17, entrevue le 14 avril 2017.

conviction que l'action et la parole créent entre les participants un espace qui peut trouver sa localisation juste presque n'importe quand et n'importe où. C'est l'espace du paraître au sens le plus large : l'espace où j'apparais aux autres comme les autres m'apparaissent, où les hommes n'existent pas simplement comme d'autres objets vivants ou inanimés, mais font explicitement leur apparition.³⁴³

Or, l'autoritarisme en Syrie empêche une telle parole et un tel agir collectifs. Le pouvoir confisque l'espace public, tant du côté des débats que du côté de l'action politique citoyenne. Les services de renseignement sont omniprésents et omnipotents, ce qui décourage la prise de parole publique et encourage la méfiance des individus entre eux. Cette stratégie de fractionnement de la société civile afin de bloquer toute contestation organisée du pouvoir n'est pas une idiosyncrasie du cas syrien, loin de là. Il s'agit d'un lieu commun de l'analyse politique des régimes autoritaires :

Montesquieu comprit que la grande caractéristique de la tyrannie est de dépendre de l'isolement — le tyran est isolé de ses sujets, les sujets sont isolés les uns des autres par la peur et la suspicion mutuelles — et qu'ainsi la tyrannie n'est pas une forme de gouvernement parmi d'autres : elle contredit la condition humaine essentielle de pluralité, dialogue et communauté d'action, qui est la condition de toutes les formes d'organisation politique. La tyrannie empêche la puissance de se développer, non seulement dans un secteur particulier du domaine public, mais dans sa totalité ; en d'autres termes elle produit de l'impuissance aussi naturellement que les autres systèmes politiques produisent de la puissance. [Cependant] si la tyrannie est toujours caractérisée par l'impuissance des sujets, qui ont perdu leur faculté humaine d'agir et parler ensemble, elle n'est pas obligatoirement caractérisée par la faiblesse et la stérilité ; au contraire les arts et les métiers peuvent s'y épanouir si le souverain est assez « bienveillant » pour laisser ses sujets tranquilles dans leur isolement.³⁴⁴

Ainsi, il est aisé de reconnaître ces caractéristiques de la tyrannie, et l'effet que celle-ci produit sur les individus, dans les études de la société syrienne et dans les discours des interviewés. Le régime autoritaire syrien tend lui aussi à isoler et à réduire à l'impuissance politique les personnes vivant sous son égide. Cela ne signifie pas que les gens ne cohabitent pas du tout en Syrie, mais qu'ils ne cohabitent pas *politiquement* et que le pouvoir travaille activement à engendrer et à perpétuer cet isolement et cette impuissance politiques. Comme le souligne Arendt, si toutes les activités humaines ne sont pas empêchées, le domaine de l'action politique demeure hors d'atteinte pour les citoyens. Bien sûr, les Syriens se rencontrent et échangent entre eux dans le quotidien, et le font souvent dans une grande ouverture et une grande convivialité, mais pas dans un espace public où ils auraient à *parler et à agir ensemble pour organiser la cité*. Or, ce que les printemps arabes

³⁴³ Hannah ARENDT, *op. cit.*, p. 258.

³⁴⁴ *Ibid.*, p. 263.

portaient comme message et comme ambition, c'est précisément le désir de vivre dans une société plus *politique*, plus *démocratique*, dans laquelle les citoyens retrouveraient avec le départ de l'autocrate leur dignité et leur accession à l'espace public.

Cependant, les individus qui basculent de l'autoritarisme à la démocratie entrent politiquement plus directement en contact que jamais auparavant : le despote et son entourage n'étant plus là pour prendre seuls les décisions, les Syriens auraient désormais la tâche de débattre et de porter des actions politiques *ensemble*. Jusqu'alors isolés et impuissants, les citoyens auraient pour tâche nouvelle de travailler, parfois dans l'accord et parfois dans le désaccord, dans l'édification d'un monde commun. Or, la constitution d'un espace public provoque aussi la mise au jour de la pluralité humaine, un fait fondamental de la condition humaine pour Hannah Arendt, et reconnaître cette pluralité à l'intérieur de la nation syrienne peut être profondément problématique pour plusieurs Syriens.

Pour mieux comprendre en quoi peuvent consister les difficultés qu'entraîne la refondation d'un espace politique et, par suite, la confrontation avec la pluralité révélée de la société syrienne, il est pertinent de se pencher sur la description que le psychanalyste Fethi Benslama fait de la situation tunisienne en 2013. Celui-ci analyse que le départ du dictateur Ben 'Ali et le passage à un système démocratique a provoqué un grand désarroi et une grande angoisse chez plusieurs Tunisiens, véritablement confrontés pour la première fois à leurs concitoyens, sans la figure tutélaire de l'autocrate qui trônerait entre eux, au-dessus de leurs rapports :

Ce qui fut pendant des années occulté, ce qui a été empêché de venir à la perception et à la représentation collectives a subitement commencé à se manifester au grand jour. Un dévoilement continu se produit quotidiennement devant nos yeux ahuris et de ce dévoilement a surgi un immense miroir aux multiples facettes, qui occupe de part en part l'espace public. La possibilité de ce miroir a longtemps été entravée par l'appareil de répression de l'ancien régime. [...] Avec la révolution, le retrait de ce corps imaginaire despotique a fait place à une surface réfléchissante pour les êtres vivant ensemble, et les a confrontés à leurs visages, au paysage de leurs rapports, à son arrière pays. [...] Mais l'émergence subite de ce grand miroir, inaugure aussi une expérience du dévisagement affolante, qui comporte une haute teneur d'angoisse et de crainte. [...] À la peur du tyran, se substitue l'hostilité entre semblables. [...] Plus grave est la flagrance de l'agressivité : diffamations, vœux de mort, non sans passages à l'acte meurtriers, esthétisation de l'horreur, extension de la rubrique du fait divers à l'ensemble de l'actualité ; bref, tout semble concourir à un programme de retour du refoulé et de morcellement du corps social, maintenu jusque là dans une unité factice. Je pourrais pour chacun de ces symptômes de la panique que je viens

d'évoquer, donner des dizaines d'exemples de l'actualité tunisienne, depuis deux années et demie. Mais, je ne vais pas alourdir ce propos par ce que vous savez déjà et qui se trouve dans les archives des médias et des réseaux sociaux, disponible pour une histoire du présent ; présent passionnant et éprouvant en même temps. Il en résulte que le grand miroir politique qui permettrait de s'entre-connaître — et personnellement j'ai plus appris sur les Tunisiens en ce laps de temps que ma vie durant —, diffuse une inquiétante étrangeté qui fait pousser chez beaucoup ce cri de désespoir que nous entendons quotidiennement : est-ce donc cela la Tunisie ? Rendez-nous notre pays d'avant ! [...] Les médias et les réseaux sociaux se donnent à cœur joie de montrer, où que ce soit, les inimités derrière les plus belles façades. Les divisions s'avèrent multiples et imbriquées ; elles sont sociales, économiques, politiques, religieuses. En un mot, le grand miroir politique renvoie les images d'une société tunisienne diffractée, dont l'unité ne va plus de soi. C'est là précisément que réside la reconnaissance de la négativité et de son assomption possible. N'ayant plus de garant, abandonnés à eux-mêmes [*sic*], exposés les uns aux autres, les vivants ensemble doivent prendre en compte leurs antagonismes et dégager les modalités théoriques et pratiques de leur résolution. Le spectre de la guerre civile hante tous les esprits ; le plus grand nombre la redoute, mais certains la souhaitent et s'y préparent.³⁴⁵

Ainsi, en démocratie, la parole publique ne vient plus seulement d'en haut, elle n'est pas dictée par une propagande à la société, mais ce sont les paroles et les idées des citoyens, de la société, qui peuplent l'espace public et qui s'entrechoquent. À l'ordre imposé par l'autocrate succède le désordre de la société. Les décisions politiques ne sont plus décrétées unilatéralement par les bonzes du régime, mais par débattues dans la société et élaborées par des représentants élus. Dans ces conditions, le couvercle autoritaire saute et la société se retrouve désormais face à elle-même, c'est-à-dire face à ses contradictions et ses conflits : le problème du vivre-ensemble qui était en quelque sorte réglé, imposé par la domination du régime, refait surface. En effet, la réalité démocratique, ce n'est pas tout à fait la paix et l'absence de conflit, comme semblent le penser de nombreux participants, mais bien l'institutionnalisation des conflits. La démocratie ne dé-conflictualise pas la société, elle prend en compte les conflits existants³⁴⁶ afin de les gérer. Plutôt que de nier la conflictualité inhérente à toute société, elle bâtit son système sur l'existence, la persistance et l'apparition de différends. Bref, l'unanimité pacifiée (factice) n'est que le propre des États autoritaires suffisamment forts pour s'imposer durablement à leur société.

³⁴⁵ Fethi BENSLAMA, « Au miroir de la révolution », Colloque *Visages, identités et cultures*, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Bibliothèque Nationale, Tunis, 14-15 juin 2013, publié le 8 mai 2014 sur la page Facebook de l'auteur.

³⁴⁶ Comme le dit Michel Foucault en renversant l'illustre formule de Clausewitz, « la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens », dans Michel FOUCAULT, « *Il faut défendre la Société* » : Cours au Collège de France (1975-1976), Paris, Éditions du Seuil — Gallimard, Coll. Hautes études, 1997, p. 16.

À partir des observations que fait Fethi Benslama de la situation tunisienne, il est donc possible d'expliquer les réponses des participants quant à la dynamique des printemps arabes en général et du printemps syrien en particulier. Le psychanalyste rapporte que les Tunisiens ont été heurtés par l'apparition soudaine, dans l'espace public libéré de la présence « occultante » de l'autocrate, d'une multitude de différends mis au jour qui leur renvoyaient l'image d'une société profondément divisée. Dans le cas de la Syrie, un phénomène très similaire peut être retracé dans le discours des personnes interrogées, d'autant plus qu'aux divisions sociales ou politiques communes aux deux pays s'ajoutent de nombreuses divisions ethniques et confessionnelles. De plus, le printemps syrien a sombré dans un conflit armé, dans une guerre civile qui exacerbe au plus haut niveau la panique et le « dévisagement » décrits par Benslama. Ainsi, le conflit syrien n'a pas permis l'instauration d'un système pouvant mener à l'institutionnalisation et la représentation des récriminations et des haines. Le pouvoir autoritaire, monstrueux, s'est affaibli et a reflué pour laisser apparaître une société tout aussi monstrueuse. Les intérêts concurrents et divergents des individus et des groupes ont été brutalement mis à jour, sans qu'aucun mécanisme n'existe vraiment pour arbitrer les conflits. Dans ces circonstances, la conception idéale — parfois irréaliste — de la démocratie décrite ci-dessus comme étant commune à tous les participants a été rudement ébranlée. Chez les interviewés prorégime, l'option démocratique est alors apparue comme étant une menace, la pluralité syrienne ainsi dé-couverte étant trop « tétanisante » pour être tolérable. De son côté, l'opposition a été dès le départ aux prises avec cette pluralité radicale, ayant à composer en son sein avec des subjectivités politiques dont l'expérience demeurerait fortement attachée au paradigme autoritaire : d'où sa grande fragmentation et sa difficulté à arriver à des consensus autour de principes centraux. Enfin, pour tous les interviewés, la mécanique tyrannique décrite par Montesquieu et Hannah Arendt semble avoir bien fonctionné en produisant de l'isolement et de l'impuissance chez les sujets politiques.

Le décalage entre l'idéal démocratique souhaité par tous et la violence de la réalité décrite par tous s'est ainsi avéré trop béant pour ne pas provoquer un mouvement de recul chez l'ensemble des participants. En particulier, les communautés ethnoconfessionnelles se sont retrouvées face à face pour la première fois depuis plusieurs décennies, renvoyant un miroir effrayant de la société syrienne aux membres de la diaspora. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater dans le discours des interviewés la montée d'inquiétudes de nature communautaire.

4.3 Les communautés entre les individus et l'État : avant tout une question de sécurité

Tel qu'indiqué précédemment, l'ensemble des 17 participants soutiennent qu'il existait en Syrie, lorsqu'ils y habitaient, un *modus vivendi* entre les différentes communautés confessionnelles. En fait, l'appartenance à une communauté spécifique ne semblait pas particulièrement compter dans la vie de tous les jours. Horrifiés par le déchaînement de la violence lors du conflit, qui souvent prend un visage sectaire, ils insistent sur le fait que ce qu'ils voient en Syrie ne représente pas ce qu'ils ont vécu, qu'ils peinent désormais à reconnaître le peuple syrien tel qu'ils le connaissent, tel qu'ils l'ont connu. Cependant, il ressort des discours des interviewés que la cohabitation sociale qu'ils évoquent, qui se fait au quotidien, à l'école, au marché, etc., n'est pas tout à fait une cohabitation *politique*. Ainsi, les personnes interrogées prorégime craignent toutes la possible arrivée des Sunnites au pouvoir en Syrie ; largement issues de minorités confessionnelles, elles se méfient de toutes les incarnations de l'islam politique et la prise du pouvoir par la majorité sunnite qui voudra, pensent-ils, imposer sa loi (la *shari'a*) sur l'ensemble de la société. De leur côté, les individus antirégime sont conscients que la force des appartenances communautaires est un obstacle de taille à la constitution du système démocratique qu'ils souhaitent voir instaurer en Syrie. En effet, le fameux slogan de la révolution : « Le peuple syrien est un, un, un ! » vise dès les premières manifestations à subsumer les clivages identitaires au sein d'un corps politique national fondé sur la citoyenneté. La question de la possible ou de l'impossible cohabitation politique entre les communautés confessionnelles syriennes est donc jugée très importante par tous les interviewés.

Et pour cause. Car pour les participants issus de minorités confessionnelles, peu importe leur positionnement politique, la question des relations communautaires avec le pouvoir est souvent très sensible parce que perçue comme étant directement *vitale*. Il s'agit pour ces individus du risque d'être *persécutés pour ce qu'ils sont* sur leur terre natale, eux — s'ils contemplent un retour — mais surtout leur famille, leurs proches qui sont restés en Syrie. Un régime islamique leur est tout simplement inacceptable *existentiellement*, comme il l'est d'ailleurs *politiquement* pour l'ensemble des interviewés. Pour les participants prorégime, cela signifie aussi que l'instauration d'un système démocratique, dans le contexte et avec l'avancement des consciences, est trop hasardeuse : ils ne font pas confiance à la majorité sunnite dans une démarche constitutionnelle ou électorale. Les individus antirégime pensent pour la plupart qu'il est possible aux Syriens de dépasser les réflexes communautaires dans l'arène politique, mais qu'il faudra installer des garanties institutionnelles solides pour que la nation démocratique nouvellement fondée sur la citoyenneté fonctionne sans

accrocs. C'est précisément la nécessité d'organiser ces garde-fous qui expliquent leurs divisions évoquées ci-dessus autour de la place des islamistes au sein de l'opposition en exil et lors d'élections éventuelles.

Or, il est possible de faire le lien entre le poids des soucis communautaires chez les participants et la subjectivation politique telle qu'elle a pu être exercée sous l'État autoritaire syrien et dans sa société.

Tout d'abord, les relations entre l'État et la société en Syrie ont historiquement perpétué, en la reconfigurant, la force des appartenances communautaires. L'Empire ottoman institutionnalise en quelque sorte l'autonomie juridique et politique des entités confessionnelles et se révèle incapable, par ses réformes, de faire reculer les structures communautaires : « [l'individu] sera toujours pris en compte en fonction du groupe confessionnel auquel il appartient et la communauté aura toujours plus tendance à se définir en tant que peuple au sens politique du terme³⁴⁷ ». Le mandat français (1920-1946) n'est pas non plus propice à l'affaiblissement des identités communautaires :

En effet, les instances communautaires ont bénéficié de la politique mandataire qui leur a permis de renforcer leur pouvoir politique et juridique sur chaque communauté et d'occuper le champ public grâce à la reconnaissance des juridictions religieuses en matière de statut personnel et de *waqf* et grâce à la représentation politique communautaire ouverte ou de fait. Ainsi, « confrontées au modèle européen de l'État-nation moderne [...] qui aurait exigé normalement leur affaiblissement, voire leur disparition, les communautés saisissent l'occasion historique de leur sortie de l'Empire ottoman pour occuper le champ public. [...] En concurrence dans cet espace [...], chacune d'entre elles cherche à s'assurer le meilleur accès au pouvoir politique, c'est pourquoi les chefs religieux et les chefs politiques à l'unisson s'emploient à contrer les libertés individuelles qui pourraient affaiblir le groupe communautaire. Et ce faisant, à vider de son sens le modèle d'État moderne qui leur est appliqué ». ³⁴⁸

Le nationalisme arabe postcolonial condamne pour sa part toutes les loyautés communautaires infranationales, tout en bloquant l'émergence d'un État véritablement moderne : le discours politique du nationalisme arabe, dominant en Syrie à partir de 1946, nie ainsi la réalité de la

³⁴⁷ Henry LAURENS, *op. cit.*, p. 67.

³⁴⁸ Nadine MÉOUCHY, extrait de « La réforme des juridictions religieuses en Syrie et au Liban (1921-1939) : raisons de la puissance mandataire et raisons des communautés », dans P.-J. Luizard (dir.), *Le choc colonial et l'islam. Les politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'islam*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 377-380 dans *Id.*, « État et société dans la Syrie d'aujourd'hui. Une histoire d'impensés et d'impasses », dans Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Édition Roma Tre-Press, 2016, p. 159.

fragmentation sociale héritée des États ottoman et mandataire, tout en étant progressivement récupéré au profit du nouvel État autoritaire, capturé dans les faits par le clan alaouite des Assad. Il est donc possible de constater, avec l'historienne Nadine Méouchy, qu'en Syrie :

[...] l'État moderne est bien un impensé ainsi que la modernité politique qui lui est associée. Le temps national des minorités exclut la modernité politique et celui des nationalistes arabes la réalité sociale. Avec l'arrivée des Assad au pouvoir les deux exclusions sont associées pour construire la dictature. L'État syrien devient un appareil exclusivement sécuritaire dont le fonctionnement renforce les impasses des périodes précédentes.³⁴⁹

Ensuite, le régime al-Assad, établi par un coup d'État en 1970, manque de légitimité pour imposer l'ordre républicain et laïc qu'il professe officiellement³⁵⁰. Il cherche donc à acheter l'obéissance des dominés à travers l'octroi de « cadeaux » qui apparaissent alors comme des dons du président, signe de sa bonne foi, de sa sollicitude et de sa magnanimité. Il compose ainsi — dans la sphère religieuse comme dans les autres sphères de la vie socioéconomique, des institutions — avec des communautés, des élites religieuses existantes, jouissant d'une forte légitimité sociale, qu'il s'attache à coopter, clientéliser ou exclure tour à tour. En ce sens, le régime syrien — comme de nombreux autres États du monde arabe — possède les doubles caractéristiques, dans son mode de gouvernamentalité, de l'État moderne *et* de l'État sultanien. C'est ce que le juriste Ali Mezghani nomme *L'État inachevé* dans son ouvrage homonyme :

L'État qui est le nôtre ne réussit pas à clarifier son être, son statut. Il voudrait appartenir à deux mondes, à deux temporalités. Un être actuel, moderne, mais sans pour autant renoncer à son essence, à son originelle identité. C'est en cela qu'il est boiteux, ne tenant pas droit. État funambule, sur le fil, sans la dextérité de l'acrobate, incertain dans sa démarche, inconscient du vide qui est déjà le sien. C'est aussi parce qu'il n'a pas su, ou pu, choisir qu'il est inachevé, incomplet, imparfait.³⁵¹

Cet État arabe postcolonial aurait donc manqué à son destin de moderniser la nation, qui était sa raison d'être idéologique. Sans légitimité populaire, il n'a pu appliquer son programme modernisateur et ses dirigeants se sont enlisés dans l'exercice du pouvoir, alliant cooptation et

³⁴⁹ *Ibid.*, p. 156.

³⁵⁰ Il est d'ailleurs possible de comprendre le « mouvement correctif » que lance Hafez al-Assad à son arrivée au pouvoir comme étant le retour du balancier du réalisme politique sur les possibilités réelles de l'État syrien, par rapport aux ambitions des régimes baathistes précédents, très idéologiques, qui cherchaient à transformer la société et fonder un « nouvel homme arabe » dans une perspective socialiste triomphale et quelque peu totalitaire.

³⁵¹ MEZGHANI, Ali, *L'État inachevé. La question du droit dans les pays arabes*, Paris, NRF — Éditions Gallimard, 2011, p. 25.

répression, dans le seul souci de préserver leur place au sommet de la pyramide sociale. Cela signifie, entre autres, que l'État fait constamment des compromis avec les éléments traditionnels de sa société. Comme le soutient l'auteur :

L'État passif qui est le nôtre est un frein au progrès de la société et un obstacle à sa démocratisation. Sans charisme, sans projet, sans légitimité historique, dépourvu de légitimité populaire, il est tourné vers le passé. Il ne fait que caresser la société en la nourrissant de tradition, le plus souvent assimilée par l'un comme par l'autre à l'islam. À défaut d'être populaire, l'État se fait populiste. Et le déficit démocratique que tout le monde décrit dans les pays arabes n'est pas seulement à rechercher à la surface : il gît dans les profondeurs de la société.³⁵²

Et plus loin :

En renonçant à sa fonction de guidance politique, dont la pédagogie est une part importante, l'État, sous prétexte de ne pas heurter la société, est prisonnier de son passé, du legs historique. Et la société, schizophrène. [...] À défaut de légitimité démocratique, à défaut de mobilisation populaire, il faut mettre en sommeil le corps social. La légitimité n'est plus à retrouver dans un projet d'avenir, mais dans la préservation du passé.³⁵³

Il est possible de reconnaître le régime syrien dans ce portrait dressé par Mezghani. Tout d'abord dans son refus de légiférer en matière de statut personnel, un champ juridique laissé aux autorités religieuses des différentes communautés confessionnelles. Mais aussi, par exemple, dans le parrainage des fameux « Instituts Hafez al-Assad pour la mémorisation du noble Coran », dans les relations de cooptation et de sous-traitance que le régime entretient avec les oulémas jugés suffisamment loyaux³⁵⁴ et dans l'assouplissement des lois sur le port du voile islamique à l'école sous Bashar al-Assad. L'État syrien sous les Assad s'avère incapable de bâtir un État national fort ; son pouvoir est trop fragile pour imposer une véritable unité nationale, il n'a pas les moyens de son ambition. Cette faiblesse de la légitimité du pouvoir central et le type sultanien de gouvernamentalité qui en découle avivent dans les faits tous les types de divisions, dont les fractures confessionnelles.

³⁵² *Ibid.*, p. 154.

³⁵³ *Ibid.*, pp. 189-190.

³⁵⁴ Thomas PIERRET, *Baas et islam en Syrie : la dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Proche Orient, 2011, p. 93.

De plus, le régime syrien est caractérisé par une certaine imprévisibilité de l'exercice de la puissance étatique³⁵⁵ qui renforce les structures traditionnelles de solidarité. En effet, du plus petit fonctionnaire jusqu'au sommet du pouvoir, la corruption et les intérêts personnels font constamment peser le poids de l'arbitraire : un règlement peut toujours être renversé, une loi ignorée par tous peut soudainement être invoquée pour favoriser un cousin ou un ami au détriment d'un inconnu. En cela, l'expérience que les Syriens ont de l'État ressemble très peu de l'idéal-type wébérien du pouvoir rationnel-légal (bureaucratique). Comme le pouvoir (fonctionnariat, police, services de renseignement) est potentiellement hostile, un individu seul est à la merci de cet État, soumis aux caprices de ses représentants. Cette situation renforce l'importance des réseaux traditionnels de solidarité — organisés en cercles concentriques autour de l'unité familiale pour atteindre le quartier, la ville, la région — qui s'ancrent généralement dans une confession commune. Cela ne signifie nullement qu'il existerait des consciences confessionnelles réifiées, monolithiques, qui fonderaient une solidarité automatique entre les membres de cette confession à travers la Syrie, mais bien que les groupes de solidarité existants se structurent souvent autour d'une base confessionnelle. Par exemple, le géographe Fabrice Balanche explique bien l'importance que peut prendre le facteur communautaire — au sein de ce contexte de méfiance envers l'État — dans le jeu complexe de la constitution des réseaux d'affaires entre les nouveaux entrepreneurs alaouites, d'une part, et la bourgeoisie traditionnelle chrétienne et sunnite d'autre part :

Dans le monde méditerranéen, la culture d'entreprise repose sur un trépied : la famille élargie, une tradition marchande séculaire, la crainte viscérale de l'État. L'absence de protection juridique crée des obstacles à la mobilisation de fonds en dehors du cercle restreint de la famille et des relations proches : les entrepreneurs qui bénéficient des plus grandes facilités de crédit ne sont pas ceux qui ont les projets les plus crédibles, mais ceux dont la réputation familiale de probité est la plus solide. Ainsi, la bourgeoisie traditionnelle syrienne, même si elle a été mise à mal par les nationalisations et la réforme agraire, dispose grâce à son capital social d'un potentiel économique plus important que celui des entrepreneurs issus des classes populaires ou de la nouvelle bourgeoisie. L'appartenance à une communauté considérée comme hérétique par l'islam sunnite est un deuxième handicap pour les entrepreneurs : la différence religieuse renforce la méfiance envers les nouveaux venus. La plupart des sunnites considèrent les alaouites comme des athées ou des impies (*kâfirîn*) et ne se fient pas à eux ; ils craignent également de s'associer avec des personnes susceptibles d'entretenir des liens étroits avec les services de sécurité. Ces difficultés valent aussi dans le domaine du travail, car, le nombre d'entrepreneurs alaouites restant faible, les demandeurs d'emploi issus de la communauté se heurtent à l'ostracisme des

³⁵⁵ Teije Hidde DONKER, « Enduring Ambiguity: Sunni Community-Syrian Regime Dynamics », *Mediterranean Politics*, Vol. 5, No. 3, 2010, p. 440.

entrepreneurs sunnites et chrétiens. Troisième obstacle, enfin, l'endogamie communautaire freine l'accès des alaouites au monde des entrepreneurs, à la différence notable des chrétiens et des sunnites d'origine rurale, qui peuvent s'introduire dans les réseaux citadins par le biais des alliances matrimoniales ou grâce à l'intervention des autorités religieuses. Hafez al-Assad, qui voulait encourager l'intégration des alaouites dans le monde des affaires et susciter la formation d'une couche d'entrepreneurs alaouites, avait promu les mariages entre les membres de sa *'asabiyya* et ceux de l'oligarchie sunnito-chrétienne. Mais seules quelques familles de cette dernière, en situation de déclassement économique, ont accepté pareille mésalliance, dans l'espoir de tirer quelque bénéfice de ce rapprochement avec l'État. Le mépris religieux et la crainte d'un retournement de la situation politique n'incitent d'ailleurs pas les grandes familles chrétiennes et sunnites à unir leur destin à celui de la *'asabiyya* au pouvoir, à moins qu'elles ne soient déjà trop compromises avec elle dans des affaires politico-financières.³⁵⁶

Un autre exemple est la manière dont se sont formées les milices lors du conflit syrien : quelques jeunes hommes du même village ou du même quartier — partageant le plus souvent *de facto* la même confession — se rassemblent pour trouver du financement, s'armer et lutter contre ou avec le régime. Provenant généralement de la classe sunnite pauvre, leurs groupes adoptent presque systématiquement des dénominations nettement confessionnelles³⁵⁷. Il est d'ailleurs aisé de concevoir que plus la situation est menaçante, dangereuse, plus les gens ont tendance à se replier sur un groupe uni, fermé, qui est jugé sûr³⁵⁸. Or, l'État autoritaire syrien fait figure de station mitoyenne entre l'État de droit et l'anarchie de la guerre civile : de par le risque toujours présent de l'arbitraire de ses représentants, il a en quelque sorte « gardé au chaud » les réseaux de solidarité communautaires qui ont révélé la force de leur influence lors de la montée de la guerre civile.

Enfin, c'est dans ce sens que Michel Seurat décrit dans ses travaux sur la Syrie une société et un État traversés par des *'asabiyyât* au point où il est permis de douter de l'existence d'un *État* et d'une *société*, dans le sens entendu par les politologues occidentaux. Même si le régime syrien se veut un État fort, voire totalitaire, le pouvoir s'exerce surtout selon une logique de *bande* ou de *meute*, fondée sur des allégeances personnelles³⁵⁹. La société, quant à elle, consiste en fait en une

³⁵⁶ Fabrice BALANCHE, « Le cadre alaouite I. Alaouites : une secte au pouvoir », *Outre-Terre*, Vol. 2, No. 14, 2006, pp. 82-83.

³⁵⁷ François BURGAT et Romain CAILLET, « Une guérilla « islamiste » ? Les composantes idéologiques de la révolte armée », dans François BURGAT et Bruno PAOLI, *op. cit.* p. 66.

³⁵⁸ À cet égard, Hamit Bozarslan observe ce repli sur les réseaux familiaux, claniques, tribaux, confessionnels, de quartier, etc., bref sur des cercles sûrs, où les personnes peuvent se réfugier face à la violence ambiante. Il ajoute que la confession ou la tribu devient le seul cadre de référence — plutôt qu'un parmi d'autres — seulement si elle possède un pouvoir de protection permettant de vivre en sécurité et de vivre socioéconomiquement. Voir Hamit BOZARSLAN, *op. cit.*, pp. 218-223.

³⁵⁹ Michel SEURAT, *op. cit.*, pp. 4 et 41.

superposition de communautés vivant ensemble dans une « guerre » perpétuelle, dans une compétition silencieuse pour l'acquisition du pouvoir politique, économique ou social. Sous les grands discours idéologiques, les communautés confessionnelles apparaissent dès lors comme de véritables partis politiques, blocs visant la conquête du pouvoir :

D'aucuns, en Syrie, entreprennent fort judicieusement de démonter le mécanisme d'un système politique dans lequel tout le jeu consiste à conserver sa propre cohésion confessionnelle, en faisant en sorte que l'autre la perde sous l'emprise d'une idéologie de construction nationale. La « majorité » est à ce jeu-là toujours perdante, par définition pourrait-on dire. La *tâ'ifa* (confession) fonctionne ainsi tel un parti politique, comme un instrument de conquête du pouvoir. Voilà une perception du religieux et du politique qui apparaîtra d'une valeur heuristique au moins aussi sûre que la thèse qui les lie à l'économie, dans une chaîne immuable de détermination.³⁶⁰

Aux relations entre l'État et la société, il faut donc ajouter la lutte perpétuelle entre *'asabiyyât*, qui vient miner l'existence même d'un État moderne en Syrie et renforcer les communautés confessionnelles comme corps politique alternatif à la nation. Le risque de déloger la *'asabiyya* au pouvoir en Syrie serait ainsi de la voir remplacée par une nouvelle, dans un cycle de domination sans fin.

Dans les circonstances du conflit, avec l'importance que les communautés confessionnelles occupent dans la société syrienne contemporaine, il appert que les participants prorégime issus des minorités confessionnelles désirent le retour d'un pouvoir fort, c'est-à-dire capable d'imposer un ordre suffisamment solide pour garantir la protection de leur vie et celles de leurs proches, de leur entourage. Pour plusieurs d'entre eux, l'instauration d'une démocratie dans ce contexte signifierait surtout le passage de la domination d'une *'asabiyya* alaouite sympathique à leurs intérêts à une *'asabiyya* sunnite qui leur serait potentiellement hostile. L'incertitude d'une cohabitation *politique* entre les communautés apparaît comme trop grande, la majorité sunnite risquant d'écraser toutes les autres communautés sous son poids démographique et d'entraîner la prise du pouvoir par un gouvernement islamiste. Les assurances des groupes de l'opposition de leur reconnaissance du caractère pluriel de la Syrie ne leur semblent pas convaincantes, d'autant plus que cette opposition est le fruit d'une alliance avec les Frères musulmans et que son financement provient largement des monarchies du Golfe. C'est ainsi que, dans le contexte, ils effectuent un raisonnement similaire à celui de Hobbes et renoncent à leur idéal démocratique pour désirer l'institution, à nouveau, d'un

³⁶⁰ *Ibid.*, p. 118.

pouvoir fort, d'un Léviathan, pour mettre fin à la guerre civile et imposer un ordre qui ne leur serait pas défavorable. Le risque étant ici de voir la reproduction de la situation décrite ci-dessus, où le pouvoir, ne fondant sa souveraineté que sur la peur, manque de légitimité pour transformer la société et finit *volens nolens* par consolider, par cette peur même qu'il excrète, les identités confessionnelles³⁶¹.

Briser ce cycle de la peur et des replis communautaires est précisément ce que les participants antirégime souhaitent accomplir : ils veulent dépasser cette incertitude communautaire en misant sur une identité nationale syrienne qui fonderait des institutions démocratiques aptes à gérer de manière juste les conflits entre individus, mais aussi entre communautés. Ce projet a la vie dure dans la région, puisque les expériences libanaise et irakienne semblent plus souligner les limites de la démocratie que ses vertus pacificatrices, mais pour les interviewés antirégime il s'agit là de la seule solution qui pourrait régler à long terme le problème communautaire.

En somme, il est certain que tous les participants partagent des aspirations démocratiques et que la puissance des identités communautaires est probablement l'obstacle le plus important à la fondation d'un corps politique national permettant l'émergence d'une citoyenneté démocratique tant désirée.

4.4 Conclusion : le discours des participants à l'aune du politique tel qu'il s'incarne en Syrie

L'analyse initiale des résultats s'est enrichie par l'adoption de l'angle de la subjectivation politique, c'est-à-dire l'expérience que les participants ont eue du politique — en particulier les relations avec l'État — en Syrie. C'est ainsi qu'il est possible d'effectuer un retour sur la littérature scientifique pertinente afin de relier certains éléments des déclarations des participants avec des caractéristiques du régime syrien et de sa société. Chacune des trois grilles de lecture a donc été analysée à l'aide de cette approche. Tout d'abord, en lien avec la grille de lecture de l'ingérence de puissances étrangères, la mésestimation des limites de l'action politique par beaucoup de participants est présentée comme une conséquence d'un pouvoir politique autoritaire particulièrement opaque, déformant la notion d'action politique et troublant la compréhension des dynamiques politiques

³⁶¹ Ce qui va à l'encontre de la vision de Hobbes selon l'analyse qu'en fait Michel Foucault. Voir Michel FOUCAULT, *op. cit.*, pp. 75-100.

démocratiques. Ensuite, en lien avec la grille de lecture de la dynamique révolutionnaire des printemps arabes, la tendance des participants à idéaliser la démocratie, à percevoir le système démocratique comme un espace pacifié plutôt que bâti sur l'institutionnalisation des conflits, peut s'expliquer par l'illusion produite par le pouvoir autoritaire d'un corps politique national parfaitement uni. Enfin, en lien avec la grille de lecture des loyautés communautaires, l'importance accordée au facteur communautaire dans le discours de l'ensemble des interviewés est comprise comme étant le résultat d'interactions entre l'État syrien et sa société qui perpétuent et renforcent, de différentes manières, les appartenances communautaires. Le recours au concept de subjectivation politique a donc permis de mieux comprendre les déclarations des individus interrogés en approfondissant l'articulation entre les propos recueillis sur les trois grilles de lecture du conflit syrien et la façon dont s'y traduit le positionnement politique.

CONCLUSION

Hafez al-Assad prend le pouvoir en 1970. Laissant derrière lui la gouvernance très idéologique du Ba'th depuis 1963, il impose à la Syrie un régime autoritaire plus pragmatique : domination des *mukhabarât*, ouverture économique limitée, cooptation et clientélisation des acteurs sociaux, etc. Bashar al-Assad succède à son père en 2000. Il libéralise l'économie syrienne pour la confier à des magnats de confiance en abandonnant progressivement le filet social et en ne permettant pas d'ouverture politique significative. En mars 2011, des manifestations commencent à se multiplier à travers le pays dans la foulée des printemps arabes de Tunisie et d'Égypte pour prendre au cours de l'année des dimensions inquiétantes pour le pouvoir en place. La situation dégénère graduellement en conflit armé, qui est à la fois une guerre civile, une guerre par procuration et une guerre confessionnelle. Ainsi, trois grilles de lectures du conflit se croisent et se chevauchent : *la dynamique révolutionnaire des printemps arabes*, selon laquelle le conflit — du moins au départ — oppose un peuple revendiquant plus de liberté et de dignité à un régime autoritaire qui s'agrippe au pouvoir ; *l'ingérence de puissances étrangères*, qui stipule que la Syrie serait la victime de la lutte d'intérêts régionaux et internationaux visant à la détruire ; *les loyautés communautaires*, où les clivages politiques et militaires dans le conflit recoupent les divisions ethnoconfessionnelles de la société syrienne.

Face à ce conflit, des membres de la diaspora syrienne à travers le monde s'impliquent de différentes manières. C'est aussi le cas au sein de la communauté syrienne de Montréal, la plus ancienne au Canada. Des entretiens effectués avec 17 de ses membres impliqués révèlent que l'articulation entre les trois grilles de lecture du conflit syrien diffère selon le positionnement politique des individus (prorégime et antirégime). Tout d'abord, les participants prorégime estiment que les manifestations ne sont qu'un leurre cachant les actions d'agents étrangers et de terroristes dont l'objectif était de déstabiliser le pays pour le rendre vulnérable aux ambitions de leurs patrons étrangers. L'ingérence étrangère est donc présente depuis le tout début du conflit et le caractérise aussi dans son ensemble : la guerre civile est causée (entre autres) par l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, les États-Unis et Israël, qui auraient élaboré des plans, bien avant 2011, pour détruire la Syrie afin d'y faire régner leurs différents intérêts particuliers. Ces pays appuieraient des islamistes et des jihadistes dans le but de renverser le régime ba'thiste pour le remplacer par un pouvoir sunnite, ce qui est inacceptable aux interviewés prorégime, issus largement des minorités confessionnelles.

De leur côté, les participants antirégime sont convaincus que les manifestations étaient spontanées et pacifiques : pour eux, elles représentent la capacité du peuple syrien à se soulever enfin contre son oppresseur. Ils accusent le régime d'avoir provoqué, par la violence de la répression, la militarisation du conflit et l'intervention subséquente de pays étrangers, dont ils déplorent l'opportunisme. Désirant établir un système démocratique en Syrie, ils prennent acte des divisions communautaires qui traversent la société syrienne, mais pensent que celles-ci doivent être — et peuvent être — dépassées dans une identité citoyenne qui constituerait la seule véritable porte de sortie permanente à la guerre civile. Tous les participants, peu importe leur positionnement politique, sont dégoûtés devant les horreurs du conflit, compatissants avec les Syriens qui en sont victimes. Ni les interviewés prorégime, ni les individus antirégime ne perçoivent de fin proche à la guerre ni de retour à la vie normale pour les Syriens au cours des années à venir. C'est en ce sens qu'ils sont « condamnés à l'espoir », selon une personne interrogée : l'absence de solution politique viable promet la perpétuation de la souffrance du peuple syrien, mais tous les participants rencontrés refusent de s'abandonner complètement au désespoir. Tout en ne voyant pas de porte de sortie, ils continuent tout de même à espérer, faisant souvent preuve d'une résilience impressionnante.

Enfin, l'analyse des résultats des entrevues démontre comment la subjectivation politique que les personnes interrogées ont vécue en Syrie influence leurs réponses en établissant un lien entre certaines déclarations des participants et des caractéristiques du régime autoritaire syrien. Les interviewés ont ainsi tendance à mésestimer les limites de l'action politique, une conséquence probable d'avoir vécu sous un pouvoir particulièrement opaque qui manipule les informations qu'il diffuse et répand une vision anti-impérialiste exacerbée qui déforme l'analyse des dynamiques politiques des démocraties occidentales. Parallèlement, tous les individus interrogés idéalisent la vie démocratique, ce qui a pour effet de créer un blocage face à l'imperfection de la réalité : les participants prorégime se refusent à une révolution violente, les personnes antirégime peinent parfois à compromettre leurs idéaux au sein d'une opposition plus large et tous ont un mouvement de recul devant la société monstrueuse que révèle l'affaiblissement de l'autocrate, c'est-à-dire devant la difficulté que représenterait la refondation d'un espace politique commun à tous les Syriens. De plus, plusieurs déclarations des participants sont teintées par l'appartenance à une communauté confessionnelle, l'importance de celle-ci pouvant être mieux comprise avec un retour sur les relations historiques complexes entre l'État (ottoman, mandataire, postcolonial et autoritaire) et les populations en Syrie.

Cette analyse met en évidence le poids de la subjectivation politique des participants dans leurs réponses. En effet, ces dernières ne sont pas uniquement influencées par la connaissance qu'ils ont du pays, mais aussi par les événements qu'ils ont vécus, par ce qu'ils ont vu et ressenti, par les commentaires des autres : ainsi, il ne s'agit pas seulement d'informations extérieures qui viennent renseigner leurs prises de position (dans une division sujet-objet d'une netteté illusoire), mais cette expérience fait partie de leur être même, elle les a transformés, elle a joué un rôle dans leur subjectivation politique. *On ne naît pas Syrien, on le devient*, pourrait-on dire. Les participants sont *devenus* Syriens avant de partir de la Syrie. Et leurs réponses sont teintées par ce *devenir Syrien*. Sous ses prises de position, sous ses analyses et sous son argumentaire, celui qui parle a une identité politique qui a été formée par son expérience en Syrie qui guide en amont sa vision du monde et ses opinions politiques. Cet angle d'approche de la subjectivation politique ouvre donc de nouvelles avenues de recherche intéressantes pour mieux comprendre les dynamiques politiques au Moyen-Orient, les comportements de leurs élites et de leurs populations, ainsi que les agissements de leurs diasporas.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et chapitres d'ouvrages collectifs

ABU-LABAN, Baha, *La présence arabe au Canada*, Ottawa, Édition le Cercle du Livre de France conjointement avec la Division du multiculturalisme, 1981.

AJAMI, Fouad, *The Syrian Rebellion*, Coll. Hoover Institution Press Publication, No. 624, Stanford (California), Hoover Institution Press, Stanford University, 2012.

ARENDT, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket, 2002.

AOUN, Sami, *Après le choc. Moyen-Orient : incertitudes, violences et espoirs*, Sherbrooke, Éditions de l'Université de Sherbrooke, 2009.

AOUN, Sami, *La rupture libérale. Comprendre la fin des utopies en Islam*, Montréal, Éditions Athéna, 2016.

ASAL, Houda, « La construction d'identités collectives en contexte migratoire : le cas du groupe arabe au Canada », dans Olivier Lazzarotti *et al.*, *L'identité entre ineffable et effroyable*, Armand Colin, Coll. « Recherches », 2011, pp. 136-146.

ASAL, Houda, *Se dire Arabe au Canada : Un siècle d'histoire migratoire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, Coll. Pluralismes, 2016.

BACZKO Adam, Gilles DORRONSORO et Arthur QUESNAY, *Syrie: anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016.

BATATU, Hanna, *Syria's Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables and Their Politics*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1999.

BELHADJ, Souhaïl, *La Syrie de Bashar al-Assad : Anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013.

BOZARSLAN, Hamit, *Le luxe et la violence. Domination et contestation chez Ibn Khaldûn*, Paris, CNRS éditions, 2014.

BOZARSLAN, Hamit, *Révolution et état de violence : Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS éditions, 2015.

BOZZO, Anna et Pierre-Jean LUIZARD (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles. La place de l'islam dans les 'transitions' arabes*, Actes du Colloque, Paris, mars 2014, Édition Roma Tre-Press, 2015.

BOZZO, Anna et Pierre-Jean LUIZARD (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Édition Roma Tre-Press, 2016.

BURGAT, François et Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie : les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte, 2013.

- BURGAT, François, « La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014) », dans Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD, *Actes du colloque « Les transitions arabes »*, 2014 (À paraître).
- ÇAMAK, Cenap et Murat USTAOĞLU, *Post-Conflict Syrian State and Nation Building*, New York, Palgrave MacMillan, 2015.
- CHEDDADI, Abdesselam, *Actualité d'Ibn Khaldûn : conférences et entretiens*, Témara, Maison des arts, des sciences et des lettres, Coll. « Bibliothèque Ibn Khaldûn », 2006.
- CORM, Georges, *Pour une lecture profane des conflits : Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, Paris, Éditions La Découverte, 2012.
- DABASHI, Hamid, *The Arab Spring: The End of Postcolonialism*, Londres, Zed Books, 2012.
- DONATI, Caroline, *L'exception syrienne : Entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2009.
- DROZ-VINCENT, Philippe, *Moyen Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Proche Orient, 2004.
- FILIU, Jean-Pierre, *Le nouveau Moyen-Orient: les peuples à l'heure de la Révolution syrienne*, Paris, Fayard, 2013.
- FOUCAULT, Michel, « *Il faut défendre la Société* » : Cours au Collège de France (1975-1976), Paris, Éditions du Seuil — Gallimard, Coll. Hautes études, 1997.
- GOLDSMITH, Leon T., *Cycle of Fear. Syria's Alawites in War and Peace*, Londres, Hurst & Company, 2015.
- GUINGAMP, Pierre, *Hafez El Assad et le parti Baath en Syrie*, Paris ; Montréal, L'Harmattan, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, 1996.
- HADDAD, Bassam, *Business Networks in Syria. The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, California, Stanford University Press, 2012.
- HINNEBUSCH, Raymond A., *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria: Army, Party and Peasant*, Boulder, Colo., Westview Press, Westview Special Studies on the Middle-East, 1990.
- HINNEBUSCH, Raymond A., *Syria: Revolution from Above*, Londres, New York, Routledge, 2001.
- HOKAYEM, Emile, *Syria's Uprising and the Fracturing of the Levant*, Coll. Adelphi Series, Routledge, 2013.
- HOPWOOD, Derek, *Syria 1945-1986: Politics and Society*, Londres, Unwin Hyman, 1988.

- KAMINSKY, Catherine, *La Syrie politiques et stratégies : de 1966 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Politique d'aujourd'hui, 1987.
- KHATIB, Line, *Islamic Revivalism in Syria: the Rise and Fall of Ba'thist Secularism*, Londres ; New York, Routledge, Routledge Studies in Political Islam, 2011.
- KHATIB, Line, (dir.), *State and Islam in Baathist Syria: Confrontation or Co-optation?*, Fife, Écosse, University of St Andrews Centre for Syrian Studies, St Andrews Papers on Contemporary Syria, 2012.
- KHOURY, Philip S., *Urban Notables and Arab Nationalism: The Politics of Damascus, 1860-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, Cambridge Middle East library, 2003.
- KERR, Michael et Craig LARKIN (éd.), *The Alawis of Syria: War, Faith and Politics in the Levant*, Londres, Hurst & Company, 2015.
- KING, Stephen J., *The New Authoritarianism in the Middle East and North Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2009.
- LAURENS, Henry, *L'Orient arabe : Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, Armand Collin, deuxième édition, 2000.
- LAWSON, Fred H. (ed.), *Demystifying Syria*, Londres, SAQI Books, London Middle East Institute in association with School of African Studies, 2009.
- LAWSON, Fred H., *Global Security Watch — Syria*, Santa Barbara, California, Praeger, 2013.
- LEFÈVRE, Raphaël, *Ashes of Hama: The Perilous History of Syria's Muslim Brotherhood*, London, Hurst, 2013.
- MAJED, Ziad, *Syrie, la révolution orpheline*, Arles, Sinbad/Actes Sud, Coll. La Bibliothèque arabe, 2014.
- MARTINEZ-GROS, Gabriel, *Brève histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent*, Paris, Seuil, 2014.
- MEZGHANI, Ali, *L'État inachevé. La question du droit dans les pays arabes*, Paris, NRF — Éditions Gallimard, 2011.
- MIKAÏL, Barah, *Une nécessaire relecture du « Printemps arabe »*, Paris, Éditions du Cygne, 2012.
- NASSAR, Nassif, *La pensée réaliste d'Ibn Khaldûn*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Dib », 1997.
- NIBLOCK, Tim et Emma MURPHY (dir.), *Economic and Political Liberalization in the Middle East*, Londres, New York, British Academic Press, 1993.

- PIERRET, Thomas, *Baas et islam en Syrie : la dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Proche Orient, 2011.
- PIPES, Daniel, *Greater Syria: The History of an Ambition*, New York, Oxford University Press, 1990.
- POUPART, Jean, « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques » dans POUPART, Jean *et al.*, *La recherche qualitative, Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin éditeur, 1997, pp. 173-209.
- ROY, Olivier, « Groupes de solidarité, territoires, réseaux et État dans le Moyen-Orient et l'Asie centrale » dans Hosham DAWOD, *Tribus et pouvoirs en terre d'Islam*, Paris, Armand Colin, 2004, pp. 39-80.
- SALAMÉ, Ghassan, « "Strong" and "Weak" States, a Qualified Return to the Muqaddimah », dans Giacomo LUCIANI (dir.), *The Arab State*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine, « L'entrevue semi-dirigée » dans GAUTHIER, Benoît (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 5^e édition, 2009, pp. 337-360.
- SEALE, Patrick, *Asad of Syria: The Struggle for the Middle-East*, Berkeley, University of California Press, 1989.
- SEALE, Patrick, *The Struggle for Syria: A Study of Post-War Arab Politics, 1945-1958*, New Haven, Yale University Press, 1987.
- SEURAT, Michel, *Syrie. L'État de barbarie*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Proche Orient, 2012.
- TÖNNIES, Ferdinand, *Community and Society*, New Brunswick (N.J.), Transaction Books, 1988.
- VANDAL, Gilles et Sami AOUN, *Barack Obama et le Printemps arabe : le repositionnement de la politique américaine au Moyen-Orient*, Outremont, Athéna éditions, 2013.
- VAN DAM, Nikolaos, *The Struggle for Power in Syria: Politics and Society under Asad and the Ba'th Party*, London; New York, I.B. Tauris, 2013.
- WEDEEN, Lisa, *Ambiguities of Domination. Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1999.
- ZIADEH, Radwan, *Power and Policy in Syria: The Intelligence Services, Foreign Relations and Democracy in the Modern Middle East*, Londres ; New York, I.B. Taurus and Co., Library of Modern Middle East studies, 2011.

Articles de périodiques

- ABOUD, Brian, « Power, Immigration and the "Prescribed Amount" » Rule: The Canadian Government and the Syrians in the Early Twentieth Century », *Canadian Ethnic Studies*, Vol. 46, No. 1, 2014, pp. 67-85.
- AHSAN (Al-), Syed Aziz, « Economic Policy and Class Structure in Syria 1958-1980 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 16, No. 3, 1984, pp. 301-323.
- ALLINSON, Jamie, « Class Forces, Transition and the Arab Uprisings: A Comparison of Tunisia, Egypt and Syria », *Democratization*, Vol. 22, No. 2, 2015, pp. 294-314.
- ANDÉN-PAPADOPOULOS, Kari et Mervi PANTTI, « The Media Work of Syrian Diaspora Activists: Brokering Between the Protest and Mainstream Media », *International Journal of Communication*, Vol. 7, 2013, pp. 2185-2206.
- ANDERSON, Lisa, « The State in the Middle East and North Africa », *Comparative Politics*, vol. 20, no. 1, 1987, pp. 1-18.
- ARDIÇ, Nurullah, « Genealogy or *Asabiyya*? Ibn Khaldun between Arab Nationalism and the Ottoman Caliphate », *Journal of Near Eastern Studies*, Vol. 71, No. 2, pp. 315-324.
- ASAL, Houda, « Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le Web », *e-Diasporas Atlas*, Vol. 2, No. 20, 2012, pp. 1-20.
- ASAL, Houda, « Les premières mobilisations d'immigrants arabes au Canada, à travers l'exemple du journal The Canadian Arab, 1945-1948 », *Journal of International Migration and Integration/Revue de l'intégration et de la migration internationale*, Vol. 9, No. 1, 2008, pp. 1-19.
- ATASSI, Sami, « Diaspora and Transnational Identities: Table Talk Construction of Syrian-American Identities in Times of Civil War », *Plaza: Dialogues in Language and Literature*, Vol. 4, No. 2, 2014, pp. 1-15.
- ATHAMNEH, Waed et Caroleen MARJI SAYEJ, « Engaging the Authoritarian State: Voices of Protest in Syria », *Journal of Arabic and Islamic Studies*, No. 13, 2013, pp. 169-190.
- AUBERT, Bruno, « Au-delà d'Ibn Khaldûn : la tragédie arabe n'est pas fatale », *Esprit*, No. 5, 2016, pp. 53-59.
- BAEZA, Cecilia et Paulo PINTO, « Building Support for the Asad Regime: The Syrian Diaspora in Argentina and Brazil and the Syrian Uprising », *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, Vol. 14, No. 3, 2016, pp. 334-352.
- BALANCHE, Fabrice, « Le cadre alaouite I. Alaouites : une secte au pouvoir », *Outre-Terre*, Vol. 2, No. 14, 2006, pp. 73-96.
- BALANCHE, Fabrice, « Communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité », *Confluences Méditerranée*, Vol. 2, No. 89, 2014, pp. 29-44.

- BALANCHE, Fabrice, « Moyen-Orient : la nouvelle guerre de Trente Ans », *Outre-Terre*, Vol. 3, No. 44, 2015, pp. 173-189.
- BALANCHE, Fabrice, « Syrie : Guerre civile et internationalisation du conflit », *Eurorient*, No. 41, 2013, pp. 14-30.
- BANDAK, Andreas, « Reckoning with the Inevitable: Death and Dying among Syrian Christians during the Uprising », *Ethnos*, Vol. 80, No. 5, 2015, pp. 671-691.
- BERTI, Benedetta et Jonathan PARIS, « Beyond Sectarianism: Geopolitics, Fragmentation, and the Syrian Civil War », *Strategic Assessment*, Vol. 16, No. 4, 2014, pp. 21-34.
- BOZARSLAN, Hamit, « Quand les sociétés s'effondrent. Perspectives khaldûniennes sur les conflits contemporains », *Esprit*, No. 1, 2016, pp. 30-44.
- BRINKERHOFF, Jennifer M., « Diaspora Identity and the Potential for Violence: Toward an Identity-Mobilization Framework », *Identity: An International Journal of Theory and Research*, Vol. 8, No. 1, 2008, pp. 67-88.
- CHEDDADI, Abdesselam, « La théorie de la civilisation d'Ibn Khaldûn est-elle universalisable ? », *Esprit*, No. 2, 2009, pp. 82-95.
- CIMINO, Matthieu, « « Le nom de l'ennemi » : de la représentation des combattants étrangers (Hezbollah et Al-Qaïda) dans les discours de l'opposition syrienne (2011-2013) », *Cahiers de la Méditerranée*, No. 89, 2014, pp. 115-128.
- CIMINO, Matthieu, « « La fabrique de l'ennemi » en système totalitaire. Le cas syrien (1946-2014) », *Relations internationales*, Vol. 2, No. 158, 2014, pp. 117-135.
- CRISTIANO, Riccardo, « Chrétiens d'Orient : citoyenneté vs. Barbarie », *Outre-Terre*, Vol. 3, No. 44, 2015, pp. 55-68.
- DAJANI, Omar M., « The Middle East's Majority Problems: Minoritarian Regimes and the Threat of Democracy », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 38, No. 14, 2015, pp. 2516-2533.
- DAVIE, Michael F., « Le cadre alaouite II. Cellule familiale versus appartenance sectaire », *Outre-Terre*, Vol. 1, No. 14, 2006, pp. 97-104.
- DECLICH, Lorenzo, Traduit de l'italien par Nathanaël Herzog, « Cartographie conceptuelle de la révolution syrienne », *Outre-Terre*, Vol. 3, No. 44, 2015, pp. 193-195.
- DEMMERS, Jolle, « Diaspora and Conflict: Locality, Long-Distance Nationalism, and Delocalisation of Conflict Dynamics », *The Public Journal of the European Studies for Communication and Culture*, Vol. 9, No. 1, 2002, pp. 85-96.
- DEMMERS, Jolle, « New Wars and Diasporas: Suggestions for Research and Policy », *Journal of Peace Conflict & Development*, Vol. 11, 2007, pp. 1-26.

- DHAOUADI, Mahmoud, « Ibn Khaldoun : Le Printemps arabe des sciences sociales et humaines », *Dirasat, Human and Social Sciences*, Vol. 40, No. 1, 2013, pp. 174-183.
- DONKER, Teije Hidde, « Enduring Ambiguity: Sunni Community-Syrian Regime Dynamics », *Mediterranean Politics*, Vol. 5, No. 3, 2010, pp. 435-452.
- DOT-POUILLARD, Nicolas, « Les gauches arabes, orphelines de la révolution », *Moyen-Orient*, No. 29, 2016.
- DOT-POUILLARD, Nicolas, « Soulèvements arabes : la révolution dans ses crises », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, No. 138, 2015, pp. 13-26.
- DROZ-VINCENT, Philippe, « "State of Barbary" (Take Two): From the Arab Spring to the Return of Violence in Syria », *Middle East Journal*, Vol. 68, No. 1, 2014, pp. 33-58.
- DWEIK, Bader Sa'id et Hanadi A. QAWAR, « Language Choice and Language Attitudes in a Multilingual Arab Canadian Community: Quebec-Canada: A Sociolinguistic Study », *British Journal of English Linguistics*, Vol. 3, No. 1, 2015, pp. 1-12.
- FARHA, Mark et Salma MOUSA, « Secular Autocracy vs. Sectarian Democracy? Weighing Reasons for Christian Support for Regime Transition in Syria and Egypt », *Mediterranean Politics*, Vol. 20, No. 2, 2015, pp.178-197.
- FILIU, Jean-Pierre et Laure-Marie SCHAEER, « La fin de l'État de barbarie ? La force de la révolution syrienne », *Esprit*, No. 3, 2013, pp. 163-176.
- GAUSE III, F. Gregory, « Beyond Sectarianism: The New Middle East Cold War », *Brookings Doha Center Analysis Paper*, No. 11, July 2014.
- GOLDSMITH, Leon, « Syria's Alawites and the Politics of Sectarian Insecurity: A Khaldunian Perspective », *Ortadoğu Etütleri*, Vol. 3, No. 1, 2011, pp. 33-60.
- HADDAD, Bassam, « The Syrian Regime's Business Backbone », *Middle East Report*, Vol. 42, No. 262, 2012, <http://www.merip.org/mer/mer262/syrian-regimes-business-backbone>.
- HADDAD, Bassam, « Syria's State Bourgeoisie: An Organic Backbone for the Regime », *Middle East Critique*, Vol. 21, No. 3, 2012, pp. 231-257.
- HINNEBUSCH, Raymond, « Conclusion: Agency, Context and Emergent Post-Uprising Regimes », *Democratization*, Vol. 22, No. 2, 2015, pp. 358-374.
- HINNEBUSCH, Raymond, « Modern Syrian Politics », *History Compass*, Vol. 6, No. 1, 2008, pp. 263-285.
- HINNEBUSCH, Raymond A., « State and Civil Society in Syria », *Middle East Journal*, Vol. 47, No. 2, 1993, pp. 243-257.
- HINNEBUSCH, Raymond, « Syria: From 'Authoritarian Upgrading' to Revolution? », *International Affairs*, Vol. 88, No. 1, 2012, pp. 95-113.

- HINNEBUSCH, Raymond, « Syria: The Politics of Economic Liberalisation », *Third World Quarterly*, Vol. 18, No. 2, 1997, pp. 249-266.
- HINNEBUSCH, Raymond, « Introduction: Understanding the Consequences of the Arab Uprisings — Starting Points and Divergent Trajectories », *Democratization*, Vol. 22, No. 2, 2015, pp. 205-217.
- HOM, Andrew R., « Angst Springs Eternal: Dangerous Times and the Dangers of Timing the ‘Arab Spring’ », *Security Dialogue*, Vol. 47, No. 2, pp. 165-183.
- KACHEE, Akram et Jérôme MAUCOURANT, « La Syrie entre révolutions et ingérences », *Astérion*, No. 14, 2016.
- KACHEE, Akram et Jérôme MAUCOURANT, « Sur la notion de ‘révolution’ en Syrie (2011-2013) », *Revue du MAUSS permanente*, 2014.
- KAWAKIBI, Salam (entretien avec), « Syrie : Une vie politique à inventer sous les bombes », *Confluences Méditerranée*, Vol. 3, No. 98, 2016, pp. 115-123.
- KIENLE, Eberhard, « Entre jama’a et classe. Le pouvoir politique en Syrie contemporaine », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, No. 59-60, 1991, pp. 211-239.
- LANDIS, Joshua, « The Syrian Uprising of 2011: Why the Assad Regime Is Likely to Survive to 2013 », *Middle East Policy*, Vol. 19, No. 1, 2012, pp. 72-84.
- LONGUENESSE, Élisabeth et Laura Ruiz de ELVIRA CARRASCAL, « La société syrienne, entre résilience et fragmentation », *Confluences Méditerranée*, Vol. 4, No. 99, 2016, pp. 9-18.
- LUNDGREN-JÖRUM, Emma, « Discourses of a Revolution: Framing the Syrian Uprising », *Ortadoğu Etütleri*, Vol. 3, No. 2, 2012, pp. 9-39.
- MARTINEZ-GROS, Gabriel, « L’État et ses tribus, ou le devenir tribal du monde. Réflexions à partir d’Ibn Khaldoun », *Esprit*, No. 1, 2012, pp. 25-42.
- MOADDEL, Mansoor, « The Social Bases and Discursive Context of the Rise of Islamic Fundamentalism: The Cases of Iran and Syria », *Sociological Inquiry*, Vol. 66, No. 3, 1996, pp. 330-355.
- O’CALLAGHAN, Derek *et al.*, « Online Media in the Syria Conflict: Encompassing the Extremes and the In-Betweens », *ASONAM*, Vol. 17, No. 20, 2014, pp. 409-416.
- PERTHES, Volker, « A Look at Syria’s Upper Class: The Bourgeoisie and the Ba’th », *Middle East Report*, No. 170, 1991, pp. 31-37.
- PERTHES, Volker, « The Syrian Economy in the 1980s », *Middle East Journal*, Vol. 46, No. 1, 1992, pp. 37-58.

- PERTHES, Volker, « The Syrian Private Industrial and Commercial Sectors and the State », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 24, No. 2, 1992, pp. 207-230.
- PIERRET, Thomas, « Crise et déradicalisation : les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham », *Confluences Méditerranée*, Vol. 3, No. 94, 2015, pp. 43-49.
- PIERRET, Thomas, « Syrie : l'islam dans la révolution », *Politique étrangère*, No. 4, 2011, pp. 879-891.
- PIERRET, Thomas, « The Syrian Baath Party and Sunni Islam: Conflicts and Connivance », *Middle East Brief*, No. 77, 2014, pp. 1-8.
- PIPES, Daniel, « The Alawi Capture of Power in Syria », *Middle Eastern Studies*, Vol. 25, No. 4, 1989, pp. 429-450.
- PIRKKALAINEN, Païvi et Mahdi ABDILE, « The Diaspora — Conflict — Peace — Nexus: A Literature Review », *Diaspeace*, Working paper No. 1, 2009, pp.1-57.
- SAKBANI, Michael, « The Spring That Has Not Flowered: What Went Wrong with the Arab Spring », *Contemporary Arab Affairs*, Vol. 8, No. 2, pp. 239-251.
- SCARTOZZI, Cesare Marco, « Assad's Strategic Narrative: The Role of Communication in the Syrian Civil War », *Contemporary Review of the Middle East*, Vol. 4, No. 4, 2015, pp. 313-327.
- TALHAMY, Yvette, « The Syrian Muslim Brothers and the Syrian-Iranian Relationship », *Middle East Journal*, Vol. 63, No. 4, 2009, pp. 561-580.
- TASSIN, Étienne, « Subjectivation versus sujet politique. Réflexions à partir d'Arendt et de Rancière », *Tumultes*, Vol. 2, No. 43, 2014, pp. 157-173.
- TEITELBAUM, Joshua, « The Muslim Brotherhood and the 'Struggle for Syria', 1947-1958 Between Accommodation and Ideology », *Middle Eastern Studies*, Vol. 4, No. 3, 2004, pp. 134-158. »
- TEITELBAUM, Joshua, « The Muslim Brotherhood in Syria, 1945-1958: Founding, Social Origins, Ideology », *Middle East Journal*, Vol. 65, No. 2, 2011, pp. 213-233.
- Lisa WEDEEN, « Ideology and Humor in Dark Times: Notes from Syria », *Critical Inquiry*, Vol. 39, No. 4, 2013, pp. 841-873.
- ZISSER, Eyal, « Syria, the Ba'th Regime and the Islamic Movement: Stepping on a New Path? », *The Muslim World*, Vol. 95, No. 1, 2005, pp. 43-65.

Thèses et mémoires

- ABU-SAFE, Husam Farah, « Prospects of Democracy in a Post-Assad Syria », Political Science Undergraduate Honors Theses, Paper 2, 2015.

OURYA, Mohamed, « Le complot dans l’imaginaire arabo-musulman », Mémoire de maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, 2008.

STOKKE, Espen, « Diaspora Mobilization in the Wake of the Syrian Civil War. The Syrian Anti-Regime Diaspora’s Struggle for Influence in the US and the UK », Master Thesis, Department of Comparative Politics, University of Bergen, 2016.

Textes issus de conférences

BENSLAMA, Fethi, « Au miroir de la révolution », Colloque *Visages, identités et cultures*, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Bibliothèque Nationale, Tunis, 14-15 juin 2013, publié le 8 mai 2014 sur la page Facebook de l’auteur.

Publications gouvernementales

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Population d’origine ethnique syrienne au Canada*, Direction générale de la recherche et de l’évaluation de Citoyenneté et Immigration Canada, dernières modifications le 23 octobre 2015 [En ligne] <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/recherche/population-origine-ethnique-syrienne-canada.html> (Page consultée le 19 janvier 2018).

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Portrait statistique de la population d’origine ethnique syrienne recensée au Québec en 2006*, Immigration et Communautés culturelles, 2010.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Tableau synthèse. Nombre de réfugiés syriens parrainés ou prise en charge par l’État arrivés au Québec en 2017 et le cumulatif depuis 2015*, Immigration, Diversité et Inclusion Québec, données en date du 2 octobre 2017 [En ligne] http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Statistiques_Refugies_Syriens.pdf (Page consultée le 19 janvier 2018).

STATISTIQUE CANADA, *Profil du recensement, Recensement de 2016*, Mis à jour le 13 décembre 2017 [En ligne] <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (Page consultée le 19 janvier 2018).

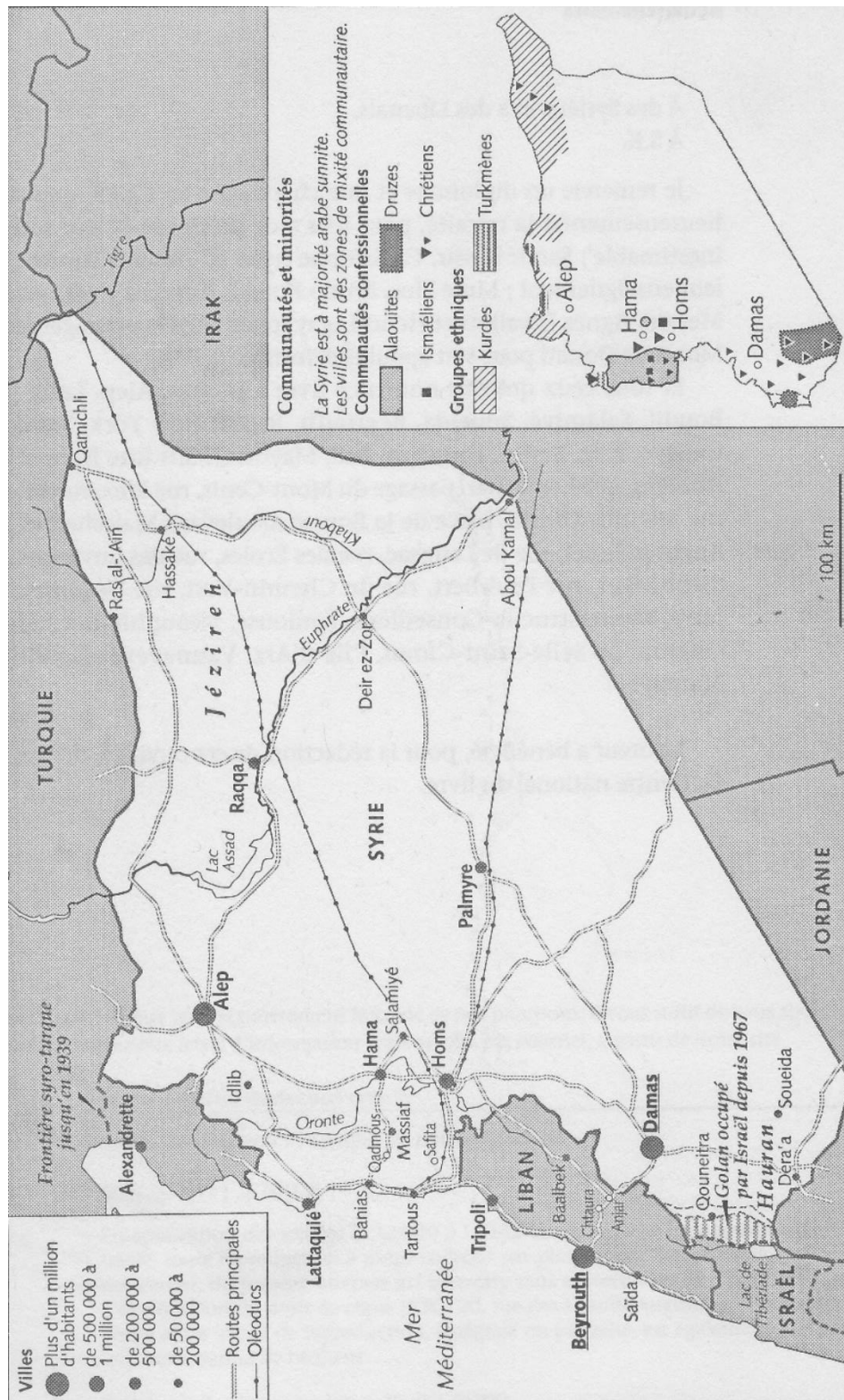
Pages internet

ABOUD, Brian, *Min Zamaan - Depuis longtemps, La communauté syrienne-libanaise à Montréal de 1882 à 1940*, 2002 [En ligne], http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2497_3090574&_dad=portal&_schema=PORTAL (Page consultée le 23 avril 2015).

SALLOUM, Habeeb, *The Syrians in Canada*, 2003 [En ligne], <http://www.syriatoday.ca/salloum-canada.htm> (Page consultée le 23 avril 2015).

ANNEXES

Annexe 1. Carte de la Syrie après 1937



Tiré de : Caroline DONATI, *L'exception syrienne : Entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2009.

Annexe 2. Guide d'entretien (français)

1. Informations sociodémographiques

- Nom
- Sexe
- Âge
- Langue (s) parlée (s)
- Ethnie ou confession (origine ethnoculturelle)
- Niveau de croyance et pratique religieuse (pratique quotidienne, hebdomadaire, occasionnelle, etc.)
- Année de départ de la Syrie et circonstances générales et personnelles ayant entraîné le départ
- Année d'arrivée au Canada
- Ville, village ou région d'origine
- Perception du revenu actuel (faible — moyen — élevé)
- Diplomation, scolarisation (domaines et expertises, équivalences au Canada)
- Niveau d'intérêt pour l'actualité syrienne (faible — moyen — élevé)

2. Questions générales

- Que pensez-vous de la situation (politique, économie, sociale, etc.) actuelle en Syrie?
- S'il faudrait établir des camps rivaux dans le conflit syrien, quels seraient-ils?
- Avec-vous changé de camp une fois ou plus depuis le début des troubles en Syrie?
- Que pensez-vous du régime de Bashar al-Assad? Conserve-t-il sa légitimité? Ses fondements idéologiques (ou autres) sont-ils solides? Qu'en est-il de sa performance?

3. Dynamique révolutionnaire des Printemps arabes

Exemples de questions :

- Est-ce que la situation en Syrie fait partie du phénomène du Printemps arabe?
- Est-ce que nous sommes devant une lutte du peuple syrien pour la liberté et la dignité?
- Approuvez-vous le recours à la violence dans le conflit? Croyez-vous qu'il y a des moyens de l'éviter?
- Est-ce que vous ou votre entourage veulent toujours renverser le régime syrien aujourd'hui?
- Croyez-vous que c'est la fin des aspirations démocratiques des Printemps arabes pour la Syrie?
- Approuvez-vous une période de transition? Dans quelles conditions et quelle étendue de la durée?

4. Ingérence de puissances étrangères

Exemples de questions :

- Certains disent que le conflit en Syrie oppose le gouvernement à des groupes terroristes, qu'en pensez-vous? Est-ce une conviction ferme ou partielle?
- Pensez-vous qu'il existe un complot ou des complots contre la Syrie aujourd'hui?
- Pouvez-vous nommer par ordre du degré de l'importance de leur rôle, qu'il soit positif ou négatif, des puissances impliquées dans ce complot?

- Est-ce que les Syriens ont perdu le contrôle de l'avenir de leur pays?

5. Loyautés communautaires

Exemples de questions :

- Certains disent que le régime al-Assad est un régime essentiellement alaouite, qu'en pensez-vous?
- Y-a-t-il un peuple syrien ou plusieurs communautés en Syrie aujourd'hui?
- Peut-on parler d'un affrontement entre chiites et sunnites en Syrie? Dans quelle mesure?
- Peut-on parler d'une guerre par procuration sur le territoire syrien?
- Peut-on parler d'une lutte de classe dans ce conflit? Cette lutte de classe oppose-t-elle des communautés particulières?

6. Positionnement politique

Exemples de questions :

- Que pensez-vous des différents groupes rebelles? Est-ce qu'un groupe attire plus votre sympathie que les autres? Pourquoi?
- Vous impliquez-vous auprès d'associations impliquées dans le conflit en Syrie (ONG, Églises, Mosquées, Clubs, Cercles, etc.)?
- Faites-vous des dons à des organisations syriennes ou concernées par l'aide en Syrie? Participez-vous à des activités caritatives?
- Votre aide, s'il y a lieu, passe directement par vos proches ou via les organisations nationales ou internationales? Lesquelles?

7. Situation au Québec

Exemples de questions :

- Généralement parlant, est-ce que vous diriez que vous êtes plutôt bien ou plutôt mal au Canada?
- Comment qualifieriez-vous votre intégration sur le marché du travail?
- Comment qualifieriez-vous votre intégration sociale?
- Que pensez-vous des débats qui ont eu lieu entourant les accommodements raisonnables, la charte de la laïcité ou l'accueil de réfugiés syriens?
- Pouvez-vous décrire les grandes phases de votre intégration et le degré de confort ressenti de chacune?

8. Conclusion

- Avez-vous de la famille ou des proches sur le terrain en Syrie?
- Êtes-vous en contact régulier avec eux? Par quel(s) moyen(s) de communication (réseaux sociaux ou autres)?
- Y-a-t-il des points sur lesquels vous voudriez revenir ou précisez dans vos liens matériels ou affectifs avec la Syrie actuelle?

Annexe 3. Guide d'entretien (anglais)

1. Social and demographic information

- Name
- Sex
- Age
- Language(s) spoken
- Ethnic or religious origin
- Level of belief and religious practice (daily, weekly, occasionally, etc.)
- Year of departure from Syria, general and personal circumstances of departure
- Year of arrival in Canada
- City, town, village or region of origin
- Perception of current revenue (low — average — high)
- Level of schooling (areas of expertise, equivalencies in Canada)
- Level of interest for news from Syria (low — average — high)

2. General questions

- What do you think about the current (political, economical, social, etc.) situation in Syria?
- If you had to establish rival sides in the current conflict in Syria, which would they be?
- Did you change sides, once or on multiple occasions, since the beginning of troubles in Syria?
- What do you think about Bashar al-Assad's regime? Does it keep its legitimacy? Is its base (ideologic or otherwise) solid? What do you think about it in terms of government performance?

3. Revolutionary dynamic of the Arab Spring

Examples of question:

- Does the current situation in Syria is part of the Arab Spring phenomenon?
- Are we in front of the Syrian's people battle for liberty and dignity?
- Do you approve the use of violence in the conflict? Do you think there are ways to avoid it?
- Do you, or does people in your inner circle, still want to overthrow the Syrian regime today?
- Do you believe that it is the end of the democratic aspirations of the Arab Spring for Syria?
- Do you approve a transition period? Under which conditions? What about the duration of such a transition?

4. Interference from foreign powers

Examples of questions:

- Some say the current conflict in Syria is opposing the government to terrorist groups. What do you think about that assertion? Is it a firm or a conditional belief on your part?
- Do you think that a plot (or many plots) against Syria exist(s) today?
- Can you give me the name(s) of the foreign power(s) involved in this plot according to their level of involvement and their role in Syria, be it positive or negative?
- Do you think that Syrians have lost control over the future of their country?

5. Ethno-religious loyalties

Examples of questions:

- Some say the Syrian regime is essentially an Alawi regime. What do you think?
- Is there one Syrian people or many ethnically and religiously-based communities in Syria today?
- Is there a battle between Chiis and Sunnis in Syria? In which way?
- Can we talk about a proxy war currently taking place on Syrian territory?
- Can we talk about a class struggle in this conflict? Is this class struggle opposing particular ethnically and religiously-based communities?

6. Political stand

Examples of questions:

- What do you think about the different rebel groups? Is there a group that attracts your sympathy more than the others? Why?
- Are you participating in associations involved in the Syrian conflict (NGOs, Churches, Mosques, Clubs, Circles, etc.)?
- Are you donating to Syrian organisations or organisations linked to help in Syria? Are you taking part in any charitable activities in that regard?
- Does your help, if that's the case, go straight to your relatives or does it go through national or international organisations? Which one(s)?

7. Situation in Quebec

Examples of questions:

- Generally speaking, would you say that you are doing pretty good or pretty bad in Canada?
- How would you describe your integration into the labor market?
- How would you describe your social integration?
- What do you think about the public debates that took place around the «accommodements raisonnables», the «charte de la laïcité» and the coming of Syrian refugees?
- Can you describe to me the main periods of your integration and the comfort level linked to each one?

8. Conclusion

- Do you have members of your family or relatives on the ground in Syria?
- Are you in regular contact with them? By which means of communication (social media or other)?
- Are there some points that you would like to return to or to point out in the material of emotional relationship that you currently have with Syria?

Annexe 4. Formulaire d'information et de consentement (français)



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer le consentement à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée.

Titre du projet

Grilles de lecture du conflit syrien en cours et prises de position politiques de membres de la diaspora syrienne de Montréal.

Personnes responsables du projet

Jean-Sébastien Marsolais, étudiant à la maîtrise à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, est responsable du projet, sous la supervision de Sami Aoun, professeur à la dite École. Pour toute information supplémentaire ou tout problème relié au projet de recherche, vous pouvez contacter Mr Marsolais au numéro de téléphone suivant 438-382-1407 ou par courriel : Jean-Sebastien.Marsolais@usherbrooke.ca. Vous pouvez joindre aussi son directeur de recherche au numéro de téléphone suivant : 819 821-8000 (ou sans frais au 1-800-267-8337), poste 63223 ou par courriel : Sami.Aoun@USherbrooke.ca.

Objectifs du projet

Le projet vise à savoir quelles sont les différentes lectures que des membres de la diaspora syrienne de Montréal ont du conflit en cours en Syrie et comment ces grilles de lecture influencent leur position politique par rapport au conflit.

Raison et nature de la participation

En tant que membre de la diaspora syrienne de Montréal, vous êtes invités à répondre à des questions portant sur votre lecture du conflit en Syrie. Votre participation à ce projet sera requise pour une entrevue qui durera environ entre une heure et une heure trente. Cette entrevue aura lieu à votre domicile, ou à tout autre lieu à votre convenance assurant la confidentialité, selon vos disponibilités. Vous aurez à répondre à des questions sur votre perception du conflit en cours en Syrie et votre position politique personnelle face à ce conflit. Cette entrevue sera enregistrée sur un support audio numérique.

Avantages pouvant découler de la participation

Votre participation à ce projet de recherche ne vous apportera aucun avantage direct, sinon celui d'effectuer une réflexion personnelle. En outre, en permettant à l'étudiant de mener cette recherche,

vosre participation contribuera à l'avancement des connaissances entourant les études sur les idées politiques et sur les liens qu'entretiennent les diasporas avec le pays d'origine lors d'un conflit.

Inconvénients et risques pouvant découler de la participation

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps pour la durée de l'entrevue (60 à 90 min). Vous pourrez demander de prendre une pause, ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra. Vous pourrez également refuser de répondre à certaines questions si vous le jugez bon.

Droit de retrait sans préjudice de la participation

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit. Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits?

Oui ☐ Non ☐

Il vous sera toujours possible de revenir sur votre décision. Le cas échéant, le chercheur vous demandera explicitement si vous désirez la modifier.

Confidentialité, partage, surveillance et publications

Durant votre participation à ce projet de recherche, le chercheur responsable recueillera et consignera dans un dossier de recherche les renseignements vous concernant. Seuls les renseignements nécessaires à la bonne conduite du projet de recherche seront recueillis. Ils peuvent comprendre les informations suivantes : nom, sexe, âge, origine ethnique, confession religieuse, enregistrements audio, etc.

Tous les renseignements recueillis au cours du projet de recherche demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Afin de préserver votre identité et la confidentialité de ces renseignements, vous ne serez identifié(e) que par un nom fictif. Ce nom fictif reliant votre nom à votre dossier de recherche sera conservé par le chercheur responsable du projet de recherche.

Le chercheur principal de l'étude utilisera les données à des fins de recherche dans le but de répondre aux objectifs scientifiques du projet de recherche décrits dans ce formulaire d'information et de consentement.

Les données du projet de recherche pourront être publiées dans des revues scientifiques ou partagées avec d'autres personnes lors de discussions scientifiques. Aucune publication ou communication scientifique ne renfermera d'information permettant de vous identifier.

Les données recueillies seront conservées, sous clé, pour une période de 5 ans. Après cette période, les données seront détruites. Aucun renseignement permettant d'identifier les personnes qui ont participé à l'étude n'apparaîtra dans aucune documentation.

À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourrait être consulté par une personne mandatée par le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, ou par des organismes gouvernementaux mandatés par la loi. Toutes ces personnes et ces organismes adhèrent

à une politique de confidentialité.

Résultats de la recherche et publication

Vous serez informé des résultats de la recherche et des publications qui en découleront, le cas échéant. Nous préserverons l'anonymat des personnes ayant participé à l'étude.

Surveillance des aspects éthiques et identification du président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines

Le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines a approuvé ce projet de recherche et en assure le suivi. De plus, il approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement, ainsi qu'au protocole de recherche.

Vous pouvez parler de tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet avec la responsable du projet ou expliquer vos préoccupations à **M. Olivier Laverdière**, président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, en communiquant par l'intermédiaire de son secrétariat au numéro suivant : 819 821-8000 poste 62644 (ou sans frais au 1-800-267-8337), ou par courriel à: cer_lsh@USherbrooke.ca

Consentement libre et éclairé

Je, _____ (*nom en caractères d'imprimerie*), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction.

Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : _____

Fait à _____, le _____ 201_

Déclaration de responsabilité des chercheurs de l'étude

Je, Jean-Sébastien MARSOLAIS, chercheur principal de l'étude, certifie avoir expliqué à la participante ou au participant intéressé(e) les termes du présent formulaire, avoir répondu aux questions qu'il ou qu'elle m'a posées à cet égard et avoir clairement indiqué à la personne qu'elle reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus. Je m'engage à garantir le respect des objectifs de l'étude et à respecter la confidentialité. Je m'engage à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à informer la participante ou le participant de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de son consentement.

Signature du chercheur principal de l'étude : _____

Fait à _____, le _____ 201_.

Annexe 5. Formulaire d'information et de consentement (anglais)



RESEARCH INFORMATION AND CONSENT FORM

You are invited to participate in a research project. This document describes the project's procedures. Feel free to ask questions about any words or paragraphs you do not understand. To take part in the project, you must sign the consent section at the end of this document; a signed and dated copy will be returned to you.

Project Title

Perceptions of the current Syrian conflict and political stand of Syrian diaspora members of Montreal

Principal Investigator

Jean-Sébastien Marsolais, graduate student at the École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, is responsible of the project, under the supervision of Sami Aoun, professor in the said École. For more information or any problem related to the research project, you may contact the researcher by phone at 438-382-1407 or by email at Jean-Sebastien.Marsolais@usherbrooke.ca. You can also reach his supervisor by phone at 819-821-8000 extension 63223 (or toll free number 1-800-267-8337) or by email at Sami.Aoun@USherbrooke.ca.

Purpose of the Research Project

The objectives of this project are to know the different perceptions that members of the Syrian diaspora of Montreal have of the current Syrian conflict and how those perceptions influence their political stand.

Study Procedures

You are being invited to take part in this research study as a member of the Syrian diaspora of Montreal. Your participation to this project will consist of an interview that will last between one hour and one hour and a half. This exchange will take place at your home, or at another place of your choosing that will guarantee your confidentiality, according to your availability. You will have to answer questions about your perception of the current Syrian conflict and your personal political stand toward this conflict. This interview will be recorded on a digital audio support.

Potential Benefits

Your participation in this research project will not bring you any direct benefits other than the occasion to perform a personal reflection. Furthermore, by participating in this project, you will contribute to the advancement of knowledge in the field of political science on the particular subject of political ideas and the link that Diasporas entertain with their homeland.

Potential Risks and Inconveniences

Your participation should not involve any significant inconveniences, other than giving some of your time for the duration of the interview (60 to 90 minutes). You may ask to take a break or to continue the interview at a more convenient time. You may also refuse to answer to some questions as you see fit.

Voluntary Participation and Withdrawal from the Study

It is understood that your participation in this research project is completely voluntary and that you remain free, at any moment, to end your participation without having to justify your decision and without penalty.

If you withdraw from the study, do you ask that the audio/video or written documents pertaining to you be destroyed?

YES_ NO_

In this eventuality, the researcher will validate your preferences regarding data destruction.

Financial Compensation

It is agreed that no financial compensation will be given to you for participating in this project.

Confidentiality, Sharing, Supervision, and Publications

While you take part in this research project, the study staff will collect and record information about you in a research file. Only the information needed for research purposes will be collected.

All the information collected about you during the study will remain confidential unless required by law. To protect your privacy, your information will be identified with a code number. The link between your identity and that code number will be kept securely by the study investigator.

The study investigator will use these data for research purposes in order to fulfill the scientific objectives of the study as described in this information and consent form.

These data could be published in scientific/medical journals or shared with other persons during scientific meetings. No data thus published or shared will bare any information that could lead to your identification.

To make sure the data collected from your information is accurate, your research file could be inspected by a person or persons authorized by the Research Ethics Board — Lettres et sciences humaines of the Université de Sherbrooke or by representatives of public authorities. All of these people and groups are bound by confidentiality policies.

Results of the research and publications

You will be informed of the results of the research and the publications which will result from this, if necessary. We will preserve the anonymity of the study participants.

Control of the ethical aspects of the research project

The Research Ethics Board — Lettres et sciences humaines of the Université de Sherbrooke has approved this research project and is responsible for its follow-up. Furthermore, any modification to the study protocol or to this research information and consent form will be submitted to the REB's approval

You may discuss any ethical issues related to the conditions of your participation in this project with the person in charge of the project, or address your concerns to Mr Olivier Laverdière, Chair of the Research Ethics Board — Lettres et sciences humaines of the Université de Sherbrooke, by contacting the committee coordinator by phone at (819) 821-8000 (1-800-267-8337) extension 62644, or by email at cer_lsh@USherbrooke.ca.

Voluntary and Informed Consent

I, _____ (please print), have read and/or understand this consent form, of which I have received a copy. I understand the reason and the nature of my participation in this project. I received explanations about the study, and my questions were answered to my satisfaction.

I freely agree to participate in this research study.

Signature of the participant: _____

Signed in _____, on _____ 20__

Researcher Declaration of Responsibility

I, _____ (please print), principal investigator, declare that my research team will be responsible for carrying out this project. We commit to respect the obligations stated in this document and to inform you of any element likely to modify the nature of your consent.

Signature of the principal investigator: _____

Declaration of the Person Responsible for Obtaining Consent

I, _____ (please print), declare that I have explained the terms of this form to the study participant. I have answered the participant's questions on the subject, and have clearly indicated that he or she is free to withdraw at any time from participation in the above described project. I commit to ensure the respect of the study objectives and to respect confidentiality.

Signature: _____

Signed in _____, on _____ 20__.